

La fin de la Préhistoire



L'Indigène et le Plébiscite

Freddy Malot – mai 1995

Dissidence Civique !

“La vérité est toujours bonne à dire”.

(auteur : l'élite populaire)

1- Notre société est celle du mépris et du mensonge. Voilà comment la minorité dominante officielle traite l'immense majorité réelle qui se nomme le peuple.

Pourquoi la Constitution de la République peut-elle donc déclarer impunément que “son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple” ?

2- Le peuple en question va-t-il enfin cesser de consentir à se faire le jouet alternatif de clans rivaux de despotes parasites ? Il n'est pas, en effet, d'autre cause aux maux qui le frappent. Tant il est vrai que les hommes ne vivent jamais que sous le régime qu'ils méritent. Hier nous étions les jouets des gangs de droite ou de “gauche”, demain nous le serons de bandits “démocrates” ou fascistes.

Ce jeu sinistre n'aura-t-il donc pas de fin ?

3- Notre régime du mépris et du mensonge à l'égard du peuple, en vérité de Nouvelle Barbarie, ce système se maintient, il est vrai ! Il dure, d'abord par l'impuissance spontanée que les simples nécessités économiques imposent aux classes populaires. Il dure ensuite par la crainte que répand la menace de répression politique. Mais le besoin et la contrainte, la faim et la peur, s'ils expliquent le maintien du régime, ne sauront jamais justifier son existence.

En tout cas, la condition d'humiliation et d'insécurité qui est faite au peuple condamne absolument ceux qui s'en prétendent les guides et les chefs.



4- Dans les circonstances présentes, les “candidats” qui se présentent aux suffrages du peuple, tous les candidats sans exception, nous les tenons non seulement pour méprisables, mais encore pour un réel danger public.

Pourquoi cela ? Essentiellement parce que ces candidatures autorisées sont néfastes, en tant précisément qu'elles accréditent l'idée que l'institution d'un véritable “suffrage universel”, exprimant réellement la “volonté générale”, existe dans notre pays.

Or ceci est une immense et honteuse supercherie contre laquelle nous nous élevons. Et les candidats qui contribuent, consciemment ou non, à entretenir cette illusion anti-populaire commettent un véritable crime moral.

5- La supercherie “démocratique” actuelle crève les yeux si on y regarde d'un peu plus près. Comment donc ! Où est la volonté générale du peuple issue des scrutins actuels ?

Nous affirmons que les intérêts du peuple, salariés en tête, eux, sont fondamentalement communs. Nous sommes persuadés que des idées convergentes peuvent et doivent découler de cette communauté d'intérêts. Nous savons que la coïncidence des besoins et

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

opinions du peuple amène inévitablement la découverte de la toute-puissance populaire, et la manifestation d'un enthousiasme durable correspondant.

Pourquoi donc le “verdict des urnes” et ses suites engendrent-ils systématiquement tout le contraire : la division, le désarroi, le désarmement et le découragement aggravés du peuple ?

6- Le crime légal qui consiste à cautionner la tromperie infâme de la démocratie actuelle, au travers des candidatures autorisées, se prouve sans peine. Il ressort des effets profonds du système en place.

En premier lieu, du côté du peuple, en le conduisant progressivement à s'enfoncer dans la plus sombre démoralisation, on le pousse du même coup à se laisser emporter, un jour ou l'autre, par une rage désespérée et destructrice. Alors, sans l'avoir voulu, le peuple provoque un état d'anarchie sans véritable perspective ni issue.

En second lieu, du côté de la coterie néo-barbare dirigeante, celle-ci est coupable du forfait qui consiste à avoir progressivement suscité le discrédit total, dans les rangs du peuple, à l'égard du principe électoral et représentatif. Elle a ainsi travaillé obstinément à la ruine du meilleur héritage politique civilisé. Or, quand se déclenche l'inévitable soulèvement populaire sauvage, la clique dominante se prévaut alors, sans le moindre scrupule, du discrédit général de la démocratie, pour mettre en action la répression la plus brutale et la persécution la plus haineuse contre les meilleurs enfants du peuple. Ces derniers sont en effet alors désignés comme boucs-émissaires du chaos, sous les noms d'oiseaux habituels : agitateurs, etc. Bref, les brigands gouvernementaux établissent à ce moment la dictature, en jurant comme le Diable y avoir été forcés.

Comment, après cela, éviter de reconnaître que les “candidats” actuels sont tous, à un degré ou un autre, de mauvais bergers politiques du peuple, et que leur action se conjugue, de fait, avec celle d'autres loups ravisseurs économiques du peuple ?



7- Reste que la perversité de la fausse démocratie établie actuellement est un mystère qu'il est absolument vital de percer. L'affaire se tranche en quelques mots.

C'est le premier dictateur européen de l'époque contemporaine, notre premier Président de la République devenu ensuite Napoléon III, qui nous a “accordé” le suffrage universel que nous connaissons. Or, pour commencer, la sagesse veut qu'on ne possède vraiment que ce qu'on conquiert soi-même, et non point du tout ce qui nous est “octroyé”.

Mais c'est la question du contenu réel du “droit de vote” qui clôt définitivement le débat. Ce fameux droit nous fut concédé dans le cadre de l'instauration simultanée de l'État policier. Cela seul éclaire toute l'affaire. En résumé, l'opération se réduisit à la manipulation diabolique suivante : l'ombre de la citoyenneté politique fut abandonnée au peuple, en échange de l'abandon qu'on lui imposait de la véritable proie : le libre exercice de l'association civile. En même temps en effet, on proscrivait absolument l'association libre, en plaçant toute organisation populaire sous la coupe du préfet et du commissaire de la République. Toute association populaire libre se trouvait désormais suspectée a priori d'être une “société secrète”, pour reprendre le langage de la démagogie officielle. Bien sûr,

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

des clubs de vieilles dames pour jouer au bridge en mangeant des gâteaux pouvaient toujours se constituer librement !

Signalons pour mémoire un point qui n'est pas sans intérêt : le suffrage était gracieusement offert au peuple, en même temps qu'on légalisait la forme juridique irresponsable de l'entreprise : la Société Anonyme...

8- Il est simplement fou de croire que la loi ultérieure de 1884, qui autorise la "libre constitution des syndicats", fut un coup porté au nouveau système de démocratie dictatoriale. Le dépôt obligatoire des statuts et des noms des dirigeants, mis à jour, à la Préfecture de police, et la prison prévue pour quiconque "porterait atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail", tout cela prouve surabondamment qu'il ne s'agissait au contraire que d'une simple sophistication du système de l'association préfectoralisée. Le perfectionnement continu du régime qui tient le "peuple-citoyen" pour intrinsèquement délinquant, c'est pourtant ce que des tas de gogos et de filous nous chantent comme des "acquis sociaux" ! Notons que la prétendue "conquête" du droit syndical était décrétée sous le règne de "Ferry-le-tonkinois" ; les victimes de la ruée coloniale de l'époque n'ont pas manqué de juger la plaisanterie macabre...

9- Au fond la "ruse" diabolique du suffrage universel de la démocratie dictatoriale est on ne peut plus grossière. D'abord, on institue la préfectoralisation de la liberté civile. Dans la foulée, on soudoie les éléments les plus vénaux et éhontés du peuple ; on trouve toujours de tels personnages, sélectionnés à rebours, qui sont effectivement "candidats" à la gestion du système de la décadence civilisée.

Alors le panorama social se présente de la façon suivante : d'une part, la citoyenneté libérale antérieure, telle que l'entendaient les citoyens déclarés "actifs" (les propriétaires "censitaires"), cette citoyenneté réelle se trouve à présent dépouillée de ses attributs essentiels : la garde nationale (le droit de porter des armes), le jury (le droit d'être jugé par ses pairs) et les clubs (la liberté des assemblées populaires permanentes). D'autre part, on peut proclamer maintenant sans danger un "suffrage universel" qui se contente de ravalier la masse de la population au rang de citoyens "passifs" à perpétuité, petits propriétaires y compris !

Le rôle attendu des gens du peuple, promus miraculeusement "citoyens", est alors d'être appelés périodiquement à plébisciter la bande de tyrans au pouvoir. Ces derniers n'hésitent d'ailleurs pas à se déclarer de la manière la plus officielle comme absolument "irresponsables" vis-à-vis des pseudo-commettants que nous sommes. On dit que cette irresponsabilité est la rançon nécessaire de tout État "moderne", qui ne peut se passer d'un "pouvoir fort" !

En définitive, tels un troupeau de masochistes, il nous faut donc à présent venir applaudir cérémonieusement nos propres oppresseurs, à l'occasion de chaque parade électorale planifiée. C'est ce qui nous fit tomber jusqu'à l'état présent d'avilissement civique : celui d'une masse d'"indigènes" simplement "sondés". À ce titre, nous jouissons du grand privilège de pouvoir "donner notre avis" à propos des luttes de clans qui agitent les extra-terrestres gouvernementaux.

Reste une dernière "conquête" démocratique à espérer, selon le modèle belge, grec, ou turc : obtenir que la contrainte légale menace ceux qui cherchent à échapper au devoir

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

d'immolation morale, incarné par la participation aux “consultations électorales”, avec un barème d'amendes à l'appui !

10- Nous sommes-nous bien fait comprendre ?

La tâche présente n'est pas d'utiliser d'une manière ou d'une autre, en faveur de monsieur Machin ou de madame Chose, un “droit de vote” qu'en fait nous n'avons pas. La tâche est au contraire de conquérir ce droit réel, la liberté effective et non illusoire d'exprimer et de faire appliquer notre volonté populaire. Cette volonté du peuple, les maîtres de la démocratie fictive actuelle s'en fichent comme de l'an 40 !

Qui oserait défendre l'absurdité selon laquelle la “voix” d'un clochard pèse autant dans l'État que celle d'un patron d'une multinationale !

Mais il y a plus grave. Certains se gargarisent comme des abrutis, du fait que nous autres, contrairement à de malheureux étrangers, nous devons nous féliciter de l'avantage insigne “d'être en démocratie”, de connaître le “pluralisme”, et d'autres choses de la même farine. Cela prouve, non pas le “haut degré de développement politique” de notre pays, mais seulement le lamentable bas niveau de conscience sociale des serins ou malandrins qui tiennent ce langage.

Notre peuple, il est vrai, s'est fait corriger comme un enfant dévoyé chaque fois qu'il fit mine de s'engager dans la voie de la démocratie sociale. Ces défaites appartiennent indiscutablement à notre tradition sacrée. Mais regardons les choses en face : la cause de la citoyenneté sociale n'a connu jusqu'à présent que des défaites !

Pourquoi cela ? Parce que notre peuple a toujours fini par se laisser submerger par l'esprit servile du “petit blanc chauvin”, ayant le malheur d'appartenir passagèrement à une Puissance mondiale, militariste et colonialiste. En d'autres termes, notre peuple s'est trouvé privé jusqu'à présent d'une émancipation sociale qui lui était nécessaire, mais qu'il n'a pas su encore mériter.

Pourtant, notre propre abaissement nous a fait un tort incalculable. Et pensons-y : le tort immédiat que nous nous sommes faits à nous-mêmes, par notre immaturité historique, est inséparable du tort direct consécutif que nous avons fait, d'un côté à nos “ennemis héréditaires” successifs d'Europe, de l'autre côté à la “francophonie” du tiers monde colonisé. Au bout du compte, notre propre nullité a lésé gravement l'ensemble des sections du peuple mondial unique, dont nous sommes partie prenante.



11- Résumons-nous :

a) Le système électoral/parlementaire authentique, la citoyenneté “active” d'autrefois, cela n'a jamais été que l'instrument spécifique de la bourgeoisie civilisatrice dominante, du temps de la monarchie constitutionnelle d'avant 1850. Les classes populaires, manuels et exploités, n'ont jamais joui de cette démocratie qu'indirectement. Mais outre l'avantage indirect que le peuple retirait du régime libéral bourgeois, ce régime avait de plus le mérite de la franchise : c'est officiellement et sans complexe qu'on nous reléguait alors parmi la masse des citoyens “passifs”.

b) Depuis 150 ans, la féodalité financière s'est substituée à la bourgeoisie libérale comme puissance dominante. Sa première opération a été de saborder et enterrer le

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

régime politique antérieur de démocratie parlementaire. Cette opération fut précisément solidaire de la proclamation de la fiction juridique du “suffrage universel” ; et elle ne fut en fait possible que par ce tour de passe-passe.

Depuis lors, la masse de la population est réduite au statut d'une masse indigène, parquée “nationalement”, confinée au rôle pervers de citoyens “passifs”. En effet, du même coup, la qualité de citoyen “actif” fut interdite à qui que ce soit. Il n'y eut droit de cité que pour le seul arbitraire de faux représentants du peuple, et vrais colons oppresseurs, essentiellement irresponsables, mais ayant en outre le culot de vouloir qu'on les plébiscite régulièrement ! C'était l'avènement du régime que nous connaissons, et qu'il faut bien appeler par son nom : la démocratie dictatoriale, ou République despotique.

c) Le peuple a le devoir de se proclamer l'héritier légitime du principe électoral et représentatif, qui est le “clou” de l'évolution politique civilisée. Le peuple se doit de placer ce principe démocratique authentique sous sa protection spéciale et indéfectible, étant seul à y être attaché. Peu importe qu'il n'ait encore jamais pu appliquer ce principe pour son propre compte. Peu importe l'usage perfide et insultant qui est fait de la démocratie dans l'État policier actuel.

d) Nous renvoyons dos-à-dos tous les partis et syndicats rivaux, quels qu'ils soient, dans la mesure où ils prêtent tous leurs concours à la perpétuation de la supercherie électorale et “démocratique” actuelle. Nous mettons en demeure les dirigeants de ces organisations, assermentées de fait au régime, de se prononcer publiquement et catégoriquement, vis-à-vis de leurs militants et sympathisants de bonne foi, sur ce sujet du système de démocratie dictatoriale qui est le nôtre.

e) Nous exigeons, par voie d'une Pétition générale de la part des Officiels de la République despotique, qu'ils procèdent à une première réparation morale, sous forme d'un remboursement de tous les frais parasites qu'entraîne la comédie électorale ; ce gaspillage de monarques décadents n'a d'autre effet que d'aggraver encore la charge ordinaire supportée par le peuple.



12- Décisions pratiques :

a) Face au système de démocratie dictatoriale en place, nous nous déclarons solennellement en Dissidence civique organisée. Ceci est évidemment tout le contraire d'une démarche “abstentionniste”. C'est purement et simplement obéir au devoir essentiel de la Citoyenneté Sociale, comprise au sens populaire.

b) Nous déclarons de salut public, que les vils “sondés” que nous étions jusqu'à ce jour, se constituent en Comités de Dissidence civique permanents, à établir prioritairement dans les entreprises, et appelés à se confédérer. Ces Comités doivent s'engager à donner l'exemple nouveau du respect des suffrages en leur sein. Les membres qui se verront portés à un poste de direction doivent engager et démontrer leur responsabilité dans l'accomplissement de leur fonction.

c) Le mouvement des comités de dissidence civique a pour but naturel la convocation d'un Congrès général des délégués des comités.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Le Congrès ne peut évidemment avoir d'autre mandat que celui de faire triompher la citoyenneté active du peuple dans l'État, autrement dit de ménager l'avènement d'une République Sociale. Un tel événement marquera bien sûr un tournant de l'histoire européenne, et même de l'histoire occidentale et mondiale.

L'affirmation de la citoyenneté sociale, qui passe nécessairement par la dissidence civique se veut foncièrement pacifique. Elle restreint d'ailleurs son objet immédiat à une seule insurrection spirituelle et morale déclarée, contre la prostration populaire que provoque le régime de la démocratie dictatoriale.

Il n'appartient qu'au peuple, ultérieurement constitué en Assemblée Sociale constituante, de tirer toutes les conséquences, économiques, scientifiques et autres, de la conquête de la citoyenneté sociale. Les questions de "programme politique" au sens étroit, c'est-à-dire de "propositions alternatives" portant sur la gestion matérielle de la société (questions que chacun peut et doit creuser dans toutes les directions), ne peuvent en aucun cas être prises en compte pour l'appartenance au mouvement de dissidence civique, et porter atteinte à son union. Dans les conditions présentes, faire valoir des divergences déplacées à ce propos, prendrait nécessairement le caractère d'une diversion tortueuse et malsaine, ce serait une source de division mortelle pour la cause de la Citoyenneté Sociale.

d) Il est de notre devoir d'alerter tous ceux qui se proposeront comme missionnaires de la cause de la Citoyenneté Sociale. La libre association civile qu'il s'agit d'imposer coûte que coûte, en face du suffrage politique frauduleux, cette action arrache obligatoirement le masque de la démocratie dictatoriale.

Point d'illusions donc : les voyous qui dominent l'État policier actuel ne peuvent voir dans notre entreprise que le projet de constituer une association à "objet illicite", un "attentat" prémédité contre la "légalité républicaine", visant à "changer le régime constitutionnel". Évidemment, leur régime de despotisme parasitaire est en jeu ! Et ils font ainsi par avance l'aveu, dans leur Code Pénal, qu'ils envisagent tout germe de libre association populaire comme la catastrophe sociale suprême.

La cause de la Citoyenneté Sociale victorieuse est ce qui peut seul nous préserver des drames menaçants de l'anarchie et de la dictature, qui s'engendrent l'une l'autre. Notre cause s'expose pourtant directement à subir la répression des corps de guerre civile existants, dénommés C.R.S. et gendarmes mobiles. Par-dessus le marché, une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête du peuple : c'est l'intervention ultime des corps de tueurs professionnels, dénommés "troupes d'élite" : parachutistes et légionnaires.



13- Nous savons très bien que nos avertissements nous feront traiter de prophètes de malheur. Hélas ! la peur n'évite pas le danger. Et c'est bel et bien à s'imposer des sacrifices qu'il faut nous préparer. Qu'on le veuille ou non, la question cruciale reste pendante : acceptons-nous, oui ou non, l'état de déchéance du peuple qu'impose la démocratie dictatoriale ? Voulons-nous, oui ou non, abattre enfin ce régime, le plus tôt possible étant le mieux, c'est-à-dire œuvrer à l'avènement libérateur de la démocratie sociale ?

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Quand les classes populaires manifestent leur mécontentement, les aigrefins gouvernementaux et autres le prennent aussitôt de haut et répliquent : de quoi vous plaignez-vous donc ? N'avez-vous pas vous-mêmes légitimé l'état de chose contre lequel vous prétendez protester à présent ? Est-ce que la "majorité de la nation" n'en a pas décidé ainsi aux élections ? Est-ce donc le désordre que vous cherchez ? Que répondre à cela ? Une seule chose raisonnable : menteurs insolents ! nous n'avons jamais pu vraiment nous éclairer mutuellement, ni pu arrêter effectivement notre volonté générale, ni pu sélectionner d'authentiques représentants, ni pu réellement sanctionner ceux qui se seraient montrés défaillants dans la mission que nous leur aurions confiée ! C'est pourquoi nous nous rallions désormais au mouvement de dissidence civique pour la citoyenneté sociale !

Autre chose : combien eûmes-nous, depuis 150 ans, de candidats de "l'espoir" qui devinrent peu après les représentants de la désillusion intégrale ? Mais à qui doit-on s'en prendre finalement ? À nous-mêmes et à personne d'autre ! La faute fondamentale est d'avoir endossé notre statut imposé de citoyens passifs, et cela jusqu'au point de pratiquer le culte superstitieux des urnes préfectoralisées. Pourtant, comment pouvions-nous croire un seul instant que le bulletin de vote avait pour fonction celle de la lettre que les enfants déposent dans leurs souliers et qui, de là, arrive sous les yeux du père Noël, lequel s'empresse aussitôt de délester sa hotte de cadeaux comblant nos vœux ! Ce qui est naïveté charmante chez un bambin, devient bigoterie ridicule chez un électeur salarié adulte. Est-il souhaitable qu'il s'entête dans sa crédulité, et en vienne à imaginer que son malheur est mérité, que le père Noël "n'est pas passé" parce qu'il n'a pas été sage ! Un citoyen actif véritable, un salarié conscient en premier lieu, est aussi un vrai croyant ; son précepte est : "Aides-toi, le Ciel t'aidera !".

Il nous semble bon de conclure en rappelant une parole, prononcée il y a longtemps, à l'autre bout du monde, par un grand ami du peuple :

"Chassez vos illusions, et préparez-vous à la lutte !"

(Mao Zedong)



Citoyenneté Sociale !



Freddy Malot – 6 avril 1995

Histoire

1830 – 1840 : L'âge d'or libéral

L'échauffourée des Trois Glorieuses, en Juillet 1830 était venue introniser irréversiblement les Principes de 89 du parlementarisme. La société en commandite par actions et la machine à vapeur rappelaient par la base la superstructure politique aux réalités de la prédominance incontournable de la bourgeoisie moderne. En un instant fut dissipée la puissance factice, honorifique, du système de la Sainte Alliance en vigueur depuis 15 ans, système représenté par les “trois autocrates” : le tsar, l'empereur et le sultan. Ainsi fut installé en France le “roi des barricades”, fils de Philippe-Égalité le “régicide”, rétablissant le drapeau tricolore de Robespierre et Napoléon Bonaparte. En Angleterre, le même mouvement fit triompher la Réforme électorale par le Bill de 1832. Ce n'étaient là, cependant, que les dernières conquêtes du libéralisme moderne. C'est l'appui décisif des “radicaux” anglais qui avait permis d'imposer la Réforme – de même, c'est l'engagement des “républicains” français qui avait permis l'installation du “roi bourgeois” à Paris.

La **crise de 1825** fut la première crise de surproduction caractérisée. Mais elle était encore essentiellement anglaise. Pour la première fois cependant on voulut déceler les causes de ce type de dérèglement du marché qui manifestait une interdépendance des places financières. La difficulté était que depuis la paix de 1815, les grandes opérations se trouvant au 1^{er} plan étaient des opérations portant sur les finances publiques : règlement de la dette de guerre française, financement des dettes publiques russe et autrichienne, emprunts des nouvelles nations nées de l'écroulement de l'Empire espagnol sud-américain.

Le triomphe du libéralisme, consécutif à **la révolution de Juillet à Paris** en 1830 mit au premier plan la grande aventure de la révolution “industrielle”. La réforme politique anglaise de 1832 ouvrait cette nouvelle ère donnant priorité à l'expansion commerciale. L'Angleterre, reine de l'économie mondiale, avait procédé à de spectaculaires conversions de sa dette publique : en 1822, réduction du 5 % en 4 % ; en 1826, réduction du 4 % en 3,5 %, complétée en 1830 (en 1844, le 3,5 % passa à 3,25 % et en 1854 on arriva au 3 %). Ainsi bien que la Rente réduite continuât à dépasser le pair, l'épargne publique se tournait désormais vers les Actions commerciales. Simultanément, en 1833, l'Angleterre abolissait l'esclavage. La même année, la Banque d'Angleterre se donnait de nouvelles règles, donnant le cours légal à ses billets d'un côté, tandis que de l'autre elle se voyait donner la faculté d'élever son taux d'escompte au-delà du taux légal de 5 %. Les sociétés commerciales proprement dites allaient prendre leur grand élan, que permettait la forme de **commandites par actions**, ou “sociétés à fonds unis” : *joint-stock banks* d'une part, *joint-stock companies* d'autre part. Sur la base des métiers à vapeur dans l'industrie textile, ce fut un déluge d'affaires de banques d'escompte d'un côté, de chemins de fer et par suite de fonderies et de mines de l'autre. En même temps, l'Europe occidentale finançait le “pays neuf” qu'était l'Union américaine, fournisseur général du coton et où régnait la fièvre de construction des villes et d'équipement en voies de communication.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

L'effervescence de 1830 ruina définitivement l'ordre de la Sainte Alliance "mystique" établi 15 ans plus tôt avec la chute de Napoléon Bonaparte. Même si les fantasmes moyenâgeux de la Russie et de l'Autriche, de Nicolas I^{er} et de Metternich, n'en furent qu'exaspérés sur le moment, la chose était acquise. D'ailleurs, les grands empires semi-féodaux, l'Autriche, la Russie et la Turquie se trouvaient, au sortir de la tourmente mondiale dans laquelle ils avaient été enveloppés, à la fois rongés irrémédiablement par la finance anglaise et contaminée irréversiblement par le virus "constitutionnel" français. D'autre part, la Prusse, l'Espagne et l'Italie se trouvaient dans un état de bouleversement absolu. La Perse, de son côté provoquée simultanément par la Russie et la Turquie, et tenue à l'œil par l'Inde Anglaise, se trouvait dans l'impasse. En fin de compte, alors que la Sainte Alliance se trouvait définitivement disqualifiée par le libéralisme triomphant en France et en Angleterre, le résultat immédiat fut une sorte de dédoublement de cette même Sainte Alliance, l'établissement de deux forces rivales du même organe, d'autant plus déchaînées physiquement qu'elles étaient condamnées moralement : ce furent l'"intégrisme" Catholique de l'Autriche et l'"intégrisme" Orthodoxe de la Russie.

L'Autriche marchait idéologiquement avec l'Espagne qui venait de subir un désastre colonial gigantesque en Amérique latine. De 1817 à 1824, l'immense empire sud-américain, du Chili au Pérou, échappa d'un coup au ci-devant Roi Catholique, San Martin et Bolivar étaient les héros de cette épopée. En 1830, le monarque espagnol, Ferdinand VII, refusa de reconnaître le gouvernement de Louis-Philippe et rompit même les relations diplomatiques avec la France. La tentative des libéraux en 1831 pour appliquer enfin la constitution "française" de 1812 qu'on n'avait jamais pu faire entrer en vigueur, cette tentative échoua encore. Le parti de "l'armée apostolique" et la direction de la "camarilla" carliste engagèrent une guerre fanatique contre le libéralisme, menée par les moines, les jésuites et l'Inquisition, de sorte qu'en 1843, l'Espagne parut plongée dans un coma définitif. L'âme de la réaction catholique frénétique était le pape Grégoire XVI, que les Trois Glorieuses portèrent jusqu'au délire dans l'idée d'effacer Luther, Locke et Rousseau ! En 1832, ce pape qui avait été désigné par Metternich l'année précédente, osa pondre l'absurde Encyclique "Mirari Vos" qui dénonçait le spiritualisme achevé des Temps Modernes, sous le nom de "libéralisme", comme une "affreuse conspiration des impies" ! Ce vieillard de 66 ans flanqué de sa maîtresse de trente ans plus jeune – "la très sainte putain" – était spécialement rendu hystérique par les "Carbonari" qui combattaient pour la constitution de la Nation italienne. Le nouvel Alexandre Borgia fulminait donc anathème contre "ce délire, la liberté de conscience" et liberté de la presse "si dommageable et qu'on ne peut assez exécrer". La pauvre momie médiévale du Vatican visait en même temps le saint catholique solitaire Félicité de Lamennais, réincarnation socialiste de Jérôme Savonarole, qui répondit par les cinglantes et immortelles "Paroles d'un croyant".

La Russie s'engageait de son côté dans une folie réactionnaire rivale, sous la direction du tsar "Nicolas la Trique" et avec la devise : "Orthodoxie-Autocratie-Impérialisme". Le tsarisme a été ébranlé de manière décisive par l'insurrection des Décembristes de 1825. Les nobles héroïques Pestel et Ryléev, organisés dans la franc-maçonnerie déiste comme les libéraux espagnols, rendirent un véritable culte à leur frère San Riégo, le "champion de la liberté" espagnol, exécuté en 1823 à l'autre bout du continent. Vraiment, Napoléon Bonaparte, décédé à Sainte-Hélène en 1821, avait vaincu ses vainqueurs ! À la nouvelle de la révolution de Juillet en France, Nicolas I^{er}, tel un chien qui a contracté la rage,

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

rassembla une armée de 250 000 hommes en vue d'envahir la France ! La révolution polonaise (nov. 1830 – août 1831) rappela durement l'autocrate aux réalités du temps ! Varsovie aux mains des insurgés à l'occident, le Caucase à l'orient soulevé par les "murides" de l'imam Ghazi-Mohammed, les marins de Sébastopol maîtres de la ville, la guérilla en Ukraine... ; quelle tâche désespérée que celle d'un despote se proposant de vaincre la grande épidémie libérale !

Mais ce n'est pas dans les vieux empires semi-féodaux vermoulus, colosses aux pieds d'argile, que se décidait le sort du monde en 1830, mais en Europe occidentale libérale, l'Angleterre d'abord, la France ensuite.

Au lendemain des guerres de la révolution, Londres s'imposa comme la grande place financière d'Europe : son monopole presque absolu à partir de 1822 est illustré par la royauté cosmopolite des Rothschild. La débauche de crédit public amena directement la "terrible crise" de 1825, première crise de **surproduction** vraiment caractérisée, quoique encore essentiellement anglaise. Comme ce devait être la règle désormais, la "purge" effectuée par la crise fut le tremplin d'une croissance échevelée sur une nouvelle base. En 1826 commence en Angleterre la grande fièvre des chemins de fer (lesquels restèrent ailleurs une curiosité jusque vers 1835). Ceci fut l'occasion de l'explosion de "l'association par le crédit", des "entreprises à fonds unis", d'une part dans le domaine du Crédit, ou commerce de l'argent, d'autre part dans le domaine du Commerce général des marchandises.

En 1826, les banques privées habilitées à émettre des billets de circulation (monnaie fiduciaire), interdites depuis 1708, deviennent libres. Ce sont les "joint stock banks", qui peuvent comprendre un nombre indéfini d'associés, lesquels sont, en contrepartie, indéfiniment responsables juridiquement. Le nombre de ces établissements explose en 1836/1837 à la veille du premier grand Krach mondial de 1838-1841.

Parallèlement, dans le domaine du commerce général, l'association par le crédit fait fleurir les Commandites par actions, que l'on ne conçoit pas autrement que comme comprenant des associés indéfiniment responsables mais, fait nouveau, qui ont la possibilité de grouper un nombre indéfini d'associés.

C'est encore en 1826 que la loi anglaise autorise le lancement historique du chemin de fer Manchester-Liverpool. En 1828, la "locomotive" de G. Stephenson est adoptée, la célèbre "Fusée". L'ère nouvelle des railways et steamers est en marche.

Ce grand chambardement économique, triomphe suprême du développement civilisé des forces productives, matérielles et humaines, naturelles et sociales, débouche nécessairement par le couronnement des institutions politiques modernes, libérales. Dans la foulée de la révolution de Juillet en France, l'Angleterre, patrie du système représentatif, fait passer la Réforme électorale et parlementaire de 1832. Cet acte porte à son sommet l'œuvre de la bourgeoisie moderne, sommet qui s'avérera bientôt indépassable. Pour "sauver l'Angleterre d'une révolution", les libéraux anglais n'ont pas hésité à menacer les conservateurs de l'appel aux masses, des grèves et du refus de l'impôt. C'était le beau temps de la tradition révolutionnaire civilisée où l'ordre classique de la propriété privée trouvait le moyen de se régénérer lui-même par la poussée hardie d'une nouvelle classe dominante qui se savait répondre aux vœux de la masse exploitée, osait s'appuyer sur cette

dernière, de même qu'elle ne se faisait pas scrupule à prêcher quand il le fallait le défaitisme national contre la réaction sociale. C'est ainsi que les libéraux anglais – les Whigs – imposèrent le Bill de 1832 avec le soutien du libéralisme Radical, l'équivalent de ceux que la France désignait depuis 1792 sous le nom de "républicains". C'est en Angleterre qu'était né ce "républicanisme", dès 1775 avec Cartwright, dans l'Angleterre des "clubs" où s'éduqua Marat. Ce courant se maintint durant la tourmente de 1789-1815, représenté par J. Bentham (fait "citoyen français" par la Législative), Thomas Payne (naturalisé français et membre de la Convention) et W. Godwin. De 1815 à 1830, c'est la figure de W. Cobbett qui incarne cette tradition "radicale". En 1831, les conservateurs parlèrent en vain contre le Bill de Réforme bourgeois, par la voix de Wellington qui agitait l'épouvantail de l'anarchie : "Il ne s'est jamais instauré de démocratie qui ne fut entrée aussitôt en guerre contre la propriété". En fait, cette gesticulation était complètement déplacée. La Réforme politique anglaise sanctionnait l'hégémonie économique de la bourgeoisie moderne en lui remettant la maîtrise correspondante de l'État. Cet épanouissement complet de la forme moderne de la société civilisée, si importante sur le fond, ne sortait pas des bornes imposées par l'horizon civilisé, celui de la Famille et de l'État. Le résultat de la conquête libérale-radical de la Réforme politique, fut que de 10 % de la population adulte mâle, les électeurs légaux passèrent à 15 %. Le libéralisme, à toutes les époques civilisées sans exception, n'est jamais allé au-delà de cette proportion. Mais ce n'est pas cette proportion numérique qui importait, c'était que les 10 à 15 % de "décideurs" devenaient à chaque bond en avant de l'ordre civilisé qualitativement différents, que la nouvelle classe dominante se trouvait être une bourgeoisie différente, que la nouvelle classe dominante se trouvait être une bourgeoisie "plus bourgeoise". La chose était donc tout à fait légitime dans le contexte de l'ordre social où la propriété privée, quoique métamorphosée, restait la base générale et s'acheminait simplement vers sa perfection.

La classe dominante, celle des propriétaires exploiters, détenteurs des moyens de production, avait d'ailleurs avec une candeur fondée sur sa légitimité historique, qu'elle revendiquait la véritable responsabilité civile qui justifiait sa direction politique ; et elle reconnaissait de la manière la plus officielle que cela lui conférait en même temps la charge, l'obligation, d'assurer la protection physique et morale de la masse des propriétaires exploités, finalement simples détenteurs de la force de travail, placés sous leur dépendance. Il était cependant une conséquence lourde pour l'avenir du Bill de Réforme, c'est que la gauche anglaise, "les Whigs avaient vidé leur carquois", comme dit Churchill. En d'autres termes, tout développement social ultérieur devait nécessairement échapper à la direction de la bourgeoisie, remettre en question la propriété privée elle-même, déborder du cadre traditionnel civilisé se trouvant maintenant au bout de son latin.

En attendant, la victoire du libéralisme politique à Londres ne concernait pas que l'Angleterre elle-même. C'était en même temps une victoire "internationale". En effet, elle s'associait tout autant à l'émancipation des catholiques irlandais d'O'Connel (1829) qu'au décret solennel d'abolition de l'esclavage aussitôt promulgué (1833).

Dès lors, de 1830 à 1840, le débordement du libéralisme moderne ne fit que se dessiner de plus en plus nettement, parallèlement au mûrissement de la Question Sociale. En Angleterre, Owen prêche une réforme économique générale : une coopérative nationale complétée par un syndicat unique ; le radicalisme, lui, préconise une réforme politique générale : un parlement national fondé sur le suffrage universel. Sur le continent, les saint-

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

simoniens proclament que “l’exploitation de l’homme par l’homme” doit achever de manière conséquente son atténuation que traduit la succession esclavage-servage-salariat, par une organisation politique rationnelle de la production et des échanges. Les fouriéristes, de leur côté, veulent régénérer civilement la société par l’éclosion d’associations libres constituées par la seule force du travail “attrayant” et amenées spontanément à former une fédération générale.

1840 : La Crise Civilisée se noue

Tous les problèmes qui travaillent aujourd'hui la planète, sans exception, ne peuvent se comprendre correctement si on ne saisit pas le caractère fondamental de l'époque contemporaine à laquelle nous appartenons. Cette époque n'est autre que celle de la crise générale de l'ordre civilisé, crise qui a éclaté avec la révolution mondiale de 1848 et sa défaite matérielle générale. À ce moment, les Puissances dominantes européennes n'ont pu ni voulu résoudre de manière "révolutionnaire" – c'est-à-dire audacieuse et créatrice – le problème du Paupérisme salarial qui se posait à l'intérieur et le problème des Nationalités paysannes qui se posait à l'extérieur. Par suite, depuis 150 ans toute notre histoire mondiale est celle de la lutte s'aiguissant par vagues successives entre le régime dominant de Nouvelle Barbarie et la pression du peuple mondial pour faire triompher l'ordre nouveau du Communisme Libre.

Il est un fait qui semble troubler l'analyse que nous présentons de l'époque contemporaine c'est que l'Angleterre, première puissance mondiale en 1848, parut relativement épargnée par l'ouragan de la révolution civile et politique, familiale et patriotique de type nouveau qui enflamma alors le continent. L'éclaircissement de ce fait est du plus grand intérêt théorique pour tous les combattants conscients du Communisme Libre de notre planète. En effet, il apparaît que si la crise générale de la civilisation fut pour ainsi dire déclarée de manière irréversible en 1850, en réalité elle fut nouée dix ans auparavant, en 1840 et, précisément, en Angleterre. C'est à cette date que l'Angleterre procéda pour son propre compte au revirement décisif qui substituait à l'ordre civilisé dominant l'ordre dominant néo-barbare. Au premier abord, le phénomène peut rester inaperçu, du fait de son caractère local immédiat, cependant, à cause de la situation hégémonique de l'Angleterre sur le marché mondial de l'époque, et parce que le retournement néo-barbare du pouvoir anglais se produisit dans le contexte du Krach économique mondial de 1838-1841, dater les prémices de la crise générale de l'ordre civilisé en 1840 revêt une importance de principe indiscutable.

Nous nous arrêterons donc ici à détailler le "tournant anglais" de 1840.

Le Krach mondial, de fait, commença en 1836 dans l'Union américaine. De 1832 à 1836, ça avait été une euphorie sans précédent : le coton américain, de 1833 à 1836 avait grimpé de 31 %, et le fer anglais, de 1831 à 1836 de 41 %. En Amérique, où il y avait liberté d'émission de billets, les banques privées donnaient sans réserve leur concours aux commerçants qui importaient à tout va. Alors qu'elles ne pouvaient prêter, théoriquement, que 3 fois leur capital, elles avancèrent jusqu'à 20 fois celui-ci, les émissions sur escompte à court terme déguisant évidemment de gros engagements à long terme. On arrive, en 1836, au point que le fort déficit commercial américain impose des sorties importantes de métal précieux. Ce fût, en quelque sorte, une première "ruée vers l'or" qui se déclencha, les billets de banque se trouvant dépréciés de 10 à 20 %. Les prix s'effondrent, les faillites se

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

déclarent, les exportateurs anglais font d'énormes pertes. Fin 1836, la Banque d'Angleterre recourt pour la première fois à l'élévation du taux d'escompte, de 4 % à 5 %. Cependant, dans l'Union américaine, le directeur de la banque fédérale, le célèbre BIDDLE, tente de faire face à la chute des cours du coton et à l'évasion de l'or, en organisant une immense opération de "corner" sur le coton : il s'agit d'accaparer toute la récolte par une inondation de billets, afin d'étrangler les manufacturiers européens par des prix de monopole et faire ainsi affluer le métal jaune. Il est vrai que mi-37, par rapport à mi-36, les cours du coton avaient chuté de 45 % et ceux de la fonte de 44 %. Biddle se trouve piégé par une récolte inespérée de coton. Mais la victoire des manufacturiers d'Europe n'arrangea pas les choses. La débâcle en Amérique, avec une dépréciation de 20 à 30 % des billets de banque émis en masse, fit s'effondrer les actions et obligations américaines dont la Bourse de Londres était chargée. Les titres invendables mirent 33 000 maisons en faillite. La Banque d'Angleterre, sollicitée de tous côtés et voyant son encaisse métallique s'évanouir, dut utiliser pour la première fois la faculté qu'on lui avait conférée en 1833 d'élever son escompte au-delà du taux légal et le fixa à 6 % (janvier 1839). La crise bancaire était jugulée, y compris les effets de la mauvaise récolte de grains de 1838 qui avait nécessité l'importation de 10 millions de livres de céréales. Mais la purge industrielle qui s'en suivait était encore une autre affaire !

En 1836/1837, la frénésie de créations de commandites, en Angleterre comme en France, recouvrait pour une large part la création de sociétés anonymes sous forme déguisée. De plus, nombre de commandites avaient un capital-action purement théorique, simple prétexte à l'émission d'emprunts, dont la responsabilité du versement des intérêts était reportée sur les pouvoirs publics accordant des "concessions" de toutes sortes : rail, canaux, éclairage, messageries. La crise avait amené une destruction du réseau bancaire américain, elle amenait la déconfiture générale des sociétés commerciales en Europe. En 1841, 18,5 % des salariés des fonderies se trouvaient au chômage en Angleterre. On relève qu'en Angleterre de 1836 à 1842, pour 100 000 habitants, les mariages tombèrent de 192 à 157, tandis que les criminels grimpent de 152 à 265, et le coût de l'assistance publique par habitant s'envole de 13 à 21 shillings.

C'est dans cette conjoncture que se produisit la grande **agitation historique du Chartisme** ou mouvement pour une Constitution Populaire. Ce mouvement d'une importance historique décisive est malheureusement évoqué seulement en quelques lignes par les historiens "ouvriers" français, contaminés à son égard du même chauvinisme qu'à l'égard des mouvements révolutionnaires coloniaux. La première crise mondiale du capitalisme industriel, issue de la fabrique et de la banque d'escompte, de la locomotive et du steamer, mettait en même temps en branle pour la première fois le mouvement authentiquement salarial de la démocratie sociale. Dans le Chartisme convergeait en effet à la fois un néo-radicalisme représenté par Th. Attwood et Francis Place (le rédacteur de la Charte du Peuple) et un mouvement syndicaliste inconnu auparavant. Les Radicaux, qui avaient dès 1838 pesé de façon significative dans l'adoption de la Réforme politique de 1832, préconisaient à présent ni plus ni moins que l'établissement du suffrage universel masculin, affranchi de toute condition censitaire, comme condition préalable à toute solution de la Question Sociale, c'est-à-dire commerciale, civile ou familiale. Il était entendu, évidemment, que l'universalisation du suffrage entraînait celle de ses attributs au sens libéral : la **garde nationale** (armement populaire), le **jury** (jugement des masses

par leurs pairs) et les **clubs** (sociétés populaires libres). Cette prétention des manuels et exploités à jouir de la liberté bourgeoise provoqua immédiatement une scission du monde libéral, et le regroupement accéléré de sa fraction réactionnaire qui s'imposa sans grande difficulté, s'affichant désormais comme une nouvelle féodalité dominante, l'aristocratie financière. Les authentiques libéraux se trouvèrent paralysés par les événements, les radicaux fidèles à James Mill et J. Bentham et les petits propriétaires désorientés par le fait nouveau du syndicalisme, et les syndicalistes privés de tradition, d'organisation, de chefs propres et de doctrine.

L'aristocratie financière, elle, sût immédiatement ce qu'elle voulait et comment unir à elle en une même cause les vieux hobereaux du parti Tory. Pour le "Parti de l'Ordre" se constituant sous la direction de l'aristocratie financière, l'idée même de la Constitution Populaire équivalait à livrer la liberté aux ennemis de la liberté. Macaulay, parlant en 1842 contre les Chartistes au Parlement, ne trouva pas mieux que reprendre l'argument invoqué 10 ans auparavant par Wellington contre la bourgeoisie libérale ! "Je m'oppose au suffrage universel. Je considère que la civilisation repose sur la sécurité de la propriété". Des conflits sanglants, prenant une forme pré-révolutionnaire, étaient dès lors inévitables. La masse mobilisée par la Charte du Peuple ayant pour chefs O'Brien, O'Connor et Stephens, présenta au Parlement une Pétition légitimée par de grands rassemblements de masse pacifiques. Le pouvoir y répondit par la répression de l'armée, appuyée par le recrutement de "forces de police spéciales", les "constables" précurseurs des sections d'assaut (SA) nazis. L'animation du mouvement chartiste par des "émigrés" irlandais qui peuplaient les fabriques et les mines permit en outre de susciter une hostilité "raciste" dans la couche arriérée de travailleurs anglais, chez qui l'on répandait que ces "étrangers" étaient les vrais responsables de l'atteinte portée au niveau de vie d'ensemble ! Toujours est-il que le pouvoir anglais désormais despotique criait haut et fort que l'agitation sociale avait son "sûr remède dans la fermeté efficace du gouvernement". Le mouvement Chartiste fut écrasé, la démocratie dictatoriale instaurée. Le temps du Radicalisme, sous sa vieille forme de simple libéralisme radical commandant à un syndicalisme qu'il ne comprenait pas réellement, ce temps était en fait terminé. Il ne brilla encore une dernière fois qu'au cours de la Guerre de Sécession en Amérique (1861-1865), chez les ultimes héritiers de Jefferson, connus sous le nom de "carpet-baggers" et "scalawags", eux aussi finalement neutralisés par les "majors généraux" de l'Union, profitant de l'existence du soi-disant extrémisme opposé du Ku-Klux-Klan.

L'étouffement du mouvement chartiste de 1838-1839 ne résolvait évidemment en rien le problème soulevé, celui de la Question Sociale ; il ne faisait que la rendre chronique et l'aggraver. Le radicalisme appuyé sur le syndicalisme se mua en syndicalisme faisant éclore des dirigeants marxistes. Cependant, dans un premier temps, l'expérience salariale de l'Europe occidentale profita principalement aux grands États paysans multinationaux de l'est, la Russie puis la Chine, menacés de désintégration politique par l'impérialisme européen. Quant à la question civile pendante de l'Angleterre, la politique de superpuissance de John Bull, s'ouvrant à la canonnière débouchés et matières premières, permit d'en reculer l'échéance, des carrières se trouvant ouvertes à la vieille aristocratie terrienne, des sinécures offertes aux politiciens "travaillistes" de la nouvelle aristocratie ouvrière, et un canal d'évacuation du paupérisme aménagé par l'émigration. On a pu raconter que le salariat anglais et après lui le salariat américain étaient marqués d'un

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

“exceptionnalisme” qui les rendaient allergiques au communisme libre. Ce sont là des fadaïses répandues par la néo-barbarie pratiquant la méthode Coué. C'est précisément pour les pays les plus civilisés, où pourtant il n'a pas “pris” en un premier temps, que le marxisme était le plus adapté. Les temps qui viennent nous en répondront !

Le Krach mondial de 1838-1841 toucha la France directement. On vit ici également l'ordre public porté à un point d'équilibre instable, la civilisation parachevée semblant hésiter quant à son destin, ne sachant si elle devait basculer vers le communisme civilisé ou bien se retourner en néo-barbarie.

D'abord, la crise se fait sentir brutalement fin 1839. En décembre, il y a 30 000 tailleurs au chômage à Paris, et au total 150 000 ouvriers sans ouvrage. Des grèves et le désordre en découlent toute l'année 1840, l'apogée du mouvement arrivant début septembre. Le pouvoir fait afficher la loi contre les “attroupements”, perquisitions et arrestations commencent, deux régiments sont amenés à Fontainebleau, des agents provocateurs entrent en scène, la police fabrique un “complot”, on accuse aussi bien la “main de la Russie” et “l'or anglais” ! Le préfet de police menace les “mauvais ouvriers” du Code Pénal et les arrestations en masse sont à l'ordre du jour.

En 1840 apparaissent donc les premiers éléments de notre ordre actuel néo-barbare : en même temps que l'on met en place **une “société disciplinaire”**, on élabore un **“Code du Travail”** qui prétend faire du salarié un mendiant intégré. C'est en effet en 1841 que paraît notre première “loi sociale”, qui porte sur le travail des enfants dans les manufactures. Quant à la société disciplinaire exigée par les “honnêtes gens”, elle prend forme de la façon la plus nette. En premier lieu, on fabrique officiellement une “police spéciale” qui donnera notre police d'État. Avec la police spéciale, on met en place le “Cabinet noir”, c'est-à-dire l'espionnage du public, qui s'associe au contrôle et à la direction de l'opinion, les mouchards n'étant pas négligés.

L'illustration la plus frappante de la tendance nouvelle à la dictature démocratique, c'est la formation du système carcéral. Que l'on peut dater, dit Michel Foucault, très précisément du 22/01/1840, jour de l'ouverture officielle du pénitencier de Mettray fondé par Demetz. Le système carcéral nouveau, avec ses “quartiers” n'est rien moins que l'effondrement de tout l'idéal humaniste moderne que cultivait le monde libéral depuis 75 ans, depuis le Traité de Beccaria (1764). Auparavant donc, on parlait de “prévention” primordiale des délits, par “les lumières qui accompagnent la liberté”, de “douceur des peines” nécessaire, et de “récompense de la vertu”. Maintenant, le discours à la mode est l'incarcération “véritablement expiatoire”. D'ailleurs, vers 1840, on ne parle que de programmes “d'architecture des prisons”, qui doit traduire “dans la pierre l'intelligence de la discipline”. Le système de la “prison cellulaire” est décrété par la Chambre des Députés en 1840, il inaugure le suicide chronique des détenus. Le ministre de l'Intérieur Duchâtel, celui-là même qui organise, au sein du régime censitaire la corruption électorale à grande échelle, invente en 1841 le “Panoptique pénitencier”, le modèle parfait de prison cellulaire. Delessert, déjà, avait découvert les mérites de la “voiture cellulaire” en 1837, la bonne société trouvant que la prison roulante épargnait à ses regards les cortèges de forçats enchaînés, qui provoquaient en outre par monts et par vaux, la population paysanne par ses chants collectifs.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Le régime de l'internement cellulaire vise effectivement la classe salariée, que l'on dit ouvertement manipulée par des criminels. Il s'agit de "terrasser l'armée du désordre par la loi". C'est en 1840 que paraît, justement "Les classes dangereuses" de Frégier, couronné par l'Académie ! 1840 est aussi l'année de naissance de la "psychologie scientifique", ancêtre de "l'anthropologie criminelle". En 1841 paraît également "l'Ethnographie des prisons" (!). Le "bon" Raspail y va aussi de son projet sur les prisons. C'est ainsi que naît en 1840 ce que nous appelons la Prison, avec social de faire primer la répression sur la prévention. En fait, ce système pervers produit "l'effet exactement inverse" de celui affiché par les autorités : les délinquants deviennent une masse de manœuvre pour la nouvelle police clandestine, un personnel embauché pour les provocations de la rue, des agents indispensables d'une haute pègre gouvernementale décidée à une politique de la terre brûlée plutôt que de reconnaître l'existence d'une quelconque Question Sociale. Finalement, c'est en 1844 que la loi adoptera l'internement cellulaire comme principe.

L'ordre politique est en accord avec l'ordre civil. Dans le feu de la crise mondiale, l'année 1838 se distingue à Paris comme celle des fondations extravagantes de Commandites et l'année de l'agiotage par excellence (on dit spéculation aujourd'hui). En fait, c'est de ce moment que date la fondation de notre Bourse des valeurs parasitaire. En réalité, ce sont alors de fausses commandites par actions qui pullulent, couvrant des Sociétés Anonymes non autorisées, c'est-à-dire des sociétés de capitaux ayant l'irresponsabilité pour principe. Puisqu'il est exclu d'affronter courageusement l'exigence forgée par le libéralisme même de régler la Question Sociale en s'engageant dans la voie du communisme libre, il n'est qu'une solution : tuer le libéralisme et imposer le parasitisme ! Les sociétaires de la compagnie en commandite par action étaient investis d'une responsabilité solidaire et indéfinie sur leurs personnes et sur leurs biens, pour toutes les dettes contractées sous la raison sociale. La féodalité financière proteste âprement. On supprime la prison pour dettes. Surtout on déclare que la commandite par actions entraîne une "solidarité fâcheuse autant qu'injuste, qui a longtemps étouffé l'esprit d'association, entrave singulièrement son essor" (Coquelin). L'on décide que le commanditaire (bailleur de fonds irresponsable) se trouve désormais "tyrannisé" par le commandité (sociétaire responsable). Que l'association commerciale doit être "abandonnée aux règles du droit commun, à l'initiative individuelle", pour libérer "l'esprit d'entreprise énervé par l'asservissement administratif", que "l'association se débat dans les entraves d'un zèle inconsidéré pour les intérêts des tiers et contre la suspicion dont le législateur se complaît à frapper quiconque s'immisce dans l'administration d'une société commerciale" (c'est-à-dire les commanditaires irresponsables). Pour cela, il suffit de "faire descendre la société anonyme des hauteurs aristocratiques où la maintenait la Restauration", "affranchir la société anonyme", abolir les "lois entachées d'un esprit rétrograde et restrictif". La pression dans le sens du parasitisme économique était donc d'une violence extrême. Aussitôt la crise de 1836-1842, l'irresponsabilité de fait des Commandites fonctionnant comme des Sociétés Anonymes illégales, en 1844 le Parlement anglais autorise la Couronne à déroger cas par cas (!) à la responsabilité illimitée des actionnaires de commandites. Mais la chose ne sera véritablement sanctionnée qu'après 1848.

Le bilan de la révolution démocratique et sociale avortée est alors finalement le suivant : manu militari la féodalité financière "accorde" aux masses le suffrage universel faisant de tous des citoyens "passifs", en échange de quoi on consacre la victoire de la société

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

anonyme de droit commun, victoire du parasitisme économique. La loi consacrant toujours le fait établi à retardement, c'est la loi anglaise du 14 juillet 1856 qui proclame le nouveau système économique : le Parlement anglais généralise les "dérogations" royales antérieures, élimine les "lettres patentes d'incorporation" exigées auparavant, et toute commandite peut désormais se constituer "à son gré" sans ou avec responsabilité limitée de ses membres. En France, notre loi fondamentale des sociétés commerciales de 1867 donnera le même résultat.

Mais rien n'est définitivement joué en 1840 pourtant. À la vieille entreprise privée responsable, il n'est pas que l'issue de rendre de droit commun l'entreprise irresponsable nommée S.A. L'autre issue, ouvrant au communisme libre, celle de la Coopération générale encouragée par un Parlement populaire, **Louis Blanc** la propose précisément avec éclat dans son "**Organisation du Travail**" de 1840. La même année, l'effervescence républicaine et socialiste est grande : Proudhon fait paraître son pamphlet sur la "propriété", Cabet son "Icarie", Corbon le journal "*L'Atelier*", et Metternich se voit contraint de faire condamner Lamennais par le Pape. 1839-1840 voient se succéder des crises de Cabinet. Et si Louis-Napoléon voit avorter son premier putsch du débarquement de Boulogne en août 1840, en mai 1839 Blanqui a de même manqué sa tentative de coup de main républicain à Paris. Le fait saillant c'est qu'avec la fermentation socialiste, qui comprend Leroux, Considérant, etc., naît un nouveau parti Républicain, celui de *La Réforme* de Ledru-Rollin en 1841, disqualifiant définitivement celui du *National* de 1830. Si donc les éléments de l'État policier se regroupent, ceux de la démocratie populaire se rassemblent également. Le grand affrontement de Février 1848 se prépare.

Le "tournant de 1840" ne concerne pas que la situation civile et politique interne des deux grandes nations libérales et constitutionnelles que sont l'Angleterre et la France. À partir de ces deux pays, il met véritablement en jeu **l'avenir du monde entier** : celui des empires semi-féodaux d'une part (Autriche, Russie, Turquie, Chine) et celui des nationalités en éveil dans l'ensemble du monde semi-primitif qu'on appellera bientôt "colonial".

Le nœud de cette situation internationale d'ensemble, c'est précisément la rivalité anglo-française, qui se manifeste en deux "Points chauds" bien précis : la Belgique et l'Égypte. Les deux problèmes réunis amènent l'Angleterre et la France au bord de l'affrontement. Mais la "fermeté" de l'Angleterre conjuguée à la "faiblesse" de la France amènent dans les deux cas à briser le patriotisme libéral, à faire avorter la formation de ces deux pays en Nations modernes souveraines. En nov.1840, la Belgique a dû accepter ses frontières avec la Hollande et le Luxembourg et la Société générale belge soumise à Londres supplante la Banque de Belgique.

En juillet 1841, le traité de Londres brise l'œuvre de Méhémet-Ali et de son fils Ibrahim visant à régénérer l'Empire Ottoman.

L'Angleterre a déclenché en 1840 la Guerre de l'Opium qui provoque l'Empire chinois. La guerre se termine en 1842 par le "Traité" de Nankin imposé sous la menace du canon.

En 1839, les anglais refusent de reconnaître la République du Natal en Afrique du Sud et en font par la force la "province du Cap".

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

En Nouvelle-Zélande, même chose : un vaisseau de guerre “amène les Maoris à traiter” en 1840, c'est-à-dire à reconnaître la souveraineté britannique.

Au Sind (Pakistan), Nasir ud-dîn et ses “Farâidî” combattent victorieusement les anglais, et en Afghanistan Dost **Mohammed** leur inflige une défaite humiliante.

La France marque son tournant néo-barbare en 1840 tout autant sur le plan social intérieur que sur le plan colonial.

Les libéraux portés au pouvoir en 1830 manifestaient une nette hostilité à l'idée coloniale. Le débarquement à Alger était le fait de la monarchie “blanche” aux abois tentant une dernière diversion pour se sauver. Aussi la monarchie nouvelle, “tricolore”, fait immédiatement interrompre les opérations à Madagascar. Le régime de Juillet préconise une forme de commerce international étrangère en principe à l'idée de conquête coloniale. C'est le système des “points d'appui”, qui vise à constituer des routes maritimes par une chaîne de comptoirs permanents, avant tout escales de navires et entrepôts de cargaisons. L'Angleterre, évidemment, voyait d'un mauvais œil ce système français des points d'appui qui la concurrençait. En revanche, elle tolérait l'aventure française en Algérie, parce qu'elle coûtait cher à Paris et risquait en fin de compte de décourager le “rayonnement civilisateur” de la France. D'ailleurs, après 1830 au gouvernement français s'opposaient le ministère des Affaires étrangères, saisi par les libéraux, et le ministère de la marine, place forte des hommes d'ancien régime, liés au vieux Pacte colonial reposant sur les épices et les nègres, la canne à sucre et la traite.

La politique algérienne est ce qui nous éclaire le mieux concernant le tournant colonial de 1840. Abd el-Kader avait été initié à Damas en 1828 à la confrérie Nashbandiyya, alors en pleine révolution suscitée par l'école chiite des Schaykis. En mai 1837, on avait signé le traité de la Tafna reconnaissant la souveraineté d'Abd el-Kader. En 1840, dans l'atmosphère de Krach mondial, des grèves et du Chartisme anglais, de tension anglo-française tous azimuts, Thiers décide de “rompre avec les errements antérieurs”, “d'en finir avec Abd el-Kader”. On déclare cyniquement que l'émir a violé le traité, en ajoutant cependant que ce traité était une “cote mal taillée”, une “faute”, un accord “deshonorant” pour la France. Pour les besoins de la cause, on truque le texte même du traité. Bugeaud est nommé gouverneur général en décembre 1840. Il s'agit de procéder à “une grande invasion derrière laquelle s'établiraient des colons militaires”. L'aveu est même d'une brutalité sans nom : “les traités n'ont jamais lié les nations que lorsqu'ils sont conformes à leur intérêt”.

La veille encore, les français étaient acquis à l'idée de “civiliser les Arabes par la paix, par le bienfait de nos lois, par le frottement de notre civilisation”, on discutait encore de l'abandon des “Gibraltar” occupés.

En 1838/1839 l'armée d'Afrique avait perdu **6000 hommes**, 15 % de son effectif, par la dysenterie et la malaria.

Depuis huit ans (1830-1838) une nationalité algérienne se créait, et le traité de la Tafna constituait un Royaume à Abd el-Kader.

Le tournant colonial est donc pris. En février 1841, Bugeaud dispose de 78 000 hommes à lancer contre le corps régulier de 4500 soldats d'Abd el-Kader. C'est, nous dit-on, “commencer à tendre l'oreille à l'appel de l'Afrique, la vocation africaine s'éveiller”. Au discours du Trône de fin 1841 le roi Louis-Philippe déclare l'Algérie “terre désormais et

pour toujours française”. Nos bons historiens s'émerveillent : c'est enfin “adopter un système, une politique algérienne”. Cela vaut plus généralement. “À la fin de 1842, une note toute nouvelle apparaît dans l'histoire de notre politique africaine” : la politique essentiellement commerciale des “points d'appui” est abandonnée, on y substitue la politique essentiellement militaire des “comptoirs fortifiés, comportant droit de souveraineté française”, échelonnés sur toutes les côtes du golfe de Guinée (du Sénégal au Gabon).

C'est en vain que Abd el-Kader luttera désespérément jusqu'en décembre 1847.

Au total, la nouvelle politique coloniale, non plus civilisatrice mais néo-barbare, que traduit et le plan “d'invasion” algérienne et le système des “comptoirs fortifiés comportant droit et souveraineté”, donnera les horribles “avantages” suivants :

- C'est la décision irréversible de broyer impitoyablement tous les peuples coloniaux ;
- Cela inaugure le militarisme et l'affrontement inter-impérialiste qui débouchent sur les boucheries sans nom des Grandes Guerres pour le repartage du monde ; avec, à la clef, le virus raciste inoculé à l'Occident ;
- C'est une **diversion diabolique à la Question Sociale intérieure**, ouvertement posée cette fois, autrement plus sérieuse dans la crise de 1840 que les révoltes de Canuts de 1831 et 1834 ;
- C'est enfin rompre **définitivement avec la démocratie libérale de 1830** et, par-là même avec la tradition civilisée tout entière. On nous déclare sans aucune pudeur que la nouvelle politique coloniale élimine “ce régime où n'importe qui a le droit d'exprimer son opinion sur n'importe quoi, régime incapable de concevoir de grands desseins”. Notons que ce qui est dénoncé ici est le régime libéral censitaire, la monarchie constitutionnelle, le système représentatif bourgeois !

Dans **les empires semi-féodaux** d'Occident, Russie et Autriche, on peut noter le renversement de 1840. Désormais les nations modernes virant au despotisme démocratique prennent sous leur aile ces monstres vermoulus, interdisant toute amorce de modernisation interne, en même temps qu'elles s'emparent de leurs positions périphériques, en attendant de se dévorer entre elles pour dépecer ce qu'ils diront des “hommes malades” ultérieurement !

Le Russe Nicolas et l'Autrichien Metternich sont épouvantés par la ruine de la Sainte Alliance consécutive aux Trois Glorieuses de 1830, revanche posthume de Robespierre et Napoléon Bonaparte, d'autant que le venin libéral s'est insinué à l'intérieur de ces empires.

Le Tsar tremble sur son trône, avec la Pologne de Mickdevicz insurgée, avec la guérilla de Shamyl (3^{ème} imam Naqushbandi) nommé l'Abd el-Kader du Caucase, avec les héritiers des Décembristes agitant Moscou même : Herzen et Khomiakov. Les despotes démocratiques anglo-français compatissent activement.

L'empereur d'Autriche tremble sur son trône, avec l'indépendance de la Belgique, le Zollverein qui s'est constitué en Allemagne du Nord depuis 1834 et que Frédéric List veut généraliser avec son “Économie Nationale” parue en 1841 (nos intellectuels d'occident s'obstinent à traduire cet ouvrage sous le nom d'Économie politique ! C'est sa critique par Engels fin 1843 qui décide de la conversion de Marx au marxisme !), enfin par le puissant

mouvement national italien de Mazzini-Garibaldi. Ici encore, les despotes démocratiques anglo-français compatissent activement.

Un mot encore à propos du grand État civilisé méconnu de l'Occident qui est **la Perse**. Depuis l'aube des temps modernes, le milieu du 15^{ème} siècle, le monde musulman est scindé entre la Turquie ottomane sunnite et l'Iran chiite des Safavides (1499). Depuis le milieu du 18^{ème} siècle ces deux puissances sont en crise, les Ottomans depuis la guerre russo-turque de 1768 et les Safavides depuis la chute de Nadir Shah en 1747. Mais c'est en Iran chiite que l'esprit créatif proprement musulman a continué de se développer, jusqu'à l'école des "shaykis" de Kirman. En 1839, sous le pouvoir de Mohammed-Shah, c'est le mollah Hadji Mirza Hagassi qui détient la réalité du pouvoir. La Perse déclare la guerre à Hérat, capitale Afghane. La ville est défendue par un officier du génie anglais, la contrée étant importante sur la route des Indes. Hérat est sur le point d'être prise par le Shah, l'ambassadeur anglais lance alors un ultimatum à l'Iran : menace d'invasion des provinces du royaume par le sud, c'est-à-dire une descente dans le golfe ; le Shah doit céder. C'est alors, dans la crise politique aiguë de l'Iran, que dans le Fars, la partie occidentale, en marge de l'autorité du Shah, Mirza Ali Mohammed, issu de l'école des shaykis, se proclame nouveau Prophète, le "Bâb" (la porte du salut) en 1843. Chez les sunnites, ç'avait été en vain que l'amiral du Sultan d'Istanbul, le capitain-pacha Fevzî avait rallié avec sa flotte la cause de Méhémet-Ali à Alexandrie. De même, ce fût en vain que le ministre du Shah lui-même, Vahid, se convertit au nouveau Livre, le "Bayan" de Mirza/Bâb qui rénovait l'Islam, le bâbisme fut noyé dans le sang en 1850. Soulignons au passage que c'est à l'issue de la grande boucherie de 1914-1918 que les deux vieilles puissances musulmanes, auxquelles l'occident néo-barbare avait interdit toute modernisation interne depuis 80 ans, que c'est alors que l'on procéda à l'élimination "officielle", d'une part de la dynastie Kadjar iranienne en 1925 et d'autre part du sultanat Ottoman en 1922.

Notons enfin qu'en Amérique, **les Sudistes** de l'Union imposèrent, avec la complicité des financiers de l'Est, l'annexion du Texas, république indépendante depuis 1845, suivie de l'annexion du Nouveau-Mexique en 1847, cela en opposition de ceux qu'on dit "archi-abolitionnistes" du Nord, qui ne sont que les véritables héritiers du radicalisme libéral de Jefferson.

Tout concourt donc à déceler le tournant de 1840 concernant le destin de la planète, aussi bien la politique menée face au Paupérisme en Europe que la politique menée face aux Nationalités à l'extérieur.

Une affaire qui fit un énorme bruit à l'époque concentre toute la question de ce tournant : c'est **l'affaire des "fortifications de Paris"** en 1840. La crise générale qui règne alors, politique, sociale, diplomatique et coloniale, est utilisée par Thiers pour faire passer un plan de "forts" destiné prétendument à protéger Paris. En fait, les nouveaux républicains dévoilent que ces forts ne sont que démagogie chauvine, et des "bastilles" dirigées en fait contre le peuple de Paris. En décembre 1840, alors que Louis-Napoléon vient de manquer son opération du "camp de Boulogne" (août), Thiers fait procéder au spectaculaire "retour des cendres" de l'empereur. Louis-Napoléon annonçait que, face à l'humiliation de la France, il allait "reprendre l'épée d'Austerlitz", et il nommait par avance Thiers président du gouvernement provisoire. On peut dire que Thiers et Hugo (élu à

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

l'Académie en 1841) firent le lit du futur prince-Président Louis-Napoléon dix ans avant l'heure par l'exploitation chauvine du souvenir du grand Empereur.

En 1830, le drapeau tricolore était celui du patriotisme. En 1850 il devient irréversiblement celui du **chauvinisme**. En 1840, la question est en suspens, il est celui d'un nationalisme tiraillé entre les deux tendances de la démocratie sociale et de la dictature démocratique.

Le Krach économique mondial de 1838-1841 donna une acuité toute nouvelle à la Question Sociale. La bourgeoisie libérale se trouvait maintenant véritablement à la croisée des chemins. En 1840, l'agitation est intense à Paris : 40 000 ouvriers sont en grève. À Londres, en 1839, la "Convention générale des classes industrielles" recueille 600 000 signatures de la Grande Pétition qui réclame une constitution populaire (Chartisme). La même année, Louis Blanc publie "l'Organisation du Travail", qui propose l'élimination de la concurrence meurtrière par une refonte de l'économie sur la base "d'ateliers sociaux" encouragés et codifiés par le pouvoir parlementaire. Le système ébranlé répondit par la répression brutale, déconcertant la bourgeoisie radicale, les philanthropes libéraux et les socialistes sentimentaux. La reprise économique pût faire illusion, les classes dominantes ignorant qu'elles couraient à l'explosion décisive de 1848. Cependant, le clan de la féodalité financière se constituait solidement. Ensemble, les monarchies constitutionnelles décidaient de faire front avec les monarchies absolues, comme le déclara Guizot à Metternich en 1844 : "Il n'y a qu'une affaire en Europe, et la même pour tout le monde : la répression de l'esprit anarchique et le maintien de la paix dans ce dessein". Cependant, alors que l'on décidait périmé le vieux clivage libéralisme-absolutisme, comme aveu de l'inauguration de l'absolutisme bourgeois plaçant sous son aile l'absolutisme féodal, dans le même moment s'étalait la montée de la rivalité impérialiste des nouvelles puissances industrielles, l'Angleterre et la France : affaire d'Égypte en 1840, affaire du "droit de visite" en 1841.

La Question Sociale

Depuis 150 ans, c'est la Question Sociale qui constitue la racine unique de toute la vie politique.

1- Économie

En effet, la question sociale est avant tout économique.

Autrement dit : étant donné le rapport fondamental du capital au salariat ayant rempli sa mission civilisatrice, quel peut être l'avenir de la **Famille** entendue au sens large comme rapport des **Ménages** employés à l'**Entreprise** employeuse.

En effet, étant donnée l'irréversible liberté du travail et la liberté d'entreprise, toute la vie sociale se trouve gouvernée par le marché, lequel se résout dans l'unité antagonique du marché du capital et du marché du travail, ou unité organique des propriétaires des moyens d'exploitation et des propriétaires de la force de travail, exploités. La "main invisible" de la loi du marché, en même temps qu'elle présuppose la liberté respective des acheteurs et vendeurs de force de travail, liberté consacrée juridiquement, cette même loi spontanée proclame la socialisation objective des rapports civils qui lient l'ensemble des employeurs capitalistes propriétaires d'entreprises et l'ensemble des ménages d'employés salariés en une Seule Famille Sociale ayant une seule et même destinée.

Dès lors, les crises économiques de surproduction – surproduction simultanée de marchandises et de marchands, que le système de la "main invisible" rend non seulement inéluctables, mais dont les conditions échappent même absolument à toute collectivité d'entrepreneurs dont la nation n'occupe pas une position hégémonique sur le marché mondial, dès lors ces crises mettent en demeure l'ensemble des employeurs capitalistes de se regarder comme une seule Entreprise nationale responsable civilement vis-à-vis de l'ensemble de la population salariée apparaissant alors, employés directs et les personnes à charge qu'ils représentent comme un Ménage national unique. Il apparaît alors que la responsabilité personnelle illimitée des associés d'une commandite par actions isolée nécessite d'être couronnée par la responsabilité avouée de tous les chefs de commandites de la nation. Le nombre incomparable que forme la classe des employés salariés, leur concentration dans les centres manufacturiers, les souffrances sans parallèle dont souffre cette classe vivant au jour le jour lors de ces crises, relativement à la classe des employeurs capitalistes, cette situation fait que la classe salariée se trouve absolument libre d'envisager la socialisation objective de l'économie de marché, alors que la classe capitaliste ne peut s'y résoudre que relativement ; cette situation fait que la classe salariée se trouve spontanément investie de la mission qui consiste à forcer la classe capitaliste à endosser la responsabilité collective qui lui incombe à l'égard du grand Ménage salarié, cette situation porte enfin irrésistiblement la classe salariée à s'emparer de la direction économique, c'est-à-dire institutionnaliser la grande famille sociale où les anciens employeurs commandités sont appelés à se fondre comme simples organisateurs associés.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Le processus de promotion du salariat à la direction de la nouvelle Famille sociale représente le retournement historique du rapport antérieur en lequel les ménages étaient subordonnés à l'entreprise, le marché du travail à celui du capital, la propriété privée indissociable de l'exploitation de l'homme par l'homme, le marché solidaire d'une direction aveugle, a posteriori de l'économie, la consommation des masses assujettie à l'impératif de l'accumulation des moyens d'exploitation.

Face à cette situation sociale cruciale, inédite depuis 25 siècles d'existence de l'ordre civilisé, que seuls avaient nettement anticipée la Conspiration des égaux de Babeuf en 1796, et les Utopistes socialistes Saint-Simon et Fourier entre 1820 et 1830, situation théorique qui devint un fait pratique avec le déclenchement de la grande crise économique mondiale de 1839-1841 ; quand, en Angleterre, la petite bourgeoisie unie aux salariés qualifiés, sommèrent le pouvoir de donner une Constitution Populaire (Chartisme), que firent les autorités sociales ? La vieille bourgeoisie libérale (Whigs) se scinda alors de façon décisive en deux tronçons : le parti des commanditaires irresponsables se dissocia résolument de celui des commandités responsables, faisant bloc avec la réaction terrienne traditionnelle (Tories), imposant l'ordre définitif de la démocratie dictatoriale. Au lieu d'assumer la responsabilité civile collective qu'elle devait prendre pour rester fidèle à la tradition civilisatrice mais qui, du même coup revenait à accepter que les exploiters et intellectuels acceptent dorénavant l'hégémonie des manuels et des exploités, la bourgeoisie libérale adopta la voie du parasitisme et du despotisme. Ceci donna, d'une part, que la tâche de protection civile des ménages exploités fut transmise aux bons soins du Bureaucratisme politique et, d'autre part, que la tâche de développement des forces productives matérielles des entreprises exploiteuses se mua en pur Parasitisme économique, en rendant de droit commun la société anonyme irresponsable. "L'anomalie" du roi-sterling planétaire, relayée plus tard par celle du roi-dollar, fut à la base de la théorie frauduleuse de "l'exceptionnalisme" anglo-saxon relativement à la lutte des classes. Mais l'histoire, en attendant, se vengeait d'une autre manière : immédiatement après 1850, l'hégémonisme anglo-saxon était la cible du "racisme blanc", sous forme de campagne contre "la finance juive"... Fourier lui-même s'y engageait depuis 1808 et son "disciple" Toussenel donna carrément dans l'antisémitisme.

Finalement, la vieille unité antagonique de la société civilisée se métamorphosa en manichéisme social déclaré néo-barbare. La crise générale de l'ordre civilisé à ce moment initiée irréversiblement, quoique déclenchée en Angleterre, se cristallisa néanmoins en ce pays dans une douleur atténuée, du fait de la domination commerciale internationale incontestée qu'il exerçait et qu'il se trouvait désormais conduit à développer de façon intense, par une fuite en avant absolument vitale dans le sens du colonialisme et du militarisme.

Proudhon n'était pas si sot quand il disait : "l'Angleterre paraît se trouver bien, tant qu'elle exploite le monde : mais changez sa condition économique, et elle tombe en combustion" (Mouvement Constitutionnel – 1864).

2- Politique

C'est ici en effet qu'il nous faut mettre en relief l'interaction politique de la crise proprement civile de l'ordre civilisé, c'est-à-dire la mutation de l'État conjointement à celle de la Famille dans le sens néo-barbare. Si la famille civile, au sens plein du terme, comprend la relation d'ensemble qui unit l'Entreprise et les Ménages, parallèlement, l'État politique, au sens plein du terme, embrasse le rapport qui lie la Nation au Gouvernement, les citoyens posés comme "égaux" quant à l'admission aux emplois publics, à la seule condition qu'ils justifient être détenteurs de moyens d'exploitation, et la magistrature imposée comme "libre", c'est-à-dire totalement distincte des autorités civiles directes (le père dans le ménage et le maître dans l'entreprise), sous la forme d'agents "constitutionnels" de l'autorité publique, dite encore forme "représentative", "parlementaire" des institutions gouvernementales qui incarnent "l'intérêt général". Le défi, précisément que lança le Chartisme en 1840 était d'abolir le fossé libéral antérieur entre citoyens "actifs" et citoyens "passifs", d'élever à la majorité politique parlementaire la multitude des salariés qui n'offraient à la société comme garantie de leur civisme que leurs simples "capacités" personnelles et, avec ceux-ci la masse des petits propriétaires ne remplissant pas les conditions légales du "cens" parce que ceux-ci finalement, quoique "à leur compte" juridiquement, n'étaient considérés par la loi que comme des entrepreneurs s'exploitant eux-mêmes, destinés à la prolétarianisation ultérieure.

En 1840, les chartistes anglais lançaient un défi solennel à l'ordre libéral moderne en réclamant une Constitution Populaire (charte du peuple), ce qui signifiait consacrer l'universalisation du suffrage, éliminer officiellement toute distinction entre citoyens "actifs" et "passifs", barrière qui en était arrivée à être perçue comme un "privilège" détenu par la minorité détentrice des moyens de production sur la masse possédant la force de travail. Il s'agissait d'une exigence du libéralisme radical que déjà Cartwright percevait nettement en 1775, que les Jacobins de la révolution française avaient porté au niveau d'un courant politique organisé, et que la réforme électorale et parlementaire de 1832 avait puissamment propagé chez les salariés qualifiés et petits-propriétaires anglais dont la mobilisation avait été décisive pour imposer ladite réforme purement libérale en elle-même. Le combat des chartistes ne les conduisait nullement à fétichiser le suffrage universel, à faire de celui-ci une fin en soi ; tout au contraire ils y voyaient un simple moyen d'apaiser le conflit des classes sociales sur le terrain économique, un pur instrument susceptible de s'attaquer aux injustices et aux désordres du capitalisme manufacturier. Le Chartiste Lovett dit : "le droit de vote n'est rien en lui-même, il n'est qu'un instrument nous permettant d'atteindre notre but : comment utiliser les ressources du pays de façon à améliorer le bien-être et élever le niveau intellectuel de la population".

Mais cette position, conséquente théoriquement du point de vue libéral de Bentham et James Mill, renfermait une inconséquence pratique qui devait finalement jeter dans le trouble et la paralysie la belle phalange des radicaux. En effet, pousser le système représentatif de telle sorte que le privilège de la minorité dominante soit "étendu" à la masse dominée, et cela en conservant les attributs libéraux attachés au suffrage, c'était du même coup généraliser le jury, la garde nationale et les clubs, une telle mesure "démocratique", "républicaine" conduisait à rien moins qu'à la ruine de l'ordre politique

civilisé, existant depuis 25 siècles, à se lancer dans la voie inexplorée de l'extinction de l'État.

En outre, étendre le droit de vote et de députation à l'universalité des chefs de ménages avait ce résultat très déplaisant de livrer aux non-possédants, échappant à l'impôt les finances publiques : pouvoir de fixer l'assiette et le taux de taxation, choix des emplois de la manne budgétaire... cela pouvait mener loin ! C'est ce qui fit le drame de la deuxième flambée de Chartisme, celle de 1842. Alors, le rejet de la Deuxième Pétition en faveur de la Charte du Peuple provoqua la décision syndicale d'une Grève Générale illimitée, "jusqu'à ce que la Charte devienne loi du pays". Cette initiative syndicale rencontra la perplexité et le désaveu de fait des chefs radicaux de l'Association Nationale Chartiste. Une deuxième fois le mouvement tourna court, et la "reprise" économique permit de laisser penser que le Chartisme était un épiphénomène, que la Question Sociale soulevée par lui n'avait pas à être prise au sérieux. La Bourgeoisie parasitaire tira un trait sur la question, par la bouche de Macaulay au Parlement : "Je m'oppose au suffrage universel. La civilisation repose sur la sécurité de la Propriété". Ainsi définitivement, c'est le seul aspect préhistorique, révolu, de l'ordre civilisé qu'on proclamait digne d'être retenu, tandis que l'œuvre véritable de la civilisation, qui consista à rassembler les conditions de la république sociale universelle était publiquement désavouée. L'âge de la néo-barbarie commençait. Cependant, nier la Question Sociale, c'est-à-dire l'actualité de la perspective du communisme libre, cela ne pouvait qu'envenimer le problème. C'est à Paris, en 1848, que les choses prirent enfin la tournure que les néo-barbares jugent "normale". La crise de 1847 déclencha l'insurrection. Les bavards impuissants, en fait criminels, qui se firent arracher la proclamation de la République tout en posant ridiculement aux "Montagnards" de 1793 ressuscités, donnèrent au monde la "formule" de la démocratie dictatoriale actuelle : le suffrage universel accouplé à l'État policier ; **autrement dit la recette "géniale" qui consista à établir un "suffrage universel" qui abaisse l'ensemble du peuple-citoyen au rang d'électeurs "passifs"**.

Proudhon note : "Le gouvernement ne voit dans le suffrage universel qu'un instrument politique dangereux à manier, et qui réclame la haute direction du Pouvoir" (Mouvement Constitutionnel – 1864)

Tous les attributs inhérents au suffrage deviennent une pure dérision, et le parlement lui-même devient un hochet subordonné à l'exécutif. Un tel régime ne peut se soutenir longtemps, même au moyen d'une armée d'argousins et de traîneurs de sabres, qui ne fait, fondamentalement que le miner plus encore. Le seul secours immédiat, mais qui est lui aussi à double tranchant à long terme, c'est la fuite en avant dans une "expansion" étrangère militariste et colonialiste, organisant donc tout à la fois la lutte entre Grandes Puissances et la compétition de celles-ci dans l'asservissement des petites nations modernes, des États ruraux d'envergure, et des immensités occupées par des peuples primitifs. **Dans cette voie seulement la néo-barbarie peut entretenir une "prospérité" industrielle artificielle, à caractère foncièrement destructeur**, et se ménager des "soupapes de sécurité" sous la forme de couches diversement parasitaires d'affranchis du salariat, de bureaucrates, de technocrates, d'expatriés et de colons et

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

missionnaires (cléricaux ou “libre-penseurs” !). Au total, le régime du mépris et de la brutalité, au prix de boucheries mondiales, de carnages coloniaux, de régimes totalitaires, de guerres civiles anarchiques, ce régime se survit douloureusement. Mais la Question Sociale ? À ce propos, on en est toujours à “reculer pour mieux sauter”...

Qui aura le dernier mot : les voyous gouvernementaux unis à la pègre interlope, ou bien le salariat conscient de sa mission historique ralliant à lui toutes les forces attachées à l'héritage civilisé ?

Cavaignac et Louis-Napoléon

Le peuple est naïf. Le peuple est oublieux. Le peuple est le jouet de “mauvais bergers” depuis 150 ans, trompé par une bande d'escrocs politiques de Gauche, qui s'échelonnent depuis Victor Hugo jusqu'à Jacques Duclos. Ce parti “du mouvement”, de “la générosité”, spécialiste dans la “défense des travailleurs” est le principal responsable de tous nos malheurs. Cette bande d'hypocrites, de démagogues, sont de purs spéculateurs qui exploitent l'humiliation et l'insécurité du salariat, de sales voyous politiques dont il faut absolument arracher le masque pour qu'un quelconque espoir d'émancipation sociale puisse se dessiner. Que ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités, qui reportent leur propre candeur sur des chefs corrompus jusqu'à l'os, se scandalisent de nos propos autant qu'ils le veulent : nous ne reculerons pas devant notre devoir, étant convaincus que “la vérité est toujours bonne à dire”.

Les personnages répugnants de la Gauche ont continuellement à la bouche les grands mots des **Droits de l'Homme, de la Laïcité, de la République**. Qu'est-ce qui se cache derrière ces belles paroles ? Simplement la plus grande fraude intellectuelle de toute l'histoire civilisée.

Le point essentiel est que la marchandise frelatée qu'on veut écouler dans le peuple au nom de ces “principes” est absolument étrangère et contradictoire avec la “Révolution de 1789” comme on veut de toute force nous l'insinuer :

- Les Droits de l'Homme d'août 89 sont rédigés par des monarchistes, à une époque où absolument personne n'a la moindre idée d'un régime “républicain”. C'est le premier point ! Le second, c'est que l'on a alors une monarchie révolutionnaire. Ainsi, à ce moment, les éléments hésitants veulent bien d'une Constitution, qui n'a après tout qu'une valeur politique. Ils refusent toute Déclaration, laquelle comporte un caractère philosophique, d'agitation populaire, échappant donc des mains des techniciens. Mirabeau même, rapporteur du projet de Déclaration, est secrètement hostile à toute Déclaration, un tel document posant des principes absolus rendant irréversible le mouvement révolutionnaire, alors qu'une Constitution est un document administratif essentiellement contingent sur lequel on peut revenir. Ainsi, tout un parti pusillanime considère “inutile et dangereux” d'insérer une Déclaration des Droits dans une Constitution. Par-dessus le marché, n'oublions pas que la Déclaration des Droits se place avant tout, dans son préambule, “sous les auspices de l'Être suprême”, ce qui laisse quand même songeur quant à l'amalgame actuel fait avec la “laïcité” ! L'ironie de l'histoire, donc, c'est qu'en 1789 le peuple réclame à tout prix une Déclaration des Droits, tandis que les hommes du pouvoir y sont résolument hostiles, alors que, de nos jours, les hommes du pouvoir sont intarissables sur les Droits de l'Homme, tandis que le peuple n'y voit plus que du bruit fait avec la bouche, fatigant jusqu'à l'écœurement !

- Que peut donc signifier l'idée de “laïcité” en 1789 ? Absolument rien du tout ! Le mot même ne figure pas encore dans le Dictionnaire Universel de Larousse en 1873 ! D'autre part, la France révolutionnaire ne se gêna pas pour adopter un “calendrier révolutionnaire” qui rompait hardiment avec celui du Pape, tout en se proclamant officiellement et

résolument Déiste, et en aucune façon “laïque”. Ce calendrier resta en vigueur 12 ans, du 7 octobre 1793 au 31 décembre 1805, et même le tsar de Russie avait décidé de l'adopter ! Aujourd'hui la “république laïque” date tous ses décrets et organise ses vacances scolaires d'après le calendrier du pape de la contre-réforme Grégoire XIII, de 1582, calendrier que l'Angleterre n'adopta qu'en 1772 ! Si la révolution française ignore tout de la “laïcité”, par contre elle vota la “Constitution civile du clergé” le 12 juillet 1790, conséquence directe de la Déclaration des Droits. Quelle est la signification de cette déclaration historique ? À aucun titre il n'y est question, ni d'athéisme dogmatique, ni de cet athéisme honteux qu'on nomme “laïcité”, deux choses qui auraient révolté nos bourgeois révolutionnaires. Il s'agit simplement d'établir les choses suivantes :

1- Une église catholique “gallicane” politiquement, relevant d'abord de la nation française, et en second lieu seulement du pape ;

2- Donner à la France une religion philosophiquement tolérante, qui met sur pied d'égalité catholiques, protestants et juifs ;

3- Organiser un clergé libéral, supposant l'abolition des vœux monastiques perpétuels, et l'élection des prêtres par les citoyens actifs.

Faut-il donc le rappeler à nos sommités décadentes d'aujourd'hui : **“laïc”, fondamentalement, signifie le simple fidèle, qui n'est point un clerc** – c'est un croyant authentique, qui n'a rien à voir avec le “laïc” d'aujourd'hui qui abdique toute conception du monde et laisse la police remplir cette obligation !

• Il nous reste à mettre les points sur les “i” concernant l'idée de République. Une République au sens positif à la manière des cantons suisses, apparaissait inconcevable à tous en 1789 pour un “immense” pays comme la France. L'entraînement des circonstances obligea le peuple français à procéder à une “deuxième” révolution dans la révolution, à se soulever dans l'insurrection du 10 août 1792 qui abattait la royauté. Ce fut la révolution de l'Égalité, succédant à celle de la Liberté de 1789. L'ancienne devise : “Le Roi – la Loi” devenait périmée par la force des choses. Orphelins de roi constitutionnel, les Français eurent d'abord recours au mot République dans son sens général de forme quelconque de système politique civilisé, comme Platon, Saint Thomas ou Jean Bodin pouvaient utiliser ce terme. Par la suite, c'est faute de mieux que l'on garda cette appellation, à laquelle les circonstances attachèrent naturellement un sens positif radical qui n'est pas du tout celui qu'on lui donne de nos jours. L'on date l'an I de la République du 22 septembre 1792, en rejetant expressément la formule antérieure “an IV de la Liberté” : “Nous n'étions pas libres sous un roi”, dit-on alors. La république française devint immédiatement le régime entraînant la ruine des Girondins “fédéralistes”, la condamnation de Condorcet dont nos despotes de 1989 firent l'emblème de leurs festivités commerciales du “bicentenaire” ! Il ne faut pas nous étonner, par suite, que l'on fit un silence total en 1992 sur le bicentenaire de la République ! Pas si sots, nos politiciens charlatans : cette république-là, celle de nos ancêtres sans-culottes, elle leur flanque une trouille pas possible ! Elle est synonyme de “gouvernement révolutionnaire”, de “Terreur”, de “guillotine” ! C'est le régime sous lequel le “Ça ira !” faisait concurrence à la Marseillaise, qui officialisa une deuxième “fête nationale” à côté du 14 juillet, en l'occurrence le 21 janvier, anniversaire de l'exécution de Louis Capet, “ci-devant roi de France et de Navarre”, “dernier des rois” régnant depuis 14 siècles.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

• Ajoutons un détail encore, pour compléter le tableau, deux mots sur la célèbre “devise républicaine” : Liberté-Égalité-Fraternité, dont nous sommes si fiers. L'on serait tout à fait dans l'erreur en pensant que les monarchistes rédacteurs de la Déclaration des Droits se sont mis à peindre sur les murs des mairies ce slogan le soir du 14 juillet 1789. Cette devise fut en réalité inventée au sein de l'équipe “d'anarchistes” gravitant autour d'Hébert, rédacteur du *Père Duchêne*, les Chaumette, Vincent, Ronsin, etc.... qui dominèrent un moment la Commune de Paris et s'illustrèrent par le dévergondage du “culte de la Raison” qu'ils voulaient opposer à celui de l'Être suprême de Robespierre. Un membre de l'équipe, l'imprimeur Momoro, proposa cette devise au Club des Cordeliers en juin 1791 comme insigne à porter sur les uniformes des soldats et gardes nationaux. Momoro, devenu ensuite membre de l'administration départementale de Paris, rendit la devise officielle en la faisant inscrire en 1793 sur les édifices ; peu après, on y ajouta “ou la mort”.

Voilà donc ce qu'il en est de la réalité historique des expressions creuses utilisées de nos jours par les gangs politiques qui nous dirigent. Comment est-il possible qu'on nous mène à ce point en bateau ? C'est que nos vicieux hommes d'État ont en tête une toute autre tradition qui leur permet de brouiller les cartes, quand ils parlent des Droits de l'Homme et du reste : quand ils parlent de 1789, ils pensent en fait à 1848, par ce tour de passe-passe, tout s'éclaire : par “démocratie” il ne faut entendre d'autre que le despotisme démocratique, anti-salarial ayant reçu le baptême par le sang des “Rouges” sous la “république” de l'Ordre. À partir de ce moment, effectivement, les slogans prennent une allure tout à fait convenable !

• **Les Droits de l'Homme** respectables, c'est la mouture infecte de la déclaration “universelle” de 1948, inspirée par le Maccartisme américain, la Grande Démocratie qui sévit à Hiroshima et Nagasaki en août 1945. Il s'agit d'une version positiviste ridicule, selon laquelle les “droits” de l'homme réclament la “Protection par un régime de droit” !! **Autrement dit, au lieu de reconnaître l'Être suprême comme souveraineté primant sur toute autorité humaine, on fait simplement l'apologie de l'arbitraire politique humain.** Quant aux “droits” eux-mêmes, contentons-nous de dégager du fouillis immonde de la déclaration onusienne la référence vaseuse et condescendante à la “dignité de la personne”, qu'on substitue à l'impératif absolu de la Liberté que la bourgeoisie libérale de 1789 plaçait au-dessus de tout.

• **La “laïcité” à la mode de nos jours, c'est simplement la “libre-pensée” étalée après 1850**, marchant en tandem avec le cléricalisme décadent. C'est Jules Ferry, en 1882, qui en fit son arme de diversion politique destinée à diviser le peuple de France. Jules Ferry “le tonkinois”, redoutable rapace colonial, substitua donc à l'école “l'instruction civique” à la place de la religion. Cette manœuvre de revanchards impérialistes de la Guerre de 1870 devait nous mener à l'hécatombe de 1914. L'horrible de cette laïcité, c'est qu'elle instituait le culte obligatoire de l'idolâtrie païenne et chauvine du monument aux morts, du militarisme barbare. Il ne faut pas croire cependant que les serpents de la république “radicale” étaient des ennemis absolus du cléricalisme décadent, déjà acquis au Ralliement à la forme républicaine de gouvernement, qu'imposera Léon XIII en 1892 ! Tout au contraire, il ne s'agissait que de lutte de clans politiques pour les postes de la haute administration, de la diplomatie, de l'armée, etc. D'ailleurs, la “laïcité” métropolitaine s'accordait tout à fait avec le traitement de faveur fait aux cléricaux par

ailleurs, véritablement choyés en tant qu'éclaireurs tout désignés des canonnières coloniales. Au plus fort de "l'œuvre anticléricale", Émile Combe publie la loi du 7 juillet 1904 "relative à la suppression de l'enseignement congrégationniste". Or, cette loi dit tout net dans son article 2 : "À partir de la promulgation de la présente loi, les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres, et leurs noviciats seront dissous de plein droit, À L'EXCEPTION de ceux destinés à former le personnel des écoles françaises dans les colonies et les pays du protectorat". On voit que tous ces messieurs s'entendent comme larrons en foire !

• **La République à présent.** C'est tout simplement celle née le 23 Juin 1848, date de remise des "pleins pouvoirs" au boucher "africain" Cavaignac, chargé d'écraser les salariés et le peuple, dont l'audace est de prendre au sérieux l'idée d'une république au sens populaire, "démocratique et sociale". Comme le dit si bien la canaille Adolphe Thiers, qui préconisait en 1848 que l'armée abandonne Paris pour revenir lui donner l'assaut comme à une place assiégée, plan qu'il mit à exécution 20 ans plus tard contre les Communards : "La République est, de tous les gouvernements, celui qui nous divise le moins". Il est clair qu'on est, en Juin 1848, aux antipodes de préoccupations quelconques concernant les "valeurs républicaines" ! D'ailleurs, de qui s'agit-il quand Thiers dit "nous" ? Tout bonnement de la coalition de tous les néo-barbares dont l'autre nom est "Parti de l'Ordre".

Notre République, notre Démocratie, toutes nos Institutions, toute notre histoire sociale contemporaine, commencent donc en Juin 1848. C'est le point qu'il ne faut jamais perdre de vue si on ne veut pas s'égarer. Disons quelques mots des deux pères fondateurs de notre système néo-barbare, Louis Eugène Cavaignac et Louis-Napoléon. Attention ! nos aïeux politiques, de droite comme de gauche, voilent soigneusement cette ascendance honteuse qui est la leur ! Ce n'est rien moins que le mystère du "péché originel" de notre État que nous dévoilons...

Cavaignac

Comme de juste, ce grand mitrailleur de prolétaires commence avec une auréole sans tache d'homme de gauche, de révolutionnaire même. Pensez donc, il est fils de Conventionnel ! On en a pris l'habitude depuis, bien qu'on n'en ait peu tiré de leçon : ce sont des "socialistes" bon teint, les jaouessistes Albert Thomas et Cie qui se firent les fanatiques de l'Union Sacrée en 14-18, les croisés du "cordon sanitaire" contre les bolcheviks russes de 1917, et les matraqueurs des cheminots en 1920 ; ce sont les "communistes" bon teint, les Thorez, Tillon et Cie qui trempèrent jusqu'au cou dans le massacre de Sétif en 1945, qui aiguillèrent les ex-F.T.P. dans le corps expéditionnaire d'Indochine dès la Libération, et qui votèrent à tour de bras les "crédits militaires" pour la Guerre d'Algérie après 1954, la "plus grande France" oblige ! (Le 8 mai 1945, jour même de la "victoire contre le nazisme", le massacre de Sétif fait 45 000 morts. Le P.C.A. condamnant "vigoureusement" le soulèvement nationaliste, considéré universellement comme raciste, suspecté sérieusement d'avoir pris part au bain de sang, le secrétaire local du parti fut kidnappé par les "rebelles" qui lui coupèrent les mains. Dès l'insurrection de "la Toussaint" 1954, le 9 novembre, l'*Humanité* dénonce les "terroristes". En septembre

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

1958 encore, Thorez dénonce : “Le F.L.N. soulève l’hostilité contre lui-même”. Quels “internationalistes” que ces hommes !)

Revenons à notre “dictateur républicain” Cavaignac. La révolution de 1830 rétablissant le drapeau tricolore et le système représentatif ne suffit pas à notre républicain exalté, comme on disait. Il s’avère “affligé de l’issue monarchique des Trois Glorieuses”. En 1831, il adhère à “l’Association Nationale”, société démocratique et républicaine. À Metz, en tant que capitaine du génie, son colonel le questionne : “Si le régiment avait à marcher contre les républicains, vous battriez-vous ? Non !” répondit le téméraire révolutionnaire, cependant protégé par un oncle vicomte et commandeur de Saint Louis sous la Restauration. C’est pourtant comme cela que se créent des légendes funestes au peuple. Victor Hugo n’avait-il pas chanté le retour des Bourbons et les héros de la Vendée en 1815, ne fut-il pas fait Pair de France en 1845 par Louis-Philippe ? Tout le monde pleurnichera avec lui pourtant sur les “misérables” !

Voilà donc Cavaignac envoyé en Algérie “jeter sa gourme” par Louis-Philippe. En 1836, il s’empare de Tlemcen, bastion de la civilisation “au milieu de la barbarie musulmane”. Il organise des “auxiliaires” indigènes, technique infaillible de l’invasion coloniale. Ce sont des Kolouglis, algériens nés d’un soldat et d’une femme du terroir, dont le nom vient du turc *koula* (= esclave).

Fait chef de bataillon aux Zouaves, Cavaignac est reconnu comme sabreur de talent. L’histoire coloniale officielle osant dire que “Abd el-Kader ayant rompu le traité de la Tafna” (!!), Cavaignac commande un bataillon de Zéphyrs. Que sont ces oiseaux qui “apportent la civilisation” comme des oiseaux de proie dans un poulailler ? Tout simplement des “compagnies spéciales” organisées en Afrique, qui recrutent les soldats parmi des détenus condamnés à des peines correctionnelles, nommés ainsi pour leur réputation de voleurs !

En 1841-1844, on dit de Cavaignac, le “pur républicain”, qu’il est “un de nos meilleurs officiers de l’armée d’Afrique”. Alors, on le propulse commandant de la subdivision de Tlemcen... “malgré ses opinions” ! D’ailleurs, on nous raconte qu’il fut “accueilli par le plus grand enthousiasme par les Maures, les Kolouglis, les Juifs, tant de fois pillés par les bandes d’Abd el-Kader” !

En 1847, Abd el-Kader pris, Cavaignac est nommé Gouverneur de la province d’Oran. La Révolution de Février 1848 éclatant, la gloire augmente : il est nommé Gouverneur de l’Algérie et général de division. On avait pensé à lui comme ministre de la Guerre, mais il refuse le poste, n’ayant pas obtenu la condition qu’il y mettait : la rentrée des troupes dans Paris, disant que l’armée avait été humiliée par les émeutiers de Février. Mais Cavaignac paraît encore “républicain modéré”.

Le 24 Juin, la féodalité financière commandant le Parti de l’Ordre ayant décidé “Il faut en finir” avec le salariat et les petites gens soulevées, Cavaignac obtient “tous les pouvoirs”. Cavaignac va devenir “le vainqueur de Juin” : 4000 parisiens trucidés, 11 000 prisonniers, 4300 déportés. Paris inondé de sang républicain, malgré le serment du républicain Cavaignac à Metz en 1831. Les multitudes de prisonniers entassés dans les prisons, les casemates et jusque dans les carrières. Et le dictateur républicain s’offre le luxe de distribuer à profusion des légions d’honneur aux bandits en uniforme qui ont remporté une telle bataille... De plus, Cavaignac nomme Changarnier, ce Monk haineux de la

République, chef de la garde nationale de la Seine ; c'était son collègue d'Algérie peu avant, il est vrai...

Le massacre de Juin réglé, Cavaignac est élevé à la Présidence du Conseil, le 28 Juin 1848. Six mois plus tard, le 10 décembre 1848, il subit une défaite écrasante de la part de Louis-Napoléon, aux "élections" pour la présidence de la République. "L'alternance" se fit de la façon la plus courtoise du monde entre l'ancien Montagnard de 1793 et le futur Hitler français : "Le Général accepta avec dignité l'arrêt du suffrage universel, le vainqueur du scrutin rendit un hommage public à son adversaire". Admirons l'éducation soignée de ces hommes d'État ! Malgré tout, l'aventurier de gauche cacha son dépit en une phrase filandreuse : "Nous ne sommes pas tombés du pouvoir, nous sommes descendus". "Nous", à la royale !

Au 2 Décembre 1851, quand le prince-président cueillit l'Empire que les républicains de comédie avaient fait mûrir, Cavaignac fut arrêté un mois. Il épouse la fille d'un banquier, Odier. Puis une bonne vie politicienne va son train : il est élu député de Paris en 1852 et 1857, avec Carnot, Goudchaux et "d'autres républicains". Mais ces messieurs, ne pouvant "en conscience", prêter le serment requis au dictateur, sont tenus pour démissionnaires. À dieu ne plaise ! Cavaignac a la haute direction du journal "*Le siècle*" qui prospère en toute légalité.

Méditons bien ce bref rappel des premiers bâillements de notre "tradition républicaine", qui fiche par terre le roman à dormir debout que nous déclame la gens politicienne dominante.

Louis-Napoléon

Nous voici en présence du "premier Président de la République" française. Il est bien vrai en effet, que de 1792 à 1848, aucun républicain ne pouvait imaginer une république dotée d'un Président que comme une hérésie républicaine, une mesure relevant purement et simplement du monarchisme ! Des légions de benêts aujourd'hui se déclarent incapables d'imaginer une république sans président, cela prouve seulement que la maladie du despotisme politique a fait de graves ravages. Un point c'est tout.

Louis-Napoléon fut Président de la République 4 ans, de novembre 1848 à novembre 1852. Ce fut ensuite notre "empereur social" 18 ans, de décembre 1852 au 4 septembre 1870. C'est avant tout la Gauche sanglante de Juin 48 qui fit Louis-Napoléon Président, cela ne fait aucun doute, tout comme la 3^{ème} République se hissa sur les cadavres des Communards.

Louis-Napoléon enlève la présidence de la République par 79 % des voix sur Cavaignac. Lui aussi revendique fortement le tempérament d'un homme de gauche. D'abord, c'est le neveu du "petit caporal". Ensuite, il a pondé "l'Extinction du Paupérisme" en 1844. Enfin, il se présente comme le "restaurateur du suffrage universel", qu'il améliore en se faisant l'inventeur du "référendum". Que veut-on de plus ?

Cependant, la vérité vraie diverge quelque peu de ces simples "faits bruts". D'abord, Louis-Napoléon arrive dans un climat de terreur tricolore déchaînée depuis Juin 1848. Ensuite, il est lui-même déjà un homme expérimenté en matière de terreur démocratique.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Il en a donné la preuve à Londres, le 6 avril 1848, où il se trouvait “réfugié”. À cette date, la révolution de Février a provoqué une nouvelle flambée ouvrière et radicale, “causant de vives inquiétudes au gouvernement anglais”. Mais ledit gouvernement a déjà pris le pli néo-barbare en 1840 en brisant le mouvement pour une Constitution Populaire (Chartisme). On ne lésine pas, le pouvoir ouvre des bureaux d'embauche de supplétifs, “miliciens” militarisés, qu'on nomme “constables spéciaux”. Le 6 avril 1848 donc, Louis-Napoléon le démocrate, l'extincteur du paupérisme, s'est porté volontaire comme “constable spécial” pour deux mois, à la cour de police de Marlborough Street entre les mains de P. Byngham, écuyer, et il était en fonction de constable pour la paroisse de Saint Jacques le 10 avril, pendant le meeting chartiste sous le commandant du comte de Grey. La leçon anglaise n'est pas perdue : en 1849, Louis-Napoléon fonde la sinistre “Société du 10 décembre”. C'est, peut-on dire, la première “Ligue” fasciste de l'époque contemporaine, bande de nervis de type Sections d'Assaut tricolore, composée “d'intrigants et d'hommes tarés” selon le préfet de police lui-même ! Pourtant, cette Ligue échappe à la prohibition légale des “sociétés secrètes”, étant tenue par le pouvoir pour... une société de secours mutuel ! Comme les lois sont bien faites, et élastiques à souhait !

Puis, c'est le Coup d'État du 2 Décembre 1851, sorte de nouvelle édition de Juin 48, mesure de précaution supplémentaire vis-à-vis de la canaille populaire. 300 morts, 6642 arrestations, 9530 déportés en Algérie, 2804 internés, 1545 expulsés, 5000 coupables placés sous surveillance. “L'Angleterre, la première, en haine de la démocratie, applaudit au 2 Décembre”, dit Proudhon (Justice – 1838).

Au total le règne de Louis-Napoléon, de la terreur tricolore, c'est avant tout celui de déclassés de gauche, forçant la vieille réaction terrienne à se ranger à ses côtés. Deux types sont réunis dans cette mafia qui se permet de s'afficher comme républicano-bonapartiste-saint-simonienne : les profiteurs de guerre à la Ouvrard et les traîneurs de sabre à la Chauvin, que Napoléon I^{er} faisait rentrer dans le droit chemin de manière énergique, mais que le neveu Louis-Napoléon installe comme clique gouvernante officielle.

Bilan du régime :

- Louis-Napoléon, greffé sur Cavaignac, inaugure le premier régime totalitaire de l'époque contemporaine. L'ancien constable et chef de la Société du 10 décembre est fait chef de l'État.

- C'est cet individu qui lance “l'expédition de Rome”, qui brise l'unité italienne libérale pour laquelle luttent Mazzini et Garibaldi au profit de l'empereur d'Autriche et du Pape. L'avènement, bien plus tard, de Mussolini ne sera qu'une conséquence dernière de l'avortement libéral de l'unité italienne.

- L'Empire se signale dans le vandalisme organisé au Sénégal sous Faidherbe, par le “sac du Palais d'Été” de Pékin, par l'odieuse “expédition du Mexique” en conjonction avec les sudistes américains esclavagistes.

- Le régime de Louis-Napoléon est celui de “Sedan”, c'est-à-dire de la Guerre de 1870 pour l'hégémonie européenne, véritable première “guerre mondiale” en réalité.

- Napoléon III est l'homme qui eut pour grand diplomate le comte de Gobineau, auteur de “l'Inégalité des Races”, le premier traité systématique du racisme à l'époque

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

contemporaine. D'ailleurs, Louis-Napoléon prêche lui-même le “Panceltisme”, pouvant espérer s'emparer, avec la France de 36 millions d'habitants en 1859, de 10 millions d'hommes supplémentaires : la Belgique wallonne, la Suisse romande, la Catalogne, l'Irlande et, sur cette base, de l'Espagne au Rhin, faire une superpuissance continentale (cf. Proudhon : Manuscrits sur Napoléon III – 1900).

Louis-Napoléon, traditionnellement ancêtre honteux de notre “État républicain”, est un homme dont se dispute la “réhabilitation” beaucoup de monde, depuis que les pétainistes de Tequi ont fait paraître “Napoléon III empereur social” en 1980. L'on doit y voir un signe des temps, une confirmation sans appel que nous avons basculé dans l'avant-guerre depuis le Krach mondial de 1987 :

- Le gaulliste “Pur et dur” Philippe Seguin se distingue évidemment, avec son “Louis-Napoléon Le Grand” de 1990.

- En 1993 naît l'association “Les Amis du Patrimoine Napoléonien”.

- Jean-Noël Jeanneney, grand apôtre mitterrandien, ressusciteur des “grands ancêtres” de la République despotique : Hugo, Jaurès, Clemenceau, Blum regrette que “à gauche, le bonapartisme avait été constitué en épouvantail”. (“L'avenir vient de loin” – 1994).

- Chevènement, l'homme du “refus de l'Europe de l'Argent”, de la “Citoyenneté laïque et républicaine”, pour “un régime présidentiel avec arbitrage populaire”, dit tout net : “La France a tenté d'instaurer en 1848 (ce régime de ses rêves) et qui a fonctionné trois ans”. Ainsi, notre chevalier du bloc militariste européen cultive Louis-Napoléon comme Président, inséré entre Cavaignac et l'Empereur. Ce même croisé anti-américain est spécialement affectionné par Jimmy Goldsmith, le milliardaire “franco-britannique” qui finance intégralement les compagnes du vendéen “Philippe de Villiers”. C'est ce que nous confirme une interview du grand idéaliste de la finance européenne :

Question : “Ne vous sentez-vous pas proche d'autres leaders politiques français (que Philippe de Villiers) ?”

Réponse : “Si. J.P. Chevènement. J'aurais beaucoup aimé pouvoir l'aider. Mais c'était difficile à faire : comment l'aurions-nous expliqué ? Je trouve tragique de constater que la voix de Chevènement a littéralement été étouffée aux dernières élections européennes”.

Morale générale : C'est très précisément au 24 Juin 1848 que remonte notre régime actuel de démocratie dictatoriale.

Salarié : garde-toi à gauche !

Persigny

Organisateur de la démocratie dictatoriale, ou liberté publique surveillée.

Persigny fut le grand ministre de l'Intérieur – chef flic – de Napoléon III. Ex-républicain et carbonaro de 1830, c'est le "Compagnon" intime de notre premier Président de la République, mué ensuite en "empereur social". Il se fait le théoricien du régime stable de néo-barbarie qui est le nôtre depuis le massacre des Rouges en Juin 1848. Dans la deuxième partie du second Empire, à compter de 1860, il se paie le luxe de déclarer la guerre aux cléricaux, puis expose un soi-disant programme libéral ayant les allures de favoriser la démocratie, opérant un "coup de barre à gauche", dans son écrit "L'outillage de la France".

Au nom des "Idées napoléoniennes", Persigny organise l'État dit moderne, en fait modèle de l'État décadent de l'époque contemporaine. C'est une dictature tempérée par l'opinion publique, faisant notre bonheur sans nous, au besoin malgré nous. Théoriquement, Persigny ne se déclara pas le moins du monde hostile à la liberté, mais prétend que la liberté exige précisément l'abdication des partis. Il s'affirme ouvertement comme adversaire acharné du régime parlementaire, qui subordonne le pouvoir exécutif au pouvoir législatif, cause d'impuissance politique du pays. Persigny n'hésite pas à déclarer que le régime parlementaire ne convient qu'à une société aristocratique, et qu'il est contraire au génie de notre race !

Le régime de Louis-Napoléon se veut réellement populaire, le vrai Système de progrès qu'exige notre société industrielle. N'est-ce pas lui qui a organisé le "suffrage universel" ? Qui a légalisé le "droit de grève" ? Mais une société policée doit veiller à ce que la liberté ne dégénère en licence ! Aussi le droit de vote doit-il être "complété" par l'autocratie des préfets, et le droit de grève par l'irresponsabilité de la société anonyme. C'est ainsi que l'État populaire nouveau met à son actif dans la même année 1867, la loi qui établit les "préfets à poigne" et la loi sur les "sociétés commerciales" à aigrefins.

Le mécanisme de notre République absolue, de droit laïque, nous est révélé par la circulaire de Persigny envoyée aux préfets en 1861 :

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Ministre de l'Intérieur

(Très confidentielle et pour le préfet seul)

Paris, le 26/09/1861

Monsieur le préfet,

Mon prédécesseur vous a prescrit les mesures à prendre dans le cas où un événement grave amènerait la transmission du pouvoir.

En vous confirmant ces instructions, je crois devoir les compléter par les suivantes :

Aussitôt après la réception de cette lettre, vous établirez une liste de tous les hommes dangereux, quelles que soient leurs opinions et leur position sociale.

Vous désignerez les hommes qui, ayant une valeur quelconque soit pour la délibération, soit pour l'action, pourraient, à un moment donné, se faire le centre d'une résistance ou se mettre à la tête d'une insurrection.

Vous formulerez personnellement et vous signerez des mandats d'arrêt pour chacun des hommes annotés sur votre liste, afin que, au premier ordre qui vous serait donné, leur arrestation eût lieu sans perdre une minute.

Vous me donnerez communication de la liste dressée par vous. Tous les mois, vous réviserez cette liste, ainsi que les mandats d'arrêts qui s'y rapportent.

F. de Persigny

Note annexée – Très confidentielle

1- Les listes comprendront tous les hommes dangereux : républicains, orléanistes, légitimistes, par catégories d'opinions.

2- Elles seront tenues exactement à jour, au fur et à mesure que quelque fait nouveau parviendrait à la connaissance du préfet. Les personnes inscrites sur ces listes devront être l'objet d'une certaine surveillance.

3- Les formules de mandat d'arrêt seront imprimées à Paris, et remises à messieurs les préfets qui n'auront qu'à les remplir de leur main et à les signer.

4- Les préfets conserveront ces mandats par de vers eux, en les divisant par circonscriptions de commissaires de police.

5- Les préfets, dans leurs réunions, détermineront le mode qui sera employé pour faire opérer sans perte de temps les arrestations dans les divers arrondissements.

6- Prévoir, dans chaque département, les lieux où seraient transférées les personnes arrêtées.

La Société du Code Pénal

Depuis 150 ans, les salariés et le peuple sont soumis au régime politique du despotisme “démocratique”. Dans les faits, c’est le régime des Devoirs de l’homme substitué à celui des Droits de l’homme. Sur le plan du droit positif cela se traduit par la primauté effective du Code Pénal sur le Code Civil. La règle pratique n’est plus “tout ce qui n’est pas interdit est autorisé” mais, à l’inverse, “tout ce qui n’est pas autorisé est interdit”. Seulement, nos juristes obtus et vicieux n’ont même pas la pudeur de refondre et simplifier tous les textes officiels, en prenant en compte ce retournement de toute la tradition civilisée dans le sens néo-barbare, qui caractérise l’état de choses actuel.

LIBERTÉ

“On est quand même en démocratie, on a le droit de s’exprimer”, etc. ; c’est ce que chantent quelques naïfs inoffensifs, qui reprennent le refrain lancé par d’autres roublards redoutables. La seule chose sensée à tirer de ces insanités, c’est que le despotisme démocratique se soutient fondamentalement de lui-même jusqu’à ce qu’il craque, et que le peuple est endormi jusqu’à ce qu’il s’éveille.

Effectivement, le système en place du capitalisme parasitaire maintient spontanément le peuple dans un état d’humiliation et d’insécurité qui l’enferme dans l’impuissance et la désillusion. Faut-il pour autant idéaliser un tel ordre social lamentable ? Bredouiller “on est quand même en démocratie” ne peut signifier que deux choses : primo, “ça pourrait être pire”, donc je choisis de me taire et je suis fier d’être un lâche ; secundo, “ça ne pourrait guère être mieux”, donc je n’ai rien à dire, et je me vante d’être un abruti. Moralité à quatre sous : quel bonheur de ne pas se compter dans les “exclus” qui dorment dans les gares, ou parmi les “inclus” hébergés dans les Prisons-Bouygues !

Ce qu’il y a de plus sérieux, c’est que le despotisme démocratique mène inéluctablement à une situation d’avant-guerre ou une situation pré-révolutionnaire où l’atmosphère “d’Union Sacrée” aidant alors, il sera réellement question à ce moment d’instaurer un “régime spécial de restriction des libertés”, prévu dans le Code. Ce jour-là, il y en aura toujours qui changeront de disque et viendront nous chanter “tout va très bien madame la marquise, soyons contents de rester entiers, d’autres se font trouer la peau”.

Notre fameuse liberté, c’est donc celle de ne pas broncher, et elle est consignée dans le Code Pénal. N’oublions pas cependant que le Code du Travail et le Droit Administratif confortent gaillardement le despotisme démocratique.

LUMIÈRES

Les lumières, c'est-à-dire ce qui a vocation de former et informer nos petites têtes, c'est l'École et la Presse qui en revendiquent le privilège. Qu'est-ce que ça donne dans notre démocratie dictatoriale ? Étant entendu que ce que l'on désigne traditionnellement sous le nom de "presse" comprend de nos jours l'ensemble des "média", télé en tête, dans l'état actuel, le couple École-Presses n'a qu'une fonction : le viol des foules comme organe des ténèbres.

École

L'école présente est essentiellement une institution disciplinaire. La première discipline enseignée est "savoir se vendre", la servilité et la duplicité. Pour remplir cette mission, l'école se fait le lieu où l'instruction tue l'intelligence ; elle se glorifie de se restreindre rigoureusement aux opérations de gavage, en vue du "diplôme". C'est l'horrible "laïcité" qui signifie : dans nos murs, toute question de spiritualité, d'idéal, est interdite. L'école est donc un double de la "Grande Muette", "neutre" comme la caserne vis-à-vis de toute pensée vivante authentique. C'est ce qui fait de l'école caporalisée un royaume "austère", répulsif et fatigant.

Presse

Heureusement existe l'autre foyer de lumière obscurantiste, presse et télé, royaume compensateur du "licencieux", attractif et prodigue d'évasion.

Les Médias actuels sont essentiellement prostitués. C'est l'horrible "liberté" de l'information. D'abord, c'est le déluge "distrayant" de faits divers, chiens écrasés, incidents biographiques de "vedettes" en tous genres ; ceci enchaîne avec les "variétés", où le porno alterne avec Cendrillon et les gangsters avec Zorro ; le clou du délasserment est cependant avec le Mondial et la Roue de la Fortune. Mais c'est la fonction de manipulation idéologique qui est la mission fondamentale des médias : au travers du flot intarissable des commérages de politcaillerie, il s'agit à la fois d'engluer la "masse" dans des considérations qui ne la concernent nullement, et de l'amener à "prendre parti" dans la guerre des gangs dominants. Diviser pour régner ! Diversion c'est domination !

ASSOCIATION

Les conditions matérielles d'insécurité et d'humiliation qui sont faites au peuple dans le cadre actuel néo-barbare, ces conditions suffisent à paralyser à la base tout "droit" éventuel du peuple. Les conditions intellectuelles de ce même ordre, Presse vendue et École imbécile, ces conditions organisent le dévoiement de tout "droit" éventuel du peuple.

Resterait la seule issue de l'Association : c'est-à-dire que les personnes du peuple elles-mêmes, quoique dépourvues de temps, de culture et d'argent, fassent jouer le génie

collectif pour faire percer quelque chose ressemblant à un “droit” du peuple. Mais c’est là que les choses deviennent sérieuses, ce que les tyrans “républicains” qui tiennent les commandes craignent comme la peste, ce qui les conduit à rappeler brutalement le peuple à ses “devoirs”, en soumettant le droit d’association aux conditions juridiques qui sont celles de l’État policier.

Mais le despotisme démocratique réussit ce tour de force qui consiste à nommer “droits” ce qu’il impose comme “devoirs” et, finalement, à n’avoir à montrer sa force que pour ne pas s’en servir car non seulement il autorise, mais encourage même toutes les associations possibles et imaginables, à la seule mais décisive condition qu’elles rendent un hommage préalable au Code Pénal. De telles associations, a priori “assermentées” au régime, peuvent alors fleurir à volonté : syndicats, partis, organisations humanitaires, etc. Il n’y a de limite à la débauche associative que le montant des subventions officielles et des dons de gens “qui comptent”, à se partager avec, à la clef, les sinécures de “permanents” et autres “planques” que procurent les “relations”. Dans ces conditions, l’association jugée dangereuse dans l’absolu, devient très avantageuse au despotisme démocratique : d’abord, s’agitant pour ne pas agir, s’adonnant à des simagrées qui “animent” l’ordre décadent, elle occupe le terrain social et représente un réseau de “kapos” dans la masse, qui donnent à chaque instant le niveau de la “température” qui y règne à la Préfecture de police ; ensuite, par la foire d’empoigne que l’association assermentée organise pour les postes de porteserviettes et les livrées de laquais, la masse harcelée pour payer son timbre par des sectes concurrentes qui promettent de la “défendre”, se voit solidement rivée dans son impuissance.

Réunion

La forme la plus élémentaire de l’association est la réunion. Le Code Pénal veille tout particulièrement à faire la chasse à ce qu’il nomme “réunion illicite”, “réunion séditionnelle”. On nous dit : “Les réunions publiques sont libres sous conditions : les clubs interdits ; les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique. Réunions électorales : ne peuvent y assister que les électeurs de la circonscription ; elles ne peuvent se prolonger que jusqu’à l’heure fixée pour la fermeture des établissements publics. Chaque réunion doit avoir un bureau composé de trois personnes, responsables des infractions aux prescriptions suivantes : interdire tout discours contraire à l’ordre public. Un fonctionnaire de l’ordre administratif ou judiciaire peut être délégué par le préfet pour assister à la réunion : il choisit sa place. Est qualifié de “complot contre l’autorité de l’État, l’attentat dont le but aura été de changer le régime constitutionnel ; il y a complot dès que la résolution d’agir est concertée entre deux (!) personnes”. “Seront dissoutes toutes les associations qui auraient pour but d’attenter par la force à la forme républicaine de gouvernement, ou de faire échec au rétablissement de la légalité républicaine”. “Cris et chants séditionnels proférés dans les lieux de réunion publics seront punis”. “Seront punies comme réunions de rebelles celles formées sans armes et accompagnées de menaces contre l’autorité administrative ou contre la force publique”. “Porter atteinte à l’autorité de la justice ou à son indépendance sera puni”, “L’association de malfaiteurs est l’entente établie dans le but de préparer des crimes contre les personnes ou les propriétés, quelle que soit la durée ou le nombre de

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

l'association, et cette entente n'exige pas le dessein spécialement formé de commettre un crime (!)".

Est attentat la "Coalition de fonctionnaires concertant des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du gouvernement ; les fonctionnaires qui auront arrêté de donner des démissions dont l'objet serait d'empêcher l'accomplissement d'un service, seront coupables de forfaiture". La "démoralisation de l'armée est atteinte à la défense nationale".

Manifestation

Sont soumis à "obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés, rassemblements ; la déclaration indique le but de la manifestation, le lieu, la date, l'heure, l'itinéraire. Si l'autorité estime que la manifestation est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit". "Sera punie toute provocation à un attroupement non armé, soit par discours, soit par écrits". "Est interdit sur la voie publique ou dans un lieu public tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique". Sera puni qui "provoque à un rassemblement ayant pour objet la remise de pétitions aux assemblées parlementaires". Est punie la "résistance, désobéissance ou autres manquements (!) envers l'autorité publique". Il y a "crime de résistance envers la force publique" à "détourner les militaires de leurs devoirs et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs". Il y a "crime de mouvement insurrectionnel : aider à faire des barricades, empêcher la réunion de la force publique, désarmement de la force publique."

EXPRESSION

Le peuple étant privé de liberté et de lumières, l'association qui pourrait y remédier, si elle ne travaille pas à consolider le despotisme démocratique, étant immédiatement qualifiée d'association de malfaiteurs, "société secrète", "menées anarchistes à réprimer", le régime arrive à son but. Il se glorifie alors de ce que le cher monde libre accorde à tous le "droit d'expression". Or, non seulement le système fait en sorte que nulle parole ne puisse se traduire en action mais "l'expression" même est conduite à se renfermer dans la pure liberté de conscience muette, qu'il n'est au pouvoir d'aucune dictature d'interdire ! La pensée purement passive et personnelle, dès qu'elle tente de devenir active et collective, doit prendre les formes perverses prévues par le régime.

L'Homme

L'individu privé, isolé, se trouve contraint à l'autocensure. Si sa pensée secrète contient un mécontentement, s'il s'aventure à "exprimer" effectivement ce dernier, il tombe immédiatement sous le coup : s'il s'agit de particuliers, de "diffamation" ou "injure" et, s'il s'agit de l'autorité publique "d'outrage". L'auteur d'outrages envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique, par paroles, gestes (!), écrits ou dessins, non rendus publics (!), visant tout officier ministériel ou agent de la force publique, sera puni". Tout

ceci ne peut évidemment que pousser à bout le pauvre particulier, à l'engager dans les "voies de fait" et se voir traiter de "forcené".

Le Citoyen

Le même individu absolument isolé se trouve appelé à faire "acte de citoyen" dans le "secret de l'isoloir", non plus contraint à l'autocensure cette fois, mais en pouvant se féliciter maintenant de pouvoir plébisciter le système de façon "franche et massive" ! S'il se trouve mécontent ensuite, n'est-ce pas lui qui est censé l'avoir voulu ! D'ailleurs, l'affichage tombe immédiatement sous le coup de "dégradation de monuments"; il est "interdit de distribuer des documents le jour du scrutin" ; et "seront punis ceux qui auront déterminé un (!) électeur à s'abstenir de voter."

Des lendemains qui déchantent

Tenir un peuple sous le joug, si sophistiqué que soit ce joug, ne mène qu'à des drames. Un système de parasitisme, de féodalité financière pour lequel le peuple n'est qu'un troupeau à tondre, qui demande à être gardé par des bandes de mercenaires "anti-émeutes" et de domestiques "sociaux", un tel système ne se maintient qu'en marchant toujours plus vite vers l'abîme. C'est l'ordre même des Technocrates de la Finance et des Bureaucrates du "partenariat social", gardés par ses C.R.S. et ses paras, qui conduit tout droit à la révolution et la guerre. La mafia au pouvoir envisage froidement ces échéances de "purge générale de l'ordre néo-barbare" qu'elle sait inéluctable, convaincue que la bête "humaine" impose ces "solutions finales", après lesquelles on se lancera dans la carrière jugée éternelle de plus de parasitisme et plus de despotisme jusqu'à la consommation des siècles. Depuis Spengler, ne sait-on pas que le peuple "ruminant" désire lui-même être dévoré par ses maîtres "carnassiers" ?... Le Code Pénal a ainsi précisément prévu que doit venir un temps où il faudrait infliger une bonne correction à la canaille populaire par les moyens de **l'État d'Urgence** et de **l'État de Siège**.

ÉTAT D'URGENCE

Il est bon de noter que le "régime spécial" d'État d'urgence inventé en 1955, suite à la "rébellion" algérienne, est conservé en bonne place dans le Code d'un pays qui dit ne plus avoir de colonies !

L'innovation républicaine est instructive :

"L'État d'Urgence peut être déclaré en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public. L'État d'Urgence donne pouvoir au préfet d'interdire la circulation des personnes aux heures fixées, d'instituer des zones de sécurité où le séjour des personnes est réglementé, d'interdire le séjour dans le département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics. Le préfet peut

ordonner la fermeture des salles de spectacles, débits de boisson et lieux de réunion, et les réunions de nature à entretenir le désordre. Le décret déclarant l'état d'urgence peut conférer aux autorités administratives le pouvoir d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit, le contrôle de la presse, de la radio, du cinéma et des théâtres". Lorsque "L'état d'urgence est institué, un décret pris sur le rapport du ministre de la justice et du ministre de la défense, peut autoriser la juridiction militaire à se saisir des crimes et délits connexes relevant de la cour d'assise".

ÉTAT DE SIÈGE

L'État d'Urgence est un "acquis social" récent, puisque auparavant l'on ne connaissait que le passage brutal de l'autorité "parlementaire" à l'autorité militaire. On n'arrête pas le progrès ! L'État de Droit découvre toujours mieux les vertus de la Force ! Ainsi sommes-nous à présent dotés d'un état préparatoire à l'État de Siège qui date, lui, du 9 août 1849, date de naissance de la "légalité républicaine" vénérée par tous nos hommes d'État responsables. Il n'est rien de mieux, il est vrai que de s'abreuver à la source même de la démocratie dictatoriale. Le chef d'œuvre de l'État de siège mérite bien de couronner notre Code Pénal. Il vaut bien mieux que toutes ces lois précieusement conservées dans le Code, prises de tous côtés, mais qui ne sont qu'à usage partiel contre ces esclaves révoltés en puissance qui forment le peuple ; telles les lois de 1936 contre les "Ligues", ou celles de 1943 contre la Résistance... Les juristes, qui sont gens pointilleux, nomment notre joyau légal qu'est l'État de Siège, État de siège "politique" ou "fictif", soulignant qu'avant 1848, on n'avait jamais imaginé déclarer ce "régime spécial" que contre l'ennemi étranger...

Quoi qu'il en soit, l'État de Siège se formule brièvement, comme tout ce qui est grand :

"L'État de Siège est décrété en conseil des Ministres. Le maintien de l'ordre passe tout entier à l'autorité militaire. L'autorité militaire a le droit de faire des perquisitions de jour et de nuit dans les domiciles, d'interdire les publications et réunions".

Un détail qu'il n'est pas inutile de mentionner est le suivant : la loi sur l'État de Siège d'août 1849 ne faisait que régulariser la pratique de l'État de Siège de Juin 1848... C'est que nos bons démocrates dictatoriaux ne s'embarrassent pas de formalisme ; avec leur sens très aigu des réalités, ils appliquent d'abord le Code et le rédigent ensuite ! L'essentiel, d'ailleurs, pour eux ne se trouve jamais dans aucun Code : ni les nuées d'indicateurs, ni les pratiques de provocateurs, et les réjouissances de tortionnaires.

Toujours est-il que notre République des Devoirs de l'Homme, dont le fleuron consiste dans la loi sur l'État de Siège, fait l'unanimité de tous nos politiciens, qu'ils soient sortants ou candidats, d'un bord ou de l'autre, se prévalant tous du même "sens de l'État", "dévoués à la chose publique". Aujourd'hui comme à l'aube de notre démocratie despotique, toutes les brouilles qui divisent ces messieurs se tiennent dans les variations que nous connûmes de Juin 48 au 2 Décembre 1851 ; ce sont celles qui distinguent le "dictateur républicain" Cavaignac du "Prince-Président" Louis-Napoléon et "l'Empereur social" Napoléon III. Ce sont simples variations dans la manière de confesser la haine des classes populaires, que ces messieurs désignent depuis cette époque sous le nom de "rouges".

Théorie

Civilisation et Nouvelle Barbarie

Soyons nets : notre monde est malade. La maladie dont souffre notre monde n'est pas un "bobo", c'est un mal "incurable" : celui de la crise générale de l'ordre civilisé. Notre monde a contracté ce mal il y a quelques 150 ans maintenant.

Curieusement, peu après que l'ordre civilisé, vieux de 25 siècles, eut atteint son summum. Il y eut, tout d'abord, l'accouchement douloureux des "principes de 1789", immense parachèvement philosophique et politique de l'aventure civilisée. Puis il y eut le ressac tout à fait contingent et superficiel de la "terreur blanche" et de la Sainte Alliance, de 1815 à 1830. Ensuite, dans les années 1830, ce fut le triomphe absolu de la grande bataille des Temps Modernes, avec l'enracinement irréversible des principes de 1789 dans l'ordre matériel, par la révolution industrielle et scientifique, la commandite par actions et la machine à vapeur, le tout enveloppé par le "free-trade", le libre-échange planétaire. C'était l'époque où l'on proclamait : "le commerce, c'est la paix, et la civilisation répandue pacifiquement sur toutes les contrées arriérées". Le perfectionnement achevé de l'ordre civilisé avait aussi sa rétro-action philosophique et politique : la grande époque de culmination du libéralisme bourgeois déclarait en effet simultanément que seul le régime parlementaire, représentatif, était acceptable pour un État réellement civilisé, et que les peuples primitifs devaient être définitivement affranchis de l'esclavage (1832 et 1833 en Angleterre).

Pourquoi donc, 20 ans plus tard, l'humanité sombra-t-elle dans le régime dominant d'une Nouvelle Barbarie, Régime qui est la caractéristique fondamentale de l'état actuel général de notre planète aujourd'hui ? En effet, l'orientation néo-barbare prise vers 1850 est non seulement restée dominante depuis cette époque, c'est-à-dire chronique, mais cette domination s'est encore aggravée par bonds successifs ces 150 dernières années. Ainsi :

- Du rationalisme déiste, on a basculé dans le positivisme, puis dans la laïcité scientiste-cléricale, et enfin dans l'obscurantisme et l'idolâtrie cynique-occultiste.
- Du libéralisme économique, on a basculé, d'abord dans l'orgie spéculative, puis le protectionnisme, et enfin l'autarcie officielle.
- De la monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire le système parlementaire, on a basculé, d'abord dans l'arbitraire gouvernemental, puis le régime officiellement antiparlementaire du "chef de l'Exécutif", et enfin l'État totalitaire.
- Du patriotisme cosmopolite antérieur on a basculé, d'abord dans le nationalisme, puis le chauvinisme, et enfin l'État "racial" (grégaire-totalitaire).
- Du "colonialisme" civilisateur, on a basculé dans la domination brutale, d'abord des Possessions, puis des Dominions, et enfin du vampirisme Néo-colonial par la Dette.

Depuis 150 ans, l'ordre civilisé est mort et enterré. Depuis cette époque, l'humanité tout entière vit sous le régime dominant d'une Nouvelle Barbarie qui a son siège en Occident. Depuis cette époque, une seule et unique Question Sociale est posée en tous les points de la planète. Depuis cette époque, le peuple mondial relève le défi de la néo-barbarie, par

vagues successives et sous les formes les plus variées. Mais toujours, en dernière analyse, le combat populaire accumule de nouvelles expériences en recueillant les débris de la tradition civilisée, découvrant la mission de “garder ce beau dépôt” (II Tim. 1 : 14) ; et cette base solide apparaît au peuple comme le tremplin pour s'élancer dans la voie de la République Sociale Universelle, du néo-communisme qui est la seule issue possible à la crise générale de l'ordre civilisé. C'est ainsi que le combat du peuple mondial, quelles que soient les péripéties et les détours, se retrouve toujours mené derrière le drapeau rouge hissé en 1848, et inspiré par la pensée libre de Karl Marx, “lumière du monde” de notre époque. Le combat unique que livre le peuple mondial depuis 150 ans contre la Nouvelle Barbarie dominante ne présente qu'une grande différence fondamentale : au Nord, dans les pays dits “riches”, la lutte est menée sous l'angle principalement civil, comme une recherche de la Sécurité économique ; au Sud, dans le “Tiers-Monde”, la lutte est menée sous l'angle principalement politique, comme une recherche de l'Indépendance politique. Mais ce n'est là, évidemment que les deux faces de la même médaille de la Question Sociale planétaire.

Chez nous, en Occident, ou au Nord comme on dit aujourd'hui, le problème de la Nouvelle Barbarie dominante s'analyse de façon assez simple au bout du compte :

Tout d'abord, donc, c'est la question civile, c'est-à-dire celle de l'Entreprise, qui constitue le contenu de la Question Sociale ; la question politique, celle du Gouvernement représente ici simplement la forme de la Question Sociale.

Dans les conditions proprement civilisées, autrement dit avant 1850, le problème de l'Entreprise était celui de l'exploitation du personnel salarié par les employeurs capitalistes. Mais, précisément, “l'exploitation” qu'il ne faut pas juger de manière “morale” mais de façon historique, était civilisatrice. Et l'exploitation était civilisatrice pour la raison bien précise qu'elle reposait explicitement sur la propriété privée et la promotion de cette même propriété privée, sur la “liberté du travail”, sur la responsabilité de l'Homme en général : responsabilité du capitaliste propriétaire de la matière du travail et responsabilité du salarié propriétaire de la force de travail.

Depuis 1850, à notre époque caractérisée par la décomposition de l'ordre civilisé, époque de domination néo-barbare, la face des choses se trouve totalement transformée. En lieu et place de la simple exploitation, nous avons un régime économique de pur parasitisme. On ne saurait trop insister sur l'importance de ce changement véritablement qualitatif de la situation. Il ne s'agit nullement d'une “aggravation” de l'exploitation antérieure, mais au contraire d'une “négation” barbare des conditions économiques civilisées antérieures. Depuis 1850, c'est l'entrepreneur capitaliste essentiellement irresponsable de la Société Anonyme qui domine l'économie. C'est le parasitisme qui est la règle de l'entreprise, parasitisme qui se définit comme l'exploitation émancipée des contraintes de la propriété privée et se faisant l'ennemie de la propriété privée. Enfin, le parasitisme n'a plus comme mobile le “profit” classique, obtenu par le marché de la concurrence ; le moteur du parasitisme économique est exclusivement la spéculation prédatrice, combinée avec le prélèvement de la “rente” du capital par la technocratie.

En ce qui concerne la question politique, cette fois, en Occident, c'est une analyse tout à fait analogue qui s'impose. Avant 1850, nous avons simplement le règne de l'oppression

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

politique civilisatrice. Cela signifie que le Gouvernement – l'Exécutif – reposait alors sur la Nation. Le pouvoir était essentiellement constitué selon le modèle du système "représentatif", "parlementaire", "constitutionnel". En d'autres termes, nous avons un véritable "État de Droit", un ordre public tel que pouvait le concevoir la bourgeoisie moderne, avouant franchement et officiellement la direction d'une masse de citoyens déclarés "passifs" par une minorité de citoyens reconnus "actifs". Quoi qu'il en soit, l'oppression politique reposait réellement sur le socle de la citoyenneté civilisée parvenue à son achèvement, et la sûreté du Citoyen en général s'exprimait par "l'égalité devant la loi".

Depuis 1850, dans les conditions présentes néo-barbares, l'ordre public ne se caractérise plus du tout par l'ancienne oppression politique, mais par quelque chose de tout à fait différent qui consiste dans le pur despotisme politique. Ces nouvelles conditions politiques n'ont rien, absolument rien, à voir avec un quelconque État de droit. Notre régime politique ne peut être nommé que celui de la démocratie dictatoriale, régime d'une camarilla dominante divisée en gangs rivaux, et qui domine toute une population ravalée au rang de citoyens passifs. Ce régime des préfets et gouverneurs militaires est celui de l'arbitraire officiel, agrémenté de prétendues "consultations électorales" qui ont toutes un caractère essentiellement plébiscitaire. De même, ce qu'on nommait légitimement autrefois Police, chargée du maintien de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, ceci est supplanté aujourd'hui par de véritables corps officiels de guerre civile qu'incarnent nos C.R.S. et gendarmes mobiles, corps qui tiennent à priori le peuple pour "l'ennemi de l'intérieur".

Finalement, l'ordre néo-barbare actuel, tel qu'il se présente en Occident, s'apparente à une situation de domination coloniale : les parasites qui règnent sur les entreprises décisives s'imposent au peuple comme des colons à des populations "soumises", et les despotes politiques qui veillent au maintien de cette économie de pillards se conduisent comme une puissance "tutélaire" qui a pour objet de "maintenir dans le devoir" une masse d'indigènes "pacifiés".

Plus la putréfaction du monde civilisé s'accroît, plus l'ordre établi prend l'allure nette d'un "grégarisme barbare", c'est-à-dire qui cumule les côtés négatifs de la société primitive et de la civilisation, ne retient que l'aspect "préhistorique" pur de ces deux grandes phases écoulées de l'histoire de l'humanité, et tend rien moins qu'à porter l'espèce humaine au suicide. D'où d'horizons divers les hurlements qui s'élèvent de plus en plus contre le "mondialisme", accusé d'être destructeur de l'identité de tous les peuples et de nous jeter tous dans un enfer totalitaire. Selon nous, cet état de choses est peut-être la preuve la plus imposante de la justification historique et de l'urgente nécessité de son contraire : le communisme civilisé.

La Néo-Barbarie

Depuis 150 ans, l'évolution du monde tout entier se trouve marquée par la crise générale de l'ordre civilisé. L'ordre planétaire dominant emporte le peuple mondial dans la spirale de ce qu'on doit appeler une Nouvelle Barbarie. C'est seulement par cette perspective et ce critère solide que tout, absolument tout, ce qui nous arrive peut s'expliquer, et qu'une direction claire de la lutte à mener se dessine.

À partir de ce point d'appui général une précision décisive est à apporter : la crise générale de l'ordre civilisé se développe selon deux pôles contraires et solidaires, polarité aujourd'hui désignée par l'expression du "fossé Nord-Sud". De quoi s'agit-il ? Le "fossé" en question se rapporte à la relation qui oppose, d'une part, les quelques 20 % de la population mondiale se trouvant dans les pays dits "développés", "industrialisés" et, d'autre part, les 80 % restant appartenant à ce qu'on appelle le "Tiers-Monde". Bref, il s'agit d'un rapport colonial planétaire par lequel se font face, d'un côté la Métropole "occidentale", de l'autre côté l'Outre-Mer "oriental". La disproportion numérique entre le Nord et le Sud a évidemment une importance capitale pour le long terme. Seulement, la nature de l'opposition géographique en cause réclame d'être correctement analysée, ce qui suppose d'éviter deux écueils. En premier lieu, il ne s'agit nullement d'une opposition manichéenne qui ferait des peuples du Nord – salariés et petit-bourgeois – les "exploiteurs" des couches dominantes du Sud. En second lieu, il ne s'agit pas non plus d'une simple différence congénère qui désignerait la féodalité financière dominante du nord comme uniquement "plus riche" que les masses innombrables de paysans et déracinés du sud. La nature véritable de l'opposition Nord-Sud est toute autre, elle consiste fondamentalement dans la confrontation manichéenne entre, d'une part la Mafia dominante à l'échelle planétaire et, d'autre part, un seul et unique Peuple Mondial. La Mafia dominante mondialement a seulement son siège au Nord, mais elle est présente au Sud par ses prête-noms et fondés de pouvoirs, sous-traitants et sous-officiers multiples. Le Peuple Mondial, lui, se répartit au Nord et au Sud sur le modèle de la relation ville du monde et campagne du monde, ouvriers et paysans, également écrasés et dévorés par les rapaces planétaires et ayant entre eux des intérêts contradictoires mais congénères. La différence, bien réelle, qui sépare la majorité du peuple mondial qui se trouve au Sud et la minorité du même peuple mondial qui se trouve au Nord, c'est que ces deux armées du peuple mondial sont conduites à mener la même lutte contre la Nouvelle Barbarie dominante de façon planétaire, mais avec un angle d'attaque différent. L'armée du Nord se trouve contrainte de livrer bataille civilement, sur le plan de la Famille, avec pour objectif la vraie Sécurité Sociale ; l'armée du Sud se trouve contrainte de livrer bataille politiquement, sur le plan de l'État avec pour objectif l'Indépendance Nationale. Ces deux combats sont évidemment complémentaires et même absolument indissociables ; la preuve en est que quand deux blocs militaristes se forment dans la zone Nord, le devoir suprême des salariés est d'y organiser le "défaitisme révolutionnaire", de même le devoir suprême des paysans du Sud est alors de proclamer "la patrie en danger".

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Pour bien saisir le caractère de notre Époque Contemporaine, de la Nouvelle Barbarie avec ses deux pôles Nord-Sud, il faut se rapporter à l'époque immédiatement antérieure, celle des Temps Modernes (1500-1850) qui fut la phase suprême de l'ordre civilisé. En effet, l'époque Moderne est l'époque même où se développe le marché mondial, et où l'Europe élève les rapports civilisés au niveau de leur forme simplifiée, pure : libre-examen et déisme, légisme et parlementarisme, science expérimentale et machinisme, liberté du travail et banque d'escompte, tels sont les éléments, organiquement liés, de ces rapports civilisés achevés.

Les 350 ans de l'ordre moderne européen sont ceux de l'affermissement croissant de la Raison et de la Liberté, tout spécialement en Angleterre et en France. Cette victoire des Lumières est l'histoire d'une conquête que l'Europe remporte à la fois sur elle-même et sur le monde extérieur : d'un côté, c'est la corrosion interne de tous les vieux rapports patriarcaux civils, rapports de dépendance personnelle directe, du type servage-corporations de métiers ; d'un autre côté, c'est la corrosion externe de tous les vieux rapports hiérarchiques politiques, de domination exercée en vertu de "privilèges" directs, rapports des autocraties et de leurs populations tributaires.

Au terme du développement civilisateur moderne, dans la période 1825-1845, la "révolution industrielle" vient compléter et former le fruit direct de la Révolution Française de 1790-1815. Alors surgissent spontanément deux problèmes aigus qui sont la rançon du succès ultime de tout l'ordre civilisé : en Occident (l'on dit aujourd'hui au Nord), c'est le problème interne du Paupérisme, en Orient (nous disons aujourd'hui au Sud), c'est le problème des Nationalités. Comment l'Europe va-t-elle relever ce double défi, que personne n'avait finalement prévu ? Toute la question de la Nouvelle Barbarie qui va s'instaurer, et du Communisme Libre qui va immédiatement la contre-battre, trouve ici son explication.

La décade 1830-1840 fut celle de la "lune de miel" de l'esprit civilisateur, celle où tout semblait possible, au nom de la "perfectibilité indéfinie" de l'homme et de la société. La double action du libéralisme "radical" républicain et du romantisme "socialiste" philanthropique faisait penser que l'on n'était pas loin de toucher au port, à la veille même du grand jour où serait promulguée la Constitution sociale parfaite incarnant les Droits Naturels de l'homme et prodiguant le "bonheur commun". Ceci s'avéra rétroactivement comme un dramatique malentendu. Cependant ce malentendu était néanmoins fondé : le splendide coucher de soleil civilisé était pris pour la riante aurore du communisme libre à venir.

Les derniers feux de la lumière civilisée, l'Europe les fit éclater dès 1830, en son sein et vis-à-vis du monde en même temps.

En Europe même, ce sont les Trois Glorieuses parisiennes, qui installent un "roi des Français" au drapeau tricolore qui déclenchent tout. En fait, c'est la Sainte Alliance qui est effacée d'un coup. Outre l'indépendance de la Belgique (1830), l'insurrection de la Pologne contre le Tsar (1830) et l'insurrection italienne contre l'Empereur d'Autriche et le Pape (1831) qui viennent rappeler qu'il ne s'agit plus de ruser avec les principes de 1789. En Angleterre, le Bill de Réforme électorale et parlementaire de 1832 intronise la monarchie constitutionnelle, le régime représentatif libéral censitaire. L'agitation des associations ouvrières depuis 1830 a puissamment pesé sur la Réforme, ces associations ayant conquis,

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

depuis la loi de 1824, le droit d'organisation et de grève, grâce à l'action de l'artisan Francis Place, relayée par le radical Joseph Jume aux Communes.

Hors de l'Europe, le libéralisme triomphant se traduit par l'abolition de l'esclavage des noirs, adopté par l'Angleterre en 1833. En France, on se préoccupe de suivre l'exemple anglais, malgré les protestations des vieux colons qui affluent au Parlement. Le régime du roi bourgeois met très sérieusement la question à l'étude et discute le projet présenté par Tocqueville en 1839. La loi française prit forme dès la chute de la Monarchie de Juillet : le 4 mars 1848 huit jours après la constitution du gouvernement provisoire, l'esclavage fut déclaré aboli, une commission dirigée par Schœlcher est chargée d'en régler l'application. Le 27 avril, un décret met en liberté tous les esclaves, les propriétaires devaient recevoir l'indemnité prévue par Louis-Philippe. Du jour au lendemain, 500 000 esclaves étaient libérés. Que signifiait la victoire de la cause abolitionniste ? On nous l'explique en disant : "Il apparaissait de plus en plus clairement que le commerce, pour se développer, ne pouvait plus compter sur les anciennes colonies. Le sucre de betterave l'avait décidément emporté sur le sucre de canne ; les mesures de protection douanières que demandaient armateurs et planteurs n'auraient servi à rien. Seulement, l'extinction de la servitude enlevait aux vieilles colonies leur meilleur élément de fortune, détournait d'elles les grands courants commerciaux". Que prévoyaient les mesures françaises décidées fermement en 1844 ? L'abolition organisée sur une période de 10 ans contre indemnités versées aux colons ; l'affranchissement collectif des esclaves du domaine de l'État et des facilités données pour l'affranchissement des esclaves privés ; la suppression de la mutilation et de la marque pour les esclaves rebelles, la création de tribunaux spéciaux pour les crimes commis par les esclaves contre les hommes libres et réciproquement ; l'ouverture d'un crédit pour l'introduction de travailleurs européens destinés à remplacer les esclaves dans les vieilles colonies. Voilà où on en était en France à la veille de Juin 1848 c'est-à-dire quand la République de Février restait encore marquée par le libéralisme de la monarchie de Juillet. En définitive, l'abolition de l'esclavage, devenue un impératif universel en 1840 consacrait en pratique une nouvelle phase du colonialisme civilisateur, que la révolution de 1789 avait déjà proclamée en principe. C'était le vieux système, officialisé en France 170 ans plus tôt, celui du Pacte Colonial, ou Régime de l'Exclusif colbertiste, qui s'effondrait. Dans ce vieux système, les colonies étaient tenues pour des "Provinces du Royaume", ces provinces étant seulement privées d'Assemblées, de paroisses, estimant que les colonies n'étaient pas mûres pour jouir des franchises que la monarchie de droit divin admettait en métropole. Les colonies étaient confiées à la direction spéciale du ministère de la Marine. L'objet de la colonisation se définissait par la "politique des galions" : double mouvement "d'épices" et de "nègres". Les épices étaient les denrées tropicales que la métropole tempérée ne pouvait produire ; les nègres se rapportaient à la traite, permettant seule la culture des plantations. C'est ainsi que Colbert considérait la traite des nègres comme "le plus nécessaire et le plus louable des trafics". Le "Code Noir" date de 1685. Ceci étant posé, il s'ensuit que les étrangers sont rigoureusement exclus du commerce que le royaume entretient avec ses colonies, et la colonie ne doit d'aucune manière concurrencer la métropole par ses productions.

L'écrasement de la révolution mondiale en 1848 est le grand drame qui inaugure notre époque contemporaine, époque où se livre et s'approfondit la grande lutte planétaire entre les forces de la néo-barbarie dominante et celles du néo-communisme primitif dominé. Le

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

26 Juin 1848, la démocratie socialiste est terrassée à Paris, le 31 octobre 1848, le patriotisme internationaliste est abattu à Vienne. La féodalité financière, prenant sous sa tutelle l'aristocratie terrienne, répand la terreur sur l'Europe et le monde. Les premiers signes de cette transformation de l'ordre civilisé en son contraire néo-barbare, on les avait eus déjà en 1840, l'Angleterre ayant pour son compte pris une longueur d'avance dans le revirement réactionnaire irréversible, par l'éradication musclée du mouvement chartiste.

La victoire matérielle de la néo-barbarie signifiait globalement que la puissance dominante européenne lançait directement l'anathème sur les Lumières, Rousseau et Condorcet, et sur la Révolution, Robespierre et Napoléon Bonaparte ; indirectement, c'était la guerre déclarée contre tout l'héritage civilisé, depuis Socrate et Hésiode.

À l'usage de l'Europe elle-même, on décrétait le règne des Devoirs de l'Homme en lieu et place de celui des Droits, et le régime de l'Ordre en lieu et place de celui de la Liberté. Les apôtres de la Nouvelle Barbarie étaient Auguste Comte en politique, l'ennemi de Fichte, le "positivisme" proclamant le droit des forts à dominer les faibles ; en économie, c'était la gloire de Malthus, l'ennemi de Godwin, annonçant que le Vice des masses était la cause de leur Misère.

Vis-à-vis du monde "extérieur", l'oracle de la Nouvelle Barbarie n'est autre que le comte de Gobineau lui-même, l'auteur de "l'inégalité des Races" (1853). Gobineau est légitimiste avec le journal *L'Union Monarchique* de 1847, qui devient *L'Union* tout court en 1848, "l'orgie" de 1848 imposant une seule profession de foi : "Nous, défenseurs de l'Autorité". C'est ainsi que Gobineau devint l'âme de la diplomatie du dictateur Napoléon III. Sa théorie bio-sociologique complète admirablement les doctrines partielles de Comte et Malthus manquant d'envergure "métaphysique". Le point fondamental de la théorie de Gobineau, c'est l'affirmation que le seul facteur racial détermine en dernière analyse la réalité sociale. Il faut donc proscrire décidément le vieux préjugé civilisé selon lequel l'humanité se distingue en tant que telle par son hétérogénéité par rapport à la nature "inanimée", privée d'esprit actif et de liberté. L'idée d'une humanité "une" et, par suite, d'une religion et d'une morale universaliste, n'est pas soutenable ; au contraire, ce sont les inégalités ethniques qui sont la clef de l'histoire humaine. Le facteur racial, cependant, se dédouble fondamentalement :

1- Les nuées des peuples de couleur, noirs et jaunes, constituent ensemble un simple océan d'animaux domesticables. Ces êtres, inoffensifs si on sait les subjuguier, attendent même de la race blanche, proprement sociable, composée réellement d'animaux politiques, qu'elle les fasse bénéficier des effets de la civilisation.

2- La race blanche, de son côté, ne peut remplir sa mission que si est mené à bien le combat incessant qu'en son propre sein les Aryens doivent livrer aux Sémites. Seuls, en effet, les blancs Aryens sont véritablement d'essence divine, constructeurs de civilisation. La branche Sémite des blancs, de nature satanique, groupe des parasites nomades et apatrides, une horde d'usuriers mercantiles, qui végète au milieu des peuples de couleur tout autant qu'elle prospère comme des vampires dans le monde arien dont elle suce la substance abondante. Seulement, contre le ténia social des blancs sémites, se lève inévitablement une élite de "fils de roi", non résignée, faite pour la lutte, élite qui se fait le guide de la race sainte, l'entraîne au combat vital qui consiste à enrayer la confusion

ethnique. Les chefs ariens ne font en cela que répondre à la voix de la nature, qui veut que la race se défende contre l'hybride, comme la vie proteste nécessairement contre la mort.

La Nouvelle Barbarie ainsi équipée de pied en cap intellectuellement, on vit naturellement Napoléon III embarquer la France dans l'aventure mexicaine, en renfort des esclavagistes Sudistes dans la Guerre de Sécession. De la même façon, le ministre de la Marine Théodore Ducos est le maître d'œuvre de la politique de pillage colonial systématique du régime. Cet individu, négociant de Bordeaux, notons-le, siégeait résolument à gauche sous la monarchie de Juillet. On le retrouve au premier plan du "Parti de l'Ordre" en 1848, faisant liquider les ateliers nationaux. Peu après, c'est un membre de l'équipe dirigeante du coup d'État du 2 Décembre, avec Morny et Cie. C'est ce personnage donc, qui organise la conquête de la Nouvelle-Calédonie, et dirige le sinistre Faidherbe dans celle du Sénégal.

Si on veut avoir un tableau complet de l'ordre néo-barbare à sa naissance, on ne peut mieux que se référer au régime de Louis-Napoléon, qui dura 22 ans, de nov. 1848 à sept. 1870, notre "premier Président de la République", "restaurateur du suffrage universel" et "empereur social". Ce qui saute tout d'abord aux yeux, mais que les histoires officielles, surtout "ouvrières" passent soigneusement sous silence, c'est ceci : alors que le grand empereur de la Révolution, qu'on a nommé "Robespierre à cheval" avait, selon sa propre expression, "fait rentrer la révolution dans son lit", son neveu, l'aventurier Napoléon III ne fut qu'un Cavaignac politicien, qui fit "rentrer la contre-révolution dans son lit", c'est-à-dire l'institutionnalisation de manière irréversible. C'est pourquoi ce régime se présente, de manière paradoxale au départ, comme l'association de clans dégénérés, issus à la fois de l'extrême gauche et de l'extrême droite antérieure : d'ex-républicains et socialistes d'un côté, d'ex-jésuites de la contre-réforme et ultramontains néo-thomistes médiévaux de l'autre côté. On eut il y a peu quelque chose de ce genre, durant la "révolution nationale" de l'État Français (1940-1944) : Doriot (P.C.) et Déat (P.S.) grouillant avec Tessier (C.F.T.C.) et Maurras (A.F.).

Le tableau de la néo-barbarie se développe complètement dès sa naissance : à l'intérieur, **despotisme** politique et **parasitisme** social ; à l'extérieur, **chauvinisme** et **colonialisme**.

1- Despotisme politique

C'est le système de la démagogie dictatoriale. Ce point est décisif, puisqu'il s'agit par-dessus tout d'assurer l'Ordre. C'est le triomphe d'Auguste Comte. Le principe est simple : parodie de suffrage universel, dans le cadre de l'État policier, de sorte que la pression historique portant à détrôner les citoyens "actifs" et par suite à dissoudre le vieil ordre étatique est absorbée quant à la forme, mais pour être convertie en son contraire, en dictature de fait qui "universalise" la qualité de citoyen passif ! L'ordre manichéen ainsi mis en place se traduit évidemment par l'hégémonie de principe de l'Exécutif sur le Législatif. Nous en sommes bien là ! Dans de telles conditions, qui l'État "représente"-t-il donc ?

2- Parasitisme civil

C'est le parasitisme civil qui répond à la question qui vient d'être posée. Désormais, toute la vie civile est livrée à la spéculation technocratique, à des entrepreneurs que la loi elle-même admet comme irresponsables et que, pour cela même, doublent à présent des technocrates prévaricateurs. C'est ainsi que la néo-barbarie à sa naissance s'empresse de légaliser la société anonyme de droit commun (loi de 1867), en même temps que fleurissent les baron Haussmann, Crédit Foncier et compagnie. Ce nouvel "ordre" économique, pur brigandage légal en réalité, c'est le triomphe de Monsieur Malthus dans le domaine social. Le défi du paupérisme que devait affronter la société libérale épanouie est relevé très simplement : code du travail qui gendarmise le mouvement salarial, avec comme règle la socialisation de l'insécurité et objectif de manœuvrer un troupeau de "smicards". D'où ce qu'on n'a pas honte de nous présenter comme les premiers "acquis sociaux" : Prud'hommes, légalisation de la grève (coalitions), etc.

3- Chauvinisme

L'instauration du chauvinisme, négation directe du patriotisme de l'époque antérieure, n'a pas besoin d'être prouvée. Louis-Napoléon commence par "l'expédition de Rome", continue avec la Guerre de Crimée, et finit comme "l'homme de Sedan" dans la Guerre de 1870 pour l'hégémonie européenne. 1914-1918 et 1939-45 seront la suite normale. La nouvelle religion du "monument aux morts" eut son grand-prêtre en la personne du "poète officiel" du régime de Louis-Napoléon, nommé Belmontet. Celui-ci déclame : "l'armée, c'est l'élite de la nation". Il préside chaque 5 mai le banquet des Médaillés de Sainte-Hélène, et glorifie inlassablement le conscrit La Cocarde et le fusilier Chauvin.

4- Colonialisme

Si l'on s'arme à outrance entre Puissances, c'est évidemment pour résoudre le second défi qu'avait le libéralisme, celui des "nationalités", dont on trouve la solution dans le "rayonnement" colonial. Ici c'est Ducos, spahis et tirailleurs qui sont à l'œuvre. Du Mexique à Pékin, on s'en donne à cœur joie ! Nos légionnaires et parachutistes actuels poursuivent "l'œuvre" commencée, avides "d'ingérence humanitaire" comme jamais...

À ce propos, disons ce qu'il en fut de l'abolition de l'esclavage, "consacrée" par la Constitution du 4/11/1848. On nous le raconte de la façon suivante : "L'application plaça soudain dans une situation difficile. Ce fut la débâcle. Les noirs affranchis confondirent esclavage et travail et refusèrent de demeurer sur les plantations ; livrés à eux-mêmes, affamés et excités par des meneurs, ceux des Antilles se livrèrent à des forfaits, et il fallut proclamer l'état de siège. À la Guyane, sous couleur "d'association du capital et du travail", l'esclavage fut remplacé par un travail forcé de douze ans, sans salaire régulier. À la Réunion, 1/4 des esclaves demeurèrent sur les plantations à titre "d'engagés à temps", ce qui constituait une traite déguisée ; les autres prétendant disposer pleinement de leur

liberté, l'autorité locale résolut d'assimiler l'affranchi sans domicile au vagabond et lui impose un "engagement de travail".

Au total, il nous faut bien nous rallier à Philippe Seguin, et reconnaître au régime de Louis-Napoléon une place exceptionnelle, rejeter donc définitivement l'image que lui ont fabriqué les roués et roquets politiques de Gauche, depuis Victor Hugo jusqu'à Jacques Duclos, qui le dénoncent comme "régime de pouvoir personnel" et en font ainsi un repoussoir qui masque du même coup leur propre nature de fourbes et traîtres au peuple de France. Seulement, la place marquante que mérite Louis-Napoléon et son règne, c'est celle qui consiste à marquer le point de départ de la néo-barbarie contemporaine ; le "gaulliste" Seguin ne l'entend pas du tout de cette oreille ! D'abord, Seguin déclare que l'historien Dansette est bien loin d'apprécier comme il faut son Louis-Napoléon "le Grand" en écrivant : "Napoléon III est l'homme de son temps qui a le mieux prévu l'avenir. Il fut l'un des seuls à avoir la prescience de la civilisation moderne. Il prévit la constitution de nouvelles unités nationales et la transformation de la vie urbaine – il se montra favorable à l'instruction obligatoire, au service militaire universel, aux retraites ouvrières. Mais il ne sut hausser ses moyens au niveau de ses projets". Aussi Séguin corrige-t-il le portrait : "Louis-Napoléon est le premier président de la République de notre histoire. Son œuvre est impressionnante. Il refait Paris, conduit notre expansion coloniale, lance le libre-échange, triomphe à Suez, mène à bien la réforme financière. Le second Empire est un temps fort, une étape imposée dans la construction de la France moderne. Son bilan est probablement inégalé. L'homme qui fut à sa tête est en avance sur son temps, il ne fut pas bien servi par ses proches. Il n'a pas été bien compris parce qu'il voyait trop loin, trop grand et, surtout trop tôt. Cet homme a voulu servir la France, il s'y prépara et accomplit sa tâche avec une force personnelle digne d'admiration". Si l'on se place dans l'optique de l'apologie de la néo-barbarie et qu'on est résolu à briser coûte que coûte tout mouvement qui prétendrait enrayer l'approfondissement de la crise de la civilisation, il n'y a évidemment rien à dire à cette "réhabilitation" du premier dictateur de l'époque contemporaine. Ajoutons qu'il nous faut considérer comme un signal d'alerte que l'ouvrage de Séguin soit paru en 1990, et qu'il nous confirme absolument dans la conviction que depuis le Krach de 1987, notre monde décadent roule une fois de plus dans l'avant-guerre. Lui-même précise : "en janvier 1988, pour la 1^{ère} fois depuis 1870, un gouvernement français, discrètement, se fit représenter à une cérémonie organisée à la mémoire de Louis-Napoléon. En 1990, la Ville de Paris décida de donner son nom à une de ses places". Affaire à suivre !

Le Système Néo-Barbare

Nous tirons les leçons des 150 dernières années marquées par le déclenchement et l'approfondissement de la crise finale de l'ordre civilisé de la façon suivante :

1- Un seul système néo-barbare

C'est sur la base du marché mondial édifié durant les Temps Modernes que s'opère le retournement néo-barbare de 1850. Par suite, la crise civilisée finale revêt spontanément un caractère planétaire, enveloppe le genre humain tout entier, que la néo-barbarie dominante place dans une même impasse. Le siège de la néo-barbarie se trouve évidemment en Occident, du côté des gangs de la féodalité financière.

2- Polarisation du peuple mondial

C'est la même crise civilisée qui frappe l'ensemble du peuple mondial, crise de l'organisation civilisée dans ses deux éléments civil et politique à la fois, met en cause simultanément ses deux organes que sont la Famille et l'État. Seulement, au Nord, dans le monde "industrialisé", c'est la question civile, celle de la Famille, qui se trouve au premier plan, objet de décomposition ; au Sud, dans le "Tiers-Monde", c'est la question politique qui est aiguë et se manifeste comme avortement de l'État. En 1840, l'Europe libérale se trouvait devant les deux défis : le Paupérisme chez elle, les Nationalités à l'extérieur. L'issue progressive, c'était donner libre cours à l'éveil coopératif en économie au Nord et à l'éveil représentatif en politique au Sud. Cependant, choisir ainsi de faire honneur à son passé signifiait pour le monde civilisé moderne accepter de s'engager dans la voie de l'extinction des deux moyens civilisateurs antérieurs : l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, avouer que la civilisation avait achevé son œuvre et s'effacer devant la tâche nouvelle d'édification du communisme libre.

Il ne faut pas nous étonner que l'élite de la bourgeoisie libérale – républicains et socialistes – ne fit pas le poids face aux forces attachées unilatéralement à l'aspect purement "préhistorique" de l'ordre civilisé visiblement menacé. D'où la cristallisation du "Parti de l'Ordre", avec pour noyau la féodalité financière plaçant sous ses ordres l'aristocratie terrienne à l'intérieur, de même que les Puissances semi-féodales et les Notabilités asiatiques et tribales moribondes réparties sur toute la planète.

3- Le manichéisme néo-barbare

La domination néo-barbare sur le genre humain tout entier, ce fut véritablement l'ouverture du règne manichéen, les Lumières civilisées étouffées par les Ténèbres, après le

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

monde civilisé inspiré par Dieu, la puissance de Satan, de l'Antéchrist autrefois annoncée matérialisant la prédiction. Notons au passage que, précisément, le Millénarisme contemporain en Occident date de la fondation des Adventistes du 7^{ème} Jour par William Miller – en 1845, et que, parallèlement, l'Occultisme contemporain prend naissance avec le Spiritisme que la famille Fox découvre en déc. 1847 en Amérique. Nos Témoins de Jéhovah et adeptes des O.V.N.I. disposent donc d'un état civil en règle.

Le règlement manichéen du problème du Paupérisme et, par suite de la Famille au Nord fut le suivant : l'Entreprise devenue société anonyme est reconnue officiellement irresponsable directement vis-à-vis des Ménages salariés qu'elle occupe. Pour elle, le paupérisme est un simple problème "d'ordre public", politique, finalement policier et bureaucratique. L'Entreprise ouvertement parasitaire ignore en tant que telle les Ménages productifs ; maîtresse absolue de la Force de Travail, la main-d'œuvre (nommée aujourd'hui "ressource humaine") n'est pour elle qu'une simple proie à saigner.

Le règlement manichéen du problème des Nationalités et, par suite de l'État au Sud fut le suivant : le Gouvernement des pays "riches" devenu un pur Exécutif plébiscité est reconnu officiellement irresponsable vis-à-vis des Nations paysannes qu'il "protège". Pour lui, les nationalités sont un simple problème de "croissance" économique, finalement commercial et spéculatif. Le Gouvernement, ouvertement despotique, ignore en tant que telles les Nations fécondes : maître absolu de la Terre, les ressources naturelles du Tiers-Monde ne sont pour lui que territoire vierge à ravager.

La règle, dans l'ordre néo-barbare, c'est : pacifier/apprivoiser. On pacifie prioritairement au Sud, on apprivoise prioritairement au Nord. Mais, bien sûr, le couple répression-corruption est en vigueur partout, et les circonstances peuvent faire que la carotte prime pour quelque émir du Sud, tandis que le bâton prévaut pour des émeutiers de Los Angeles !

Dans ses deux pôles, de toute façon, le peuple mondial se trouve ravalé au rang de simple troupeau biologique de l'espèce animal domesticable. La seule différence est que, d'une part le ménage salarié au Nord et d'autre part la Nation paysanne au Sud se trouvent diversement frappés physiquement et moralement, par l'insécurité et l'humiliation, civilement et politiquement.

4- Collabos et Traîtres

Sous le joug de la néo-barbarie, on assiste à une situation des plus paradoxales, qui trouve son explication dans la technique "d'administration indirecte" de la civilisation décadente. Au Sud, il apparaît que plus on "décolonise", plus donc s'impose un Gouvernement local proclamé "indépendant", plus cet exécutif immédiat ôte toute perspective à l'affirmation d'une réalité nationale, dont cependant, ledit gouvernement devrait être le représentant. De la sorte, on a une fiction d'État tout à fait scandaleuse. C'est que le Gouvernement en question n'a pas d'autre rôle que de faire remplir par des "indigènes" la fonction qui incombait autrefois aux Gouverneurs Militaires de la métropole. D'une manière analogue, au Nord, plus le Code du travail se perfectionne, plus donc s'imposent des Institutions civiles se portant garantes de la "protection sociale", plus

ces organismes “d'élus des travailleurs” ôtent toute perspective à l'affirmation d'une quelconque sécurité sociale, dont cependant, lesdits organes de “défenseurs” des salariés devraient être les agents. C'est que le Syndicalisme en question n'est institutionnalisé et toléré que dans la mesure où il assure le rôle autrefois assuré par le chef du personnel et ses contremaîtres, l'arbitraire patronal étant désormais transféré à une couche d’“affranchis” du salariat.

La situation finale est que le système néo-barbare se soutient tendanciellement, d'une part par le moyen de purs traîtres politiques au Sud, qui singent le “nationalisme” ; d'autre part par de purs collabos civils au Nord, qui singent le “syndicalisme”. D'où l'impression que l'on court après la Sécurité Sociale au Nord et vers l'Indépendance Nationale au Sud, comme après un mirage qui s'éloigne d'autant plus qu'on se croit toujours plus près de le saisir. Du côté des ménages salariés, la Propriété de la force de travail devient toujours plus une ombre, de même que du côté de la nation paysanne, la Souveraineté de la terre s'évapore à l'extrême. Il faut noter que dans le cynisme néo-colonial, la France de “gauche”, “pays des Droits de l'Homme” se distingue tout particulièrement puisque, coup sur coup, elle se fit remarquer par l'invention du “droit d'ingérence humanitaire” et par la revendication de l'insertion d'une “clause sociale” dans les accords devant se substituer à ceux de feu le G.A.T.T.

Le développement infamant, à la suite de 150 ans d'aggravation de la domination néo-barbare sur le peuple mondial, développement décoré des beaux noms de “décolonisation” au Sud et “d'acquis sociaux” au Nord, nous l'expliquons par le fait que les deux armes de la répression et de la corruption ont su exploiter la division populaire de part et d'autre de manière spécifique. Au Nord, la masse populaire n'est pas simplement composée initialement de ménages salariés, mais aussi de familles de paysans “indépendants”. Contre les salariés, la féodalité financière put tirer parti du côté purement préhistorique que comporte la situation du paysan parcellaire : la division civile patriarcale de ceux-ci entre eux, et leurs habitudes de filouterie politique, vis-à-vis du fisc et des fonctionnaires. Ces tares historiques déteignent relativement sur les salariés qualifiés et, par ces derniers, donnent son caractère au carriérisme syndical. Au sud, la masse populaire n'est pas composée uniquement de communautés paysannes, mais aussi d'une couche de notables traditionnels, chefferies ou marabouts, dont la féodalité financière sut admirablement tirer parti. L'esprit de potentats de lignage ou de village fut partiellement inoculé à la frange soigneusement choisie des intellectuels européens et, de là donnèrent son caractère au carriérisme nationaliste. Ceci rend compte des conséquences perverses de la néo-barbarie, qui produit à la fin : des conflits dits “ethniques” au Sud, et des émeutes de “vandales” au Nord.

5- La Justice immanente

L'ironie quelque peu macabre de la chose, c'est que la nécessité historique ne cesse de se renforcer, y compris dans le mouvement de décomposition de l'ordre civilisé, à la manière de ce qu'on appelait autrefois la “justice immanente”. Cela nous porte même, dans l'état actuel de ruine avancée de la néo-barbarie, jusqu'au seuil d'une inversion de ses pôles. Expliquons-nous. À mesure que la crise principalement civile se développe au Nord, elle

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

mène toujours plus à un ordre policier dans lequel le peuple est plus ouvertement traité comme “l'ennemi de l'intérieur”, placé dans une position qui est celle d’“indigènes” de l'Occident soumis à une bande d'Entrepreneurs dont le visage devient purement et simplement celui de colons pillards. À ce moment, le salariat se trouve provoqué à ne mener rien d'autre qu'une lutte “d'indépendance” civile. Inversement, à mesure que la crise principalement politique se développe au Sud, elle mène toujours plus à un ordre rapace dans lequel le territoire est plus ouvertement traité comme “inoccupé”, dépouillé de ses richesses naturelles hypothéquées par des montagnes de “Dettes”. À ce moment, la paysannerie se trouve provoquée à ne mener rien d'autre qu'une lutte pour la “sécurité sociale” politique, de délivrance d'une communauté “prolétaire”, soumise à une poignée de Gouvernements dont le visage devient purement et simplement celui de despotes sadiques. Ceci n'est pas pour surprendre puisque, dès l'origine, la lutte des ménages salariés contre le paupérisme est indissociablement liée à la conquête des attributs effectifs du suffrage universel, c'est-à-dire la domination politique dans l'État de la masse populaire et donc, à terme, l'extinction subséquente du Gouvernementalisme oppresseur. De la même manière, dès l'origine, la lutte des nations paysannes contre le colonialisme est indissociablement liée à la conquête de la “modernisation” industrielle, c'est-à-dire à la domination économique sur le Marché mondial par l'océan populaire du Tiers-Monde et donc, à terme, l'extinction subséquente de l'Entreprise exploiteuse.

Exploitation et Parasitisme

Chez les Puissances du monde, qu'on appelait autrefois l'Occident et à présent le Nord, puissances que l'on dit "pays riches" et qui ne sont que le siège de la domination néo-barbare de la planète, faisant la loi à l'O.N.U. il n'y a qu'un seul et unique problème fondamental, clef de tous les autres : c'est ce que l'on nomme depuis 150 ans la Question Sociale, ou problème des "relations dans l'entreprise". Plus précisément, il faut dire que la question fondamentale à l'Ouest est la question civile, celle des relations des ménages à l'entreprise. C'est dire que ce qui ronge par-dessus tout la société "occidentale" est le parasitisme économique dominant, qui s'est substitué à l'exploitation capitaliste civilisatrice depuis la même époque. Depuis 150 ans en effet, la forme motrice d'entreprise qu'était la commandite par actions, responsable et concurrentielle, fut évincée au profit de la Société Anonyme technocratique et parasitaire. L'aggravation par bonds successifs du parasitisme dominant nous a amenés au point actuel où c'est l'État-Patron lui-même qui est devenu le principal organe du parasitisme actif. D'où l'insoluble problème nouveau grévistes/"usagers", signifiant seulement que les conflits économiques sont à présent directement politiques.

Les forces néo-barbares ne font pas mystère que cette Question Sociale est le problème fondamental de la société occidentale. Depuis 150 ans, c'est en effet de la manière la plus officielle que l'on triture toutes les "formules" possibles et imaginables tournant autour de cette question pour l'esquiver en même temps, la soulever pour n'y donner que des réponses perverses qui l'aggravent encore. Nationalisations, participations, autogestion, corporatisme, tout a été envisagé et pratiqué tour à tour, ne faisant finalement qu'intensifier et élargir le problème lui-même, que renforcer les mobiles manichéens du parasitisme : la spéculation et la technocratie. Toujours est-il que l'aveu est fait, par les despotes politiques qui se disent gouvernants, et par les empoisonneurs publics qui se disent l'élite intellectuelle, que la Question Sociale est notre enjeu occidental fondamental décisif, qui conditionne la paix sociale et la guerre sociale et donc, finalement le sort de tout notre édifice social.

Depuis 1850 cependant, c'est-à-dire les origines mêmes de la Question Sociale, la véritable réponse fut exprimée. Dès cette date, le mouvement de démocratie civile déclara qu'une seule issue était possible : le "droit au travail" assuré par la substitution de l'Association à la Concurrence. Et en 1902, cette issue fut même incorporée dans l'article 1^{er} des Statuts de la C.G.T., proclamant que "le but fondamental du mouvement syndical était l'abolition du salariat et du patronat". Donc, ni la jungle de l'économie privée parasitaire, ni la caserne de l'économie publique parasitaire, mais le "travail associé" reposant sur la prédominance établie des ménages sur l'entreprise et absorbant tout à la fois les anciennes fonctions d'employeur et d'employé. L'ensemble des "agents économiques", comme disent nos académiques, se trouvant collectivement à leur compte, seule forme possible d'économie pouvant succéder à l'économie marchande généralisée, donc objectivement socialisée à travers la "main invisible" du marché exerçant sa sanction à travers le couperet des prix, la coopération générale succédant à ce mécanisme

conservant la liberté du travail mais dépouillée de l'exploitation et du développement aveugle. Le système nouveau d'Association économique ne peut avoir pour règle que : "De chacun selon sa contribution libre, à chacun selon la consommation disponible", étant entendu que les conditions de survie considérées comme essentiellement gratuites, sont élevées au rang de priorité absolue par l'autorité sociale.

Le fond de la crise civilisée occidentale est la Question Sociale. Celle-ci, qui accuse les relations civiles, le rapport existant entre les ménages et l'entreprise, doit s'aborder, dans le contexte de la néo-barbarie dominante depuis 150 ans, sous l'angle du parasitisme économique.

À ce propos, il faut souligner le fait que ce qu'on appelle le "mouvement ouvrier", qui date précisément depuis 150 ans lui aussi n'a jamais très bien compris, de manière claire et ferme, ce qu'il fallait entendre par l'expression "exploitation de l'homme par l'homme". Il nous faut très nettement distinguer l'exploitation économique et le parasitisme économique.

L'exploitation de l'homme par l'homme, au sens strict, constituait l'essence même du régime économique de l'ordre civilisé. Ce régime économique s'est développé et perfectionné durant 25 siècles, en parcourant les grandes étapes de l'esclavage (productif), du servage et du salariat. Il fut le moteur même du développement civilisateur. Si nous sommes justifiés de la "condamner moralement", c'est uniquement dans la mesure où la phase civilisée de l'histoire humaine apparaît aujourd'hui comme contradictoire, transitoire, et finalement périmée et "préhistorique". Ce n'est pas une raison pour y voir, avec une illusion rétrospective déplacée, un système de violence arbitraire, reposant essentiellement sur la "contrainte extra-économique", relevant du "travail forcé", tel qu'on peut l'imposer aux bagnards, aux condamnés de droit commun dans les prisons, dans les camps de prisonniers en temps de guerre, ou aux populations coloniales livrées aux négriers par la traite et soumis plus tard au système de la main-d'œuvre forcée de "l'indigénat". Si l'on écarte les situations de crise intercalaire auxquelles l'ordre civilisé ne pouvait échapper pour se perfectionner, l'exploitation était purement et simplement le régime économique qui établissait une relation "d'unité antagonique" entre l'exploiteur et les exploités. Ce régime était authentiquement civilisateur, dans les limites assignées historiquement à l'ordre civilisé, c'est tout ce qu'on peut dire ! Il se justifiait historiquement, précisément parce qu'il était le moyen simultanément de perfectionnement de la propriété privée qui le fondait, propriété privée non seulement de l'exploiteur maître de la matière du travail, mais parallèlement propriété privée de l'exploité maître de la force de travail. "Tout le monde" gagnait à l'existence et au perfectionnement de l'ordre civilisé, c'est-à-dire de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ceci peut surprendre les adeptes du romantisme social, mais ce n'en est pas moins la réalité historique pure et simple. Durant la phase civilisée de l'histoire humaine, l'exploitation n'était pas un phénomène superficiel, mais le moteur économique lui-même ; ce n'était pas un système arbitraire, mais historiquement fondé de la façon la plus solide. Ne pas comprendre cela, c'est ne rien comprendre aux 25 siècles de civilisation. Nous devons finalement bien nous convaincre que des deux "partenaires", l'exploiteur et l'exploité, c'est en dernière analyse l'exploité qui devait être le bénéficiaire final de l'exploitation, comme il en avait été le véritable promoteur initial à l'époque de la décomposition de la société primitive.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Pour bien comprendre la relation “dialectique”, c’est-à-dire contradictoire, à double face du régime de l’exploitation de l’homme par l’homme il faut bien saisir que l’enchaînement esclavage-servage-salariat manifeste l’union de deux tendances diamétralement opposées : d’une part, quant à la forme, il s’agit d’un progrès continu de la propriété privée, qui mène au terme du processus à la proclamation officielle de la “liberté du travail”, l’exploité devenant alors un salarié, c’est-à-dire lui-même “commerçant”, totalement responsable de son entretien en tant que vendeur de sa force de travail et, par suite, ne pouvant s’engager “qu’à temps” chez un employeur ; d’autre part, quant au contenu, la même évolution allant de l’esclavage au salariat manifeste l’intensification de l’exploitation, jusqu’au stade final de sa gestion “scientifique”, intégrale, ce qui constitue une aggravation progressive de l’exploitation, et non point du tout l’inverse comme le comprennent les purs apologistes vulgaires du capitalisme industriel.

Le perfectionnement successif de l’exploitation a, sans le vouloir bien sûr, mis au monde une classe, les salariés, qui est formée d’exploités “libres”, c’est-à-dire qui sont eux-mêmes des marchands, en tant que négociateurs de leur force de travail. C’est ce qui fonde précisément le fait que le capitalisme industriel soit un monde de systématisation de l’économie marchande. Mais il s’agit plus que d’une simple extension quantitative de la part prise par le commerce dans l’économie. C’est d’un changement qualitatif qu’il est question : la circulation des marchandises et la loi du marché, au lieu d’être le moteur indirect de l’économie comme auparavant, principalement par le commerce des produits de luxe touchant les classes dominantes, et par les échanges internationaux concernant l’État, devient explicitement, directement, le moteur interne de l’économie. Or, la loi du marché triomphante amène avec elle une socialisation objective ouverte des rapports économiques, puisque le sort de tous les entrepreneurs dépend désormais de la “main invisible” de la règle des prix et du taux de profit moyen dont ils ne sont pas personnellement maîtres mais qui, au contraire fixe leur destinée aveuglément.

Cependant, du côté du marché du capital, l’intérêt exclusif de chaque entrepreneur prend le pas sur toute concertation possible entre eux pour ambitionner de “planifier” l’économie. Au contraire, du côté du marché du Travail, la même socialisation objective est ressentie mais du fait même que les salariés subissent absolument la loi du marché, qu’ils se trouvent en concurrence entre eux non pas avec l’espoir d’accumuler et au contraire seulement pour freiner la dépréciation de leur force de travail, il y a de ce côté une prédisposition spéciale à pouvoir et devoir se proposer que la socialisation objective préexistante devienne délibérée. Toute la nécessité historique du communisme civilisé, et le rôle électif des salariés pour ce faire, sont là finalement. Le grand obstacle à la promotion communiste de l’économie bourgeoise, ce qui est la grande menace de dévoyer la société bourgeoise civilisée dans le sens barbare, et la mission historique du salariat en même temps, c’est que l’héritage politique de la civilisation soit tourné contre son héritage civil. En effet, le handicap, l’incapacité historique des entrepreneurs capitalistes privés, en ce qui concerne la maîtrise du marché, leur offre une issue réactionnaire qu’ils ont sous la main : traiter le marché général, c’est-à-dire les rapports humains, comme l’État collectif se conduit envers le territoire national, qui est simple monopole naturel collectif. Du coup, soit on étend par la force l’hégémonie économique par le militarisme et le colonialisme, soit on rompt avec le marché mondial, dans le sens nationaliste et chauvin, par le protectionnisme et l’autarcie. Dans les deux cas c’est évidemment une évolution barbare,

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

négratrice de la civilisation ; et dans les deux cas le vrai mobile fondamental est non plus la Propriété et la Liberté, mais le refus de s'incliner devant la pression historique du salariat, de diviser, avilir et dompter ce dernier.

Ce qui rend d'autant plus impérieuse l'entreprise de décomposition de l'ordre civilisé par la féodalité financière, c'est que le salariat a encore un immense avantage sur les classes exploitées du passé : sa concentration dans des agglomérations industrielles géantes. Cette classe a donc toutes les qualités pour abolir l'exploitation civilisée et lui substituer le travail associé. Mais il est clair aussi qu'il doit entreprendre de réaliser sa mission en affrontant d'énormes difficultés.

En tout cas, le caractère même de la mission du salariat montre très nettement qu'elle ne va pas dans le sens du fonctionnarisme et de l'Étatisation, tout au contraire ! Et le fait que le salariat ait toutes les qualités pour atteindre son but ne veut pas du tout dire que le salariat exploité, dans les conditions subsistantes de l'exploitation ou du parasitisme, établit déjà un dépérissement spontané de l'exploitation, comme le laissent entendre les "chefs ouvriers" vendus au système. Au contraire ! Le salariat, en tant que tel, doit être reconnu comme le système de l'exploitation porté à son comble, systématique et scientifiquement organisé, par le fait même qu'il est "libre", intégralement responsable de son entretien et de celui de son ménage, et que l'employeur capitaliste n'a plus à se soucier que de tirer parti de la façon la plus rationnelle possible de sa force de travail, à l'atelier, à la ferme ou au bureau.

En tout état de cause, le parasitisme économique, qui succède à l'exploitation vers 1850, est tout autre chose. Ce nouveau régime, qui est celui de la société anonyme appuyée par le préfet de police, substitue à l'unité antagonique capitaliste-salarié un rapport purement manichéen, celui d'une bande de "colons" métropolitains, qui dévorent unilatéralement la substance de la masse salariée dorénavant traitée comme une simple population "d'indigènes" nationaux. En d'autres termes, l'exploitation devenue parasitisme se développe désormais de manière autonome, sans plus aucune relation avec le développement de la propriété privée et de la responsabilité qui seule la justifiait historiquement. D'où, d'un côté, la bande parasitaire dominante exclusivement marquée par la spéculation et la technocratie et, de l'autre côté, la socialisation de l'insécurité de la masse indigène soumise de fait au travail forcé, condition illustrée à la fois par l'institution du "minimum vital" et la mal nommée "sécurité sociale". C'est ce même système d'insécurité socialisée, indissociable du parasitisme dominant, que ces mêmes parasites se permettent de vilipender sans la moindre pudeur en rabâchant à satiété que les salariés sont devenus de misérables "assistés", ce qui est quand même un comble ! Nous ne devons pas pour autant nous masquer la double décomposition néo-barbare de la condition du capital et du salariat dans les conditions présentes, et nous laisser aller à une apologie réactionnaire de la socialisation de l'insécurité des salariés, laquelle constitue finalement un avilissement de ceux-ci, les ravalant, à travers le double mécanisme du S.M.I.G. et du "salaire indirect" des prestations sociales, au niveau des bestiaux d'un fermier auxquels ce dernier prodigue plus ou moins consciencieusement ses soins, qui veille plus ou moins à leur auge et leur étable ! Plus précisément, le système économique du parasitisme est celui que nos néo-barbares ont expérimenté lors de nos "Grandes Guerres" et "adapté" au temps de "paix" : système des travailleurs "requis", soumis au "rationnement". N'oublions pas

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

que notre S.M.I.G. est le système de la ration établi sous Pétain sous le nom de “minimum vital”.

On pourra dire que nous “noircissons le tableau” à plaisir, que nous poussons “l'exagération jusqu'à la caricature”, au point de “desservir nous-mêmes notre cause”, et... Nous faisons notre devoir : secouer la naïveté néfaste et démasquer trop de gens intéressés à entretenir la somnolence d'autrui. Bien sûr que le régime du parasitisme arrive à se tenir et durer ! Mais à quel prix ! Au prix de quel pillage néo-colonial ? Au prix de quelle humiliation populaire métropolitaine ? Au prix de maintenir un ordre social assis sur un volcan ?

Un peuple salarial fier et digne ne peut se résoudre à rester prostré dans une condition institutionnalisée de “mendiants” actifs, ce qu'on taxe “d'insertion sociale” et qu'on glorifie en parlant de travailleurs ayant le bonheur d'échapper à “l'exclusion”.

Il nous faut délivrer à tout prix le mouvement salarial de la perspective qui était celle des saint-simoniens, tout à fait unilatérale, concernant “l'exploitation de l'homme par l'homme”, qui se serait simplement adoucie progressivement en passant de l'esclavage au servage puis au salariat. Cette opinion se justifiait en 1825, dans le cadre du capitalisme civilisateur ; elle devient absolument négative dans le cadre actuel du capitalisme parasitaire. Aujourd'hui continuer à prêcher cet évangile a un double défaut : d'un côté on diabolise verbalement “l'exploitation”, comme quelque chose qui aurait été “anormal” pendant 25 siècles et qui, fort heureusement s'est évaporée presque intégralement de nos jours, grâce aux mensonges “acquis sociaux” ; d'autre part on fait implicitement une honteuse apologie du parasitisme dominant actuel, qui n'est autre qu'une corruption de l'exploitation civilisatrice d'antan.

Nous avons à détruire le parasitisme dominant depuis 150 ans. Et dans le même mouvement nous abolirons le régime économique de l'exploitation civilisée qui a duré 2500 ans et ne répond plus aux exigences économiques actuelles.

Sécurité sociale et Indépendance nationale

Il y a 150 ans, l'Europe de la bourgeoisie libérale, maîtresse du marché mondial, se trouvait à la tête du genre humain tout entier. Elle justifiait cette position en ayant assuré la victoire du parlementarisme à l'intérieur, et celle de l'abolitionnisme à l'extérieur. Mais aussitôt, la bourgeoisie moderne se trouvait devant deux défis à relever : en Europe, c'était le défi du Paupérisme de la classe salariale ; dans les contrées arriérées, c'était le défi des Nationalités des communautés paysannes.

Effrayée par ces deux défis, dont la solution réelle réclamait le remaniement complet de l'ordre civilisé traditionnel dans le sens du communisme libre, l'Europe s'engagea dans la voie d'une réaction sociale systématique, manifeste aux environs de 1845. L'Europe répondait à son problème intérieur par le despotisme politique, la primauté de l'Exécutif sur le Législatif, l'État policier. Le peuple salarial se voit livré au pur parasitisme économique, qui se substitue à l'exploitation civilisatrice traditionnelle. L'Europe répondit au problème extérieur qui se pose à elle par la razzia coloniale, la finance européenne tenant les contrées arriérées pour des "pays vacants", offerts au pillage. Les communautés paysannes du Tiers-Monde se virent livrées au despotisme politique déclaré, qui se substituait à l'oppression civilisatrice traditionnelle. En somme, la féodalité financière européenne appliquait en Europe la politique de Malthus, la politique du S.M.I.G., qui traite les ménages salariés ni plus ni moins que comme des esclaves indigènes ; et elle appliquait aux colonies la politique du tsar Alexandre 1^{er}, celle des "colonies militaires" et du "Code allogène"... qui considère que les territoires envahis sont à priori "vierges".

Durant les 100 ans qui suivirent l'adoption par l'Europe du régime néo-barbare, de 1845 à 1945, l'Amérique ôtant entre-temps la direction du mouvement à l'Angleterre, ce ne fut que le "progrès" de la décrépitude civilisée. Alors, à l'issue de la seconde Guerre Mondiale, dite "victoire de la démocratie" et avènement des "nations unies", une sorte d'état indépassable de la néo-barbarie sembla atteint, sous la forme d'un système "universel" d'Administration Indirecte. Au Nord, dans le monde "riche", on instaure la Sécurité Sociale et les Comités d'entreprise ; au Sud, dans le Tiers-Monde, on accorde les Indépendances Nationales et "l'aide au développement".

En fait, depuis 1845, la domination de la féodalité financière étant admise, les ménages salariés du Nord courent après la "sécurité sociale", et les nations paysannes du Sud courent après "l'indépendance nationale". Cent ans plus tard, la démocratie triomphante onusienne prétend que tous sont arrivés au port, que les vœux des uns et des autres sont comblés. Par suite, personne n'a plus rien à réclamer. Qu'en est-il en fait ? L'euphorie initiale du "monde libre" a pu faire illusion pendant un temps mais, 45 ans plus tard, le résultat final est une véritable catastrophe planétaire.

1945

À l'Ouest, en France précisément, octobre 45 est la date de l'Ordonnance créant la Sécurité Sociale création de l'A.G.I.R.C. (retraites complémentaires).

Au Sud, la “décolonisation” démarre en trombe avec la partition de l'Inde (1947).

1960

Au Nord, en France précisément, en décembre 1961, un accord C.N.P.F./syndicats crée l'A.R.R.C.O. ; les retraites complémentaires obligatoires.

Au Sud, c'est la fin de la Guerre d'Algérie en 1962 et la fondation de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), marquant le sommet de la “décolonisation”.

1975

Au Nord, en France précisément, 1974 est l'année de mise en place de la compensation financière entre les différents régimes de Sécurité Sociale, et de l'extension de l'assurance vieillesse et des prestations familiales à tous. Mais depuis le “plan Durafour” de 1975, il ne se passe quasiment pas une année sans “plan de redressement” de la Sécurité Sociale !

Au Sud, les derniers restes de colonisation directe disparaissent, avec l'indépendance de l'Angola et du Mozambique en 1974. Mais depuis la même époque se déclenchent des conflits au Sud qui ne feront que s'envenimer : Guerre du Kipour en Israël en 1973 ; Guerre du Liban en 1975 ; révolution de Kadhafi en 1973 en Libye ; Guerre entre Maroc et Espagne en 1975 ; guérilla au Mexique en 1974 ; coup d'État au Nigéria en 1975 ; Guerre anti-Kurdes en Irak en 1974 ; scission du Pakistan et du Bangladesh en 1974 ; coup d'État militaire au Rwanda en 1973 ; Front Polisario en 1973 au Sahara occidental ; coup d'État au Tchad en 1975 ; coup d'État militaire en Thaïlande en 1975 ; intervention à Chypre de la Turquie en 1974.

1990

Avec la chute du Mur de Berlin en 1989 et les émeutes de Bab el-Oued en Algérie fin 1988, en même temps que les suites du Krach financier à Wall Street d'octobre 1987, on peut dire que c'est la catastrophe générale de la Sécurité Sociale au Nord et des Indépendances Nationales au Sud qui se déclare. Chômage massif et chronique chez les riches, conflits “ethniques” chez les pauvres, Guerre du Golfe, tout nous place désormais dans l'atmosphère “avant-guerre”...

Ce qui est le plus significatif c'est de comparer la situation initiale de l'ordre néo-barbare en 1845 et celle qui est la nôtre 150 ans plus tard, en 1995. Au départ, l'Occident avait à faire à un problème civil à l'intérieur, celui du Paupérisme, et à un problème politique à l'extérieur, celui des Nationalités. Aujourd'hui, la situation se trouve comme inversée, du fait que la Sécurité Sociale a fait faillite à l'Ouest, et que les Indépendances Nationales se révèlent un désastre au Sud. Désormais, les “riches” souffrent par-dessus tout du despotisme politique, broyés dans une “société sécuritaire” qui porte l'humiliation morale

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

à l'extrême ; les "pauvres" du Tiers-Monde, eux, souffrent par-dessus tout du parasitisme économique, saignés par la "dette" qui porte l'insécurité physique à son comble. C'est ainsi que les ménages salariés du Nord, ne découvrant dans la Sécurité Sociale que la socialisation de l'insécurité, sont amenés à se proposer la lutte pour "l'indépendance" civile, contre l'État policier, comme priorité, lutte qui porte avec elle l'objectif pur et simple du Salaire Gratuit, seule forme désormais concevable d'une réelle sécurité sociale. Réciproquement, les nations paysannes du Sud, découvrant dans l'Indépendance Nationale une simple fiction juridique, une pure socialisation de la dépendance économique, elles sont amenées à se proposer la lutte pour la "sécurité" économique contre la pieuvre financière, comme priorité, lutte qui porte avec elle l'objectif pur et simple du Gouvernement Mondial, seule forme désormais concevable d'une réelle indépendance nationale.

Il est curieux de signaler combien la "sécurité publique" devient une obsession en Occident, la lutte contre la "délinquance", la "sécurité dans le métro", la "situation explosive des banlieues", la panique officielle devant l'évolution du "taux de criminalité", les "révoltes dans les prisons", etc.

Il est bon également de mentionner le délire des officiels vis-à-vis du monstre qu'est le "déficit de la sécurité sociale" ! Le Dr Jean Defontaine, dans *Le Figaro* du 25/06/1991 en "avançait les raisons" de la façon la plus plaisante : "Anxiété et dépression : 50 % des médicaments vendus en France ; la perte de la religion chrétienne laisse les gens sans consolateur ni perspective d'une vie meilleure dans l'au-delà ; le déprimé recherche le médicament qui lui procure une satisfaction buccale et donc psychanalytiquement très primitive". Voilà ce que sont les autorités de référence de notre néo-barbarie.

Le peuple mondial : Nord et Sud

Depuis 150 ans, la planète comme un seul tout doit faire face à un seul et unique problème, celui de la crise générale de l'ordre civilisé. Cette crise qui est allée s'aiguissant par bonds successifs, pose le problème de la nature de l'ordre mondial qui doit succéder à celui de la civilisation. Cette crise met aux prises la puissance dominante qui s'oriente vers un ordre néo-barbare intégral et suicidaire, et la puissance populaire dominée qui s'oriente vers un ordre néo-communiste émancipateur.

La lutte gigantesque et absolument inédite qui oppose les forces de la Nouvelle Barbarie à celles du Nouveau Communisme, prend deux expressions à la fois opposées et identiques, complémentaires et convergentes, au Nord et Sud, chez les puissances dites "riches", fortes des armes et de l'argent, et dans le Tiers-Monde dit "sous-développé", fort du nombre et de l'intelligence.

• **Au Nord**, le problème saillant est le problème civil, celui de la crise de l'élément Famille de l'ordre civilisé antérieur, étant entendu que ce que nous désignons par "Famille" est le rapport civil global qui unit l'Entreprise et les Ménages. Ici, depuis 150 ans, la crise civilisée et son approfondissement se traduisent par une recherche éperdue, par la masse des ménages de manuels et d'exploités, de la SÉCURITÉ économique. Sous la néo-barbarie dominante, cette recherche de la Sécurité apparaît aujourd'hui comme un mirage qui s'est toujours plus éloigné dans la mesure même où on pensait s'en emparer. L'aboutissement de cette poursuite échevelée de la sécurité nous a amenés à un régime d'insécurité socialisée nommé "sécurité sociale", régime à présent en crise ouverte à son tour... Arrivés à ce cul de sac, il faut bien que la section du peuple mondial située au Nord de la planète découvre que sa poursuite de la sécurité économique est indissociable de la conquête de l'INDÉPENDANCE politique. Il s'avère donc au bout du compte que le parasitisme dominant qui ôte tout espoir de conquête de la sécurité économique oblige le peuple à renverser le despotisme dominant qui proscriit toute indépendance politique du peuple. À son tour, l'objectif désormais élevé au premier plan d'indépendance politique, c'est-à-dire le renversement de l'État policier, présuppose que le peuple se dote d'une véritable identité spirituelle et morale, qu'il manifeste un mode de pensée complet qui lui soit propre, méthode mentale et conception du monde tout ensemble, et qu'il manifeste une conduite morale complète qui lui soit propre, appréciation des intentions et qualification des actes tout ensemble. L'indépendance spirituelle et morale du peuple, clef de sa souveraineté politique, et par ce moyen, de sa sécurité économique, doit être trouvée par le rassemblement de la masse populaire autour du salariat et de la bourgeoisie libérale, les deux sections avancées du peuple qui à leur tour secrètent une avant-garde restreinte qui forme le "parti" du communisme civilisé.

• **Au Sud**, le problème saillant est le problème politique, celui de l'élément État de l'ordre civilisé antérieur, étant entendu que ce que nous désignons par "État" est le rapport politique global qui unit le Gouvernement et la Nation (cette dernière étant le nom donné à la collection des chefs d'entreprises, eux-mêmes chefs des familles au sens large). Ici,

depuis 150 ans, la crise civilisée et son approfondissement se traduisent par une recherche éperdue, par la masse des familles de diplômés citadins et de paysans ruraux, de L'INDÉPENDANCE politique. Sous la néo-barbarie dominante, cette recherche d'indépendance apparaît aujourd'hui comme un mirage qui s'est toujours plus éloigné dans la mesure même où on pensait s'en emparer. L'aboutissement de cette poursuite échevelée de l'indépendance nous a amenés à un régime de dépendance socialisée nommé "décolonisation", régime à présent en crise ouverte à son tour... Arrivés à ce cul de sac, il faut bien que la section du peuple mondial située au Sud de la planète découvre que sa poursuite de l'indépendance politique est indissociable de la conquête de la SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE. Il s'avère donc au bout du compte que le despotisme dominant, qui ôte tout espoir de conquête de l'indépendance politique, oblige le peuple à renverser le parasitisme dominant qui proscriit toute sécurité économique du peuple. À son tour, l'objectif désormais élevé au premier plan de sécurité économique, c'est-à-dire de rupture avec le mécanisme de vampirisme néo-colonial auquel on donne le nom de commerce international, cet objectif présuppose que le peuple se dote d'une véritable identité spirituelle et morale. L'identité spirituelle et morale de la fraction immense du peuple mondial se trouvant au Sud, clef de sa sécurité économique et, par ce moyen, de son indépendance politique, doit être trouvée par le rassemblement de la masse populaire autour de la bourgeoisie libérale et du salariat, les deux sections avancées du peuple, qui à leur tour secrètent une avant-garde restreinte qui forme le "parti" de la civilisation communiste.

C'est ainsi que le communisme civilisé au Nord et la civilisation communiste au Sud convergent en une seule avant-garde du peuple mondial unique. Ainsi, le peuple mondial, de concert au Nord et au Sud, se trouve entraîné au même but fondamental, lequel se présente seulement sous deux faces indissociables : le Gouvernement Mondial d'une **Nation humaine unique**, et la gratuité du salaire (des moyens de survie) acquise aux employés d'une seule **Coopérative universelle**.

Les Prédateurs Coloniaux

Le tournant décisif qui fit passer la France de la politique de colonisation civilisatrice au colonialisme purement prédateur fut acquis en principe le jour même où, en Juin 1848, on écrasait les "Rouges" à Paris. Les premiers germes de ce retournement se laissent déceler 10 ans plus tôt, lors de la crise mondiale de 1838-1841, date où l'Angleterre brise le Chartisme et imprime déjà fermement pour elle-même l'orientation néo-barbare. Sur le continent, c'est le prince-Président Louis-Napoléon seulement qui donnera en 1852 une application systématique à la politique décidée par les "hommes d'Ordre" de 48. Reprenons ces trois moments.

1840

Les historiens sans complexe de “l’œuvre coloniale” commencent à déplorer la pusillanimité de la royauté bourgeoise d’avant 1840 : “La France s’absorbait dans le rêve médiocre d’un peuple sans histoire” (G. Hardy – 1943). Dans l’esprit de la décadence civilisée contemporaine, en effet, ne pas se ruer dans la néo-barbarie, c’est se complaire dans l’esprit étriqué d’épiciers ; et Louis-Philippe n’est que le “roi podagre” (qui a la goutte aux pieds). Mais vers 1840, avec la tension internationale anglo-française, le battage sur les fortifications de Paris puis le “retour des cendres” de Napoléon I^{er}, la féodalité financière voit une issue en perspective. En particulier, il faudra casser le traité de la Tafna de 1837 avec Abd el-Kader. On nous dit : “Deux courants bien nets s’affirmaient de jour en jour à travers la grisaille politique : l’un représentait la vieille ardeur française, nourrie de grands souvenirs et rajeunie, par les exploits de nos soldats en Algérie ; l’autre, c’était l’opinion des commerçants et qui demandait la création de marchés extérieurs”. Dans la “vieille ardeur française”, il nous faut voir l’esprit du grognard Chauvin au I^{er} Empire se muant en républicanisme dévoyé à la Bugeaud ; dans “l’opinion des commerçants”, l’on pense aux malversations du munitionnaire Ouvrard de Napoléon Bonaparte qu’il s’agit maintenant d’ériger en système, à la manière du socialisme dévoyé du banquier Pereire. Les choses prennent donc tournure : “À la fin de 1842, une note toute nouvelle apparaît dans l’histoire de notre colonisation africaine : des comptoirs fortifiés, comportant le droit inséparable de souveraineté, seraient échelonnés à courte distance sur toutes les côtes du golfe de Guinée, du Sénégal au Gabon”.

1848

“La République de 1848 n’est nullement hostile à l’idée coloniale. Bien plus, ses principes l’amenèrent dans les colonies, non plus de simples annexes de l’État, tout juste commodités pour les entreprises commerciales, mais des parties intégrantes du territoire national ; elle proclame : on défendra le sol de l’Algérie et des colonies comme le sol même de la France”.

Ce qu’on nous nomme comme le “rajeunissement des principes” de la colonisation est désormais acquis et consiste en deux points : primo, le Gouverneur Militaire est définitivement substitué à l’Intendant d’autrefois ; secundo, le Colon pillard, suzerain collectif du pays conquis, a carte blanche pour s’emparer de la Terre, des ressources naturelles d’outre-mer.

1852

“La République de 1848 avait rompu avec l’ancien système, le second Empire adopta la même ligne”. Le ministre de la Marine Chasseloup-Laubat, successeur de Ducos définit le programme de la façon la plus nette : “Il ne s’agit pas de fonder une COLONIE telle que nos pères l’entendaient, avec des colons d’Europe, avec des institutions et privilèges locaux. Non ! c’est un véritable EMPIRE qu’il faut créer, une suzeraineté avec un commerce accessible à tous”. Ainsi donc “Ce n’est plus à contrecœur que le gouvernement

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

aborde les entreprises de colonisation ; l'œuvre coloniale prend un caractère d'ampleur et de méthode”.

Mais quelle est la méthode adaptée à ce but ? Elle tient en deux mots : d'abord “PACIFIER” ; ensuite “APPRIVOISER”. Pacifier ne fait pas problème, c'est affaire de canons et de baïonnettes. Apprivoiser est plus subtil. D'abord, il faut détruire toute forme d'autonomie administrative des communautés indigènes, placer les régnicoles sous administration française, sauf pour le “statut personnel” musulman. Ensuite, il reste à charger, sous contrôle des autorités françaises, des chefs indigènes de veiller à la sécurité publique et de faire rentrer les impôts, ce qu'on appelle “ouvrir aux indigènes intelligents et dévoués l'accès des affaires du pays”. En résumé, le tournant à prendre, c'est celui de “l'administration indirecte”.

Politique

Indigènes et Béni-oui-oui

Dans nos pays dits “riches”, en Occident, au Nord de la planète, il n’y aura pas d’éveil du peuple, de perspective sérieuse d’émancipation sociale, sans que l’on acquière une conscience solide que depuis le début de l’“époque contemporaine”, depuis 1848, précisément depuis cette date où naquirent à la fois le “suffrage universel” et la “législation sociale” (Code du Travail), c’est également depuis ce moment que le sort fondamental des salariés est devenu celui de simples **“indigènes”** écorchés par quelques familles de **“gros colons”**, appuyés dans leur tâche par une bande de béni-oui-oui qui n’est autre que l’armature des “centrales syndicales”. Par suite, le fond de la Question Sociale, c’est simplement le fait que couve dans la société une véritable “guerre d’indépendance”, mais une guerre d’indépendance civile.

Jules Guesde, le fondateur du premier parti marxiste en France (1879), parlait déjà d’un “1789 ouvrier” ayant pour but d’“abolir la traite des blancs” (juin 1880). Dès 1872, il disait : “il existe une nation dans la nation, une France dans la France”.

Evidemment, dans l’état présent d’abaissement sans précédent de la conscience sociale, nos propos ne peuvent manquer d’apparaître comme des plus fantaisistes ou dangereusement provocateurs. Raison de plus pour nous élever avec force contre le mensonge et l’hypocrisie ambiants, rompre le charme du régime néo-barbare en place, autrement plus affirmé que du temps des guesdites ! En effet, en 1880, le capitalisme parasitaire était loin encore de prendre la forme que nous lui connaissons en 1995, celle de la technocratie dominante du “secteur public” et celle de la bureaucratie tentaculaire des “assistantes sociales” répandues à tous les niveaux.

Le critère absolu, la pierre de touche qui permettront de garantir le réveil social, c’est qu’une élite du salariat proclame courageusement, et sans complexe aucun, que tout le bavardage officiel des syndicats sur les “acquis sociaux”, la “démocratie” et le reste ne sont qu’un tas d’immondices, du terrorisme intellectuel de pharisiens dont le seul objet est l’apologie indigne du statut d’“indigènes” sociaux qui est imposé au salariat actuel. Malgré le risque évident que cela comporte, arracher le masque des “affranchis” du salariat qui se posent en “défenseurs” patentés des travailleurs, cela est la tâche la plus sacrée, de salut public. La simple revendication du respect de la “nation salariale”, la seule conquête de son “identité” sociale, exigent de la manière la plus impérieuse que **les syndicats et partis de gauche**, tels que nous les connaissons, sont la première ligne de défense du régime néo-barbare en place.

L’apologie obscène et arrogante de l’indigénat salarial a une longue tradition, depuis Victor Hugo jusqu’à Jacques Duclos ; nous avons la nôtre, il ne faut pas l’oublier, celle de la dignité salariale, depuis les Quarantuitards jusqu’aux Soixantuitards ! Néanmoins, nous avouons la domination continuée et renforcée des béni-oui-oui sur le salariat jusqu’ici. Jusqu’ici, messieurs ! “Gare à la revanche”, comme dit la chanson des communards... “Jusques à quand” diraient-ils encore, aurons-nous des Syndicats qui prospèrent en se plaçant sous la tutelle du Préfet de police ? Jusques à quand aurons-nous des partis de Gauche qui prospèrent sous la tutelle du Président de la République, “chef des armées” ?

Si on fait bien attention, l'apologie du statut d'indigènes imposé au salariat imprègne intégralement toutes les **histoires officielles du "mouvement ouvrier et socialiste"** pondues par les Syndicats et la Gauche prostitués. Ceci apparaît dans le fait que tout comme le manuel du ministre de l'Intérieur (le code pénal), les manuels "ouvriers" des "négociateurs sociaux" ne veulent connaître comme époque "sérieuse", "vivante", que celle qui commence avec le massacre des "Rouges" en Juin 48 ; alors commence pour eux la société réellement "moderne" du "progrès social". Pour glorifier cette ère nouvelle où les béni-oui-oui entrent dans la carrière, on utilise deux arguments principaux : vilipender la "loi Le Chapelier" de 1791, et le "capitalisme sauvage" d'avant 1840. Il nous faut apprendre à déjouer cette perfidie, car il ne s'agit là que d'une dénonciation profondément réactionnaire du régime de la bourgeoisie libérale et du capitalisme civilisateur et, finalement, de tout l'héritage civilisé depuis Socrate et Périclès. C'est ainsi que sous couvert de "lois sociales, d'attachement de jésuites à la protection sociale", ces individus se révèlent comme de dangereux dégénérés sociaux, liés corps et âme à l'ordre civilisé décadent qui domine depuis 1848.

Qu'en est-il de la **loi Le Chapelier** ? La nuit du 4 août 1789 avait aboli tous les "privilèges", entraînant donc celui des vieilles corporations de métiers. En mars 1791, on supprime solennellement tout régime corporatif : "Il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier, qu'elle croira bon". La loi était bien, comme nous le dit un auteur, "la Marseillaise du travail". Le rapport résumant les motifs de la loi déclarait : "l'âme de l'industrie est la liberté". Pour travailler, il n'est plus qu'une condition unique et simple à l'extrême, simplicité que seules les grandes révolutions font éclore : se faire inscrire au rôle des patentes, et payer l'impôt des patentes correspondant. Tout achat de privilèges, les multiples taxes anciennes, tout cela disparaît d'un trait. Aussi, dès 1789, des ouvriers n'attendirent pas pour s'établir à leur compte, malgré les protestations des patrons, clamant : "Nos garçons nous enlèvent les pratiques (clients)". Simultanément, toutes les entraves au commerce intérieur sont brisées, et l'importation adopte des tarifs modérés de droits de douane, et on établit la propriété des brevets d'invention : "la propriété d'une idée est aussi sacrée que celle d'une terre". Trois mois plus tard, en juin 1791, Le Chapelier produit cette loi qu'on nous dit odieuse, qui conteste qu'il y eut des intérêts communs aussi bien entre ouvriers qu'entre patrons, et interdit aux uns et aux autres de former des associations. Que dire de cela ? Le Chapelier, qu'on veut faire passer pour un monstre, disait : "dans une nation libre, les salaires devraient être assez considérables pour que celui qui les reçoit se trouve hors de cette dépendance absolue que produit la privation des produits de première nécessité". En fait, la loi de juin complète celle de mars : Déraciner les monopoles, faire triompher la concurrence. Il fallait vaincre les compagnonnages accusés de manœuvres aussi bien contre les maîtres que contre les compagnons et apprentis rebelles à leur action, et il fallait faire la chasse à la reconstitution indirecte des corporations. Quoi de plus nécessaire à l'époque, du point de vue de la mission historique qu'avaient à remplir les roturiers révolutionnaires, dans une France paysanne de façon écrasante et où les "ouvriers" étaient essentiellement des artisans ? Les bureaucrates du salariat actuel font cependant la fine bouche, veulent paraître surenchérir vis-à-vis des révolutionnaires de 1789, eux qui ne connaissent que la fonction de plats valets du capitalisme parasitaire, quand ils ne se font pas les mitrailleurs du salariat poussé

aux insurrections du désespoir ! En réalité, les coups-bas contre les lois de 1791 qui donnent le ton aux “histoires ouvrières” subventionnées des béni-oui-oui ont une origine bien connue : c’est simplement la démagogie anti-89 que cultivait le Corporatisme mussolinien de l’entre-deux-guerres, corporatisme dont les principes triomphèrent dans la Charte du Travail du Maréchal. Tout à l’inverse de la domesticité “ouvrière” de la féodalité financière, le salariat se doit de bien comprendre qu’il lui incombe d’applaudir à la “liberté du travail” proclamée en 1789, que c’est sur la base de cet héritage seulement qu’il peut prétendre instaurer un régime économique propre de coopération générale, qui doit les mettre à leur tour “à leur compte”, mais collectivement comme l’exige la socialisation objective antérieure se traduisant par le marché.

Les béni-oui-oui syndicaux et de gauche dénoncent dans le même esprit le **“capitalisme sauvage”** d’avant 1840. La première de nos “lois sociales” fut en effet celle de 1841 concernant le travail des enfants dans les manufactures. On oublie seulement de nous dire que les entrepreneurs libéraux étaient des commandités solidairement et indéfiniment responsables, et que l’armée parasitaire de bureaucrates syndicaux chargés de la mendicité salariale, sont devenus le complément indispensable du nouveau type d’entrepreneurs qui a succédé, celui des technocrates eux aussi parasites, des sociétés anonymes irresponsables. En définitive, notre syndicalisme “de paix sociale”, qui s’illustre dans le “paritarisme” multiforme, remplit la seule fonction de “clergé d’entreprise”, tandis que la rue est tenue par une institution-sœur, les mercenaires du régime type-C.R.S. Invoquer le “capitalisme sauvage” d’antan comme un repoussoir ne sert qu’à vanter insidieusement notre système actuel d’insécurité socialisée, l’interdiction totale de tout droit d’association réel dans les conditions actuelles, en même temps que l’absence complète de réel régime représentatif. Ici, nos béni-oui-oui en même temps qu’ils s’avouent secrètement contaminés par le corporatisme, se camouflent derrière une soi-disant tradition socialisante qu’ils trouvent dans le Colbertisme, lui aussi porté au pinacle avant-guerre par des “réformateurs” aux intentions malsaines.

Veut-on faire un tableau comparatif de l’indigénat colonial et du salariat indigène métropolitain ?

Toute la question est, d’un côté, d’asseoir la domination des **gros colons** et des compagnies concessionnaires ; de l’autre côté, il s’agit d’assurer l’impunité de la bancassurance et du complexe militaro-industriel. La seule différence est que notre féodalité financière ne doit plus trôner sur l’“outre-mer” mais sur le peuple métropolitain lui-même, devenu outre-mafia, réduit à une masse de “sujets coloniaux” intérieurs ; ce sont les nouveaux “protégés français” que nous sommes.

Evidemment, le régime néo-barbare se pare de toutes les qualités que l’on faisait éclater naguère dans les inoubliables **Expositions coloniales**. Voici donc ce qu’on pense réellement de nous autres dans les hautes sphères : “Ces populations dont les destinées nous sont soumises n’étaient pas de vrais peuples capables de se conduire eux-mêmes ; elles étaient en proie aux convoitises des voisins, écrasées par la tyrannie de dynasties indigènes ou d’aventuriers féroces, menacées de disparition par toutes sortes d’infériorités : la colonisation les a sauvées”. Ainsi, l’écrasement des Rouges en 1848 et l’instauration du despotisme démocratique, du régime des Devoirs de l’Homme, nous

devons nous-même les bénir, nous ayant délivré du funeste régime des partis, de l'emprise des démagogues, de l'anarchie qui nous menait à la mort.

Mais, précisément, tout le problème était de commencer à **“dompter”** le peuple, avant de penser l’“apprivoiser” ! Ce ne fut pas mince affaire d'arriver à obtenir des “populations pacifiées et soumises”. C'est même au fond une tâche continuellement à reprendre et de plus en plus délicate ! Enfin, on y parvient à l'aide de l'état de siège, des généalogies qui vont des “bonnets à poil” de 1848 jusqu'aux “pacificateurs” d'aujourd'hui nommés compagnies de C.R.S. et “brigades anti-émeutes”, constamment sur le qui-vive. D'ailleurs, il y a toujours la réserve principale discrètement sur pied de guerre : ainsi les “tirailleurs et saphis” d'outre-mer deviennent paras et légionnaires, susceptibles de “libérer” énergiquement le pays conquis sur le peuple salarial. On a effectivement fait “donner la troupe” en 1947, et la chose était tout à fait au point en Mai 68. Bref, ceci prolongé par le régime permanent des préfets, superpréfets et l'essaim des indicateurs, l'on organise “une colonie cohérente”, “un territoire d'un seul tenant”, rendu libre aux rapaces des “gens d'affaires”, nomenklatura de l'État-Patron y comprise.

Le “maintien de l'ordre” reste néanmoins un apostolat, demandant une intervention qui doit ne connaître aucun relâchement. Car il est toujours des **îlots d'insoumis** du salariat, patents ou latents. C'est ce qu'on appelle les catégories “tout à fait frustes, qui vivent dans des conditions proches de l'animalité, incapables de se prêter au désir de progrès de la métropole, des dévoyés hostiles à la fois à leurs congénères et aux européens”. Dans ces demi-brutes, il faut naturellement entendre les banlieues chaudes, les troupes de chômeurs, les incorrigibles “groupuscules gauchistes”, les familles immigrées qui “refusent de s'assimiler”, etc. Quant aux “européens”, ils se réduisent à la bande de parasites dominante et ses satellites. Ils sont résolus et l'avouent sans détour à maîtriser par tous les moyens toute cette population d'indigènes toujours plus ou moins “insoumis”, traitée pêle-mêle d’“esclavagistes, persécuteurs de missionnaires, incapables de respecter un traité, s'entêtant dans la mauvaise foi, se fermant obstinément à l'influence française dispensatrice de la civilisation moderne”. “Veillons tout spécialement à soumettre au contrôle du gouvernement les écoles coraniques, à traquer les confréries pénétrées de xénophobie, les dynasties tribales et les sorciers”, car il suffit d'un rien pour qu'il en sorte des “bandes fanatisées par les derviches terrorisant la mère patrie”. Tout cela encore, il faut savoir le décoder ; mais une fois percée la diablerie du régime de République absolue et de droit divin, c'est un jeu d'enfant. Les “esclavagistes” sont ceux-là même qui osent avouer vouloir mettre hors d'état de nuire les loups ravisseurs qui dévorent la chair du peuple ; “les persécuteurs de missionnaires” sont ceux qui osent résister à l'insolence des politiciens de gauche et bureaucrates syndicaux ; les “confréries coraniques”, ce sont ceux qui se permettent de prêcher l'évangile communiste, de l'émancipation sociale ; le reste à l'avenant... Mais que les bravaches de la “modernité”, de la “démocratie” et de la “laïcité” se rassurent : des chances se présenteront encore de “sièges héroïques”, tels ceux des communards ou des spartakistes ; l’“épopée coloniale” intérieure, l’“Œuvre française” continue ! Surtout pas de “timidité sans excuse”, de “scrupules par trop naïfs” : “Ces peuplades désirent être assujetties” ! Dira-t-on que la conquête coloniale intérieure et la consolidation de “nos Possessions” sont contraires aux principes de 1789 ? C'est là, répondait le foncièrement républicain Jules Ferry, “l'homme des audaces et des vastes plans”, “Ferry-le-Tonkinois”... de la “métaphysique politique” ! On a le grand exemple,

dans la “der-des-der” de 14-18, des “socialistes” Albert Thomas et Gustave Hervé rivalisant de zèle pour galvaniser les “poilus” dans la boucherie. Cavaignac le boucher de 48, Clemenceau “briseur-de-grèves”, Georges Séguy en juin 1968 qui appelle à la chasse aux sorcières contre les “protagonistes de l’anarchie”, les étudiants “provocateurs”, les “groupuscules gauchistes”, fait dissoudre ceux-ci en rappelant la loi contre les Ligues fascistes de 1936, fait interdire les manifestations de rue, expulser les étrangers “indésirables”, évacuer la Sorbonne et l’O.R.T.F., licencier les grévistes obstinés ; ces professionnels de la “cause des travailleurs” n’oublent pas d’appliquer aux indigènes métropolitains du salariat leur politique antérieure de votes renouvelés des “pouvoirs spéciaux” contre le peuple algérien soulevé !

Car, on ne saurait trop insister sur ce point, la “politique indigène” appliquée au salariat par la féodalité financière ne saurait réussir sans s’assurer la collaboration des **béni-oui-oui et “indigènes instruits”** que représentent les leaders syndicaux et des partis de gauche. Notre régime de démocratie dictatoriale a une très riche et longue expérience en ce domaine de corruption et d’embrigadement de l’“élite indigène” du salariat, depuis qu’on fit figurer “l’ouvrier Albert” dans l’équipe des criminels “républicains” de 1848, jusqu’à l’annexion actuelle de “S.O.S. racisme”... Il est toujours assez aisé de mettre dans sa poche tels ou tels apostats du mouvement des salariés, et les plus “forts en gueule” sont évidemment les plus recherchés. Chacun connaît les tristes destinées des arrivistes du journal *Libération* de 68, celle des Régis Debray “conseiller de sa majesté le Président”, etc. Du temps de la colonie, on avait de tels “chasseurs de têtes” subversives, qui se faisaient une spécialité de choisir parmi les “dirigeants tribaux”, tels “chefs suprêmes” ou ce qu’on nommait des “hommes de substance” (ayant une certaine influence), dont on éprouvait avec soin le “sens de la responsabilité”. Les colons pillards du salariat goûtent lesdits éléments “fidèles”, auxquels ils savent ouvrir de bonnes carrières de kapos des “sujets non assimilés”, ce qui s’appelle “ouvrir l’accès aux affaires du pays aux hommes dévoués”.

Le grand art de la pacification est, en effet, de “passer des conventions” avec des “tribus fidèles”, lancées ensuite contre les autres ; entendez : lancer les paysans contre les salariés, les cadres contre le personnel de base, une clique syndicale contre l’autre, etc. Par cette tactique, “le bienfait de la France” se fait sentir, l’on dit qu’on a “fait cesser les vendettas et razzias” tribales, tout en laissant subsister le “droit coutumier”. Bref, la “licence” de la presse est éliminée par la censure, le “désordre” des réunions publiques et défilés supprimé par l’état d’urgence, et on a laissé en vie quelques “sociétés de secours mutuels” et les Prud’hommes. C’est l’histoire de 1848. On “montait” autrefois aux colonies les métis-mulâtres contre les noirs, à l’avantage des blancs ; aujourd’hui la mode est d’exciter les professions indépendantes et libérales, et surtout “l’encadrement” contre le salariat proprement dit. Ceci est grandement facilité, il est vrai, par le fait que c’est la foire d’empoigne inévitable parmi les laquais du parasitisme dominant ; d’où les guerres sounoises et byzantines du genre cégétistes contre cédédistes... Un bon volant de tels “auxiliaires indigènes”, disait-on, est “vraiment utile au prix de quelques précautions”, c’est-à-dire, en clair, une fois qu’ils ont donné des gages sérieux de servilité, et tant que le sale boulot qu’on leur confie ne les a pas menés à un discrédit évident.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Supposons enfin l'état jugé "normal" établi grosso modo, celui de "**l'Union française** une et indivisible", le peuple mis au pas et serrant son poing dans sa poche, l'orgie des belles affaires allant son train. L'on chante la joie des "acquis sociaux", c'est-à-dire le fait que les "notables indigènes" qui "assistent l'autorité administrative" sont bien casés, accroissant encore la charge qui pèse sur le salariat ligoté – toutes les miettes jetées à l'armée des laquais arrivent à faire une bonne assiette ! Voilà de belles années de "croissance" en vue, sans menace de quelconque "entrave à la liberté du travail", le bondissement de la rentabilité et de la compétitivité étant admirablement "négocié". Le "collège électoral" indigène s'est engagé, par des "accords" triomphants, de type Matignon ou Grenelle, l'"administration indirecte" pour dépouiller à l'aise les salariés et autres couches populaires fonctionne à merveille. Il y a "collaboration organisée de l'administration française et indigène", autrement dit des "partenaires sociaux". On se félicite hautement du "rapprochement des colonisateurs et des colonisés", de la féodalité financière et du salariat indigène. Ce rapprochement, claironne-t-on, est accepté joyeusement par les indigènes ; la "puissance tutélaire" se loue de ce que "l'atmosphère de défiance et d'hostilité soit heureusement dissipée". Qui oserait se plaindre, d'ailleurs, tant éclate que la "société tutrice" assume ses devoirs envers le salariat indigène ? N'a-t-on pas une "Assemblée consultative" territoriale qui plébiscite régulièrement les autorités dans les échéances électorales réglées de façon parfaite, et qui enregistre ponctuellement ce qu'avait établi préalablement l'expression de la masse des "sondés" ? N'a-t-on pas le pullulement des "Conseils" dont le type est le comité d'entreprise, qui s'échine à éplucher les comptes sociaux de la boutique pour en remonter aux managers, puis ne manque pas de signaler si la peinture des vestiaires commence à s'écailler et enfin exulte dans la distribution tant attendue du "colis de Noël". Une telle émulation ne peut que produire des miracles, et les colons pillards ne manquent pas de vanter le "bienfait apporté à l'hygiène et l'assistance médicale de ces malheureuses populations" qui forment le salariat indigène. La "société tutrice" ne craint pas d'être démentie : elle a véritablement "rendu la colonie vraiment productive". Dans l'euphorie du moment, l'aristocratie du capitalisme parasitaire se laisse aller à un élan d'amour pour ses protégés : "on croit trop volontiers que l'indigène de nos colonies est un incurable paresseux" !

Tout le beau monde de gros colons de la finance et de béni-oui-oui syndicaux tombe évidemment des nues à chaque 1^{er} novembre 1954 ! L'indigène "fidèle" paraît d'un coup un **maudit "fellagah"**, d'une ingratitude diabolique pour "tout ce qu'on a fait pour eux", agent sournois au "coup de couteau dans le dos", "fanatique" terroriste, agent d'une "rébellion" infâme, certainement attisée par "l'étranger", qui se propose de "déchirer la patrie". Décidément, nous voilà revenus aux "pétroleuses" de 1871 ! Quelle terrible affaire de diriger un Empire ! Il y a des moments où on serait tenté de tout laisser tomber et de renoncer tout à fait à "donner du travail" à cette masse d'indigène. On verrait bien, sans nous, ce qu'ils deviendraient ! Ah ! ils ne seraient pas longtemps avant de nous rappeler ! Ils nous étaient si chers : peut-être avons-nous été trop bons pour eux. Non ! Nous n'accepterions de les reprendre que s'ils venaient réellement à résipiscence !

Syndicats :

Les Affranchis du parasitisme

L'ordre planétaire néo-barbare, dans sa forme occidentale, ne saurait se maintenir par le seul parasitisme économique appuyé par le despotisme politique. Il lui faut, de toute nécessité, trouver le moyen de retourner l'intelligence et la force du peuple contre lui-même, se servir de la corruption même de la société civile comme d'une arme. C'est ce que la tradition coloniale nomme "**l'administration indirecte**", c'est-à-dire l'utilisation perverse d'"auxiliaires indigènes", ou utilisation des éléments les plus lâches et les plus vénaux du peuple, que l'on qualifie pompeusement d'"élite indigène", d'éléments "évolus" ou "fidèles".

La fonction capitale d'"auxiliaires" du parasitisme économique occidental ce sont les "forces de gauche" qui la remplissent, et tout spécialement ce qu'on appelle frauduleusement le "**syndicalisme de paix sociale**", organisation systématique de la démagogie et du servilisme, prisee par les maîtres néo-barbares sous le nom de "partenaires sociaux".

Il faut certes avoir du courage pour dénoncer la horde des **sous-parasites syndicaux** comme la première ligne de défense de la néo-barbarie occidentale ! Dans les milieux de la gauche prostituée, c'est même le pire sacrilège qui puisse être commis que de désigner les hauts-fonctionnaires syndicaux comme de **vulgaires marabouts** du parasitisme économique, du parasitisme de l'État-Patron en premier lieu. Mais il faut bien appeler un chat un chat ! Si nous ne voulons pas périr sous cet ordre occidental fait d'humiliation morale et d'insécurité pour le peuple, si le peuple veut affirmer sa fierté et sa dignité, combattre pour son indépendance civile, il est absolument nécessaire de mettre franchement le doigt sur la plaie et de stigmatiser audacieusement la dépravation du fameux "syndicalisme de concertation". Il n'y a aucune perspective possible de conquête de la citoyenneté sociale pour le peuple tant que nous ne serons pas délivrés de l'emprise du pur et simple **carriérisme "social"**, du syndicalisme "collaborateur" du parasitisme dominant. Toute cette horde de "négociateurs" professionnels, qui prétend faire métier de "nous défendre", le Code du Travail à la main et la rengaine des "avancées sociales" ou "acquis sociaux" sans cesse accumulés aux lèvres, ces gens ne font finalement que perfectionner la division et la démoralisation du salariat, outre le fait que le réseau inflationniste des "planqués" qu'ils se font accorder au passage pour leurs loyaux services, ne font qu'alourdir la charge que le parasitisme dominant fait peser sur le peuple.

Que l'on s'y prenne comme on veut : il n'y a qu'en crevant l'abcès du **faux syndicalisme**, sans hésitation, qu'on peut y voir clair dans toute notre histoire sociale depuis 150 ans, qu'on peut trouver la clef de nos combats passés systématiquement avortés. Il nous faut suivre, d'un côté la marche de nos aspirations et sacrifices, en 1848, 1871, 1920, 1936, 1945 et 1968, et de l'autre côté la lignée des pharisiens promus bonzes syndicaux, qui ont dévoyé ces aspirations et sacrifices : Tolain, Pelloutier, Griffuelhes, Jouhaux, Saillant et Séguy.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Et quoi ! Bien sûr qu'il y eut des combats finalement incessants du salariat pour l'émancipation sociale, et qu'une précieuse expérience se trouve amassée à cet égard ! Mais ce dont il faut bien se convaincre est ceci :

C'est systématiquement à l'insu et contre même l'engance des larbins syndicaux que ces mouvements se sont déclenchés, ces derniers n'ayant toujours fait que “**prendre le train en marche**”, comme on dit en Mai 68, s'arrogeant au passage le titre de “porte-parole des travailleurs” et ceci pour faire tourner le mouvement en “queue de poisson”.

Ce que les salariés et le peuple tiennent pour “sacré” dans cette chaîne de combats successifs, c'est en vérité leur phase initiale, celle où précisément les domestiques syndicaux du parasitisme se trouvaient “dépassés par les événements”, brève période de quelques jours en fait, où le peuple était tout à la joie, non pas des “accords signés” ultérieurs, mais simplement d'avoir passagèrement suspendu le **cynisme des parasites** de l'Entreprise et le **sadisme des despotes** du Gouvernement.

Parlons-en, précisément, de ces “accords” finaux qui furent systématiquement le signe de la désillusion populaire ! À chaque fois il s'est agi de la même vilenie, lassante par sa grossièreté : d'un côté, on “négocie” pour la masse traitée comme une misérable foule de mendiants, dont on mesure le “minimum vital”, et qui doit rentrer dans le rang comme un troupeau d'animaux domestiqués ; de l'autre côté, la bande des fantoches syndicaux se fait payer par la multiplication des “délégués” spécialement “protégés”. Ainsi, tandis qu'on revoit à la baisse de façon ordonnée, la ration des salariés, relativement à la productivité historique du travail, on développe, dans la foulée, de façon cancéreuse, l'encadrement oppressif de ces mêmes salariés par la prêtraille syndicale à la charge de la collectivité. Voilà ce qu'il en est des “acquis sociaux”, vus du côté amer de la conclusion de chacune des luttes du passé, quand la “liesse populaire” du début se trouve étouffée par la défaite et la trahison.

La dénonciation ouverte du **fonctionnarisme syndical** comme une véritable institution de satellites du parasitisme économique dominant, avec toutes les prébendes qui y sont rattachées (comités d'entreprise, villages de vacance, secteur mutualiste, maisons de la culture, etc.) constitue un véritable tabou de notre ordre néo-barbare. De cette forme essentielle de la décomposition civilisée, tout le monde en est pourtant témoin dans les profondeurs du peuple : qui n'a point vu certains payer leur “timbre” en vue d'obtenir un coup de “piston” quelconque, ou d'autres priser le poste de “délégué” dans le seul but de s'offrir des “heures de délégation” ou un “stage” plus ou moins fictif qui permettent le partage des loisirs en attendant celui du travail ! La corruption syndicale, qui prend figure d'un auto-asservissement pour la masse des salariés aux effets démoralisateurs à l'extrême, n'est cependant évoquée par aucune des candidatures politiques qui se proposent à nos suffrages ; ceci manifeste le degré de gravité de la déchéance morale auquel nous sommes parvenus.

Faudra-t-il attendre que des forces extra-parlementaires, les “extrémistes” anarchistes ou néo-nazis, mettent le problème sur le tapis ? Ce serait alors, hélas, trop tard et sans aucun profit...

Il est un vieux dicton qui conseille à chacun de “balayer devant sa porte” préalablement à l'émission de tout grief envers autrui. Il est évident que rien ne sera jamais obtenu dans

le sens de l'émancipation sociale, laquelle ne peut être que l'œuvre du peuple lui-même, si on ne proclame pas l'impérieuse nécessité d'épurer les syndicats, qui se veulent les organes mêmes du combat que doit mener le peuple salarié. À quoi bon, par exemple, à l'occasion des élections, parler d'un "troisième tour social", si le salariat est dépourvu de toute organisation qui le représente réellement ? Dans ce cas, ou bien l'on fait implicitement l'apologie des organes actuels de sous-parasites syndicaux, ou bien on fait appel de façon irresponsable au déchaînement de mouvements "sauvages".

L'épuration des syndicats n'est pas, avant tout, une affaire qui concerne l'existence de "permanents" ou non ; c'est principalement la **question de l'orientation syndicale** elle-même. Il s'agit de rompre de manière décisive avec le syndicalisme prostitué au parasitisme dominant, que la tradition salariale respectueuse d'elle-même a toujours désigné comme syndicalisme de "collaboration de classe". Il faut rompre de manière décisive avec le juridisme servile qui propage l'idée de "la table de négociations" où l'on marchanderait d'égal à égal avec les grands parasites qui dominent l'économie, sous l'arbitrage prétendument "impartial" de l'État. Autrefois, quand un roturier plaidait avec un grand, on disait : "C'est le pot de terre qui heurte le pot de fer". Il serait bon de retrouver cette sagesse première, et de cesser de nous seriner des boniments.

Il faut cesser de conclure un mouvement revendicatif par une trêve obligée en nous faisant passer cela comme une victoire effective. Terminons-en avec des mouvements qui ont pour objectif, d'une part de sanctionner la dépréciation des salaires, envisagés en termes de "relèvement du S.M.I.C.", avec pour contrepartie la seule extension du carriérisme syndical.

- En 1936, les fameux **accords "Matignon"** ont ainsi, d'une part institué des "délégués" dans les établissements comportant plus de 10 ouvriers et, d'autre part, produit un ajustement des salaires immédiatement rongé par l'inflation, et une réduction d'horaires annulée par les heures supplémentaires. Cela, pour courir aussitôt aux réquisitions et au rationnement de la guerre, et à l'applaudissement massif de la "révolution nationale" de Pétain ! Et c'est ce qu'on nous claironne comme les "grandes conquêtes" du Front Populaire !

- En 1968, les **accords de "Grenelle"** présentèrent la même chose en pire. Pour la masse des salariés, on s'en tint à un aménagement du "taux horaire du S.M.I.G.", les journées de grèves devant être récupérées. Pour la clique des affranchis syndicaux, on offrit la "liberté de constitution de sections syndicales d'entreprise", avec "protection des délégués assurée", "un crédit attribué aux délégués" et un "congé éducation payé pour les délégués"... L'ami Georges Ségué pouvait se glorifier de "l'étendue des succès revendicatifs remportés" !

Epurer les syndicats exige de renouer avec la **véritable tradition de la classe salariée**, remettre à l'honneur la fierté des salariés, gage de leur solidarité. Il suffit pour cela de se rappeler en quels termes le 7^{ème} Congrès de la C.G.T. (Montpellier – 1902) adoptait l'Article premier des Statuts, celui-là même, donc, qui exprime la raison d'être fondamentale du syndicat :

"Art. 1 : La C.G.T. a pour but :

1- Le groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux, matériels.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

2- Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.”

Qu’advint-il de cet Art. 1 des statuts de la C.G.T. ? Il fut éliminé au 37^{ème} Congrès de la C.G.T. (Vitry – nov. 1969). À ce moment, le tripotage Séguy-Pompidou qui mit fin à Mai 68 venait d’avoir lieu, et la bourgeoisie rouge du P.C.F., maîtresse de la C.G.T., chantait “Quand nous serons ministres”. Il y avait donc urgence de transformer la C.G.T. en machine électorale pour politiciens respectables. C’est ainsi que la bureaucratie confédérale de la C.G.T. pondit un nouvel Art. 1 des Statuts, entortillé à souhait :

“Art 1 : La C.G.T. a pour but :

La suppression de l’exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d’échange.”

Si l’on n’y prend garde, au premier abord, on se demande pourquoi le changement de formulation apparut comme une affaire d’État ! C’est qu’il faut lancer de la poudre aux yeux de la masse des salariés, ne pas paraître se renier, mais seulement adopter un vocabulaire plus “moderne”. Les parasites dominants et les “grands commis” de l’État, eux, savent lire entre les lignes, savent de quoi il retourne réellement, se comprennent à demi-mot. D’ailleurs, pour qui a deux grains de cervelle, il n’est que de se rapporter aux commentaires faits au Congrès de Vitry pour lever le lièvre du capitalisme bureaucratique qui se cache derrière l’aménagement apparemment anodin des Statuts, malgré la “gêne” évidente des intervenants :

André Berteloot : La modification des Statuts est une “mise au point en vue de moderniser les structures et les adapter aux conditions nouvelles” ; c’est une “rédaction plus claire”. Il s’agit d’en finir avec “les formules creuses”, le “verbiage soi-disant révolutionnaire”. Le bonze syndical clame que le but est de construire enfin un syndicat “de classe” ! La “socialisation” évoquée, voyez-vous, “n’exclue pas l’éventualité d’étapes intermédiaires, d’où le document d’orientation et son annexe consacrés aux nationalisations”. “Certains carcans remontant à l’origine de la Confédération ont éclaté, l’expérience conduit à faire des modifications allant dans le sens du renforcement de la démocratie syndicale”. Devenue sérieuse, la C.G.T. n’exclue plus, désormais, grâce aux nationalisations, des “étapes intermédiaires vers le socialisme”.

René Buhl : “À la forme vieillotte de la disparition du salariat et du patronat, nous avons substitué la disparition de l’exploitation notamment par la socialisation. Dans cette voie, les nationalisations démocratiques constituent une étape décisive mettant un terme à la domination des monopoles les plus puissants.”

Que de contorsions, pour dire que la C.G.T. veut les nationalisations, mais sans le dire directement dans les Statuts ! Et, bien sûr, les nationalisations sont présentées comme une des étapes multiples intermédiaires qui doivent précéder le socialisme, mais en même temps on nous chante que les nationalisations brisent immédiatement la domination des monopoles !

Que dire d’un tel jargon qui pue l’escroc intellectuel ! Il y a vraiment du travail si on veut faire le **ménage dans le mouvement syndical** ! Mais a-t-on le choix ? Et, après tout, le salariat en a vu d’autres.

La **corruption syndicale** constitue la véritable assise civile de la Nouvelle Barbarie occidentale. Mais cette écume des esclaves salariés, dont le seul rôle est de dévoyer le mouvement vers l'émancipation sociale, doit être relayée dans son action par les organes proprement politiques de la démocratie dictatoriale que représentent les partis de "Gauche".

Parallèlement donc à la généalogie des bonzes syndicaux, on voit opérer successivement depuis 150 ans la lignée des démagogues de gauche qui gesticulent sur les tribunes électorales, se rendant habilement "indispensables" au système néo-barbare en période critique, et sachant au besoin mettre sur pied une "garde mobile" destinée à réduire les îlots de contestataires obstinés. C'est ainsi que nous pouvons suivre la lignée des rhéteurs cyniques qui ont ponctué les désillusions populaires depuis 1848 : Garnier-Pagès, J. Favre, Gambetta, Clemenceau, Jaurès, Blum, Mendès France, Thorez.

La crise générale de l'ordre civilisé, qui s'approfondit depuis 150 ans, s'accompagne ainsi du **perfectionnement de la démocratie dictatoriale**, elle-même reflet du renforcement du capitalisme parasitaire ; et l'ordre civilisé en décomposition, marchant à toute allure vers le despotisme gouvernemental pur et simple, expression du capitalisme d'État pur et simple, montre la montée continue de la gangrène des "affranchis" du capitalisme parasitaire par la voie des syndicats et des partis de gauche. Ceci est de plus en plus net depuis 1945, depuis que le capitalisme parasitaire a pris la forme ouverte du capitalisme bureaucratique, depuis que l'État-Patron s'est élevé au premier plan. L'ère actuelle des "organisateurs", des "managers", pousse en effet, à l'extrême, la nécessité de l'administration indirecte du régime par le moyen d'une Nomenklatura et de sous-parasites de tous genres.

Le système global de la néo-barbarie dominante, appuyé sur la corruption syndicale et la démagogie des partis de "gauche", trouve ses thuriféraires adéquats pour l'encenser affectivement. Ce sont peut-être, finalement, lesdits littérateurs et artistes décadents, auxquels on décerne inévitablement le "Nobel", quand on ne les voiture pas solennellement au Panthéon, qui sont les individus les plus redoutables. Il est véritablement de salut populaire que nous parvenions à nous délivrer de **l'emprise affective de ces faux amis du peuple**, depuis Victor Hugo jusqu'à Albert Camus, en passant par Zola, Anatole France, Victor Margueritte et Aragon. Il faut de toute nécessité que la créativité populaire réussisse à produire une désintoxication culturelle décisive, qu'elle disqualifie ces professionnels de la pitié condescendante, apprêtée à la sauce laïque, véritables spéculateurs en misère du peuple. Il faut qu'un discrédit général parvienne à ces gens qui font commerce de kilomètres de feuilleton mélo-misérabiliste. Il faut que l'on découvre que ces œuvres sont un véritable poison, qu'elles couvrent un réel et profond mépris du peuple, en même temps qu'une attirance secrète malsaine pour la canaille et le monde interlope. Ce n'est pas ainsi que se présente la véritable moralité et une forte sensibilité, digne, respectueuse, retenue, qui ne "compatît" pas mais se raidit en une sainte colère.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

La gangrène des “affranchis” du capitalisme parasitaire actuel est caractéristique de la crise finale de l'ordre civilisé que nous vivons. La civilisation a connu des phénomènes analogues, en moins “définitif” lors des deux effondrements intercalaires qui ont marqué son développement : À la fin du monde antique et à la fin du moyen-âge.

La décomposition du monde gréco-romain s'accompagna, on le sait, de l'invasion des “affranchis” dans l'ensemble du corps social.

L'époque romaine classique avait été marquée par l'ascension des citoyens romains non nobles, les plébéiens, qui s'imposèrent dans l'État face aux vieux patriciens. L'élévation de la plèbe s'effectua de la façon suivante : un plébéien se choisit un patricien comme protecteur, l'un devenant le “patron” et l'autre le “client”. La décadence de Rome se déclara quand on en vint à admettre des esclaves “patronnés”, ce qui est la définition des affranchis. C'est sous le règne de Claude (41-54) que les affranchis envahirent le Sénat et les hautes charges. Certains devinrent très riches, mais, jusqu'au bout, les affranchis se signalèrent au mépris général d'en-haut et d'en-bas, pour leur servilité, leurs crimes et leur avidité. N'oublions pas que l'affranchi est celui qui “reçoit” de son maître la liberté ! Le maître remettait en public le bonnet d'affranchi à son esclave, et déclarait devant le préteur : “Je veux qu'il soit libre”. Napoléon Bonaparte rappelait fort à propos le “caractère déshonnête et bas” de l'affranchi.

Des figures honteuses d'affranchis nous sont restées en mémoire de la décadence romaine : Narcisse, l'affranchi de Claude, Pallas, le concurrent impitoyable du précédent, et le frère de ce dernier, Félix, ces deux-là s'étant “illustrés” sous Néron.

Il est tout à fait significatif que l'affranchi Félix, fait gouverneur de Judée, s'y rendit odieux par ses exactions, cruautés, débauches, la terreur qu'il y organisa. C'est lui qui trama l'assassinat du grand-prêtre juif Jonathan, et qui fit emprisonner Saint Paul. En effet, toute la question est là : l'esclave affranchi peut sembler manifester l'émancipation sociale effectuée par l'ordre romain lui-même, alors qu'il n'illustre que la décomposition de cet ordre usé ; au contraire, c'est le chrétien Saint Paul, persécuté par ces mêmes affranchis, qui représente l'issue réelle à la crise finale du monde antique. Au cours des révolutions de palais de la Rome décadente, César obligeait parfois de grands affranchis à se suicider. Qu'est devenu Bérérovoy !

La décomposition du monde médiéval, du Saint Empire chrétien papiste, montre un phénomène tout à fait comparable.

L'époque féodale classique avait été marquée par l'ascension de la noblesse de “robe”, celle des “légistes” et parlementaires, qui s'imposa dans l'État face à la vieille noblesse d'épée, les “barons” primitifs. La décadence de la “république chrétienne” latine se déclara quand on en vint à recourir à des serfs affranchis pour défendre le système des ordres privilégiés contre la pression du tiers-état, des roturiers. Dans cette situation de décomposition de l'ordre féodal, une masse de serfs deviennent de purs “gueux”. C'est parmi cette écume des gueux, en même temps que chez des aventuriers recrutés dans la noblesse déchue, que l'on organise une armée de sous-parasites qui manifeste la corruption finale du régime. Ainsi se signalent, après 1350, une horde de Baillis, Ecuyers, Pages, qui seront l'objet de la haine de la paysannerie roturière acculée à la “Jacquerie”. Ces affranchis de la décadence gothique, qu'on nommera “quasi-gentilshommes”, “viles personnes” inférieures aux “valets”, sont en fait les ennemis jurés de la bourgeoisie

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

moderne qui affirme sa maturité historique à partir de l'insurrection d'Étienne Marcel. "Les valets d'un homme méchant sont pires que leur maître", dit le proverbe. Ce ne sont pas de tels parvenus, sur le terrain de la décomposition féodale et attachés à cet ordre à l'agonie, qui représentent la marche irrépressible de la bourgeoisie moderne, mais ce sont leurs opposés directs, les "réformateurs" roturiers constitués à partir de Wyclif et Jean Hus, menant à Luther.

À notre époque de crise finale de l'ordre civilisé, ce sont les "affranchis" du salariat, ceux que représentent depuis 150 ans l'"aristocratie ouvrière", sous-parasites syndicaux en tête, qui s'avèrent les ennemis jurés de la cause de l'émancipation du travail. Ce ne peut être qu'en face de cette bande de "kapos" du salariat, et contre eux, que peut se forger la véritable avant-garde du salariat : la tradition de combat pour la République Sociale le démontre suffisamment ! L'aristocratie ouvrière se distingue par **l'opportunisme et la démagogie** ; l'élite salariale se distingue par le désintéressement matériel et l'exigence intellectuelle.

Partis d'après-guerre et Blocs d'avant-guerre

L'organisation civilisée de la société humaine, ramenée à sa plus simple expression, et vue du côté pratique des choses, ce n'était rien d'autre que le groupement des Familles dans l'État. C'est ce régime social qui constitua le côté inédit du "miracle grec" en Occident, relativement à l'ordre traditionnel du communisme primitif, où la société reposait sur les liens de parenté (du sang) et la possession collective du sol. C'est cela, l'ordre civilisé organisant les familles dans l'État, qui trouva sa forme accomplie, indépassable, dans les Droits de l'Homme et le Code Civil.

Depuis 150 ans, depuis que les "Rouges" parisiens levèrent le drapeau de la République "démocratique et sociale", nous vivons **la crise générale de l'ordre civilisé**. Et suite à l'écrasement des Rouges, c'est sous la domination d'une **Nouvelle Barbarie** que nous nous trouvons, régime qui est la négation réactionnaire de l'ordre civilisé antérieur, qui en détruit tout l'héritage, régime au travers duquel la civilisation ne fait que se dévorer elle-même, de façon manichéenne et suicidaire.

Du temps de la civilisation progressive et révolutionnaire, les **Familles** constituaient **l'ordre civil**. Ce qu'il faut entendre par Famille est le rapport qui lie et oppose à la fois les Ménages à l'Entreprise, autrement dit les personnes physiques à la personne morale. Sous la civilisation, le rapport des ménages à l'entreprise était commandé par l'exploitation de l'homme par l'homme et le perfectionnement continu de cette exploitation. Mais il ne faut pas comprendre l'exploitation dans un sens unilatéralement péjoratif dans les conditions de la civilisation, l'exploitation était historiquement nécessaire, c'est-à-dire finalement chérie du peuple lui-même qui en était le plus ferme soutien. Voir les choses autrement n'est que puérilité sentimentale anachronique, et ne conduit en fait, sous couvert d'idées généreuses, qu'à l'apologie indirecte de la domination actuelle néo-barbare, qu'on voudrait présenter comme affranchie pour l'essentiel de l'"horrible" régime d'exploitation régnant autrefois ! Le fondement solide de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui commandait la relation des ménages à l'entreprise sous la civilisation, c'est que l'exploitation était le moteur même du perfectionnement de la Propriété privée, autrement dit de la Liberté civile et de la Responsabilité économique, développement dont bénéficiaient simultanément et chacun pour sa part, le maître et l'esclave. C'est ainsi que, par le levier de l'exploitation, non seulement se développaient puissamment les forces productives matérielles, la puissance de l'homme vis-à-vis de la nature, mais aussi et surtout les forces productives humaines, l'instruction de la classe dominante et l'intelligence pure de la classe dominée. Quand l'ordre civilisé parvint à son épanouissement suprême, avec la société bourgeoise moderne, le régime civil des Familles parvint à sa perfection à deux points de vue : d'une part, en proclamant la "liberté du travail", l'ordre civil s'émancipait totalement et définitivement de l'ordre politique : d'autre part, en n'admettant plus que la règle du "marché", marché du travail et marché du capital, le vieux rapport d'exploitation de l'homme par l'homme se plaçait lui-même explicitement dans des conditions de

socialisation objective : les entrepreneurs capitalistes exploiters, soumis à la seule loi commune des prix, et exposés ensemble aux aléas des crises de surproduction, se devaient désormais de reconnaître leur responsabilité civile collective, de classe, en ce qui concerne le maintien de la survie et la reproduction de la classe entière des employés salariés exploités.

Du temps de la civilisation progressive et révolutionnaire, **l'État** constituait **l'ordre politique**. Ce qu'il faut entendre par État est le rapport qui lie et oppose à la fois le Gouvernement et la Nation (terme moderne pour désigner la collectivité des Familles). Sous la civilisation, le rapport du gouvernement à la nation était commandé par l'oppression de l'homme par l'homme, et le perfectionnement continu de cette oppression. Mais il ne faut pas comprendre l'oppression dans un sens unilatéralement péjoratif. Dans les conditions de la civilisation, l'oppression était historiquement nécessaire, c'est-à-dire chérie du peuple lui-même qui en était le plus ferme soutien. Voir les choses autrement n'est que puérilité sentimentale anachronique, et ne conduit en fait, sous couvert d'idées généreuses, qu'à l'apologie indirecte de la domination actuelle néo-barbare, qu'on voudrait présenter comme affranchie pour l'essentiel de l'"horrible" régime d'oppression qui régnait autrefois ! Le fondement solide de l'oppression de l'homme par l'homme, qui commandait la relation de la nation au gouvernement, c'est que l'oppression était le moteur même du perfectionnement du Droit, autrement dit de l'Égalité devant la loi et du civisme politique, développement dont bénéficiaient simultanément et chacun pour sa part, le gouvernant et le gouverné. C'est ainsi que, par le levier de l'oppression, se développait puissamment, non seulement la technique administrative assurant l'ordre social, mais aussi le sentiment de la citoyenneté et du patriotisme. Quand l'ordre civilisé parvint à son épanouissement suprême, avec la société bourgeoise moderne, le régime politique de l'État parvint à sa perfection à deux points de vue : d'une part, en proclamant le régime "constitutionnel" ou "représentatif", l'ordre politique s'émancipait totalement et définitivement de l'ordre civil ; d'autre part, en n'admettant plus pour règle que celle de la "volonté générale", du "peuple souverain", le vieux rapport d'oppression de l'homme par l'homme se plaçait lui-même explicitement dans des conditions de "dépolitisation" objective : les "agents publics" bourgeois oppresseurs, soumis à la loi unique de la majorité parlementaire des députés représentant des citoyens "actifs" ayant chacun une voix égale, ces fonctionnaires de l'administration, de la police et de la justice, livrés ensemble aux aléas des troubles publics suscités par les affrontements de classe, se devaient désormais de reconnaître leur responsabilité politique collective, d'organe dirigeant, en ce qui concerne l'attachement et la participation de la masse des citoyens "passifs" au maintien de l'ordre public.

Sous le régime de la Nouvelle Barbarie, qui s'est établi il y a 150 ans, et dont la domination n'a fait que se "perfectionner", si l'on peut dire, depuis lors, ce n'est plus le perfectionnement de l'ordre civilisé qui est à l'ordre du jour, mais au contraire la **putréfaction** aggravée de ce même ordre. Dans le domaine civil, c'est la **décomposition de la Famille** que nous avons, et dans le domaine politique, c'est la **perversion de l'État**.

Concernant la Famille, la relation des ménages à l'entreprise n'est plus commandée par la simple exploitation, mais par le **parasitisme économique pur et simple**. Les "chefs d'entreprise", essentiellement irresponsables, à la tête de sociétés anonymes, spéculateurs du "privé" ou technocrates du "public", pratiquent en fait une exploitation manichéenne,

totalement émancipée de la propriété privée et du développement de cette dernière qui faisait seule sa justification historique. L'exploitation manichéenne, ou parasitisme, n'est plus réellement gouvernée par la recherche du "profit" capitaliste, conditionné par la concurrence, mais par la recherche d'une "rente" du capital que se déchirent les membres d'une féodalité financière dominante. La population civile simplement écorchée par les parasites dominants ne constitue plus véritablement une masse d'exploités, mais une masse à qui on applique les critères coloniaux, un troupeau d'indigènes, qui occupent indûment le territoire national, qui y sont fondamentalement indésirables, qu'on traite a priori comme l'ennemi intérieur virtuel, et dont on peut organiser l'extermination officielle s'ils ne se laissent pas simplement tondre à volonté.

Concernant l'État, la relation de la nation à l'État n'est plus commandée par la simple oppression, mais par le **despotisme politique pur et simple**. Le personnel gouvernemental, essentiellement irresponsable, à la tête d'un Exécutif incontrôlé né de la corruption, "représentants" plébiscités ou hauts fonctionnaires cooptés, pratiquent en fait une oppression manichéenne, totalement émancipée des régies du Droit et du développement de ce dernier, n'est plus réellement gouverné par la recherche du "pouvoir" dirigeant bourgeois, conditionné par la rivalité électorale, mais par la recherche du monopole de l'autorité comme pure force de coercition, que se déchirent les clans de l'autocratie policière dominante. Vis-à-vis des autres États despotiques rivaux, en fait vis-à-vis de l'émergence éventuelle d'une Superpuissance pouvant contester l'hégémonie mondiale, l'État despotique national traite ses propres "citoyens" fictifs comme une masse disponible de chair à canon, et tout autre État néo-barbare se voit appliquer les critères coloniaux : il est désigné comme un rassemblement de sauvages qui fait le siège de nos frontières et s'en prend à nos "intérêts" illimités sur la planète.

Dans le contexte occidental qui est le nôtre, de Nouvelle Barbarie dominante, fondée sur le parasitisme économique et le despotisme politique, ce sont les **Guerres Mondiales** qui rythment fondamentalement ce qu'on appelle du nom mensonger de "vie sociale". Du coup, la "vie politique" au sens étroit bascule selon les situations successives respectives de "l'après-guerre" et de "l'avant-guerre". Dans l'après-guerre, ce qui "anime" ladite vie politique est la **rivalité des Clans** en fait jumeaux Droite/Gauche. Dans l'avant-guerre, ce qui "anime" la vie politique est la **rivalité des Blocs** en fait jumeaux Démocrates/Fascistes. Pour ne pas s'égarer, il ne faut pas perdre de vue qu'en passant de l'après-guerre à l'avant-guerre, la politique néo-barbare change qualitativement de registre, tout en poursuivant le même but vis-à-vis du peuple mondial : le maintien et l'aggravation de l'ordre dominant de la Nouvelle Barbarie. Ce qui change est uniquement le fait suivant : dans l'après-guerre, où est affirmée une hégémonie planétaire néo-barbare "unique", la politique est centrée principalement sur les problèmes internes, civils de chaque pays qui entre dans l'orbite de la Métropole occidentale, vis-à-vis des autres pays qui ne bénéficient ouvertement que d'une souveraineté fictive : satellites ou contrées néo-colonisées ; dans l'avant-guerre, l'hégémonie unique initiale se trouve finalement contestée, de sorte que l'on assiste à la polarisation progressive de la Métropole mondiale en deux Blocs militaristes, la vie politique devenant centrée principalement sur les problèmes extérieurs, géopolitiques, en vue d'un affrontement général pour la domination du monde.

Droite/Gauche

La polarisation politique Droite/Gauche reflète essentiellement l'opposition entre Clans de parasites, qui sont par ailleurs unis pour piller le peuple (outre la domination exercée sur les pays vassalisés et les peuples néo-colonisés). La "division" droite-gauche recouvre essentiellement les intérêts contradictoires existants entre **spéculateurs** et **technocrates**. Ces deux clans rivaux et en même temps inséparables, de rapaces dominants, affichent leurs divergences en se disant, les uns "libéraux", les autres "dirigistes". Étant acquis que l'heure bénie de la politique orchestrée par l'opposition droite-gauche est la situation d'après-guerre, il faut souligner que la situation "normale" est celle de la droite "au pouvoir" et de la gauche "dans l'opposition". Mais ceci doit être corrigé par le fait que la dérive néo-barbare entraîne avec elle la nécessité pour la droite au pouvoir d'avoir de plus en plus recours à des méthodes "interventionnistes" historiquement inspirées par la gauche. Ceci dit, on a toujours un système économique unique caractérisé par le parasitisme, droite et gauche se trouvant complices pour taire ce côté fondamental, et c'est de la même manière frauduleuse donc que la droite se dit le parti de l'entreprise, et la gauche le parti des ménages. Cela laisse entendre mensongèrement que nous sommes toujours dans des conditions civilisées, et que l'ordre civil est toujours de nature "familiale".

- Le parti de droite, dit "de l'entreprise" :

Il prêche inévitablement le credo de la "**libre entreprise**", de la responsabilité et de l'initiative, de la "privatisation" maximum et de la "fonctionnarisation" minimum. Ses refrains sont de "diminuer les charges" de l'entreprise, "les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain", intensifier la "compétitivité", exporter plus et se lancer à la conquête des marchés. Tout ceci se résume doctement par la ligne de "relance par l'offre" et la "monnaie forte". Malgré le couplet du "moins d'État", on préconise ouvertement le renforcement incessant de la police et de la "défense nationale", ces attributs de la sécurité intérieure et de la souveraineté extérieure devant être financés par l'impôt plus que par l'emprunt.

Les gens de gauche rétorquent systématiquement que c'est là un régime de **capitalisme "inhumain"**, qui manifeste l'"égoïsme" patronal, qu'on ne prête pas suffisamment attention à la "réduction des inégalités", au mieux-être des ménages. Et l'on préconise, de ce côté, une politique de "relance par la consommation", par la "demande", d'expansion des secteurs non-marchands, improductifs, des services publics, politique qui ne doit pas hésiter à faire prévaloir l'emprunt sur l'impôt, à alourdir la dette publique.

- Le parti de gauche, dit "des ménages" :

Il prêche inévitablement le credo de la "**réduction des inégalités**", des "avancées sociales", d'une "meilleure répartition des richesses", de perfectionner la concertation et les négociations avec les bureaucraties syndicales. En effet, en dehors de l'inflation de la population de sous-parasites dans le carriérisme "social", qui se développe d'elle-même par la tendance spontanée du parasitisme régnant à étendre le cancer de la technocratie, les gens de gauche s'en tiennent toujours prudemment à préconiser un "progrès social" qui se tient dans les limites du relèvement du S.M.I.G. (ce qu'on nomme pudiquement élévation "maîtrisée" des salaires) et d'une habituelle "réforme fiscale" qui fait tout bonnement

prévaloir les réductions d'impôt sur les déductions. Reste à la politique de gauche à attendre l'heure inévitable où elle peut se dresser sur la scène politique avec un programme de “nationalisations”, simple technique budgétaire passagère par laquelle, au prix d'un endettement massif du pays, on peut sauver quelques entreprises-clefs de la faillite et préparer leur réintégration partielle dans le secteur “privé”, le jour où elles auront retrouvé leur “rentabilité”.

Les gens de droite rétorquent inévitablement que c'est là un régime de **collectivisme niveleur**, qui fait des “assistés”, tue l'esprit d'entreprise, engendre le fonctionnarisme et menace la compétitivité internationale. De plus, le programme de gauche est présenté comme attisant la haine de classes, poussant au désordre et affaiblissant donc l'unité nationale.

Démocrates/Fascistes

La polarisation politique Démocrates/Fascistes reflète essentiellement l'opposition entre Blocs de despotes qui appartiennent à la Métropole occidentale. Il est significatif, à ce sujet, d'observer à quel point les peuples coloniaux se sont montrés absolument indifférents à la démagogie “démocratique” qui intoxique gravement les populations occidentales, la raison première de ce fait étant, précisément, que le bloc fasciste, était celui qui était dépourvu d'empire colonial et, à ce titre, le moins manifestement “raciste” ! Les Blocs démocrate et fasciste, qui se cristallisent dans les circonstances de l'avant-guerre, sont effectivement militaristes au même titre, et sont attachés au même objet exactement ; qui est celui de l'hégémonie mondiale, les premiers voulant simplement conserver coûte que coûte leur position acquise hégémonique, alors que les seconds pensent s'être constitués la puissance nécessaire pour déloger les anciens vainqueurs de leur situation de “rentiers” planétaires. La “division” démocrates/fascistes recouvre essentiellement les **intérêts contradictoires de tyrans** dominants sous forme de Superpuissances, qui affichent leurs divergences en se disant, les uns défenseurs de la Liberté et du Droit théorique du citoyen spirituel, les autres défenseurs du Devoir et de l'Ordre pratique de l'homme corporel. Les démocrates se font les chantres du droit “naturel”, brodent sur l'égalité de chaque Personne abstraite et l'Unité idéale du genre humain. Les fascistes se font les hérauts de l'originalité de chaque Famille réelle et de l'identité particulière de chaque État concret. Cela laisse entendre mensongèrement que nous sommes toujours dans des conditions civilisées, et que l'ordre politique général est toujours celui du patriotisme cosmopolite. En fait, il n'est plus question que de s'arracher l'hégémonie mondiale despotique, à partir du chauvinisme et de l'impérialisme.

- Le bloc démocrate, qui se dit camp de la “Liberté” :

Il prêche inévitablement le **“libre-échange”**, la nécessaire “libre circulation” du capital et du travail, le respect des contrats et le maintien de la “confiance” que suppose le crédit. Pour cette Superpuissance qui dispose de l'hégémonie, il faut la croire quand elle chante que l'Humanité forme quasiment une seule Nation.

Les gens du camp fasciste rétorquent que ce n'est là que le langage du **parti des Usuriers**, de la finance apatride, du cosmopolitisme dégénéré, de la filouterie “juive”. Il

faut souligner, à ce propos, que le thème de la Finance Juive esquivait adroitement le problème du parasitisme “de classe” à l’intérieur puisqu’il y a tout aussi bien des juifs pauvres que des juifs riches, et de la même façon évite le problème du despotisme colonial à l’extérieur – puisque les juifs ne forment précisément pas un peuple compact, en un territoire propre, où ils livreraient une lutte pour l’indépendance nationale. En fait, le “racisme” fasciste n’est point du tout un racisme direct au sens colonial, puisque les fascistes posent explicitement que les juifs forment une variété de la race blanche. L’“antisémitisme” fasciste est justement le racisme colonial des démocrates qui se retourne contre les néo-barbares de l’Occident “blanc”, que le bloc fasciste utilise comme arme contre le bloc démocrate. Ceci montre seulement à quel point la corruption de l’ordre civilisé atteint ses limites extrêmes.

- Le bloc fasciste, qui se dit le camp du “devoir” :

Il prêche inévitablement la **valeur suprême du “travail”**, la primauté de la production sur les échanges, de l’industrie sur la finance, la défense des emplois contre les jeux d’argent et de Bourse. Le but affiché est de préserver la cohésion et l’intégrité du peuple, l’exigence d’un espace vital nécessaire à une économie organique et à une souveraineté effective, serait-ce au prix du protectionnisme et de l’émission d’une monnaie inconvertible. Au nom de la primauté de l’“intérêt général” sur les intérêts “particuliers” au sein de la Superpuissance fasciste, on dit que l’État doit se constituer dans une Entreprise unique, une seule “communauté de travail” affranchie à la fois des grèves et du lock-out, des luttes stériles et du gaspillage que représentent les conflits de classes.

Les gens du camp démocrate rétorquent à cela que le fascisme établit un **ordre “totalitaire”** à l’intérieur, qu’il brise le progrès économique et les échanges entre peuples en officialisant l’autarcie, que ce régime n’engendre qu’une prospérité factice, appuyée sur des assignats et la production de canons plutôt que du beurre. Bref, le fascisme menaçant l’hégémonie en place des démocrates est dénoncé comme le camp du militarisme qui porte atteinte à la paix mondiale.

L’Occident néo-barbare, depuis le Krach de 1929 et la Guerre du Golfe de 1990, engage décidément la planète dans un nouvel avant-guerre. Ceci s’est manifesté de la manière la plus officielle depuis l’affrontement politique à propos du traité de Maastricht, où le clivage droite/gauche de l’après-guerre fut d’un coup et irréversiblement balayé pour laisser place à une nouvelle polarisation scindant tous les anciens partis et regroupant les politiciens en deux camps nouveaux : celui du Oui et celui du Non au traité sur l’Europe. Sous cette appellation du Oui et du Non à Maastricht, les deux camps en présence ne disent pas encore leur véritable nom, qui est celui des démocrates et fascistes ! Les enfants politiques de l’avant-guerre sont pourtant nés à présent, leur baptême officiel n’est plus qu’une question de temps.

Ce dont nous devons nous convaincre, de la façon la plus résolue, est le point suivant : les deux camps du Oui et du Non à Maastricht sont également de forcenés partisans de la constitution d’un bloc militariste européen, qui doit se proposer de détrôner par tous les moyens l’hégémonie mondiale de l’Amérique héritée de la dernière guerre. Le camp des Oui et celui des Non ne désignent absolument pas ceux qui seraient “pro” et ceux qui seraient “anti” européens. Tous deux veulent un bloc militariste européen, conquérir

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

l'hégémonie planétaire, renverser la superpuissance américaine, et soumettre le peuple mondial à leur domination néo-barbare exclusive, aussi bien dans la "métropole" occidentale que dans la colonie générale que constitue le Tiers-Monde. La seule différence entre les deux camps du Oui et Non à Maastricht est la suivante :

- Le **camp des Oui** est celui de **l'hégémonisme "démocrate"**. Il estime plus intelligent et plus efficace, en tant que porte-parole de la Bancassurance, de pousser l'ennemi américain à attaquer le premier l'ordre international établi en 1945, et pour commencer à prendre la responsabilité de casser l'O.N.U., et à se laisser entraîner à arborer le drapeau du fascisme.

- Le **camp des Non** est celui de **l'hégémonisme "fasciste"**. Il estime plus intelligent et efficace, en tant que porte-parole du complexe militaro-industriel, de prendre les devants, d'engager la croisade contre les parvenus incultes d'outre-atlantique, au nom d'un quelconque "socialisme européen". Pour ces gens, l'Europe ne peut attendre, menacée d'explosion sociale, elle doit se doter de toute urgence de la superstructure politique et militaire qui lui manque, quitte à se replier, en un premier temps, sur un "noyau-dur" franco-allemand qui lui donnerait le moyen solide nécessaire pour se déployer, en un deuxième temps, à la fois en Europe de l'Est et au-delà de la Méditerranée.

Rien n'est encore joué quant au visage que doit prendre le bloc du chauvinisme européen, maquillé en "démocrate" ou tatoué dans le style fasciste. Une chose est sûre : les Oui et les Non à Maastricht sont tous les deux les partis néo-barbares de l'avant-guerre, et le devoir de la fraction européenne du peuple mondial est de combattre le bloc européen en formation sous quelque forme que ce soit.

La Gauche et les Chauvins

Il est plus que temps de tirer toutes les leçons de 150 ans de néo-barbarie occidentale. Une de ces leçons, fondamentale et, de plus, d'une actualité brûlante avec la question de l'Europe, c'est d'éclairer une bonne fois la relation spéciale qui existe entre la Gauche et les Chauvins. Nous avons tant été égarés jusqu'ici sur ce sujet ! Et avec des conséquences tellement dramatiques...

La clef, pour s'y retrouver à ce sujet, consiste à bien se pénétrer de quelques points qui donnent le fil conducteur :

- Depuis que s'est déclarée la crise générale de l'ordre civilisé, depuis 1850 (disons 1840-1860), ce n'est plus l'alternance de la Prospérité économique et de la Dépression qui rythme l'évolution occidentale, mais l'alternance des périodes d'Avant-guerre et d'Après-guerre. C'est pourquoi ce n'est plus le conflit civil des classes sociales qui détermine principalement la situation internationale, diplomatique, la guerre ou la paix ; au contraire, c'est le conflit impérialiste qui détermine la situation intérieure, sociale, la révolution ou le progrès. En Occident, on présente l'après-guerre comme la victoire de ceux qui ont mené la "guerre du droit", comme en 1914, ou la "croisade des démocraties", comme en 1940. En fait, c'est la situation acquise de l'hégémonie mondiale d'un bloc militariste, ce qu'on a connu comme la suprématie de l'Angleterre autrefois, puis de l'Amérique. Dans ce contexte d'après-guerre, il n'est permis au conflit civil des classes sociales que de se laisser enfermer dans l'alternative Droite-Gauche, le peuple devant accepter d'être le jouet de clans rivaux du capitalisme parasitaire. Cependant, ce même après-guerre dans l'Occident néo-barbare, durant lequel la rivalité politicienne droite-gauche occupe le premier plan, se mue fatalement au bout d'un certain temps en un contexte d'avant-guerre, de polarisation en blocs militaristes, la question géopolitique de la domination mondiale se reposant une nouvelle fois, contexte dans lequel la rivalité politicienne "démocrate"-fasciste se substitue à l'ancienne rivalité droite-gauche.

- Comment s'effectue la métamorphose politicienne néo-barbare droite-gauche en démocrate fasciste ? La grande erreur dont il nous faut désormais nous préserver définitivement, c'est l'idée que, dans l'avant-guerre, le nouveau parti fasciste est celui de l'extrême-droite, tandis que le nouveau parti "démocrate" serait celui de l'extrême-gauche. La réalité est toute autre. En fait, pour que le passage du tandem droite-gauche au tandem démocrate fasciste puisse se produire, il faut une période intermédiaire où l'on voit chacun des vieux partis de droite et de gauche éclater, comme nous le voyons depuis "Maastricht" chez nous. Et c'est à partir de cette scission irréversible de tous les vieux partis sans exception que se produit une recomposition du paysage politique en démocrates-fascistes. Or, dans cette nouvelle polarisation en cours, nous voyons chaque nouveau parti recruter dans les deux bords antérieurs, démocrates et fascistes, chacun pour sa part regroupant les morceaux disloqués des anciens partis de droite et de gauche. De plus, et c'est cela qui importe le plus, il faut bien observer que l'aile marchante du nouveau parti fasciste vient systématiquement de l'ancien parti de gauche, tandis que l'aile marchante du nouveau parti "démocrate" vient systématiquement de l'ancien parti de droite. Il y a deux raisons

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

principales qui contribuent à nous égarer à ce sujet. Premièrement, il est vrai que, dans un tout premier temps, ce sont des gens d'extrême droite qui pavent la voie au futur parti fasciste ; il n'en est pas moins vrai que, par la suite, ce sont des chefs venus de la gauche qui viennent donner la solidité au parti fasciste et qui en prennent inévitablement la direction. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler l'époque dite de l'Occupation : dans la Collaboration, Maurras fit figure bien pâle au regard de Doriot... La deuxième raison qui contribue à nous faire perdre les pédales à ce sujet, c'est que, finalement, le bloc "démocratique" finit toujours par l'emporter et que la France réussit à chaque fois à se trouver du côté des "vainqueurs". Par suite, on a pu laisser accréditer l'idée que la présence de gens de gauche comme Doriot ou Déat du côté des fascistes n'était pas significative, que ce n'était que le fait d'égarements individuels, de brebis galeuses, de "traîtres" à la gauche. Il faut radicalement nous chasser cette idée de la tête. Il suffit seulement de se mettre deux minutes dans la peau d'un salarié qui se trouvait dans le bloc des "vaincus", dans la peau d'un Allemand en l'occurrence, pour se décrasser les méninges du même coup. D'ailleurs, dans l'ensemble du monde colonial, c'est tout à fait spontanément que l'on met dans le même sac démocrates et fascistes, qu'on se trouve préservé de tous nos préjugés de "gauche", tellement il est évident que le camp des fascistes a toujours été celui qui n'avait pas de colonies.

Si l'on survole les 150 dernières années de notre histoire sociale occidentale, c'est-à-dire depuis le début même de la crise générale de l'ordre civilisé et la domination néo-barbare, on voit immédiatement combien cette histoire sociale a été empoisonnée par une mauvaise conception de la relation qui existe entre la Gauche et les Chauvins. Continuellement, nous avons été handicapés par une mauvaise compréhension du rapport existant dans la Question Sociale entre le problème civil et politique, le problème de la Famille et de l'État, le problème du chauvinisme et de l'internationalisme, des Clans de gauche et de droite à l'intérieur et des Blocs démocrates et fascistes à l'extérieur, de la nation humaine anti-coloniale et du gouvernement mondial impérialiste. Ce ne sont là en réalité que des facettes différentes d'un même problème, celui de la domination néo-barbare planétaire depuis 1850. Vis-à-vis de ce seul et unique problème fondamental, une seule perspective se justifie : la classe salariée exploitée par le capitalisme parasitaire ne forme, en définitive, qu'une seule classe civile du peuple mondial, par-dessus toutes les frontières ; de même, la nation humaine opprimée par la bourgeoisie despotique ne forme, en définitive, qu'une seule nation politique de l'humanité mondiale.

Il est relativement aisé de suivre nos errements depuis 150 ans en ce qui concerne le rapport de la Gauche au Chauvinisme :

- En 1838/1841, ce sont des hommes de Gauche, les Thiers et Hugo, qui dirigent le nationalisme réactionnaire en formation, en s'appuyant sur un "bonapartisme" de mauvais aloi, dirigé aussi bien contre la "perfide Albion" que contre les peuples à coloniser.

- En 1848/1851, ce sont des gens de Gauche, Cavaignac et autres démagogues qui exploitent soit le souvenir de la Convention, soit le saint-simonisme, qui dominant le Parti de l'Ordre et de la Grandeur chauvine.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

- Sous ce qu'on nomme "l'Empire libéral", qui n'est que l'avant-guerre de 1870, les deux extrêmes ultra-"républicain" et ultra-royaliste préparent leur fusion, mais il faut bien voir que les légitimistes appelant l'avènement d'Henri V sont aisément supplantés par le mouvement que représente l'ami de Jules Grévy, Maurice Joly. Cet individu méconnu, qui domina l'opinion publique de l'époque, est l'auteur, en 1864, du "Dialogue aux Enfers" et il part en guerre contre la "conspiration juive", ouvrage dont les célèbres Protocoles des Sages de Sion de 1897 furent un simple plagiat.

- Le Boulangisme, de 1886-1889, rappelons-le, n'eut pas de meilleurs partisans que les vedettes de Gauche Henri Rochefort et Alfred Naquet.

- Dans le mouvement anti-Dreyfus, de 1894-1906, qui est le signal du nouvel avant-guerre, de l'Alliance franco-russe, ce sont les ténors de gauche, Félix Faure et Camille Pelletan, qui mènent le ballet militariste de la "Revanche", qui débouchera sur l'Union Sacrée de 14-18 contre le "pangermanisme" et la prostitution immonde des socialistes à la Longuet, Albert Thomas et Gustave Hervé.

- En 1934, le néo-socialiste Déat et le néo-communiste Doriot se constituent, promis à un autrement plus bel avenir fasciste que les Croix de Feu de La Rocque et les Camelots du Roi de Maurras !

- Aujourd'hui enfin, depuis l'éclatement de tous les partis gauche-droite d'après-guerre, à la suite du Krach mondial de 1987 et plus précisément depuis l'affaire Maastricht de 1991, il est certain que le néo-socialiste Chevènement et le courant déclaré du national-communisme au P.C.F. ont le vent en poupe pour se fondre en un grand parti fasciste qu'ils dirigeront, avec le "vendéen" de Villiers et le "gaulliste" Philippe Séguin. Quoi qu'il en soit, sachons que les partisans les plus actifs du Bloc militariste européen appartiennent au clan anti-Maastricht, que les pro-Maastricht visent exactement le même but, avec cette seule "nuance" tactique qu'ils préfèrent pousser l'Amérique à brandir le drapeau du "fascisme" plutôt que de s'en emparer eux-mêmes, et que notre seule attitude possible est de nous déclarer absolument anti-européens, quel que soit le drapeau adopté pour édifier ce bloc militariste, en laissant au peuple américain le soin de mener comme il faut, de son côté, la lutte anti-américaine.

De la Gauche au Fascisme

Nous ne cesserons de le répéter : depuis 150 ans, l'ordre civilisé traditionnel est entré en crise. Par "Ordre civilisé", il faut entendre la constitution sociale qui organise les Familles dans l'État. C'est cet ordre-là, perfectionné durant 25 siècles, qui s'est trouvé remis en cause dans ses fondements mêmes à une date que l'on peut précisément fixer à Juin 1848, quand fut menée la chasse aux "Rouges" dans les rues de Paris et la répression décisive du mouvement déclaré alors pour la "république démocratique et sociale". Si l'on ne s'accroche pas inébranlablement à ce point de repère de la crise générale de l'ordre civilisé déclarée il y a 150 ans, rien de ce qui s'est déroulé depuis cette époque ne peut s'éclairer, et le combat populaire est condamné à se mener à l'aveugle, dérivant sans boussole. Seul le fait de la crise finale de l'ordre civilisé permet d'expliquer pourquoi, depuis 150 ans, le monde est livré aux guerres civiles, aux régimes totalitaires, aux boucheries mondiales et au vandalisme colonial.

Il ne suffit pas d'en rester à l'idée générale de la crise de l'ordre civilisé que nous vivons, mais préciser encore le caractère que revêt cette crise. En premier lieu, il nous faut souligner que c'est en Europe que cette crise s'est déclarée, c'est-à-dire dans cette contrée privilégiée où, depuis le 16^{ème} siècle, l'humanité s'était hissée au stade Moderne du développement civilisé. À la suite de 350 ans d'épanouissement de la civilisation moderne, l'Europe anglo-française se trouvait portée à la tête de l'humanité tout entière, par la propagation même du marché mondial dont ces deux nations porte-drapeau de la liberté bourgeoise s'étaient fait les agents. En second lieu, il faut bien avoir en tête que la panique provoquée en 1848 par le défi lancé par les Rouges aux classes dominantes européennes provoqua l'éviction de la bourgeoisie libérale comme puissance dirigeante, et l'annexion du pouvoir par la féodalité financière qui rameutait autour d'elle tous les débris des classes réactionnaires antérieures déchues, féodales ou esclavagistes. Ainsi, à l'ordre antérieur de la Civilisation, se substituait la domination aujourd'hui encore en vigueur et accentuée d'un ordre qu'on ne peut qualifier que de Nouvelle Barbarie. Par la position privilégiée qu'occupait à ce moment l'Occident, l'ordre de la Nouvelle Barbarie s'imposa du même coup à la planète entière. En troisième lieu, il nous faut prendre fermement conscience du contenu réellement "satanique" de l'Ordre de la Nouvelle Barbarie qui aujourd'hui domine le monde et a son siège dans les pays dits "riches" de l'Occident. Passons sur l'Obscurantisme spirituel qui caractérise notre Nouvelle Barbarie, bien que cet aspect soit tout à fait déterminant : "laïcité" philosophique et amoralisme culturel. À cela correspond le caractère profondément Asocial du régime matériel imposé au monde par la Nouvelle barbarie, et ce fait est évidemment fondamental : c'est le régime du Parasitisme économique, couronné par le Despotisme politique.

Le système de la domination néo-barbare qui pèse sur le peuple mondial depuis 150 ans et accentue son caractère satanique, n'est évidemment pas de tout repos pour les monstres qui trônent comme membres permanents du conseil de sécurité à l'O.N.U. Si de larges secteurs du peuple mondial nourrissent les plus douces illusions à l'égard de cet ordre qui se dit celui du "monde libre" et des "droits de l'homme", les maîtres néo-barbares, eux,

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

savent très bien que l'Occident dégénéré est assis sur un volcan ! En Occident même, depuis 150 ans, dans toutes les grandes métropoles, des plans d'état "d'urgence" sont tenus constamment prêts, et mis à jour soigneusement, pour remettre sans délai le pouvoir aux gouverneurs militaires. Ainsi, les cliques néo-barbares dominantes mènent en permanence un double jeu répugnant vis-à-vis du peuple de la métropole mondiale occidentale lui-même : d'un côté, on prodigue à ce peuple les plus immondes flatteries "électorales" et "démocratiques", en affichant hypocritement que l'on tient pour sacré l'État "de droit", aux seules fins d'obtenir de toute force le plébiscite populaire ; de l'autre côté, l'on se cache à peine pour tenir ce même peuple occidental pour un pur ramassis de "basses classes", sales et sans éducation, une masse proprement méprisable dont l'existence même est odieusement gênante. C'est ce qui fait d'ailleurs que, quand les choses en viennent à se gâter – ce qui arrive inévitablement – quand s'amorce "l'agitation sociale", quand donc les "loups ravisseurs" dominants se trouvent dérangés dans leur festin d'anthropophages, c'est alors, que ces gens mettent bas le masque. On voit alors la bande de néo-barbares dominants se muer en dragons échappés de l'enfer : ils hurlent à présent que le peuple "qu'ils aimaient tant" jusque-là, qu'ils "faisaient vivre" en lui "donnant" du travail et qu'ils croyaient plus "dévoué", que ce peuple n'est finalement qu'une foule ingrate, une "populace révoltée contre ses bienfaiteurs". De ce fait, les maîtres néo-barbares déclarent très sérieusement qu'ils sont prêts, dans ces conditions, à pratiquer la "terre brûlée" manière O.A.S.

Mais tout est nécessairement faux sous le régime de la Nouvelle Barbarie. Quand les maîtres du régime flattent le peuple au nom de la "liberté" quand il ne s'avise pas de broncher, ils se montrent seulement avec le visage de saltimbanques politiques obscènes ; quand ils menacent le peuple de lui infliger une bonne correction et de la "ramener dans le devoir" en le soumettant au purgatoire d'une bonne "dictature", ils se montrent seulement sous le visage de matamores politiques ridicules. Voudraient-ils émanciper le travail, ce qu'exige impérativement 25 siècles écoulés de civilisation, ou voudraient-ils faire marcher le peuple à la trique durablement, ce qu'interdisent absolument 25 siècles écoulés de civilisation, ces messieurs ne peuvent que s'avouer disqualifiés par l'histoire. Dans les deux cas, que l'on envisage l'émancipation populaire pure et simple ou bien l'écrasement populaire pur et simple, cela signifie identiquement, pour les maîtres néo-barbares, tuer la poule aux œufs d'or. Ils doivent donc se contenter de poursuivre leur politique de fuite en avant, d'approfondissement de la néo-barbarie, en ayant pour seule règle "après nous le déluge". Ils peuvent seulement rêver, ce faisant, Aristote étant mis en langage contemporain d'atelier, à un ordre qui serait l'idéal des satrapes de la finance, où "les bécanes se tiendraient elles-mêmes les manettes"...

Il est un point tout à fait essentiel sur lequel nous devons nous arrêter à présent. Du temps de la domination sociale par la bourgeoisie moderne, le développement social était rythmé par les crises économiques périodiques. Il en va tout autrement sous le régime établi depuis 150 ans de Nouvelle Barbarie : désormais, ce sont les guerres politiques mondiales qui rythment la décomposition de l'ordre civilisé, et les crises économiques ne figurent plus que comme le prélude des Krachs diplomatiques et militaires mondiaux. Depuis 1848, date de la mise en lumière complète de la crise générale de l'ordre civilisé, la

Dépression économique n'est plus la conclusion d'un cycle. Cette destruction économique des forces productives, matérielles et humaines, est devenue désormais un simple phénomène intercalaire, qui mène au véritable terme du cycle : la guerre, ou auto-destruction politique de l'ordre néo-barbare. De même, ce n'est plus la révolution qui précède la guerre, mais la guerre qui inaugure les convulsions révolutionnaires. La bourgeoisie moderne proclamait que son règne, étant celui du commerce, avait un caractère intrinsèquement pacifique et travaillait au rapprochement indéfini des peuples, à l'extérieur, comme au perfectionnement des mœurs policées, à l'intérieur, contrairement au règne des aristocraties rurales antérieures, qui reposait intrinsèquement sur le culte de la noblesse d'épée et donc de la force. Le revirement néo-barbare de 1848 a bien changé la face des choses !

Du fait de la "périodisation" historique essentielle de l'ordre néo-barbare contemporain par les Guerres Mondiales, les maîtres du régime ont tout spécialement à faire face à deux "transitions" extrêmement délicates ; ces deux moments où l'ordre néo-barbare se montre particulièrement vulnérable sont, d'abord, la situation d'immédiat "après-guerre", ensuite, le moment ultérieur où la situation bascule de l'après-guerre en un nouvel "avant-guerre". Ces 150 dernières années, le phénomène que nous décrivons se trouve confirmé, tout d'abord, à l'occasion de la révolution associée à la guerre européenne de 1848 ; ensuite, nous eûmes successivement les guerres de 1870, 1914 et 1940 ; enfin, l'on peut considérer qu'à la suite du Krach mondial de 1987, une nouvelle situation d'avant-guerre caractérisée s'est affirmée depuis 1990 (voir tableau annexé).

Les deux transitions néo-barbares délicates, l'après-guerre et l'avant-guerre, présentent chacune des traits distincts ; elles doivent donc être examinées séparément.

L'après-guerre

À un moment donné, la Guerre Mondiale constitue la seule issue possible pour l'ordre néo-barbare. En même temps, la Guerre Mondiale représente le plus grand danger pour la perpétuation de la domination néo-barbare ! Les Guerres Mondiales sont essentiellement des "guerres totales", elles frappent et impliquent avant tout la masse des populations civiles. Celles-ci, comprimées à l'extrême par "l'économie de guerre", cultivent à la fin une immense soif de "liberté" que la soldatesque craint de ne pouvoir maîtriser au jour de la paix. De plus, la guerre, toujours conçue au départ comme devant être une "Guerre éclair", vu le niveau acquis par les armements, finit au contraire par s'enliser interminablement, ce qui engendre des multitudes de survivants que l'on sait définitivement "déshabitués" au travail, comme on dit, ce qui constitue un second handicap grave pour le jour de la paix. Enfin, les Guerres Mondiales mettent nécessairement en jeu une masse croissante de "maquisards" ou "partisans" qui représentent un immense péril pour les maîtres néo-barbares au jour de la paix. Du temps de l'histoire civilisée, on voyait des masses civiles armées lors des guerres civiles révolutionnaires, ces masses servant de bélier à une fraction montante d'exploiteurs pour élever l'ordre civilisé à un degré supérieur. À la fin des guerres néo-barbares, on voit au contraire une masse de civils armés portée à s'engager dans une tourmente révolutionnaire où elle aspire à mener son propre combat, à arracher

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

l'ordre social hors de l'ornière millénaire de la préhistoire, le but étant la République sociale à vocation universelle, autrement dit le communisme.

La Guerre Mondiale périodique, inhérente à l'ordre néo-barbare dominant, est donc un souci lancinant pour les maures de ce régime. Comment s'y prendre pour assurer le “retour à la normale”, telle est l'obsession que les brigands chauvins ruminent, pratiquement depuis le jour même où les hostilités sont déclarées ! Or, le peuple une nouvelle fois envoyé à la boucherie est justement travaillé par une aspiration brûlante diamétralement inverse : comment balayer une fois pour toutes le régime honni d'avant-guerre qui a mené à la catastrophe, comment empêcher par tous les moyens que se rétablisse, sous une autre forme, le système exécré de la “2^{ème}”, la “3^{ème}” ? ou la “4^{ème}” ? république despotique et parasitaire !

Les maîtres néo-barbares ont fort à faire quand ils ont en face d'eux de véritables chefs populaires tels que Lénine ou Mao Zedong. Cependant, ce sont des gens aux ressources extraordinaires, de véritables démons qu'il serait fou de croire pouvoir abattre par une seule prise du Palais d'Hiver ou un seul Diên Biên Phu ! Contrairement au bon peuple, ces gens ont un avantage énorme : ils savent exactement ce qu'ils veulent, rétablir à tout prix la “belle époque” néo-barbare d'avant-guerre ; et ils savent mener leur affaire avec une adresse et une obstination que le vice ancré jusqu'à l'os suffit à leur inspirer, à défaut d'intelligence et d'humanité.

Le but décidé est de restaurer l'ordre politique despotique sur le modèle droite-gauche, et l'ordre économique parasitaire sur le modèle spéculation/technocratie. Ceci dit, le fait même de la guerre exclut la solution d'une simple “restauration”, reste une seule voie : “avancer” encore plus dans la néo-barbarie. Pour cela, on ne perd rien des “acquis” de la Guerre Mondiale elle-même, issus de la “mobilisation économique” de la période de boucherie “héroïque” ; et on ne se gêne pas pour emprunter le meilleur de ces acquis à l’“ennemi héréditaire” lui-même ! C'est ainsi que le nouvel ordre de paix néo-barbare s'installera en officialisant successivement : les Prud'hommes de Napoléon III, les Assurances Sociales de Bismarck, le Minimum Vital de Foch, le ministère des loisirs de Mussolini et les Auberges de Jeunesse de Hitler ! C'est ainsi que triomphe la “guerre du droit” ou la “croisade des démocraties” !

Durant la dernière boucherie mondiale néo-barbare qui opposa le “démocrate” Roosevelt et le fasciste Hitler, on se prépara soigneusement en France, au moins dès avant 1943, à négocier adroitement le “retour à la paix”. C'est dans ce but qu'en avril 1943 fut conclu l’“accord du Ferreux” qui “réunifiait la C.G.T.”. En mars 1944, le “programme d'action” du C.N.R. (conseil national de la résistance) vit gesticuler les signataires, pour ne pas paraître “des hommes du passé”, s'adonnant par avance à la démagogie et caquetant qu'ils avaient pour projet “une nouvelle révolution française”... Quand on en vint aux choses sérieuses, tout ce bavardage se réduisit à assurer comme il faut l'autorité des “préfets” de Michel Debré. Pour le reste, on rebaptisa les “comités sociaux” de Pétain en “comités d'entreprise” de Gaulle, et les G.M.R. de l'Occupation en C.R.S. de la Libération ! Ceci étant acquis, on peut dire que la transition d'après-guerre qui avait tant inquiété était réussie. Faire revenir sur terre quelques rêveurs qui avaient pu croire à un autre “progrès” que celui de la néo-barbarie, et maîtriser quelques “maquisards” forcenés s'égarant dans le pur banditisme, cela n'était qu'un jeu d'enfant... La néo-barbarie, dans la France de 1944, roula vraiment sur du velours ! Autrement coriace avaient été l'écrasement des Rouges en

1848, le massacre des Communards en 1871, la maîtrise même de la situation en 1920, où il avait fallu décréter l'état de siège, faire intervenir la troupe contre les cheminots et en révoquer 20 000. En 1947, cependant, il fallut une fois encore lancer la troupe contre de prétendues “grèves insurrectionnelles”, ce qui donna l'occasion de créer les Super préfets, les Igames.

L'avant-guerre

L'avant-guerre est autre chose. D'une certaine façon, on ne le voit pas venir. Malgré la montée des périls, jusqu'à la dernière minute pour ainsi dire, tout le monde dit ne vouloir que la paix, que la guerre est “maintenant impossible” et qu'in extremis on a “sauvé la paix” !

Une chose est certaine : après un certain nombre d'années “glorieuses” de l'après-guerre, essentiellement soutenues par les nécessités de la “reconstruction”, forte de l'abaissement politique et militaire du bloc rival vaincu, et de la “prospérité” essentiellement factice obtenue par le développement fulgurant non pas principalement de nouvelles forces productives mais surtout de forces destructives bien supérieures à celles du passé, l'essoufflement économique ne tarde pas à se faire sentir, puis un engorgement du marché mondial d'une envergure bien plus puissante qu'autrefois, ceci menant tout droit à un Krach historique. C'est que l'hégémonie militariste et coloniale qu'une superpuissance dominante avait conquise à l'issue de la guerre précédente en vient à être terriblement contestée par un nouvel ensemble commercial et industriel, que l'on dit faire l'objet d'un “miracle” économique, et à qui il ne manque que la superstructure politique et militaire correspondant à son “poids” financier international. C'est ainsi que notre monde décadent connut successivement l'hégémonie de l'Angleterre et de l'Amérique, du sterling et du dollar.

En tout cas, la guerre économique cette fois déclarée par le Krach se trouve émaillée par des “scandales” politico-financiers retentissants : ainsi connut-on successivement en France, l'affaire des Bitumes, celle du Crédit Mobilier, le Panama, Stavisky et, pour finir, le scandale du financement occulte des partis, avec auto-amnistie des parlementaires à la clef...

Krach boursier, scandales nauséabonds qui s'accompagnent de quelques “suicides” mystérieux dans les hautes sphères, désordres sociaux et agitations extrémistes, tout cela ne fait que marquer la course à marche forcée vers une nouvelle polarisation néo-barbare du monde en deux “blocs” rivaux pour la domination mondiale. Car on s'est maintenant bel et bien engagé dans l'aventure militaire, dans un conflit général, à base évidemment économique mais dont le but est dorénavant explicitement géopolitique.

Dans les conditions de l'après-guerre, les rivalités de clans néo-barbares dominants se confinaient, en dernière analyse et globalement, au domaine “civil”, leur thème principal était la “paix sociale”, c'est-à-dire des classes, et leur expression typique était la rivalité des partis de Droite et de Gauche. Dans les conditions d'avant-guerre, au fur et à mesure que des conflits, considérés tout d'abord comme “mineurs”, s'allument et s'accumulent sur la planète, les rivalités de clans néo-barbares prennent de plus en plus un caractère

“politique” officiel, au sens international du terme, des frictions entre États, qui aboutissent à la formation de “blocs” rivaux se disputant l’hégémonie mondiale. Le thème principal devient donc la “paix mondiale”, et l’expression typique de ce bras de fer planétaire est l’affrontement des partis que l’on nomme de nos jours Démocrate et Fasciste.

Comment s’opère le passage de la polarisation néo-barbare Droite-Gauche, à usage “intérieur”, à la nouvelle polarisation néo-barbare Démocrate-Fasciste, à usage “extérieur” ? Cette mutation ne s’opère pas en un jour, et elle présente de sérieuses difficultés pour les maîtres néo-barbares eux-mêmes. Le nouveau schéma qu’impose la dérive d’avant-guerre réclame maintes révisions déchirantes chez les despotes dominants, qui gèrent cette métamorphose plus qu’ils ne la comprennent réellement. En fait, il faut que surgissent des “hommes neufs” pour que la néo-barbarie accouche de façon décidée de la nouvelle orientation d’avant-guerre.

Dans la période “calme” de l’après-guerre, on avait de “grands partis”, dits “modérés”, de style droite-gauche, qui dominaient la “vie politique”. Les “extrémistes” de chaque bord, à droite ou à gauche, ne manquaient pas d’exister cependant à cette époque ; mais ils se trouvaient en fait marginalisés, avaient une allure de “nostalgiques” : par exemple, dans le dernier après-guerre les nostalgiques “pétainistes” de la L.V.F. (légion des volontaires français) et les nostalgiques “résistants” des Brigades Internationales.

Dans la période agitée de l’avant-guerre, et cela en est précisément un signe certain, les vieux partis “modérés” se scindent tout d’abord de manière spectaculaire et irréversible. Ensuite, l’heure est venue où les “extrémistes” ont le vent en poupe et, finalement, commandent l’évolution future. Bref, l’on assiste à une crise générale sur l’échiquier politique et l’on conçoit que cela ne se fasse pas sans de forts tiraillements ni sans quelques “cafouillages” ! Quoiqu’il en soit, le double mouvement de cassure des anciens “grands” partis et de montée des “groupuscules” extrémistes mène tendanciellement à une “recomposition” générale du panorama politique. La recomposition en question consiste précisément dans l’avènement de deux nouveaux pôles dominants de type “démocrate” et fasciste, chassant les anciens pôles droite-gauche de la scène principale.

Les nouveaux “grands” partis en formation – ils sont grands vis-à-vis des maîtres néo-barbares et point du tout vis-à-vis du peuple mondial – ne sortent évidemment pas du néant. Ils sont simplement le produit de la fusion des éléments disloqués des anciens partis de droite et de gauche, chacun de ces éléments se trouvant en outre inspiré par les anciennes idéologies extrémistes, dictatoriales ou “anarchistes”. De plus, dans chaque pays, les forces “démocratiques” ou fascistes reçoivent l’“aide” et donne leur “allégeance” à la puissance internationale qui sert de “noyau” à chacun des deux blocs qui se préparent à en venir aux mains. Dans chaque pays, en tout cas, la recomposition politique, qui s’opère par le processus double de scission-fusion, amène d’anciens personnels politiques opposés de l’après-guerre à se découvrir soudain des “convergences” imprévues. Les vieilles “répugnances” respectives sont évidemment difficiles à lever, mais arrive un moment où l’on rit des anciens scrupules ! C’est ainsi que, dans l’histoire française de la force “fasciste” (militariste) montante, on relève les embrassades successives suivantes : Cavaignac/Veuillot, Ernest Picard/Palikao, Henri Rochefort/Déroulède, Gustave Hervé/Maurice Barrès, Marcel Déat/Maurras. De la même façon, nous assistons

aujourd'hui à la convergence réellement "inattendue" Chevènement/Philippe Séguin à propos de l'Europe...

Il nous reste à relever un point de la plus grande importance, à propos de cette émergence d'une polarité politique néo-barbare caractéristique de la conjoncture d'avant-guerre : ce point est la filiation fondamentale qui existe entre la Gauche dans la période d'après-guerre et le Fascisme dans la période d'avant-guerre. La chose peut sembler surprenante, si ce n'est révoltante ; elle n'en est pas moins réelle et s'explique assez aisément. Ce qui peut seulement égarer à ce sujet, c'est la situation particulière de la France, laquelle, finalement, ne participa pas sérieusement à la guerre, ni d'un côté ni de l'autre : de Gaulle ne fut qu'un fantoche de Roosevelt, comme Doriot ne fut qu'un fantoche de Hitler, aucun ne parvenant à se faire admettre comme partenaire à part entière. Il reste, quoiqu'on dise, des faits indiscutables et saillants, qu'on peut mettre sur le compte de simples égarements personnels : Mussolini était un ancien chef du parti socialiste, Doriot un ancien chef du parti communiste et René Belin était un ancien chef cégétiste, qui devint artisan de la Charte du Travail de Pétain.

Si ce sont des hommes de "gauche" qui s'avèrent inexorablement comme l'aile marchante des partis fascistes d'avant-guerre, cela ne peut surprendre que les citoyens qui restent intoxiqués par la démagogie des "démocrates" et ne voient pas que le camp desdits "démocrates" est non moins militariste que le camp adverse fasciste. D'ailleurs, si l'on se rappelle que, dans l'après-guerre, les partis de gauche ont fondamentalement un rôle d'"opposition" et ne sont que passagèrement "aux affaires", et si, mettons cela en relation avec le fait que, dans l'avant-guerre, les partis fascistes ont également un rôle d'"opposition" – opposition en l'occurrence à l'hégémonisme mondial des "démocrates" – alors le fait que d'anciens "leaders" de gauche deviennent les principaux tribuns du fascisme étonne beaucoup moins. Ensuite, les politiciens de gauche ont fait toute leur carrière d'après-guerre en pratiquant la collaboration de classes en criant contre la brutalité sociale du "libéralisme" économique ; il ne faut pas s'étonner de les retrouver très à l'aise dans un fascisme qui prêche le syndicat unique, la communauté de travail et le "socialisme" national...

Aujourd'hui, après le Krach mondial de 1987, après les "scandales" à répétition, après la scission de tous les vieux partis d'après-guerre sans exception à l'occasion du traité de Maastricht, et avec la multiplication des conflits dits "locaux", en Yougoslavie, en Algérie et ailleurs, il faut bien nous convaincre que le basculement de l'après-guerre à l'avant-guerre est définitivement inscrit dans les faits.

Deux faits dominants confirment notre dérive actuelle de type avant-guerre, avec la polarisation politique correspondante démocrate-fasciste : c'est, d'abord, la guerre du Golfe de 1990, par laquelle l'Amérique montra sa décision d'utiliser ses atouts monétaires, politiques et militaires pour résister à son déclin financier, commercial et industriel et conserver l'hégémonie mondiale dont elle s'était emparée en 1945 ; c'est, ensuite, le problème de Maastricht, c'est-à-dire la volonté européenne de former un bloc militariste décidé à relever le défi de l'hégémonie mondiale américaine, avec les attributs monétaires et politiques correspondants. Toute une série de faits se rattachent à la guerre géopolitique actuellement en marche : marche forcée vers la constitution d'une armée franco-

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

allemande, destruction de la zone franc, explosion du G.A.T.T., qui doit dominer la Méditerranée et l'Europe centrale, éclatement de fait de l'O.N.U., qu'il reste seulement à officialiser de la même manière qu'éclata la S.D.N. autrefois.

Une seule chose reste en suspens : qui, de part et d'autre de l'Atlantique, choisira le drapeau de la "démocratie" et qui choisira celui du "fascisme" ? Ceci n'a qu'une importance relative, finalement, pour les peuples américain et européen ; ce qui importe, c'est que l'affrontement géopolitique est engrené, et que deux blocs militaristes sont en formation pour se disputer la domination mondiale. D'ailleurs, il ne faut pas s'attacher aux noms du passé : le nouveau fascisme saura bien trouver un "nom" exaltant qui peut être "socialisme européen" ou autre chose. La "fronde" qui s'est ébruitée du "national-communisme" chez les "cubains" des Jeunesses du P.C.F. nous réserve probablement de joyeuses surprises ! De même, il ne faut pas s'attacher aux personnalités qui actuellement "animent" l'orientation militariste européenne ; la direction une fois prise, de jeunes "hommes d'action" aujourd'hui inconnus se lèveront nécessairement à la hauteur de la "croisade" que le militarisme européen entend livrer. De la Rocque lui-même, avec tous ses Croix de Feu, apparut bien vite on ne peut plus "timoré" aux disciples du socialiste Henri de Man qui s'organisèrent dans le fascisme flamand ou derrière les Wallons de Léon Degrelle !

Une seule règle : l'Europe, qu'elle se dise "libérale" ou "socialiste", démocrate ou fasciste, n'est pas notre cause, mais celle du militarisme européen. Et laissons au peuple américain le soin de se dresser contre le militarisme américain.

Ceci dit, on ne peut avancer qu'une seconde règle : soyons prêts à tout, en sachant que l'avenir proche ne pourra qu'être "surprenant" à tous égards. D'un jour à l'autre, un grave incident, avec les U.S.A. ou à l'O.N.U., peut éclater et précipiter les choses. D'un jour à l'autre, les néo-barbares qui nous dominent peuvent nous engager dans une opération de débarquement en Afrique du Nord, en vue de faire de la Méditerranée un lac européen, ou dans une opération sur le "glacis" de l'Europe de l'Est, en vue d'arrondir notre "espace vital"...

Qui vivra verra !

Les secousses de 150 ans de néo-barbarie dominante

Après Guerre	Krach	Avant Guerre	Guerre
-----	1839	1843 (1)	1848
1850 (a)	1857	1866 (2)	1870
1873 (b)	1890	1905 (3)	1914
1920 (c)	1929	1935 (4)	1940
1947 (d)	1987	1990 (5)	? ?

(a) “Rouges” et patriotes écrasés en Europe.

(b) Communards massacrés.

(c) Spartakistes et Bela Kun écrasés. France : Paris en état de siège en 1919.

(d) Insurrection grecque écrasée. Algérie : massacre de Sétif ; guerre d’Indochine. France : la troupe lancée contre les “grèves insurrectionnelles”.

(1) Tension chauvine anglo-française : “affaire Pritchard”.

(2) Sadowa.

(3) Guerre nippo-russe. Entente cordiale : la “grande République” française s’allie avec le tsar de la “prison des peuples” contre le “pangermanisme” !

(4) Après l’annexion de la Mandchourie par le Japon en 1932 ; Hitler prend l’offensive contre l’humiliation du traité de Versailles.

(5) Guerre du Golfe.

Rappels utiles

Gustave Hervé

Avant la “Grande Guerre” (14-18), Gustave Hervé était à l’extrême gauche du parti socialiste. La guerre venue, il verse dans l’hyper-chauvinisme et, dans la mauvaise tradition blanquiste, lance *La Patrie en Danger*, au nom des soldats de l’An II (1793-1794) !

Au moins, il nous dégonfle la baudruche de Jaurès, ce grand bourgeois perfide et brouillon, ennemi juré du salariat. Décidément, il suffit, dans notre République despotique, de donner son nom aux grandes avenues pour se signaler comme un sale individu !

• *La Patrie en Danger*, 29 juillet 1914 :

“Ce journal a été le premier ou le plus énergique à préconiser la grève générale et l’insurrection en cas de guerre” ; “Nous ne connaissons qu’un devoir – nous, socialistes internationalistes – c’est de défendre le foyer de liberté, que nos pères, les révolutionnaires de 1789, de 1792, de 1848 et de 1870 et de la Commune ont créé au prix de tant d’efforts et de tant de sang ! Entre l’Allemagne Impériale et la France Républicaine, pas d’hésitation, notre choix est fait. Vive la France républicaine et socialiste !”.

• *La Patrie en Danger*, 31 juillet 1914 :

“Tous, nous avons rayé de notre Internationale le couplet des généraux. Et notre Internationale, ainsi expurgée, qu’est-ce qu’elle dit, au fond, sinon ce que disait la Marseillaise que nos pères chantaient il y a 120 ans ? Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, ... la patrie de la Révolution est en danger !”.

• *La Patrie en Danger*, 24 août 1914 (Lettre à ma Mère) :

“Tu ne vas pas t’imaginer, je suppose, que les balles dum-dum soient d’un usage courant dans l’armée allemande ! La preuve que l’immense majorité des soldats allemands n’emploie pas des balles dum-dum, c’est que, dans nos hôpitaux, tous les médecins sont frappés de la facilité avec laquelle guérissent les blessures faites par les balles des fusils allemands. Lorsqu’elles n’atteignent pas un organe essentiel ; elles ne causent, paraît-il, que des désordres insignifiants. Leur extrême vitesse fait que les tissus se referment d’eux-mêmes après leur passage, leur chaleur stérilise la blessure”.

Henry Ford

Henry Ford, celui des automobiles et des chaînes de montage, fit campagne en Amérique pour le fascisme. Se trouvant à contre-courant de l'évolution géopolitique, il eut quelques difficultés à rétablir sa position.

Ford figure même comme un précurseur du fascisme. En 1924, il publie "Ma vie et mon œuvre" où il part en guerre contre "les usuriers et les spéculateurs".

"La banque ne sera plus la maîtresse de l'industrie, mais sa servante".

"Les gens riches se plaisent à bercer trois ou quatre mois par an leur oisiveté insolente dans des résidences d'agrément". "Si dans nos industries nous ne concourons pas à résoudre le problème social, nous ne remplissons pas notre tâche principale". "L'industrie organisée en vue de l'intérêt général fait disparaître la nécessité de la philanthropie".

"L'œuvre que nous intitule "Études sur la question Juive" n'a pas besoin d'explications. Ce qui se manifeste est une perversité orientale qui a insidieusement imprégné tous les modes d'expression de la pensée. Il appartient aux personnes intelligentes de la race en question d'en tenir grand compte. Il est à notre honneur d'avoir commencé à retirer notre protection aux violateurs les plus audacieux de l'hospitalité américaine, mais il y a encore beaucoup à faire pour en finir avec une guerre de subversion économique et morale dirigée contre la société chrétienne. Les juifs avisés feront leur possible pour américaniser les juifs, au lieu de s'efforcer de judaïser l'Amérique".

"Il n'y a pas de classes déterminées, mais seulement des gens qui veulent travailler et des gens qui s'y refusent. Moi qui ai appartenu et qui appartiens encore à la classe ouvrière, je sais bien que ces assertions sont fausses. Le capitaliste qui spéculer sur les fruits du travail des autres mérite tous les reproches qu'on lui adresse. Les patrons incapables font plus de mal que les ouvriers. Nos salaires sont plus élevés et notre journée de travail plus courte qu'un syndicat quelconque ne pourrait raisonnablement l'exiger. Des agitateurs extrémistes ont de temps en temps essayé de susciter du désordre chez nous, mais en général les ouvriers les ont pris pour de simples monstres de foire. Nous ne voulons avoir affaire qu'à notre personnel et jamais aux représentants d'organisations étrangères. La démocratie n'a rien à voir avec cette question-ci : Qui doit être le patron ?".

"Que gagnerait le capital à écraser le travail ? ou le travail à écraser le capital ? Non, la concurrence destructrice ne profite à personne. C'est la fiction de l'argent qui entrave, en général, l'écoulement des stocks. L'industrie deviendra un jour honnête". "Le rôle des affaires est de produire en vue de la consommation et non en vue de l'argent". "Je tiens à donner les salaires les plus élevés possibles ; cela aussi tend à abaisser le prix de revient". "Quiconque fait quelque chose mieux que les autres devrait être le seul à le faire. Il est criminel de tenter d'enlever des affaires à son voisin".

Extraits de Gustave Hervé : “*La Patrie en Danger*”

“La Patrie en Danger, c’est le nom du journal qu’il y a quarante-quatre ans, le révolutionnaire Blanqui, qui avait passé sa vie en prison pour avoir trop aimé le peuple et la République, publia dans Paris assiégé, et où chaque matin il claironnait ses appels aux armes.

Il reste dans mon parti socialiste des survivants de cette année terrible, dont Édouard Vaillant est la plus grande figure, vieux Communards qui se jetèrent dans la Commune par passion patriotique et républicaine parce qu’ils voulaient la guerre à outrance, et refusaient d’accepter la défaite.

Je serais heureux si dans les pages qui suivent ils retrouvaient quelque chose de la flamme patriotique, républicaine et socialiste de leur vieux Blanqui.

Gustave Hervé – août 1915

Samedi 1^{er} août 1914 :

Jaurès est mort !

Jaurès, notre grand Jaurès est mort !

Il a été assassiné, au moment où il revenait de tenter une suprême démarche auprès des ministres des Affaires Étrangères, en faveur de la paix !

Il a été assassiné au moment où il revenait de demander au gouvernement de supplier la Russie de faire un dernier effort de conciliation pour éviter l’horreur d’un égorgement général.

Il avait su que l’Angleterre avait fait une nouvelle proposition de médiation à la Russie et à l’Autriche. Il avait appris que la Russie l’avait déclinée. Alors, il fut épouvanté pour la France, à l’idée que l’Angleterre, qui n’est liée par aucun traité avec la Russie, ne voudrait pas la soutenir, si la Russie se montrait aussi intransigente que l’Autriche elle-même.

Il trembla de voir le concours de la flotte anglaise nous manquer brusquement, à la minute tragique où nous avons tant besoin de son aide.

Fou de douleur patriotique, il courut au quai d’Orsay pour représenter au Gouvernement que si attachée que fût la France à son alliée, quelque répugnance qu’elle eût à paraître la lâcher à l’heure du péril, il valait mieux rompre l’Alliance russe que d’engager la France dans une guerre où la Russie ne mettrait pas jusqu’au bout le bon droit de son côté.

Quels accents, il dut trouver pour dire au gouvernement : “Nous nous battons ! Le peuple socialiste se battra comme un lion s’il a la sensation qu’il vole au secours d’une Russie qui aura tout tenté pour épargner à l’humanité la honte d’une guerre européenne au 20^{ème} siècle. Ne lui infligez pas la honte, n’infligez pas la honte à notre France immortelle de l’engager dans une guerre où elle peut disparaître, sans vous assurer que son allié n’a pas commencé par se mettre lui-même au ban de l’humanité”.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Assassiné au retour d'une mission si sainte, que toutes les femmes de France, que toutes les mères de l'Europe entière lui auraient baisé les genoux si elles l'avaient connue ! Quelle plus belle mort pour le chef du Parti Socialiste, pour l'homme qui était la gloire du Parlement français et du socialisme international.

Soyez contentes, vipères, qui, depuis des années siffliez aux oreilles de tous les imbéciles que cet homme était vendu à l'Allemagne !

Mais vous, les patriotes intelligents, pleurez ! La France a perdu le meilleur et le plus grand de ses enfants !

Mais vous, les mères de France, pleurez : vos fils ont perdu celui qui, depuis dix ans, à la tête de notre Parti, a le plus lutté pour leur éviter l'horreur de la boucherie qui nous menace.

Nous, mes pauvres amis socialistes, ne pleurons pas : l'heure n'est pas aux gémissements.

Ne pleurez pas ! Et surtout étouffez pour le moment vos cris de rage et vos rugissements de colère.

Oui, vous aviez raison, mes amis, quand vous suiviez la voiture funèbre qui portait son cadavre encore chaud de crier, haletants : "Vive Jaurès ! Vive Jaurès !". Il vit. Alors, il est plus vivant que jamais.

Prêtez l'oreille. Il vous parle. Vous l'entendez ? Vous reconnaissez sa voix, vous qui l'avez entendue tant de fois dans les meetings ? Vous reconnaissez son enseignement, vous qui savez bien comment il savait concilier dans son cerveau puissant, ce que nous devons à la paix et à l'humanité, et ce que nous devons à la patrie !

Écoutez ! Écoutez ! Reconnaissez Sa voix : "Mes amis, mes enfants, la patrie est en danger.

Ils m'ont assassiné ! En voulant me venger, n'assassinez pas la Patrie !"

Samedi 1^{er} août 1914 :

Haut les cœurs !

L'Assassinat de Jaurès ne change rien à notre ligne politique.

Il travaillait, lui, à sauver la paix : c'est le premier devoir, la première mission du socialisme. Jaurès est mort en l'accomplissant, mort au champ d'honneur.

Pendant qu'il se battait pour sauver la paix, nous ici, depuis cinq jours, nous nous battions pour rappeler à notre parti que les socialistes ont un deuxième devoir aussi sacré : c'est, s'ils n'ont pu sauver la paix, de sauver au moins le pays de l'invasion !

L'armée allemande est à nos portes, menaçante !

Cette nuit la mobilisation sera commencée en France ; demain ce sera la guerre !

Jaurès est mort !

Au moins que la France, elle, ne pleure pas !

Quand la tourmente sera passée, il faut que la France républicaine tout entière dise : "Les socialistes ont lutté jusqu'à la mort de leur chef pour sauver la paix !

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Ils ont été les premiers à crier au pays : “La patrie est en danger !”

Les socialistes français ont bien mérité à la fois de l'Humanité et de la patrie !”

Dimanche 2 août 1914 :

L'âme de la Patrie.

Le char de la guerre, traîné par des chevaux emportés, roulait aux abîmes dans une course vertigineuse.

Un million et demis de socialistes français – on les avait dénombrés au champ de Mai dernier – accoururent pour se jeter à la tête du sinistre attelage.

Leur chef s'avança : c'était un bon géant, aux larges épaules, au cerveau immense et dont le cœur était assez vaste pour contenir l'humanité tout entière.

Il voulut saisir au passage les chevaux emportés, mais un fou qui était assis sur le siège se leva, les yeux Hagards, et de deux balles de revolver terrassa le bon géant, qui roula sanglant sous les roues du char maudit.

Les 1 500 000 socialistes poussèrent un hurlement de douleur, et, ce qu'on aurait jamais cru, la France entière, sans distinction de parti politique, se mit à sangloter avec eux.

Tout à coup, le spectre de la guerre se dressa devant la nation en larmes !

Aussitôt les larmes séchèrent jusqu'aux paupières des mères, des épouses et des sœurs, et un mur de plusieurs millions de poitrines viriles sortit du sol comme par enchantement, barrant la route de Dunkerque à Belfort.

Soudain, dans la nuit, on vit apparaître une forme imprécise qui portait un drapeau.

C'est Turenne, crièrent quelques camelots du roi ; voyez, il y a du blanc sur son drapeau.

C'est le maréchal Ney, s'exclamèrent quelques vieux débris du parti de l'Empire ; voyez l'aigle qui plane à sa hampe.

Non, c'est Danton, à moins que ce ne soit Hoche, protesta en chœur le gros de l'armée.

Danton ? fit avec un haussement d'épaules un jeune garde révolutionnaire : vous ne voyez pas qu'il ne montre que le rouge de son drapeau tricolore ? Danton, cela ? Mais non, c'est Jaurès.

À ce moment, une immense clameur retentit à travers les airs. De ces millions de poitrines, s'échappait un seul cri, le cri qui déjà avait retenti en 1792 à Valmy : “Vive la Nation !”

Devant le spectacle de cette union nationale, dont on n'avait jamais vu un pareil exemple, le spectre de la guerre recula épouvanté.

Mardi 4 août 1914 :

Adieu à Jaurès.

Jaurès, vous êtes heureux de ne pas assister à l'écroulement momentané de notre beau rêve de paix universelle ; vous êtes heureux de vous en être allé avant d'avoir vu l'Europe se plonger jusqu'au cou dans un bain de sang et piquer une tête dans la barbarie.

Mais je vous plains d'être parti sans avoir vu comment notre race nerveuse, enthousiaste et idéaliste, a accepté d'aller accomplir le douloureux devoir !

Vous auriez été fier de nos ouvriers socialistes, mon cher ami, si vous aviez vu avec quelle simplicité ils quittaient l'atelier au fur et à mesure qu'ils étaient touchés par leur ordre de mobilisation, et quelle sérénité ils sentent en eux depuis qu'ils ont conscience que la France a tout fait pour éviter la guerre, et qu'elle est victime de la plus brutale des agressions.

Vous auriez pleuré d'émotion de voir avec quelle gravité, exempte de forfanterie, chacun va offrir sa poitrine pour barrer la route aux von Forstener allemands et autrichiens.

Et vous auriez été attendri de voir avec quelle sublime résignation nos mères, nos femmes, nos filles, nos sœurs, supportent l'amer sacrifice.

N'est-ce pas, Jaurès, que vous nous permettez de chanter la **Marseillaise** aujourd'hui derrière votre cercueil ? N'est-ce pas que la **Marseillaise** chantée gravement, par nos bouches socialistes, à cette heure où les monarchies et les aristocraties féodales d'Autriche et d'Allemagne viennent de commettre contre l'humanité le plus lâche des attentats, n'est pas un chant basement nationaliste, mais le grand hymne révolutionnaire qu'il était en 1792 ? N'est-ce pas, que tout en gardant notre cœur et notre haine contre le peuple allemand, contre nos frères socialistes allemands, nous pouvons chanter hardiment :

Qu'un sang impur abreuve nos sillons !

N'est-ce pas, Jaurès, que votre grande voix nous ordonne de chanter aujourd'hui le sublime **Chant du Départ** ?

*La République nous appelle,
Sachons vaincre ou sachons périr !*

N'est-ce pas, Jaurès, que lorsque les nôtres la chanteront, la **Marseillaise**, en face des soldats allemands, nos frères les socialistes allemands sentiront qu'ils ne doivent pas déposer les armes, eux, avant d'avoir proclamé la République allemande !

N'est-ce pas que la République française, ce jour-là, ne doit pas empêcher la République allemande d'englober la partie allemande de l'Autriche ?

N'est-ce pas que la République allemande ainsi agrandie ne devra pas trouver mauvais que la Pologne prussienne soit détachée de l'Allemagne, soit jointe à la Pologne autrichienne et à la Pologne russe pour reconstituer la République de Pologne !

Car, n'est-ce pas, Jaurès, qu'en nous entendant chanter la Marseillaise, la Pologne sortira vivante de son tombeau ?

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

N'est-ce pas, Jaurès, vous dont le grand cœur fut sans haine, vous qui avez pardonné à votre assassin au moment même où cet aliéné vous portait le coup fatal, n'est-ce pas que j'ai raison sur toute la ligne ?

N'est-ce pas qu'il faut cimenter avec votre sang de martyr le bloc de la défense nationale, et que j'ai raison d'appeler les patriotes à venir se mêler à nos jeunes gardes révolutionnaires derrière votre cercueil ?

N'est-ce pas vrai enfin qu'aujourd'hui le drapeau tricolore porte dans ses plis glorieux les mêmes espérances qu'il portait à Valmy, et qu'aujourd'hui il vous semble aussi beau, aussi sublime que le drapeau rouge de notre Internationale !

N'est-ce pas que puisque nous avons pris les armes, il faut que ce soit pour fonder, avec l'aide de la République allemande, la République des États-Unis d'Europe.

*C'est la lutte finale,
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.*

Marx

Saint Paul et Marx

Dans les conditions présentes de prostration mentale où se trouve l'Occident, il est décisif que se lève une élite d'intellectuels vrais, décidés à rompre résolument avec la prostitution cérébrale des autorités officielles : “docteurs” académiques, écrivains, journalistes, philosophes et artistes. La tâche consiste à voir plus loin que le bout de son nez, à se retourner audacieusement contre l'état existant de décomposition générale de l'esprit civilisé, et d'indiquer nettement au peuple mondial pourquoi et comment la seule issue concevable réside dans le communisme libre, sous peine d'abandon de l'humanité sur la pente du suicide.

D'un côté, le rôle des vrais intellectuels d'aujourd'hui s'apparente à celui des apôtres, du temps de l'effondrement de l'Empire romain, époque où beaucoup pouvaient penser que l'on courrait ni plus ni moins que vers la fin du monde. Saint Paul et ses amis, au contraire, sentirent puissamment que par-delà la ruine de l'ordre antique, c'était l'occasion et l'exigence d'une promotion gigantesque de l'ordre civilisé qui se présentaient, l'avènement d'une nouvelle jeunesse pour la société humaine, ce que devint effectivement l'ordre chrétien médiéval.

D'un autre côté, il ne nous est pas possible de nous en tenir à l'exemple du christianisme primitif. Précisément, notre tâche n'est plus d'œuvrer en sorte que l'idéal civilisé sorte d'une immense crise de croissance pour le faire s'élever à un degré qualitativement supérieur. Notre tâche est “infiniment” plus grave et ambitieuse : elle consiste à nous émanciper de l'ordre civilisé lui-même dont nous vivons les tourments de sa décomposition finale. À ce titre, il ne s'agit plus du tout de travailler au perfectionnement de la vieille organisation civilisée, qui apparaît aujourd'hui comme fondamentalement “préhistorique”, dont l'horizon était borné par les rapports sociaux de l'exploitation économique et de l'oppression politique, par l'argent et les gendarmes, que l'on tenait pour des rapports “naturels” intangibles. Chose absolument “renversante” pour beaucoup, il se trouve que notre tâche est au contraire de travailler à l'édification d'un ordre “final” sans gendarmes et sans argent, et qu'il n'est finalement pas d'autre but positif et constructif que l'humanité puisse réellement se proposer de nos jours, malgré les difficultés évidentes et la durée prolongée inévitable que demandera la réalisation de ce projet.

Du même coup, les nouveaux apôtres dont l'humanité a besoin de nos jours ne peuvent être que des intellectuels qui, simultanément, doivent être conscients de travailler à l'abolition même de la position traditionnelle dominante des intellectuels sur les manuels. Saint Paul, en dernière analyse, n'était qu'un intellectuel ; les missionnaires qu'il nous faut aujourd'hui doivent être de type nouveau, on ne peut les désigner que comme des “non-intellectuels”. Tels doivent être les cadres marxistes chargés d'éduquer et d'organiser la grande armée mondiale des combattants de la cause du communisme civilisé.

Ce que désigne l'expression de “communisme civilisé” n'est rien d'autre que la société réellement humaine de l'avenir, ce que l'on concevait en quelque sorte autrefois comme l'état humain en Éden d'Adam et Ève avant la “chute”, avant que le travail soit tenu pour une punition et l'enfantement nécessairement accompagné de douleurs. Les croyants

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

d'autrefois – en est-il encore, en effet, en Occident ! – auraient inévitablement tenu le projet du communisme civilisé comme l'expression même de l'“orgueil” diabolique et du “matérialisme” judaïque. Nous avouons que l'horizon actuel ne peut plus être l'horizon “préhistorique” de la civilisation. Néanmoins, en quoi notre cause présente, qui se reconnaît dans le rêve d'autrefois de “rétablir l'innocence primitive”, est-elle si satanique ? Adam, au Paradis terrestre, n'avait nullement la prétention de se considérer comme l'égal de Dieu. On peut très bien se proposer sérieusement de “laver l'homme du péché originel”, mystère qui n'est que celui des limites historiques de l'ordre civilisé, et revendiquer que nous sommes les véritables héritiers du spiritualisme civilisé, ceux qui, en ce sens, forment le vrai “Parti de Dieu” que les musulmans nomment Hezbollah.

Barbarie scientifique et Communisme civilisé

Il n'y a qu'un seul et unique problème depuis 150 ans : c'est celui de la crise de la civilisation. Cette crise est générale et chronique, et elle embrasse l'ensemble de l'humanité et de la planète. Elle est la tâche d'un seul peuple mondial et que lui seul peut résoudre.

La civilisation a connu 25 siècles de développement. En Occident, cela a commencé par le "miracle grec" (550 A.C.) en Méditerranée orientale ; et cela s'acheva en Occident atlantique avec le triomphe des "droits de l'homme" (1850 P.C.).

Immédiatement après le parachèvement de l'ordre civilisé, dans la première moitié du 19^{ème} siècle, œuvre spécifique de la civilisation Moderne "européenne" (ce terme englobe alors l'Union américaine), ce même ordre civilisé parut au bout de son latin. Le triomphe des droits de l'homme semblait apporter la solution définitive du "bonheur commun", celui de l'individu et du genre humain, la liberté et le bien-être. Or, aussitôt après, les maîtres de l'ordre civilisé virent se dresser devant eux un immense et effrayant défi, qu'ils avaient patiemment forgé sans jamais s'en être doutés, défi qui les laissait pétrifiés en même temps qu'il les rendait affolés à l'extrême.

Le défi tout à fait pratique, et non plus seulement théorique comme il s'exprimait auparavant, qui fut lancé à l'ordre civilisé dès 1840 était le suivant : la civilisation qui avait été constamment dirigée par une mince minorité d'intellectuels et d'exploiteurs, en définitive, avait, par son perfectionnement, accumulé les conditions préalables complètes pour que l'immense masse du peuple, les manuels et les exploités, se proposent le nouvel objectif de leur émancipation générale. C'est la civilisation elle-même qui avait forgé à son insu le besoin et les moyens de cette nouvelle perspective. Mais, en même temps, l'horizon nouveau qui s'ouvrait à l'humanité dévoilait brutalement le côté purement transitoire et contradictoire, étroitement "préhistorique", de l'ensemble de la phase civilisée écoulée. Et aux yeux de toute une fraction de la classe dominante la nécessité qui s'imposait à présent de tourner la page de la civilisation apparaissait nécessairement comme une pure et simple éventualité de "fin du monde". Du côté de la masse du peuple, lui aussi pétri par la civilisation, la perspective d'un ordre supérieur devant se substituer à la civilisation se présentait inévitablement de la façon la plus trouble.

En fait, Marx lui-même, le seul qui parvint à débrouiller fondamentalement les fils de la situation nouvelle, ne parvint qu'à la suite d'un effort acharné à préciser l'enjeu réel. En définitive, l'épuisement civilisé signifiait deux choses : l'émancipation de la masse populaire, des manuels et des exploités, c'était d'un côté la nécessité d'un "néo-communisme", c'est-à-dire la résurrection relative de l'ordre qui avait précédé celui de la civilisation, celui de la société primitive, avec sa solidarité essentielle ; de l'autre côté, le néo-communisme à présent possible et nécessaire devait être nourri de tout l'héritage civilisé : la spiritualité et la science, la liberté et l'abondance, l'individualisme et l'universalisme. Ainsi était fixée la nature et le but de la nouvelle phase historique post-civilisée : le Communisme Civilisé. Il était en même temps évident, le peuple et la classe

dominante étant ensemble handicapés à tous points de vue par les vestiges de la civilisation préhistorique, que le communisme civilisé (ou libre) devait être envisagé comme un processus, et non comme un état qu'il aurait été possible de simplement "proclamer" officiellement. Une période de transition prolongée était inévitablement à envisager, qu'on vint à nommer "phase inférieure du communisme" ou "socialisme", période en quelque sorte de "despotisme éclairé" du peuple dominant sur l'ex-minorité dirigeante renversée. Plus précisément, c'est du point de vue du "salarariat conscient" qu'on devait concevoir le régime transitoire de despotisme populaire éclairé, le salariat étant le pôle social antérieur se trouvant directement porté à exiger la perspective du communisme civilisé, et sa conscience lui venant nécessairement d'individualités dominantes antérieures dissidentes, d'intellectuels et d'exploiteurs isolés assez distingués pour ne pas se cramponner au caractère exclusivement "préhistorique", c'est-à-dire désormais périmé, de la civilisation.

Mais un regroupement adverse, assimilant le communisme civilisé avec une "fin du monde" absolue et non pas seulement avec la fin de la préhistoire humaine, se constituait encore plus vite ! Le caractère essentiel de ce camp déclarant la guerre à l'avenir, camp qui se nomma immédiatement "Parti de l'Ordre" (le premier journal portant pour titre "*L'Ordre*" parut en 1836, le second en 1844), c'est qu'il se mobilisait en tant que défenseur de la civilisation menacée. En fait, sans que ce soit clair pour les gens d'"ordre" eux-mêmes, c'était strictement le côté préhistorique de la civilisation qui était effectivement "menacé", et cela était au fond à la gloire de la civilisation en tant qu'elle avait été positivement civilisatrice, c'est-à-dire une étape progressive et révolutionnaire de l'histoire humaine. La cristallisation du Parti de l'Ordre au nom de la défense de la civilisation, traînait évidemment avec elle des manuels et des exploités idéologiquement arriérés, dévoyés de ce côté. La crise de la civilisation une fois déclarée, elle ne pouvait que s'approfondir, s'aiguiser, et cela par des "bonds" dramatiques ou "vagues" successives manifestées par les guerres civiles et les dictatures totalitaires, les guerres mondiales et le vandalisme colonial.

Avec l'aggravation par à-coups violents de la crise civilisée, il fut progressivement mis en lumière que le Parti de l'Ordre, dans sa défense de l'aspect purement préhistorique de la civilisation, se trouvait conduit, bon gré mal gré, à gérer une mondialisation croissante économique et politique en même temps qu'un individualisme intensifié, intellectuel et moral. Les nécessités historiques ne se laissent pas, en effet, annuler, anéantir, du fait que ceux qui sont interpellés font l'autruche. Comment revenir sur le marché mondial, le libre-examen, la nation moderne reposant sur le parlementarisme, le déchaînement complet de la science, tout cela inauguré dès le 16^{ème} siècle ! On peut seulement donner à ces forces irrésistiblement mises en mouvement une direction perverse, manichéenne, destructrice, suicidaire, et rendre plus difficile et douloureuse la métamorphose incontournable de l'ordre périmé depuis l'origine de la "crispation" de ses chefs. Ce qui apparaît finalement, c'est que plus la crise civilisée s'enkyste, laissant la domination du Parti de l'Ordre, plus apparaît que ce parti développe de façon monstrueuse les aspects purement préhistoriques de la civilisation, l'oppression politique et l'exploitation économique comme purs despotisme et parasitisme, en donnant à ceux-ci la forme de plus en plus évidente de ce qui constituait également le côté strictement préhistorique du communisme de la société primitive, la forme grégaire, "ethnique", totalitaire et malthusienne (culte de la pénurie),

avec les formes de consciences correspondantes du fétichisme et de l'occultisme. C'est ainsi que l'époque contemporaine, de crise générale de l'Ordre civilisé, met aux prises deux partis : le peuple mondial unique combattant pour le communisme civilisé, et le Parti de l'Ordre mondial s'obstinant à "perfectionner" le régime établi dans le sens d'une Barbarie scientifique. L'enjeu objectif de tous les combats de la terre, c'est de renverser la néo-barbarie, processus de renversement qui est celui-là même de l'avènement du néo-communisme. Chaque bord s'appuie sur l'aspect inverse, net et clair, tout à la fois de la phase primitive et de la phase civilisée de l'histoire de l'humanité. Tel est le fil conducteur qui, seul, peut guider chacune de nos pensées et de nos actions.

Ce fut bien l'épanouissement complet de l'ordre civilisé qui a élaboré le besoin et forgé le moyen d'un ordre ultérieur nécessairement sans argent et sans armes !

Même si l'élite bourgeoise libérale avait pu réellement prendre la direction de l'opération de métamorphose de la Civilisation en Communisme libre, c'était à une énième révolution civilisée qu'il fallait s'attendre, n'épargnant pas plus que les précédentes le sang et les larmes. Mais il s'agissait de tout autre chose cette fois ! ni plus ni moins que prolonger la civilisation en la renversant, assurer son immortalité en l'enterrant ! Dans cette perspective, le fameux "critère" de la "violence révolutionnaire", sans cesse allégué par le marxisme sectaire, devient tout à fait accessoire ; d'autant plus que le communisme, par essence, combat même les "révolutions" comme des phénomènes réellement préhistoriques à abolir. Pour cela, l'élite bourgeoise, républicains radicaux et socialistes romantiques réunis, ne possédait pas véritablement l'instrument intellectuel qui était requis. De plus, ces deux phalanges étaient au fond séparées par un abîme immense. Les républicains radicaux apportaient le sens de l'action mais en réduisant à l'extrême la portée de l'entreprise communiste vue comme une simple aspiration du "4^{ème} État" venant après celle du tiers-état, un dernier coup de collier venant en renfort de 1793, et qui se résolvait en une pure conspiration de Carbonari chez les militaires ou un coup de main décisif opéré par des étudiants blanquistes. Les socialistes romantiques apportaient la pensée et sentaient bien que l'enjeu était hors de comparaison avec 1793 et même avec les grands effondrements prolongés qui s'étaient produits à la fin de l'antiquité et à la fin du moyen-âge : mais, pour cela même, ils étaient persuadés que le moyen infailible d'embrayer sur le communisme libre était la persuasion rationnelle des autorités sociales en place, façon Leroux, ou bien la valeur démonstrative d'expériences d'Icaries à la Cabet, en marge de l'ordre existant. Il était dit que le mouvement pour le communisme, c'est-à-dire pour l'abolition de la civilisation qui ne pouvait plus apparaître désormais que comme une phase préhistorique du développement de l'humanité, ce mouvement devant enfin apporter le règne des manuels et des exploités, devait se donner à lui-même sa propre direction intellectuelle. L'élite bourgeoise libérale avait naturellement sa place réservée dans l'avant-garde communiste à constituer, trouvant là, en même temps que l'explication de ses insuffisances antérieures, la raison de l'échec de ses propres aspirations.

Le Communisme, la Famille et l'État

Le nœud de la question sociale, en Occident, est la question civile, c'est-à-dire la question de la Famille prise au sens large de la relation des ménages à l'entreprise, et finalement la relation du salarié au capitaliste au sein même de l'entreprise. Toute notre histoire, depuis 150 ans, prouve surabondamment ce fait. Encore faut-il bien préciser que ceci est le fruit de l'analyse théorique, et donc ne s'applique rigoureusement qu'à une situation occidentale "typique". Une telle situation ne se trouve jamais que dans le seul pays d'Occident qui se trouve occuper la position transitoire de superpuissance hégémonique et, à la rigueur chez la puissance rivale occidentale qui ne manque pas de se dresser. Ici, la question politique ne se présente que sous la forme négative nécessaire du défaitisme révolutionnaire, de l'anti-militarisme.

Dès que l'on s'écarte de cette situation typique, l'élément inverse de la question sociale, l'élément politique, celui de l'État pris au sens large de la relation de la Nation au Gouvernement, et finalement la relation du Législatif à l'Exécutif (de l'élu au nommé) au sein du Gouvernement, commence à interférer de façon de plus en plus puissante avec la question civile. Par exemple, des pays pourtant "occidentaux" comme l'Espagne ou la Belgique, et bien qu'ils parvinrent à se doter d'un empire colonial, ne parvinrent pas à se dépêtrer de la question politique, de l'État et du Gouvernement : l'Espagne ne parvint pas à se constituer en État moderne et souverain du fait qu'elle venait de "trop loin", héritant de sa puissance du moyen-âge ; la Belgique ne parvint pas à se constituer en État moderne et souverain du fait qu'elle venait "trop tard" à l'indépendance, en 1830.

À l'inverse donc, au Sud (Tiers-Monde), la question sociale trouve son nœud dans la question politique. Mais là encore, ceci ne s'applique qu'à une situation "typique". Une telle situation ne se trouve jamais que chez un peuple sortant absolument vierge de la société primitive, dépourvu complètement de toute trace d'organisation en État, ne serait-ce qu'au titre des échanges avec un État civilisé, de colonie proprement dite d'un tel État, ou de protectorat. Peu nombreux sont les peuples, depuis l'antiquité, en Orient ou en Occident, qui ne furent point du tout "frottés" par des influences civilisées quelconques que celles-ci fussent esclavagistes, féodales ou capitalistes. Ici la question civile ne se présente que sous la forme négative nécessaire du rejet des échanges usuraires du commerce international, et de priorité donnée à l'auto-subsistance communautaire.

Dès que l'on s'écarte de cette situation typique, où la constitution politique en Cité civilisée au sens le plus élémentaire l'emporte sur tout, l'élément inverse de la question sociale, celui de la propriété privée et des classes, de la promotion des rapports civils, commence à interférer avec la question politique de façon de plus en plus puissante. Par exemple, des pays comme les États-Unis et le Japon, bien qu'ils eurent un développement industriel accéléré et des luttes ouvrières très vives, ne parvinrent pas à se dépêtrer de la

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

question civile, celle de la Famille et de l'Entreprise. Les États-Unis (1865), dévoyés par la “ruée vers l'or” et en fait conquis par l'esclavagisme sudiste, formèrent une société civile dominée par des gangs d'aventuriers sans foi ni loi. Le Japon (1868) forma une société civile dont une aristocratie de clans d'adjudants des affaires domina le pays.

À ce propos il faut bien noter que les premières expériences “réussies” de communisme, en Russie et en Chine, se produisirent dans les contrées où les deux aspects de la question sociale, l'aspect civil ou de la Famille et l'aspect politique ou de l'État, étaient extraordinairement entremêlés. L'on avait là deux vieux Empires au long passé civilisé, dotés d'un long héritage de puissance politique, eux-mêmes travaillés à l'intérieur par de graves problèmes “multinationaux” qui englobaient des populations restées en l'état quasi-primitif ; et ces puissances furent amenées plus ou moins à s'emparer de l'arme intellectuelle du marxisme pour préserver leur souveraineté menacée par l'impérialisme occidental, en même temps qu'elles avaient à assimiler le développement politique de la civilisation moderne, c'est-à-dire le développement politique “national” de la société bourgeoise. On voit par-là que l'expérience du communisme en Russie et en Chine dût relativement reléguer au second plan l'aspect civil, Familial, de la question sociale tel que doit l'envisager le communisme civilisé, alors même que cet aspect doit pouvoir être élevé au premier rang pour qu'on puisse en venir à parler d'édification proprement dite du communisme. D'où toutes les difficultés rencontrées par les entreprises russe et chinoise, et les déviations auxquelles elles ont pu donner prise.

Mais le communisme civilisé doit triompher en tenant compte de la réalité concrète du monde, et non pas espérer être fonction de situations typiques théoriques ! Dans l'Occident “très-riche”, si la question sociale civile se trouve nettement à la base, les difficultés n'y manquent pas non plus ! Précisément elles viennent de la puissance politique des pays concernés, qui démoralise et corrompt le mouvement communiste. Dans le Tiers-Monde “très-pauvre”, la question politique est prioritaire, ce qui doit également “radicaliser” la lutte pour le communisme civilisé théoriquement par le biais de la motivation “patriotique” aiguë ; en pratique, les difficultés sont immenses, du fait de l'impuissance civile, économique, des peuples concernés, qui désarme et égare le mouvement communiste.

Rien ne sert donc à esquiver le fait que le communisme ne peut s'établir nulle part sans que soient affrontées d'énormes difficultés, en recherchant une situation objective “typique” absolue qui ne peut exister nulle part, et en fabriquant des théories ad hoc faisant fonction de recette révolutionnaire. Ce sont les mêmes pseudo-révolutionnaires petit-bourgeois, notons-le bien, qui ont donné dans des travers de ce genre, en des sens complètement opposés : on a posé d'abord que le communisme ne pouvait s'établir que dans un pays très développé ; ensuite qu'il ne pouvait naître que dans un pays arriéré ! D'où le trotskisme condamnant la révolution russe sans l'Allemagne, puis se lançant à corps perdu dans le “guévarisme” qui “exporte” la révolution à l'envers, chez les Indiens d'Amérique...

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Moralité : Le communisme civilisé s'impose partout, au monde entier qui forme un système unique à tout point de vue ; la lutte, toujours internationale par essence et dans sa finalité, doit se mener en chaque endroit et en permanence ; les communistes, s'ils veulent avancer vers la victoire, doivent seulement articuler convenablement les facteurs civil et politique, selon la région où ils se trouvent et l'étape du combat.

Non !

Nous ne sommes pas représentés !

Depuis 150 ans, la fraction française du peuple mondial devient la victime toujours plus désarmée du régime dominant de la Nouvelle Barbarie. Elle est le jouet toujours plus impuissant du capitalisme parasitaire et de la démocratie dictatoriale.

Ce n'est pas que la résistance à la crise générale de l'ordre civilisé ait fait défaut, au contraire : le mouvement pour sauver l'héritage civilisé, associé au but de l'émancipation du travail, fut repris sans relâche, à commencer par les Quarantuitards pour se poursuivre avec les Communards, les premiers Socialistes et enfin les premiers Communistes.

Cependant, au total, il semble que plus la cause du travail précisait théoriquement son objectif, moins elle devenait pratiquement agissante. C'est ainsi qu'aujourd'hui le mouvement pour la République Sociale Universelle semble quasiment anéanti, orphelin idéologiquement et dépouillé de toute organisation.

Il s'agit donc pour nous, en quelque sorte, de reprendre à zéro la Question Sociale correspondante. Ceci évoque une situation qui fait date dans notre histoire militante : celle de la publication du célèbre "Manifeste des Soixante", en février 1864.

Quelles étaient les circonstances qui amenèrent cet acte décisif d'une poignée de salariés parisiens ?

Quinze ans auparavant, en 1848-1849, la première révolution du drapeau rouge avait été sauvagement écrasée par la nouvelle féodalité financière prenant sous son aile la vieille aristocratie terrienne. Ce fut donc la double défaite de la démocratie socialiste à Paris et du patriotisme internationaliste à Vienne.

En France, le régime du despotisme militaire instauré depuis Juin 1848 connut un premier ébranlement en 1857, l'année du "Krach" boursier autrichien, avec l'entrée au Corps Législatif du "Groupe des Cinq". Cette insinuation d'une opposition respectueuse et "assermentée" dans le système du dictateur Napoléon III n'était rien d'autre qu'une offensive de revenants de la République de l'état de siège de 1848, dont Jules Favre, le futur héros de la "3^{ème} République versaillaise".

Un nouveau coup fut porté à la dynastie régnante par le Traité de Commerce de 1860. Dans l'atmosphère nouvelle du prétendu "Empire libéral", l'Exposition Universelle de Londres de 1862 vit se rencontrer des délégués ouvriers français au pays du Chartisme et des réfugiés de 1848. L'événement se produisait en plein réveil salarial, que manifestait la grève parisienne des typographes.

En juin 1863, les républicains de sa majesté à la Jules Favre, groupés autour du journal *Le Siècle*, se voient contrés par une autre bande, qui affiche un "socialisme" de comédie, équipe de "saint-simoniens" d'alcôve impériale qui est menée par le "prince rouge" Jérôme Napoléon, dit Plon-Plon, et a pour organe *L'Opinion Nationale*.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Le nouveau clan “oppositionnel” à l'Empire jette alors dans les jambes de ses rivaux des “candidatures ouvrières”, en prévision des élections complémentaires de 1864. C'est ainsi que parut le “Manifeste des Soixante” en février 1864. Le manifeste, rédigé par le démocrate Henri Lefort, ami de Marx, au nom de 60 ouvriers parisiens, allait finalement se retourner contre ses promoteurs, et irréversiblement fausser le jeu des clans de “gauche” jouant aux républicains ou aux socialistes.

Cette même année 1864, en effet, en septembre à Londres, était lancée la 1^{ère} Internationale (A.I.T.), à l'occasion d'un congrès en faveur de la Pologne opprimée. Alors le drapeau rouge, surgi 15 ans plus tôt dans l'action, rencontrait la pensée qu'il recherchait pour se soutenir, celle de Marx et Engels.

Quoiqu'il en soit, à l'échelle française, le Manifeste des Soixante, rompant avec les diversions des clans de “gauche” de politiciens face au despotisme militaire dominant, devait mener 7 ans plus tard, le 18 Mars 1871, à la proclamation du premier gouvernement ouvrier du monde, la Commune de Paris. Ici, le drapeau rouge, apparu sur les barricades de 1848, se maintint 72 jours au sommet de l'Hôtel de Ville d'une grande capitale du monde civilisé.

Le Manifeste des Soixante, dès sa parution, prit à contre-pied la gauche impérialiste, qui entra dans une rage révélatrice.

Perfide comme à son habitude, la Gauche se trouva immédiatement 80 “ouvriers” pour signer un contre-manifeste. Bien que ce texte et ses prête-noms soient tombés dans les oubliettes de l'histoire, il nous faut exhumer de quoi il retournait. Hautains et roués à souhait, ces Messieurs du contre-manifeste menaçaient :

- Les Soixante “n'expriment que l'opinion d'un petit nombre” ;
- Dans la lutte qui se développe contre l'Empire, il faut considérer que “depuis 1789, il n'y a plus que des citoyens” ; présenter des candidatures ouvrières reviendrait à abolir les “principes” de la Grande Révolution, consisterait à restaurer une conception corporative, de “castes” ; “nous n'avons pas détruit les privilèges en haut pour les rétablir en bas” ;
- “Lorsqu'on veut tout résoudre à la fois, on trouble son pays, on l'inquiète, on le jette dans les bras de la dictature” : poser des candidatures ouvrières, c'est “soulever mal à propos une question sociale, alors qu'il ne s'agit que d'une question politique” ;
- Bref, “les candidatures ouvrières n'aboutiraient qu'à diviser” ; “restons unis, repoussons énergiquement tout ce qui pourrait nous diviser”, en soutenant exclusivement les candidats de la Gauche !

On le voit, l'engeance des politiciens de Gauche, “Montagnards” en 1848, “républicains” en 1864, reste égale à elle-même : une coterie de pêcheurs en eau trouble, un essaim de frelons ultra-“respectables” qui spéculent sur le mouvement populaire. C'est cette même race maudite que nous avons retrouvée en Mai 1968, n'hésitant pas à déverser des saletés du genre : “Cohn-Bendit juif-allemand” ; les étudiants sont des “fils de bourgeois” associés à des “casseurs”, manipulés par un “chef d'orchestre international”. Hâtons-nous de tirer la leçon, grand dieu ! À notre tour de crier : “plus jamais ça !”, plus jamais de ces voyous

politiques à vocation de kapos du salariat ! Vomissons une fois pour toutes ce qui peut réincarner des Mendès France ou des Georges Séguy !

Reprenons tout au contraire, l'esprit fier et audacieux du Manifeste des Soixante, nourri de l'expérience accumulée, adapté aux conditions présentes :

Manifeste

“Non ! nous ne sommes pas représentés ! La classe la plus nombreuse, le travail manuel n'est pas représenté”. Tel est le cri des salariés qui domine et résume le Manifeste des Soixante.

“On nous dit qu'il n'y a plus de classes. Nous qui n'avons d'autre propriété que nos bras, nous affirmons que l'égalité écrite dans la loi est à réaliser dans les faits. Il nous reste à nous émanciper socialement.”

“Les infirmités de la nature laisseront toujours à l'assistance un vaste champ pour s'exercer. Mais la maladie, le salaire insuffisant, le chômage, le travail des femmes et des enfants amenant la destruction de la famille ; bref, la misère imméritée, peut disparaître et elle disparaîtra. Nous repoussons l'aumône, nous voulons la justice.”

“Nous qui avons le droit de nommer des députés, nous vivons sous des lois exceptionnelles. Faute de pouvoir nous réunir, nous associer librement, nous sommes impuissants. Ne pouvant résister par la liberté et la solidarité, nous entendons pour défendre le salaire, nous assurer contre le chômage, nous subissons la domination du capital.”

“Par l'effort poursuivi en matière d'organisation du crédit, en organisant l'instruction professionnelle, nos rêves se réaliseront : il n'y aura plus ni patrons ni ouvriers, ni bourgeois ni prolétaires.”

“Vous ne connaissez pas les ouvriers en nous supposant un culte de l'esprit d'antagonisme, de la grève, qui épuisent leurs forces et où les adversaires ne trouvent en définitive que la misère pour les uns et la ruine pour les autres. Les ouvriers veulent marcher à la conquête de leurs droits avec énergie et persistance, mais pacifiquement.”

“Nous ne disons pas : l'ouvrier est Rien, il doit être Tout. Avec la même ardeur que la bourgeoisie démocratique, nous voulons le suffrage universel dégagé de toute entrave, les libertés de presse et de réunion régies par le droit commun, etc. Parce que nous y sommes plus intéressés, nous sommes seulement ceux qui voulons plus énergiquement la vraie démocratie. Sans nous, la bourgeoisie démocratique ne peut rien asseoir de solide ; sans elle, l'émancipation du salariat démocratique peut être longtemps retardée. Unissons-nous !”

En résumé :

“Les députés actuels, qui se disent nommés par tous et représentants de tous, ne parlent qu'au nom de la minorité : industriels, commerçants, militaires, journalistes. Bien que sans moyens ni fortune ni relations, il y a nécessité de candidatures et d'un groupe de députés salariés au Parlement.”

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

“Il y a encore plus nécessité de syndicats libres de salariés ; non pas de syndicats mixtes, sortes de Prud’hommes professionnels qui nous donneraient un tribunal où nous juger, mais de syndicats composés exclusivement de salariés, élus au suffrage universel formant, face à la Chambre de Commerce, une Chambre de Travail.”

“Nous ne haïssons pas les hommes, mais nous voulons changer les choses.”

1789 et 1936

Depuis 150 ans, le monde occidental, ce que l'on appelle mensongèrement les “pays riches”, est tourmenté par un seul et unique problème fondamental qui est celui de la Question Sociale. Cette question, toujours lancinante et paraissant toujours insoluble, avait surgi au premier plan en 1848, en même temps que le drapeau rouge du salariat, avec le mot d'ordre du “droit au travail”.

La bourgeoisie moderne légittima sa position dans la direction sociale par une lutte de 350 ans (1500-1850) qui fut couronnée par la publication des “Droits de l'Homme” en août 1789. Il reste au salariat à légitimer sa position dans la direction sociale en se montrant apte à faire triompher le “Droit au Travail”. C'est pourquoi il est du plus grand intérêt de comparer les comportements respectifs des chefs de la bourgeoisie et des chefs du salariat. À ce titre, le meilleur enseignement peut être tiré en examinant parallèlement les événements de 1789 et ceux de 1936.

1789

La Révolution de 1789 se décida en l'espace d'un mois et demi, entre le 5 mai 1789, date d'ouverture des États-Généraux, et le 20 juin 1789, date du serment du Jeu de Paume. Entre ces deux dates, en effet, se produisit un renversement décisif de la situation : début mai, les députés du Tiers-état se présentaient en humbles solliciteurs devant tout l'appareil intact de la monarchie absolue ; fin juin, ils se dressaient fièrement comme la représentation populaire fondamentale, à partir de laquelle on devait nécessairement procéder à une refonte générale de l'ordre politique, édifier le nouveau système de la monarchie constitutionnelle, représentative.

La crise de la monarchie de droit divin remontait évidemment bien au-delà de la convocation des États-Généraux en mai 89. La cause dernière de la Révolution était même que la France, pourtant patrie de Jean Calvin, avait “loupé” sa Réforme au 16^{ème} siècle et, partant, sa transformation décidée en nation moderne. L'échec de la Réforme en France fut marqué par la formation de la Sainte Ligue contre la France par le pape Jules II (1511) ; la domination des Guise à la mort de François I^{er} (1547) ; le massacre des protestants à la Saint Barthélemy (1572) ; l'assassinat de Henri IV par les Jésuites (1610). La faiblesse de la bourgeoisie française la condamnait à être prise dans l'étau d'un système où une masse de métayers obtus était tenue en bride par une dictature royale. D'où la forme boiteuse adoptée par l'État moderne français, que caractérise le “gallicanisme” ; d'où encore la coloration typiquement “paysanne” des économistes français, de Boisguillebert à François Quesnay, forme contrebalancée par le “dirigisme” mercantiliste, de Barthélemy Laffemas au “colbertisme”. Le retard français dans la modernisation du pays eut l'avantage de faire de la France le lieu de la dernière révolution bourgeoise, la plus radicale, celle qui en formula les principes achevés dans sa Déclaration des Droits, au nom du Déisme pur. Ainsi vit-on s'instaurer, en septembre 1792, la République française, qui résuma en elle toutes

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

les expériences antérieures : La Fraternité de la République de Genève de Calvin (1541), la Liberté de la République batave de Guillaume d'Orange (1579), et l'Égalité de la République anglaise de Cromwell (1650). La révolution française fut conduite, avec Robespierre, à pousser jusqu'à ses dernières conséquences la lutte contre toutes les formes de l'absolutisme féodal ; de plus, elle fut amenée, avec Napoléon Bonaparte, à élever le combat récemment livré par la République américaine de Jefferson (1776) contre l'hégémonisme bourgeois de l'Angleterre au niveau d'une véritable croisade mondiale.

La cause "prochaine", immédiate, de la révolution française, ce fut la crise financière insoluble déclarée après les guerres étrangères et les "dragonnades" intérieures contre les Camisards, saignant le régime du Roi Soleil (1715). Cette crise éclata immédiatement par la banqueroute de Law et ses "mississippiens" (1720). Louis XV dit "Après nous le déluge". Dès l'avènement de Louis XVI (1774), la "guerre des farines" prend des proportions menaçantes ; la crise commerciale et industrielle de 1787 propulse la crise financière à un état aigu, de sorte que fin 1788, les insurrections paysannes amorcées en 1750 se reproduisent à un niveau ultime, faisant des provinces un brasier, tandis que des troubles plébéiens surviennent dans plusieurs villes. Le Trésor est à sec ; à l'Assemblée des notables, convoquée en janvier 1787, la noblesse se refuse à payer, et le roi se trouve acculé à convoquer les États-Généraux en août 1788 pour mai 1789. Les élections de députés et la rédaction des cahiers de "doléances" se déroulent dans une atmosphère d'intense fermentation sociale.

Mais la monarchie, à bout d'expédients, n'entend précisément que recevoir les "doléances" des "États" et faire voter les "subsides", c'est-à-dire entretenir à tout prix le vieux système qui s'enfonce dans son aveuglement. Les États-Généraux doivent être inaugurés par des "prières publiques" pour la clique de dégénérés qui pillent le pays ; on doit s'y rendre "par déférence au désir de sa majesté" ; ils doivent se tenir à la manière du "roi séant en son lit de justice", chacun étant, comme devant "appelé à parler au roi à genoux" avant d'être "sommé de se retirer de sa présence à reculons". Les "lettres de cachet" menacent tout protestataire, de quelque "rang" que ce soit. D'ailleurs, les États sont convoqués dans le cadre de paroisses et baillages en lesquels le roi répartit "ses" peuples. Ces États, assemblés par le "bon plaisir" du monarque, doivent "naturellement" se répartir en trois chambres séparées délibérément par "Ordres" : les ordres "privilégiés" d'un côté, bénéficiant de toutes les "exemptions" fiscales désirables, et l'ordre des roturiers de l'autre, vache à lait des impôts et des emprunts. Six mois avant les États-Généraux cependant, par l'"arrêt royal" du 27 décembre 1788, Necker a fait accorder le "doublement du tiers", c'est-à-dire l'adoption de la règle selon laquelle le Tiers aurait autant de députés que les deux ordres privilégiés réunis. C'est l'ultime "sacrifice" que peut faire le régime aux abois, tolérer une "égalité" individuelle et théorique, contenue dans l'inégalité pratique du vote "par ordre", que l'on espère consolider par ce tour de passe-passe. Pourvu qu'on fasse cracher les "subsides", toutes les audaces de forme sont permises ! C'est la morale de tous les régimes à l'agonie : accorder tout ce qui peut être repris une fois l'orage passé. Ce qu'il est tout à fait hors de question d'admettre, alors, et qui paraît même inconcevable à tous en un premier temps, c'est que se substitue à l'égalité qualitative des Ordres dans le cadre des États-Généraux, une égalité quantitative du vote "par têtes" au sein d'une Assemblée Nationale.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Les députés du Tiers-état aux États-Généraux n'étaient nullement "révolutionnaires". La plupart étaient riches, notables, avocats, négociants, hommes d'ordre. N'eut été l'impasse objective de la situation et la provocation "jusqu'aboutiste" des privilégiés irréductibles, nous n'aurions jamais eu la Grande Révolution. Personne ne soupçonnait l'abolition ultérieure de la monarchie, et beaucoup persistaient à déclarer : Le roi est bon, mais il a de mauvais ministres. La majorité des députés roturiers parlait simplement de lutter contre les "abus" et de "rétablir le peuple dans ses droits". Mais les choses prirent une autre tournure et aboutirent à la ruine définitive d'un régime qu'on se plaisait frauduleusement à dire exister depuis "14 siècles", depuis Clovis (500) ! C'est que face à l'épreuve, une phalange solide de députés populaires sut déployer le drapeau bourgeois tissé par 500 ans de combats depuis Étienne Marcel (1350).

En janvier 1789, l'abbé Sieyès, appartenant à l'ordre du Clergé, publia anonymement "Qu'est-ce que le Tiers-état ?". On y lit :

"Qu'est-ce que le Tiers-état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent ? Rien. Que demande-t-il ? À devenir quelque chose.

"– Mais, dira-t-on, ce sont là des choses impraticables pour le temps. Je ne me charge point de les pratiquer, mon rôle consiste à présenter la vérité.

"– Les esprits, dites-vous, ne sont pas encore disposés à vous entendre, vous allez choquer beaucoup de monde. Il le faut : la vérité la plus utile à publier n'est pas celle dont on était déjà voisin".

Un dialogue célèbre vient compléter le discours décisif qui précède :

"– Malouet : Auriez-vous donc le dessein de détruire la noblesse ?

– Sieyès : Oui, certainement.

– Malouet : Et vos moyens ?

– Sieyès : Nous en trouverons ! Ce que nous ne pourrons pas faire, nos successeurs l'exécuteront".

À l'ouverture des États-Généraux, le roi parle du ton hautain traditionnel. Il blâme "l'esprit d'innovation" et déclare que les ordres "supérieurs" sont disposés à accorder au Tiers, à titre d'aumône, l'égalité de l'impôt.

Devant l'hypocrisie, les subterfuges et la morgue menaçante de la camarilla d'Ancien Régime, les chefs du Tiers ripostent par la franchise et la fermeté. De jeunes nobles enthousiastes entraînent les roturiers dans une attitude de vigueur. Le 10 juin, Sieyès déclare : "Coupons le câble, il est temps". Le 17 juin, l'Ordre du Tiers-état se proclame unilatéralement "Assemblée Nationale".

La clique des courtisans fait venir des mercenaires étrangers pour assiéger la jeune Assemblée. Celle-ci, au lieu de céder, se galvanise, déclare "ne pas se croire assez libre pour délibérer". Sous la présidence de Bailly, c'est, le 20 juin, l'historique serment du Jeu de Paume : l'engagement solennel des députés de ne point se séparer avant d'avoir donné une Constitution au pays. Ce coup de force intolérable de la bourgeoisie, qui "somme" les ordres privilégiés de se réunir à son Assemblée et, par suite, d'accréditer la règle irréversible du vote "par tête", déclenche la réaction féodale.

Le 23 juin est le jour de la cruciale Séance Royale, véritable déclaration de guerre à l'Assemblée, face aux défections du bas-clergé et des petits nobles ralliés à la roture. C'est

l'habituel double-jeu des réactionnaires incorrigibles. D'abord, le monarque "accorde", "consent" tout ce qu'on veut, et multiplie même "généreusement" les concessions de détail, tous les aménagements possibles portant sur des brouilles, telles les lettres de cachet et la corvée, afin d'en imposer, embrouiller, diviser, et finalement ne rien céder d'essentiel, d'irréversible. Malouet conseille le roi : "Il ne faut pas attendre que les États-Généraux vous ordonnent, il faut vous hâter d'offrir tout ce que de bons esprits peuvent désirer de raisonnable". Et le "souverain" Louis Capet y va de son radotage doucereux : j'ai tout fait "pour le bien de mes peuples" ; aux députés : "je vous ai rassemblé..., je me dois de faire cesser les funestes divisions", etc. Ensuite, ce sont les injonctions insolentes : "le roi veut", "le roi déclare nulles et illégales" les décisions du Tiers-état. Le roi, ayant dénoncé toutes les décisions de l'Assemblée, se déclare seul juge des réformes à opérer ; il maintient expressément "l'institution de l'armée" qui exclue les roturiers des grades. Enfin, le despote ordonne : "je vous ordonne de vous séparer de suite" ; "Si vous m'abandonnez, seul je ferai le bien de mes peuples" ! Pendant ce temps, les fanatiques moyenâgeux, à l'abri des régiments de Sa Majesté, répandent leur bave, accusant les "usurpateurs" roturiers, le "parti démagogue", les "meneurs", les "êtres féroces" et la "vile populace" qui applaudit à chacun des actes des députés populaires. C'est alors que Mirabeau, membre dissident de la noblesse, répond au domestique officiel de l'absolutisme qui prétend disperser l'Assemblée : "Esclave, allez dire à votre maître que nous, députés de la France, nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes".

En quelques semaines, oui, le présage de Sieyès s'est réalisé : le câble est tranché ! Des antiques institutions, Assemblées de "Notables", Ordres du Royaume convoqués en États-Généraux, l'on a basculé soudain dans un nouveau monde : celui d'une Assemblée Nationale résolue à se former en Constituante. "Les" peuples du passé se sont mués en un éclair en une Nation, qui se donnera le cadre qui lui est adéquat, les communes et les départements du système représentatif nouveau.

Un premier enseignement mérite d'être gravé de manière indélébile dans nos mémoires : alors que parmi les Constitutionnels se trouveront des "grands noms" de France : Montmorency, etc. ; parmi les intraitables ennemis de la Nation se verront des plébéiens, tels que l'abbé Maury.

Deuxième remarque capitale : en relevant audacieusement le défi lancé par l'absolutisme décadent, le Tiers-état opère un saut dans l'inconnu. Il n'est pas véritablement conscient qu'il s'expose à avoir contre lui, et une Vendée intérieure, et toute l'Europe semi-féodale ; sans oublier les intrigues redoutables de l'hégémonisme de la libérale "perfide Albion", comptant bien tirer les marrons du feu ! Mais la bourgeoisie moderne française se soucie peu de ces obstacles formidables, et elle fait bien. Chaque chose en son temps ! Forte de son droit historique, elle sent intensément qu'il n'y a plus réellement le choix. Faiblir, ce ne serait que reculer pour mieux sauter. Et elle saura montrer que le mérite est d'autant plus grand que les épreuves sont sévères, qu'il y a une gloire inégalée à se montrer les pionniers universels d'une lutte qui n'est elle-même que nationale.

Notre dernière observation est la suivante : du 5 mai au 20 juin 1789, tout s'est déroulé encore à Versailles, dans l'antre même des courtisans et des laquais. La menace de la garde suisse et autres satellites du despotisme impose désormais aux députés de la Nation de se

placer sous la protection populaire, de se transporter à Paris et y appeler à la création d'une "garde bourgeoise". Les déclamations ne sauraient suffire à briser l'arrogance des parasites de l'ancien régime : il avoue ne connaître que la force ? Il va sentir celle des piques des faubourgs !

Depuis 150 ans, nos historiens décadents, prétendument républicains ou socialistes, tout en faisant la moue quand ils évoquent la monarchie constitutionnelle, ne se lassent pas en sous-main de "déplorer" la révolution, sous couvert d'en dénoncer les "excès". Et nous les voyons rabâcher qu'il est bien triste qu'on n'ait pu "éviter" la tourmente, aux seules fins de discréditer les "grands ancêtres" qu'ils veulent cependant "commémorer" tous les siècles avec des sanglots dans la voix. Cette technique bien au point, dont le but est de démoraliser le peuple qu'ils dominent à leur tour, se joue en nous repassant la même rengaine : Ah ! Si on avait écouté Turgot, au lieu de le "disgracier" en 1776 ; Ah ! Si on avait écouté Necker, au lieu de le "renvoyer" en 1789. Nos despotes démocratiques pensent-ils conjurer ainsi éternellement l'orage communiste qui menace l'ordre présent du capitalisme parasitaire ?

1936

Le Front Populaire occupe une place à part dans le légendaire de la classe salariée : l'écrasante victoire électorale de la Gauche qui obtient la majorité absolue à la Chambre des députés, les Ligues fascistes étouffées, les occupations d'usines bon-enfant, avec orchestres et femmes qui font la popote pour leur Jules faisant la grève sur le tas, les 40 heures et les congés payés, le million de personnes qui défilent de la Bastille à la Nation le 14 juillet 1936, venant acclamer Daladier, Blum et Thorez fichés sur l'estrade. Malheureusement, la réalité est très différente de cette image d'Épinal. Il y a en fait deux Fronts Populaires : d'un côté celui des classes populaires, ayant le salariat à sa tête, de l'autre côté celui des politiciens de Gauche qui se posent en représentants du premier. Un abîme sépare ces deux faces du Front Populaire.

Du côté du peuple, on peut dire que le Front Populaire dure à peine 15 jours : du 26 mai 36, début des occupations d'usines, au 8 juin, date des Accords Matignon.

Les occupations d'usines se développent du 26 mai au 3 juin. Le 5 juin, on compte 500 000 grévistes mais, déjà, de nombreux mouvements du début cessent après la "capitulation des patrons", capitulation obtenue sans la moindre nécessité d'un gouvernement de Gauche – Blum présente son gouvernement le 6 juin – ni par conséquent sans besoin de quelconques Accords Matignon ou de vote consécutif des "lois sociales" par le Parlement.

Le fait essentiel à retenir, c'est que les occupations d'usines furent totalement spontanées. Même la presse de "droite" déclara : "Les communistes ont été dépassés par certains agents syndicaux inférieurs, agents doubles au service de l'Allemagne hitlérienne". En fait, le mouvement spontané des occupations d'usines, commencé chez les "métallos", la fraction la plus représentative du salariat en tant que classe, ce mouvement avait la signification objective de l'aspiration générale au renversement du régime néo-barbare en place, régime du despotisme démocratique et du capitalisme parasitaire. Les occupations

d'usines revenaient sur l'opération électorale qui s'était achevée 3 semaines plus tôt, le 3 mai 1936, tenaient cette opération pour nulle, et procédaient à un "second vote", réel celui-là. La voie "constitutionnelle" était tout simplement méprisée, avec ses circonscriptions territoriales et son vote "secret", les élections "à deux tours" et le système des "deux Chambres". Surtout, l'objectif des occupations changeait du tout au tout avec celui des élections. En 1789, l'obsession de la féodalité terrienne était de trouver une issue au Déficit et à la Banqueroute menaçante, en tirant à tout prix des "subsides" de la bourgeoisie, sans qu'il soit porté atteinte au système de la monarchie absolue. En 1936, l'obsession de la féodalité financière était de trouver une issue à la "paralysie des affaires" et à la "fuite des capitaux" menaçante, en relançant à tout prix la machine à produire la rente capitaliste, au moyen d'un New Deal appuyé sur le "syndicalisme organisateur", qui ne touche en rien au système de la République de l'État de Siège consolidée depuis 90 ans (1848). La démagogie politicienne du Front Populaire électoral, pour "le pain, la liberté et la paix", depuis 3 ans déjà Roosevelt s'en était fait une spécialité, dans des discours du genre suivant : "Le rétablissement économique est possible dans la mesure où nous appliquerons des valeurs sociales plus nobles que le simple gain d'argent" (4 mars 1933). Ne nous étonnons donc pas des aveux de Léon Blum, commentant juin 36 dans sa prison dorée de Riom, sous l'Occupation : "Dans le monde patronal on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur". Par suite, l'objectif inconscient mais manifeste des occupations, qui était de "changer de régime" et non pas de "changer de majorité", fut-il simplement tué par les Accords Matignon. Ceux-ci ne firent que généraliser et officialiser les "capitulations" spontanées partielles préalables : on se rendait maître du mouvement populaire en le contraignant à se résorber dans une question de satisfactions de simples "doléances" ouvrières, arrêtées selon le "bon plaisir" de sa majesté républicaine.

Du côté de la clique de Gauche au pouvoir, l'opération Front Populaire avait une toute autre signification que pour le salariat ; pour elle, la chose sérieuse était les élections, les occupations étant un simple accident de parcours qu'il fallait savoir gérer adroitement. Les occupations révélaient la nécessité, avec le renversement de l'oligarchie financière, de la refonte du régime politique. La vieille représentation territoriale, sur la base des communes, adaptée au recensement de propriétaires isolés et à l'élection de mandataires de ces censitaires dans un Parlement souverain, ce système était éliminé dans les faits depuis 90 ans. Depuis 1848, le préfet disqualifiait le maire, les régimes policiers spéciaux des grandes villes tournaient en dérision le suffrage universel, et le régime des "décrets-lois" ridiculisait le parlementarisme à l'extrême. L'extrême droite montant à l'assaut du "régime pourri" et de la "république des camarades" manifestait suffisamment le dégoût profond de la singerie démocratique. En tout état de cause, les occupations d'usine et les "comités de front populaire d'usine" qui devaient théoriquement les compléter, révélaient spontanément la nécessité historique d'une nouvelle représentation sociale, basée fondamentalement désormais sur les lieux de travail, ayant un caractère essentiellement collectif et non individuel, et donnant une réalité à l'universalité du suffrage en se délivrant de toute tutelle policière. En perspective, la momie parlementaire devait tomber en poussière par le simple surgissement d'un Congrès national des délégués d'entreprises, lequel devait naturellement s'emparer du pouvoir réel détenu en fait à présent par une aristocratie financière opérant en coulisse.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Il était hors de question que les saltimbanques de Gauche élus en mai 36 tiennent compte de ces tendances sociales pourtant aveuglantes. Le mouvement populaire sombra parce qu'il n'eut pas de chefs à lui. L'action spontanée de masse était plus avancée que ses dirigeants. L'on eut un Front Populaire où des aveugles malfaisants conduisirent des borgnes naïfs. Dans un premier temps, début juin, les pantins signant les Accords Matignon se donnaient à eux-mêmes une autre fessée. En effet, alors que la France officielle continuait de jouer à fond la comédie selon laquelle la population avait une représentation complète dans son personnel constitutionnel parlementaire de députés, sénateurs et autres "élus" des collectivités locales, Matignon faisait sans aucune pudeur l'aveu que toute cette engeance ne représentait rien du tout, par le fait que la crise sociale ne pouvait être traitée que par la voie d'une "grande confrontation" des "forces économiques", patronat et syndicats, au Ministère du Travail, organe de l'Exécutif ! Les historiens dociles de notre néo-barbarie ne font pas mystère de cette incongruité ; ils nous avouent : "En juin 36, les juristes étaient demeurés perplexes devant la nature de l'accord Matignon, qui n'entraînait dans aucun des cadres juridiques connus" ! C'est simplement que les magistrats obtus de la décadence moderne n'ont pas pensé à aller consulter les archives de leurs homologues des décadences précédentes, les registres de Vespasien qui rasa Jérusalem (70) ou ceux de Sigismond, l'empereur assassin de Jean Hus (1415).

À Matignon s'assemblèrent donc les représentants de la C.G.P. (Confédération Générale de la Production, patronale) et ceux de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail, salariale), sous l'arbitrage gouvernemental du Ministre du Travail. Cette grande confrontation "tripartite" nous replace dans quelque chose d'analogue à la convocation des "trois ordres" d'ancien régime en États-Généraux, le salariat occupant maintenant la place du Tiers-état en 1789. Hélas, en la personne de Léon Jouhaux, chef de la C.G.T., le salariat a pour le représenter un Necker et non pas un Sieyès capable d'ordonner : "coupons le câble, il est temps !". Et, dans la personne de Maurice Thorez, chef du P.C.F., qui se dit déjà "premier parti de France", la rue n'a, pour crier son aspiration, qu'un "plébéien" du type abbé Maury, et non pas un Mirabeau, capable de dire au chef-flic de Léon Blum : "Esclave, allez dire à votre maître que nous n'évacuerons les entreprises qu'à la force des baïonnettes" ! En 1789, en un mois et demi, "les peuples" du roi s'étaient métamorphosés en une Nation, les États-Généraux se trouvant retournés en Assemblée Nationale. En 1936, la réunion "tripartite" de Matignon ne s'est pas métamorphosée en Assemblée Sociale, le salariat étant persuadé de concentrer les intérêts généraux de la société, et appelant à se joindre à lui les forces saines de l'administration et du patronat qui figurent maintenant le bas-clergé et la petite noblesse.

Pris globalement le Front Populaire représente l'exemple le plus flagrant de notre histoire de République Sociale avortée. Les Rouges de 1848 avaient été vaincus dans l'honneur, de même les Communards de 1871. Le Bloc des Gauches de 1900 et le Cartel des Gauches de 1925, tout comme l'Union de la Gauche de 1981, se réduisent à de répugnantes grandes manœuvres politiciennes. La Résistance, elle, vit d'emblée les "maquisards" s'engager comme supplétifs de la Superpuissance américaine contre la superpuissance allemande, par de Gaulle et Staline interposés. Mai 1968, enfin, ironie de l'histoire, montra la féodalité financière inciter activement les "chefs ouvriers" à se parquer dans les entreprises occupées, afin de prémunir le salariat du "virus" étudiant !

En 1789, la bourgeoisie moderne voulait par-dessus tout la terre, rendue stérile et instrument de génocide, par la domination des ordres privilégiés dégénérés. En 1936, le salariat voulait par-dessus tout entrer en possession des entreprises, du capital productif, rendu stérile et instrument de génocide par la domination des clans irresponsables de technocrates spéculateurs et de bureaucrates prévaricateurs.

Les Accords Matignon et les Lois sociales consécutives réussirent à contenir le salariat dans des “doléances” de mendiants, forçant la masse des exploités et des manuels à se considérer eux-mêmes comme un troupeau voué pour l'éternité à supporter le joug. Le Front Populaire fut l'avortement de la République Sociale, victime de la trahison honteuse de ses chefs. Cet avortement coupait à la racine toute expérience possible d'avoir à relever le défi de l'oligarchie dominante et, par suite, la possibilité pour les classes populaires de s'instruire par le combat de la véritable nature de la mission du salariat. Enfin, cet avortement interdisait toute dissidence éventuelle de fonctionnaires et de directeurs d'entreprises avides d'épouser la cause du salariat, et susceptibles de faire bénéficier ce dernier de leurs capacités intellectuelles et techniques.

À quoi se réduisent donc les “acquis et conquêtes” de 1936 ?

• Les salariés eurent droit à un “réajustement des salaires, commençant à 15 % pour les moins élevés, pour arriver à 7 % pour les plus élevés”. Avec cela, les “quarante heures” et les “congrés payés”. Pour le salariat, qui avait avant tout desserré l'étau du despotisme des contremaîtres et des policiers et s'apprêtait à muer cette bouffée d'oxygène en ambiance normale de son existence en se dressant pour s'emparer de la direction sociale, ces soi-disant “conquêtes” consistaient évidemment à lâcher la proie pour l'ombre. D'ailleurs, ces “avantages” étaient du même type que ce que le roi, en 1789, consentait à “offrir” à ses “sujets” dans le cadre des États-Généraux : tandis que l'essentiel, l'absolutisme, restait intangible, la “générosité” du monarque ne portait que sur des concessions annulables le lendemain. C'est ce que les faits montrèrent immédiatement. D'abord la police de Blum intervenait énergiquement pour faire évacuer les îlots de grévistes irréductibles. Ensuite, l'heure était venue où, à son tour, l'oligarchie dominante se mettait à “voter une seconde fois”, les bureaucrates gouvernementaux invoquant les “exigences” rigoureuses de la compétitivité internationale, et les technocrates des trusts se retranchant derrière la loi impitoyable du marché du travail. Bref, l'application même des accords ne correspondit en rien à leur rédaction. Des entreprises, supprimant des avantages acquis antérieurement, reprenaient d'une main ce que les “textes” les contraignaient d'accorder de l'autre. L'engagement politique des élus du Front Populaire d'instaurer un impôt progressif fut tout simplement oublié. Enfin, dès septembre 36, Blum procédait à une dévaluation du franc qui tranchait violemment dans les “ajustements” de salaires et d'horaires. Au même moment, le gouvernement décrétait la nécessité de la “Pause” dans l'application du Programme sur lequel il avait été élu ! D'ailleurs, Blum démissionna peu après (juin 37), non sans avoir préparé une 2^{ème} dévaluation qu'appliquera son successeur. En août 1938, Daladier proclama que des “dérogations” aux 40 h étaient nécessaires, et l'on “autorisait” joyeusement les heures supplémentaires pour la Défense nationale, mettant à mal sans aucun scrupule les “lois sociales”. Quand un “communiste” comme Marcel Prenant osa dire, à propos des congrés payés de 1936 : “pour la première fois, en cet été, les travailleurs allaient pouvoir passer 15 jours au bord de la mer aux frais de leurs patrons”, on mesura à

quel point le mépris pour le salariat avait pu s'insinuer partout dans notre ordre néo-barbare ! En tout cas, les congés payés, que le dictateur Mussolini avait déjà institué depuis 10 ans, tombaient à pic pour disperser les grévistes et rafraîchir les têtes échauffées par les occupations !

• Du côté des chefs ouvriers, là, on peut en effet parler d'“avancée sociale” : “dans chaque établissement de plus de 10 ouvriers, il est institué deux ou plusieurs délégués”, et “la délégation patronale admet l'établissement de contrats collectifs de travail”. Ceci, c'est la rémunération spéciale des domestiques de l'oligarchie, étant entendu que “la délégation ouvrière demandera aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail”. L'on enjoint donc aux chiens d'ouvriers qui ne sont pas au chômage de rentrer à la niche. La bonté princière de l'oligarchie va même jusqu'à l'engagement de ne prendre “aucune sanction pour fait de grève”. Comment donc “sanctionner” un pays entier ? Il est facile de renoncer à appliquer ce qu'on n'est nullement en mesure de faire. Et puis, renoncer à punir les grévistes ne leur paie pas leurs journées perdues. Enfin, il sera toujours loisible, plus tard, les choses étant rentrées dans l'ordre, de dégraisser en s'y déclarant contraint par la concurrence, de muter les indésirables ou bien de pousser qui on veut à se mettre dans le cas de “faute grave”...

Faire évacuer les entreprises, revenir à la “normale” concernant le régime du parasitisme et du despotisme, tel était le seul objectif de l'oligarchie. Les chefs ouvriers, nantis de délégations, ne vont pas manquer de zèle pour justifier leur plat de lentilles. Le parti communiste se place à l'avant-garde du mouvement pour régulariser la situation, lui qui a sauté de 10 à 72 députés en mai 1936. Dès le 11 juin, le Bureau politique dénonce les “provocations des éléments troubles qui parlent d'aller jusqu'au bout”. Thorez, lui, crache sa parole historique : “il faut savoir terminer un mouvement revendicatif” ; “tout le monde sait que notre but reste invariablement la République des Conseils. Mais ce n'est pas pour ce soir, ça n'est même pas pour demain. Camarades, toutes les conditions ne sont pas réunies. Nous n'avons pas encore derrière nous la population des campagnes. Nous ne jouons pas, nous, avec la classe ouvrière. Les militants du Parti doivent réagir contre les tendances gauchistes. Les camionneurs en grève, c'est le ravitaillement de Paris qui est compromis”. Dès ce jour, ces salades de braillard brouillon n'auront plus de cesse. Les crétins de Garnier-Pagès et consorts, du “gouvernement provisoire” de 1848, ayant rempli la fonction qu'on attendait d'eux de torpiller le mouvement populaire, se trouvèrent aussitôt pris d'affolement, sentant qu'ils devenaient de simples hochets encombrants, dépassés par la Société du 10 décembre préparant l'avènement de “l'homme providentiel”, le tyran totalitaire Napoléon III. De même, les gredins communistes de 1936, dès la rentrée des “congés payés”, sentirent le sol s'échapper sous leurs pieds, et commencèrent à gesticuler comme des laquais ivres pour persuader la galerie qu'il fallait encore compter avec leurs services. Et Duclos se mit à agiter à la Chambre l'épouvantail de la “carte d'identité fiscale”, à y assener que c'en était “assez d'un système dans lequel l'État est pauvre” et autres contes à dormir debout. Quoiqu'il en soit, il fallut que tout le monde avale un chapelet de couleuvres : la “non-intervention” dans la “rébellion franquiste” ; entretenir sans fin les salariés des faits divers à propos de “l'unification organique des deux partis” socialiste et communiste ; prier sans succès pour obtenir “la participation communiste au gouvernement” qu'on avait exclue par principe en janvier 36 ; supplier Blum de rester au pouvoir ; dériver du Front Populaire au mot d'ordre d'un “Front des

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Français” ; drapeau tricolore déployé et Rouget de Lisle statufié (“Unir tous les Français dignes de ce nom”, “La France aux Français” – décembre 1937). Mais rien n’y fit, la barque des communistes en peau de lapin prenait l’eau. En matière de “vrais” Français, la Cagoule qui se constituait s’y connaissait mieux que “Momo” (Thorez). La guerre impérialiste s’annonce, dénouement véritable de la crise de 1929, et un nouveau “sauveur”, Philippe Pétain, n’est plus loin. En novembre 1938, la grève de la C.G.T. est interdite, le pays mis en état de siège. Cheminots et travailleurs des services publics sont “requis”, aux portes des usines, “gardes mobiles” mousqueton au poing “assurent la liberté du travail”. Puis on licencie ces mêmes requis et d’autres par centaines de mille et l’on renvoie des dizaines de mille pour fait de grève. En décembre 1938, 430 journaux publient un “appel aux députés” réclamant la dissolution du P.C.F. Le 25 août 1939, enfin, le gouvernement de Front Populaire décrète l’interdiction de l’*Humanité* ; le 26 septembre 1939, c’est le décret de dissolution du Parti Communiste, la C.G.T. “réunifiée” à son de trompe cinq ans plus tôt (1934) expulse tous ses éléments communistes. Il était bien loin le grandiloquent “Serment du Front Populaire” du 14 juillet 1935. Et le radical Daladier, qui avait peu avant (25 juin) déclaré publiquement sa “haine des 200 familles qui asservissent la France”, devait bien se rire des clowns “communistes” bien payés de leur nullité tonitruante et de leur veulerie arrogante.

Quelques enseignements décisifs ressortent des événements du Front Populaire :

1- Un point de toute première importance, qui est systématiquement éliminé des histoires “ouvrières”, c’est qu’en 1936 la France possède le deuxième empire colonial du monde. Or, ceci est le dernier des soucis des apologistes de Juin 36, de ceux qui se pâment à propos des congés payés et s’émeuvent benoîtement de ce que les “prolétaires” bambochent dans les guinguettes. En 1924, le califat politique ottoman, qui survivait nominalement depuis 1840, est aboli. Le lendemain de cet événement clarificateur, le cheikh Ben Badis lance le mouvement réformateur algérien qui va faire flamber la conscience nationale. Cela débouche, en 1931, sur la création historique de l’association des Oulémas qui mène une lutte acharnée contre les marabouts et lance le mot d’ordre qui électrise le peuple définitivement : “L’Islam est ma religion, l’arabe est ma langue, l’Algérie est ma patrie”. Le mouvement, précisément, culmine avec la tenue du Congrès musulman du 7 juin 1936. Ces faits ne tiennent aucune place, évidemment, dans la harangue des Jouhaux et Thorez. En réponse à la fermentation anti-coloniale, le projet “Blum-Violette” réussit seulement à briser le mouvement des Oulémas, à tuer le Congrès, en appelant une fraction du mouvement à venir faire procession à Paris derrière leurs protecteurs “intellectomanes-politiciens” (Malek Bennabi).

2- Le deuxième point, capital, à souligner, c’est que les hagiographes patentés du “mouvement ouvrier” se gardent soigneusement de pénétrer dans l’arrière-cour du Front Populaire, de nous décrire l’état de l’Armée, métropolitaine ou coloniale, de ces légions intouchables “en réserve de la République”. Qui sait que Pétain était le chef d’État-major du gouvernement du Front Populaire ?

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

3- Les filous de la “démocratie” n’hésitent pas, périodiquement, à “inaugurer religieusement les chrysanthèmes” de 1789, aux seules fins de couvrir leur propre lâcheté et de brouiller les cartes. Le modèle, en ce genre de malversations historiques, nous est donné depuis 60 ans par le P.C.F. Il ne faisait, d’ailleurs, que reprendre la tradition de fraudeurs de la S.F.I.O. (socialiste), lesquels succédaient aux charlatans de la “république radicale”. La manœuvre est la suivante :

- On fait une surenchère éhontée dans la guimauve “tricolore”, Jeanne d’Arc et la Marseillaise ficelées ensemble ;

- Et on se veut simultanément, plus “durs” que Robespierre, apologistes de Jacques Roux et Hébert, de purs “enragés”... doctrinaux !

Sortons enfin de cette ornière où l’on joue sur les deux tableaux du réformisme réactionnaire et du révolutionnarisme tout autant réactionnaire ! Notre tâche est beaucoup plus simple et plus nette : c’est de faire autre chose que les Constituants de 1789, de la même façon que ces derniers ; c’est d’imiter en social ce que Sieyès pratiqua en politique.

Le Parti Communiste

Il nous faut dire quelques mots sur le P.C.F. Non pas que nous ayons un quelconque parti pris pour la Gauche, qu'elle soit modérée ou extrémiste, mais uniquement parce que le régime en place de despotisme démocratique est hanté par le "péril rouge", et qu'il nous faut résolument mettre au clair le lien officiel établi entre les deux choses.

En réalité, sous la même étiquette de "parti communiste", il y eut trois périodes historiques complètement différentes, qui recouvrent trois partis totalement distincts. Une telle chose ne doit pas nous étonner outre mesure puisque, au contraire, il n'y a là rien que de très habituel ; en particulier une chose analogue se produisit à propos de ce qu'on appela d'abord le "mouvement républicain" et, ensuite le mouvement "socialiste", depuis 1840. Ce n'est pas le nom que l'on se donne qui importe, mais ce qu'on est véritablement.

1- La première période du parti communiste va de sa fondation, en décembre 1920, à 1934. Ce sont les 15 années de la S.F.I.C., Section Française de l'Internationale Communiste, du "bolchevisme" français. Durant cette première phase, et c'est ce qui est à souligner, "communiste" signifie précisément un mouvement qui se place ouvertement hors de l'ornière droite/gauche, "au-dessus des partis" autorisés de la dictature démocratique. Mais il est une autre tendance qui, elle aussi, se présente comme "au-dessus des partis" : c'est celle qui préconise la république de l'état de siège, c'est-à-dire le banditisme institutionnel, qui fait appel à la soldatesque au sommet, appuyée par la populace en bas. Lors de la décomposition de l'Empire romain, cela correspond à la période des "empereurs syriens", ou période des "Sévères" (193-235), où l'Empire est aux enchères, entre les mains de prétoriens, période qui précède immédiatement celle de "l'anarchie militaire" proprement dite. Le régime des empereurs syriens fut honteusement représenté par Caracalla, cette "bête féroce" qui massacra le peuple d'Alexandrie jusqu'à faire rougir les eaux du Nil, du sang des victimes. À l'opposé des empereurs syriens se tenaient les Chrétiens, eux aussi au-dessus des partis, mais faisant appel à la société civile, au peuple dévoyé par ses partis, que les fractions honnêtes de l'administration étaient sommées de rejoindre. À ce titre, les chrétiens de l'Empire à l'agonie pouvaient être dits "en-dessous" des partis plus encore que "au-dessus". Telle fut, au fond, la position des communistes de la S.F.I.C.

Ce premier parti communiste fut avant tout l'organisation des Jeunesses communistes. Ceci donna évidemment au mouvement une allure révolutionnariste, semi-anarchiste, en faisait plus un mouvement de Zélotes que de chrétiens, un mouvement de Blanquistes plus que de marxistes. De plus, comme le mouvement pour la République Sociale ne faisait que renaître en France, n'avait pas encore plongé ses racines dans les profondeurs du peuple, trouvé sa ligne propre et dégagé ses cadres, l'adhésion à la III^{ème} Internationale comme parti "mondial" unique obligeait la section française à adopter pour chef provisoire un délégué de Moscou, Manouilsky. Ces faiblesses étaient en elles-mêmes inévitables. Il y avait seulement le sentiment dangereux que la révolution russe avait déclenché la "lutte finale" de manière absolue, que la guerre contre la néo-barbarie occidentale allait se gagner en une seule bataille ininterrompue. Or, la bolchevisation française se développait en plein

reflux révolutionnaire, après le “communisme de guerre” en Russie et l'écrasement spartakiste en Allemagne (1923).

Quoi qu'il en soit, la période de la S.F.I.C. fut la seule époque honorable du parti communiste de France, entretenant la flamme des combattants de 1848, de la Commune de Paris (1871) et du P.O.F. (parti ouvrier français – 1880-1895). Alors s'affirme la volonté nette d'ouvrir une perspective réellement socialiste tournant la page de la préhistoire humaine, de construire un monde où les manuels et les exploités deviennent les maîtres. Ceci s'exprima catégoriquement dans le programme du “Bloc ouvriers-paysans” de 1924, qui se dissociait tout autant du Bloc National que du Cartel des Gauches. Ceci se traduisait par une ligne cohérente, la politique intérieure visant clairement à ce que le ménage supplante l'entreprise parasitaire, et la politique extérieure visant clairement à ce que la nation supplante l'État despotique. À l'intérieur, on travaillait à organiser les salariés dans les “syndicats rouges” de la C.G.T.U. et les paysans selon le principe : “la terre à ceux qui la cultivent ; expropriation des grands propriétaires fonciers ; remise des fermes et métairies expropriées soit aux coopératives agricoles, soit aux familles qui les cultivaient précédemment”. À l'extérieur, on s'engageait ardemment, à la fois contre le militarisme et le colonialisme : d'une part, action résolue, au moyen de cellules clandestines dans les régiments, contre l'occupation française de la Ruhr ; d'autre part, engagement enthousiaste en faveur d'Abd El-Krim dans la guerre du Rif.

2- La deuxième période du Parti Communiste Français se déroule de mai 1934 à février 1956 (20^{ème} Congrès russe de “déstalinisation” de Khrouchtchev). Durant ces 22 ans, que traverse la guerre inter-impérialiste pour la domination mondiale entre Hitler et Roosevelt, ce qu'on nomme encore “parti communiste” n'est qu'un lamentable **parti petit-bourgeois** : le “communiste” Thorez figure comme le digne continuateur du tortueux “républicain” Gambetta et du roué “socialiste” Jaurès.

Suite à l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, le 17^{ème} Congrès du parti russe en février 1934, dit “Congrès des vainqueurs”, inaugure le socialisme d'État. En France, le Krach de 1929 produit ses effets ravageurs à compter de juillet 1932. En fait le monde néo-barbare a basculé une nouvelle fois de la conjoncture d'après-guerre à celle d'avant-guerre. Le parti communiste, dont la politique révolutionnariste se trouvait à contre-courant dans la période précédente, verse cette fois dans une autre politique à contre-courant, celle du démocratisme réformiste, au nom de l’“anti-fascisme”. Dans les conditions concrètes de l'Empire français, le discours thorézien selon lequel le régime envisage, au moyen des Ligues, de recourir au fascisme pour surmonter la crise ; que la situation se résout “dans la course de vitesse engagée entre nous et le fascisme”, ce discours engage simplement le parti communiste à se faire l'instrument du parti Radical de Daladier, à cautionner le pacte de Laval avec Staline (mai 1935). Le seul résultat est d'amener le P.C.F. à voter les crédits militaires de l'impérialisme français, outre que le programme de Front Populaire mettait au premier rang la “Défense de la Constitution” despotique de la France. Il n'est pas étonnant que la pilule amère du gouvernement de Front Populaire de Léon Blum en Juin 36, suivie par le coup de théâtre du pacte de “non-agression” germano-soviétique d'août 1939, aient disloqué et discrédité le parti thorézien.

La tournure prise par la guerre, opposant le faux “monde libre” aux “puissances de l'Axe”, permit au parti communiste petit-bourgeois de se refaire une santé en offrant ses services au parti de la “grandeur française”, de janvier 1943 à mai 1947. Cette fois,

cependant, le parti thorézien ne se limita plus au “soutien sans participation” du Front Populaire, mais obtint “toute sa place” dans l’opération de sauvetage de l’empire colonial français de seconde zone : depuis l’incorporation de Fernand Grenier dans le gouvernement provisoire du Général en septembre 1944, jusqu’à la promotion de Thorez au rang de vice-président du Conseil à compter de janvier 1946. Hélas, les 900 000 membres du P.C.F. de 1947 ont une valeur nulle relativement aux 75 000 de 1925.

3- La troisième période de l’histoire du soi-disant Parti Communiste Français commence en réalité à la mort même de Staline, en 1953, avec l’exclusion de Marty et de Tillon, l’homme des “mutins de la Mer Noire” et celui des F.T.P. Cette période, qui se prolonge jusqu’en 1987, c’est-à-dire pendant 35 ans, est celle de la mutation du parti communiste en **parti grand-bourgeois, parti du capitalisme d’État**. Cette tendance s’affirma librement à partir du coup d’État de Khrouchtchev en 1956 ; elle put s’avouer sans pudeur aucune après la liquidation de la Guerre d’Algérie, en 1962, date à laquelle le P.C. propose un “programme commun” de gauche. Les choses sont tout à fait claires au 18^{ème} Congrès du P.C.F., en mai 1964, où Waldeck-Rochet est propulsé secrétaire-général, fermant l’ère thorézienne, et où l’on prêche la “démocratisation du parti”, le nettoyage des vieux statuts staliniens. Rétrospectivement, nous ne pouvons nous étonner que la “lettre en 25 Points” de 1963, par laquelle le parti de Mao lançait un défi aux communistes du monde entier, analogue à celui lancé par le parti de Lénine aux socialistes du monde entier par ses “21 Conditions” en 1920, que ce nouvel appel laissa cette fois totalement de marbre un parti corrompu jusqu’à l’os. On vit les fruits de cette métamorphose dans la politique sauvagement anti-“étudiante” du parti communiste en Mai 1968 et le rôle ouvertement réactionnaire de la C.G.T. dirigée par le “communiste” G. Séguy, digne successeur du socialiste Léon Jouhaux en 1936, dans les conditions nouvelles du capitalisme parasitaire à forme bureaucratique. D’ailleurs, en décembre 1968, le P.C.F. part à l’offensive pour l’instauration dudit capitalisme bureaucratique, dénommé “démocratie avancée”, en lançant le Manifeste de Champigny. C’est l’époque où les énarques, polytechniciens et inspecteurs des finances qui gouvernent le P.C.F. partent en guerre contre le “capitalisme monopoliste d’État” et claironne le “passage au socialisme par la voie pacifique et démocratique”. En 1972, le sénile François Billoux s’illustre dans l’obscénité sociale en publiant son testament intitulé : “Quand nous étions ministres” ! En 1976, au 22^{ème} Congrès, le P.C.F. efface la dernière vieilleries faisant mauvais genre dans ses documents officiels, la référence à la “dictature du prolétariat” depuis bien longtemps dépourvue de toute signification. Enfin l’heure des “ministres” arriva avec la répugnante “victoire” de l’Union de la Gauche en 1981. Nous connaissons la suite de cette triste aventure.

Le Krach mondial de 1987, nous a fait entrer dans une nouvelle période d’avant-guerre, où le P.C.F. a dégénéré de façon accélérée à l’état de secte politique, la scission de cette dernière, prononcée depuis 1989, en fraction “refondatrice” prédestinée à jouer le bloc militariste “démocratique” et en fraction des “nostalgiques” prédisposée à s’agréger au bloc adverse de type fasciste, cette nouvelle donne annonce une quatrième période de l’histoire du parti communiste que l’on peut clairement anticiper.

Drapeau rouge déployé

Si cela peut apaiser les craintes de quelques individus, parmi les nombreux “citoyens” bourrés de préjugés, qui craignent comme la peste de se laisser “endoctriner”, nous déclarons ce qui suit : les circonstances ayant voulu que nous apprenions de quoi il retourne vraiment dans le monde actuel, ce que nous nous apprêtons à exposer se réduit en quelque sorte à passer aux aveux et à libérer notre conscience. Après cela, que chacun se détermine en son âme et conscience !

Par respect donc pour le lecteur, annonçons la couleur : c’est Marx qui est dans le vrai, c’est Marx qu’il nous faut ! Le marxisme n’a pas du tout la cote à l’heure présente. Bon. Et après ? En fait, à y bien regarder, il n’a jamais eu la cote dans les pays pour lesquels il était “fait” par-dessus tout, dans ce qu’on appelle les pays les plus “riches” et qui furent les superpuissances de l’Occident néo-barbare, l’Angleterre d’abord, l’Amérique ensuite. Ici, le marxisme n’exista jamais que sous la forme de groupuscules. Donc le “discrédit” actuel du marxisme n’a rien de nouveau de ce point de vue. Quels furent, en Occident, les “grands partis” marxistes ? Ce furent le parti allemand au 19^{ème} siècle et le parti français au 20^{ème} siècle. Dans les deux cas on avait une situation ambiguë et malsaine : des pays fondamentalement compromis dans la Nouvelle Barbarie planétaire dominante, et en même temps écartés de la position hégémonique proprement dite, occupée par les Anglais, puis les Américains. L’Allemagne avait “raté” sa constitution en nation moderne civilisée ; appuyée sur une armée de fonctionnaires, elle se lança follement dans l’entreprise consistant à s’élever au rang de grande puissance néo-barbare ; elle s’y cassa les dents. Le parti marxiste, dans cette histoire, s’enfla comme une baudruche, se peupla d’intellectuels bavards et de bureaucrates serviles, sans jamais trouver sa voie. La France, devenue pour ainsi dire trop tôt une grande nation moderne civilisée, restait un pays de paysans, crevant dans sa graisse coloniale ; elle s’épuisa à maintenir sa position de grande puissance néo-barbare subordonnée, s’accrochant sur la pente du déclin sur laquelle elle glissait inexorablement. Le parti marxiste, dans cette histoire, s’enfla comme une autre baudruche, se peupla de bureaucrates brutaux et d’autodidactes obtus, sans jamais trouver sa voie. Quels furent les pays où le marxisme “réussit” ? La Russie d’abord, la Chine ensuite. C’étaient de grands empires paysans et multinationaux, qui s’emparèrent du marxisme comme de l’arme leur permettant de livrer bataille à la Nouvelle Barbarie planétaire : leur arriération industrielle interdisait qu’ils puissent aspirer à s’élever au rang de superpuissance : leur puissant héritage civilisé les obligeait à briser toute entreprise impérialiste visant à leur démembrement et à les ravalier au rang de colonie. Le marxisme était effectivement le bon instrument pour cela, et les partis russe et chinois remplirent admirablement leur rôle pour faire face à cette urgence. C’est ensuite que les choses se compliquèrent ! Comment s’assimiler les acquis de la civilisation moderne, en empruntant une autre voie que celle qu’avait adopté la bourgeoisie moderne ? Comment, face à la nouvelle barbarie toujours en place en Occident et plus puissante, servir de base au communisme universel, tout en ayant à découvrir de nouvelles voies pour résoudre le problème paysan et celui des nationalités à l’intérieur ? Vis-à-vis de ces difficultés

gigantesques, les partis russes et chinois accumulèrent une expérience précieuse. Néanmoins le parti russe s'égara dans le socialisme d'État avec Staline, et le parti chinois s'égarera aujourd'hui dans le socialisme d'Entreprise. Dans le premier cas, Staline fut lui-même renversé par le capitalisme d'État, le système de la bourgeoisie rouge, lequel s'effondra récemment pour finir. Du côté chinois, on ne sait si la déviation du capitalisme d'Entreprise mènera à un redressement dans le sens du communisme civilisé, ou bien si elle livrera le pays à la néo-barbarie.

Reste, après tout cela, le grand problème du "Tiers-Monde". Cette zone, comprise au sens strict du terme, comprend les immenses étendues de la planète, issues d'une situation semi-primitive, dont l'Occident néo-barbare s'est emparé, sans jamais tolérer leur promotion proprement civilisée. Ce statut inouï du Tiers-Monde est, pire que jamais, celui qui frappe aujourd'hui la nuée de "nations" fictives représentées à l'O.N.U. et que ravage d'autant plus sévèrement le néo-colonialisme. Dans ces contrées, tout comme dans le pôle opposé des puissances hégémoniques néo-barbares successives, le marxisme n'a finalement jamais réussi à s'implanter.

Au total, le drame de la néo-barbarie dominante n'a jamais été aussi aigu qu'aujourd'hui. C'est depuis son instauration, il y a 150 ans, que le marxisme est né. Quelle autre issue que celle du communisme scientifique fut mise en avant durant ces 150 ans ? Est-ce celle du parasitisme et du despotisme occidental, source précisément de tous les maux ? La Russie en ce moment à la dérive est bien placée pour en parler ! Il reste, au contraire, de cette expérience de 150 ans de combat contre la Nouvelle barbarie dominante, que seul le marxisme, théoriquement en Allemagne et en France, et pratiquement en Russie et en Chine a paniqué et ébranlé sérieusement le diabolique système planétaire établi. Ceci dit, il nous faut bien prendre conscience des limites nécessaires que représentèrent les expériences allemande et française, russe et chinoise, par la position même qu'occupaient ces pays dans le système mondial d'ensemble. Les déviations et les échecs qui découlèrent de ces circonstances ne sont nullement pour nous ébranler : les leçons à en tirer sont au contraire appelées à devenir une arme foudroyante pour nous acheminer au triomphe du communisme civilisé.

Il est bien vrai que dans le chaos intellectuel actuel, la dernière chose à faire est de mettre son drapeau dans sa poche. Le besoin le plus brûlant, au contraire, est de gens qui savent ce qu'ils veulent et où ils vont. Et, encore une fois, affichons le plus sereinement du monde la nécessité absolue de la lumière marxiste pour le salut du genre humain. Pour le reste, remettons-en nous au proverbe arabe : on ne donne pas à boire à l'âne qui n'a pas soif !

Nous ne nous résignons pas, loin de là, face au problème que représente l'idée répandue dans le public selon laquelle "le marxisme a fait faillite". Nous le réaffirmons, selon nous, en dernière analyse, le marxisme est bien plutôt "victime de son succès", dans les conditions historiques et géographiques bornées où ce succès fut acquis, que dans l'état de "faillite" où certains, pratiquant la méthode Coué en même temps que l'intoxication, voudraient qu'il soit. Bien sûr aussi que vis-à-vis de la "faillite" du marxisme, certains débris de sectes ou d'officines dites "communistes" sont plutôt gênés aux entournures.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

En tout état de cause, nous jugeons déplacée et stérile la position qui consiste à “défendre” le marxisme en arguant : d'accord, le communisme a mal tourné partout, mais le “vrai” marxisme n'a rien à voir avec les “applications” qui en ont été faites jusqu'à présent. Pour commencer, il n'est jamais bon de “se défendre” : si on a fauté, on se critique d'abord soi-même, et on montre ensuite aux autres dans l'action qu'on s'est corrigé. C'est pas plus compliqué que ça. Il n'y a pas de romans à faire sur la question, sinon, c'est qu'on n'est pas net. Le bon salarié de base, comme le reste du peuple, et cela depuis toujours, ne s'embarrasse pas des phrases creuses et des étiquettes : il juge l'arbre à ses fruits. Et c'est la sagesse même.

Ne nous en tenons pas à l'idée générale selon laquelle le marxisme a fait faillite. En fait, l'opinion publique, sous cette idée, nourrit deux idées très différentes. Il y a d'abord l'idée que le communisme “pur et dur” est un bel et grand idéal, qu'on tient malheureusement pour “irréalisable”. Selon cette opinion, c'est précisément parce que le marxisme “pur” est trop exigeant, qu'il est conduit à violenter la fameuse “nature humaine”, et enfante des “dictateurs” du type Staline, avec “purgés”, procès de Moscou et Goulag à la clef. Il y a ensuite l'idée tout opposée, idée d'un communisme qu'on pourrait dire “impur et mou”, celui des Khrouchtchev et Waldeck-Rochet. On voit ici dans le communisme un parti finalement “comme les autres”, celui des fameux euro-communistes du “rigolo” Georges Marchais. Un communisme qui a sa place dans la gauche de l'Union de la Gauche. Bref, on a en tête dans ce second cas un parti de politiciens qui donnent comme tous les autres, “les hommes étant ce qu'ils sont”, dans les fausses factures et une nuée de planqués des comités d'entreprises.

Voilà en gros le problème au niveau de “l'opinion publique”. Il y a évidemment contradiction entre les deux idées qui circulent sous couvert de la même expression de “faillite du communisme”. Mais si on en reste là, pas moyen de s'en sortir. Dans les deux cas il est vain de vouloir accréditer l'idée que c'est Marx qu'il nous faut. Dans un cas comme dans l'autre, ce serait entreprendre une mission impossible. Heureusement, il y a une issue : et elle est précisément dans ce fait que les deux idées du communisme des “purs” et du communisme des “impurs” relèvent ensemble du même préjugé trivial. Celui précisément de la “nature humaine”. On dit : “l'homme”, ce sacré homme-en-soi, immuable dans sa “nature profonde”, est à la fois ange et bête. Il est certes capable d'élan altruiste, tendance qu'on veut bien tenir pour indestructible, mais – car il y a un “mais” – cet altruisme est toujours impuissant à déraciner l'égoïsme encore plus profond qui constitue notre nature. Voilà pourquoi les choses commencent toujours avec des héros du genre Lénine, mais ça ne dure pas, et on se retrouve toujours finalement avec des petits malins comme Robert Hue sur les bras. Malheureusement, cette idée triviale de l'ange et la bête – qui n'est d'aucune façon celle de Pascal d'où on prétend la tirer –, ne fait que refléter les conditions d'une époque d'abattement et de désespoir profond qui sont celles de notre décadence civilisée générale actuelle. Une telle démission indigne de l'intelligence, qui présuppose une stagnation absolue de l'humanité, depuis l'homme des cavernes jusqu'à Mao Zedong, laisse totalement en l'état les problèmes aigus qui se posent à notre époque, et qu'il nous faut bien affronter et résoudre. Ainsi, en tant que telle, l'objection en question, qui se réduit finalement à utiliser le privilège que nous avons en tant qu'hommes de savoir et devoir parler, uniquement pour propager l'idée que nous ne sommes pas des animaux, des brutes qui grognent, cette objection ne mérite même pas, au fond, qu'on y réponde.

Nous relevons donc sans crainte le défi. Prenons le taureau par les cornes, et entreprenons de prouver que c'est Marx qu'il nous faut aujourd'hui.

Rappel général

En premier lieu, nous prétendons qu'un marxiste n'est autre qu'un esprit libre. C'est quelqu'un qui brise les idoles, celle de la "nature humaine" bien sûr, mais aussi celle de Marx au besoin. C'est clair : si Marx ne tenait pas la route, nous serions les premiers à le jeter aux orties. Et si c'est le marxisme qu'il nous faut, tant mieux pour Marx, mais s'il n'avait pas existé, nous nous chargerions de l'inventer.

En second lieu, un marxiste est celui qui proclame : l'état présent du monde est celui de la crise générale de l'ordre civilisé, avec domination du peuple mondial par une bande de néo-barbares depuis 150 ans ; que face à cette situation historique concrète, inédite "depuis que l'homme est l'homme", une tâche spécifique, originale, et la plus grandiose qui se soit posée à l'humanité dans le passé, nous incombe : travailler à l'avènement "final" de la société sans Argent et sans État. Car il s'agit bien, maintenant, de clore tout le développement antérieur de l'humanité, qu'on ne peut plus désormais tenir que comme "préhistorique" ; et grâce à cette préhistoire même parachevée de l'humanité, on a les moyens précis et on ne peut qu'éprouver le besoin brûlant d'organiser le genre humain tout entier en une "société" au sens plein du terme. Une telle société, enfin digne de ce nom pouvons-nous dire rétrospectivement, quand elle sera pleinement épanouie, ne pourra évidemment pas souffrir, ni les marchandises ni les prisons, ni les banques ni les armes, ni les serrures ni les lois. Une telle société ne pourra admettre, sous le nom de "travail", que le strict volontariat, volontariat dont le "paiement" ne peut consister que dans la gratuité.

Utopie ! Douces rêveries irréalisables ! Folies de sectaires dangereux ! C'est bien sûr le genre d'exclamations qui nous est réservée. Gardez votre calme, messieurs les rabat-joie. Examinons froidement les choses. Qu'est-ce que vous appelez au juste une "utopie" ? Autrefois, du temps de la préhistoire humaine, précisément durant l'époque civilisée, il y avait effectivement des utopies. Mais, pour commencer, il y avait en fait deux catégories d'utopies.

La première catégorie, les utopies au sens strict, "extravagantes" peut-on dire, que faut-il en penser ? La première remarque à faire, c'est qu'elles n'ont jamais cessé d'accompagner le développement civilisé, depuis la République de Platon jusqu'à l'Icarie de Cabet. Ceci suffirait à prouver que la civilisation "nécessitait" en quelque sorte ces utopies, donc qu'elles avaient une base historique et n'étaient pas si extravagantes qu'on se l'imagine. Ensuite, quiconque se plonge un peu dans l'univers des utopies voit immédiatement que les utopies ont une histoire : la Cité du Soleil de Campanella (1630) est nettement moins évoluée, par exemple, que la Basiliade de Morelly (1753). Finalement, l'utopie extravagante elle-même, à bien y regarder, est toujours très nettement datée et localisée, pas du tout absolument hors du temps comme on pourrait le croire. On doit la juger très sérieuse, en ce sens précisément, que l'ordre civilisé engendre inévitablement, surtout à la faveur de ses crises inéluctables, l'idée qu'un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre, la civilisation devra se dépasser en enfantant quelque-chose qui ressemblera nécessairement à une organisation sociale de type communiste, s'affranchissant de la propriété privée.

Cette tendance constante, et toujours dans le même sens, mérite la plus grande attention. Quant au côté extravagant de la chose, il se réduisait en fait à ceci : on ne s'appuyait que sur une certitude intuitive et morale pour prouver la nécessité future du communisme, et cela entraînait une description de l'ordre communiste qui transpirait par tous ses pores les conditions de moment et de lieu où vivait l'auteur, conditions absolument bornées et arriérées qui feraient dire – et là est le paradoxe – que l'auteur manquait totalement d'imagination ! Cette analyse s'applique encore intégralement au plan élaboré par Babeuf en 1796.

La deuxième catégorie d'utopies est encore plus intéressante, car c'est le nom que nous choisissons de donner à la tournure d'esprit des gens les plus sérieux, les plus raisonnables, qui ont guidé et édifié tout l'ordre civilisé. Ne dit-on pas du christianisme le premier, qui a sauvé la société occidentale en perdition, et hissée d'un bond puissant à un niveau supérieur, qu'il était "folie pour les gentils et scandale pour les juifs" ? Certes, ce fut là une forte, solide et efficace utopie ! C'est par de telles "utopies", mais qui cette fois méritent mieux le nom d'idéaux, que tout le développement civilisé a pu se dérouler, et uniquement par ce moyen. Luther, Rousseau et tous les autres inspireurs de l'aventure civilisée en sont la preuve. Qu'y avait-il donc d'utopique dans la démarche raisonnable de la civilisation ? C'est le fonctionnement même selon un "idéal", c'est-à-dire qu'on ne savait pas frayer la voie à l'avenir, fabriquer du neuf, sans être persuadé qu'on travaillait à "restaurer" une situation primitive quelconque, qu'on peignait à son insu à l'image des besoins concrets du temps des "réformateurs" révolutionnaires ; c'est-à-dire qu'on était absolument convaincu qu'on s'acheminait, cette fois, enfin vers l'établissement d'un état social fixe, définitif, conforme à la morale et à la raison, alors qu'on ne faisait que promouvoir d'un degré l'ordre civilisé degré transitoire comme la civilisation elle-même.

Que dire donc de l'accusation d'"utopistes" qu'on nous jette à la figure ? Quant à la forme, nous ressemblons aux bâtisseurs sérieux de la civilisation, animés d'un "idéal" ; quant au contenu, nous ressemblons aux utopistes "extravagants" de la civilisation. Où est le mal ? Tout cela est à notre avantage, au contraire. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus donner à nos projets pour l'humanité la forme d'un "idéal" au sens que nous avons donné à ce mot ; mais est-ce que l'humanité ne doit plus avoir d'avenir ? "L'homme ne vit pas que de pain", disait l'Évangile. Plus précisément, quand l'homme n'est pas privé du pain de l'esprit, il ne peut manquer de pain pour son corps. Aujourd'hui comme autrefois, les hommes ont besoin, pour vivre, de connaître l'avenir, de savoir ce qu'ils ont à faire. Nous, marxistes, nous avons un idéal lucide, c'est la seule chose qui nous distingue des bâtisseurs de la civilisation. Nous nous proposons une tâche, une raison de vivre et, par-dessus le marché, ce n'est plus sous la forme d'un "idéal" mais de façon complètement transparente que l'orientation à prendre se présente désormais mentalement, et non plus "à l'envers" comme autrefois ; ne devrait-on pas nous applaudir deux fois pour cela ? Quel avenir la Nouvelle Barbarie dominante propose-t-elle à l'humanité ? Néant ! Et c'est de ce néant qu'on meurt actuellement. On meurt non seulement de non-lucidité, mais même d'idéal sous la forme civilisée ancienne. On meurt de foot, de pastis, de porno, de loto, de drogue, de délinquance, d'astrologie, de somnifères, d'hallucinations de princes charmants. Notre utopie lucide est donc on ne peut plus bénéfique ; elle seule peut guérir notre monde malade, et même sauver l'humanité du suicide, car elle donne son vrai sens à la vie présente.

Ceci dit, on peut toujours répondre : comment peut-on proposer de mener à bien une tâche aussi “invraisemblable” que l’édification d’une société sans chéquier et sans mitraillettes ? La lucidité, précisément, n’exige-t-elle pas de se proposer un “idéal” plus réaliste ? Cette fois, il est précisément question du contenu de notre idéal lucide. Parlons-en. Nous affirmons que le véritable fruit des 25 siècles de civilisation que nous avons connus, fruit que la civilisation n’a jamais consciemment recherché à produire mais qui est là qu’elle le veuille ou non, c’est d’avoir amené la foule des manuels et des exploités au niveau où ils se trouvent enfin capables de prendre directement en main l’organisation sociale. C’est de ce point précis qu’il faut discuter si on veut réellement tester le bien-fondé de notre but de société communiste civilisée. Est-ce que, oui ou non, les multitudes formées des manuels et des exploités ne furent pas, durant toute la civilisation, que les artisans et les bénéficiaires indirects du régime social ? Est-ce que, oui ou non le parachèvement de l’ordre civilisé n’a pas enfin rendu ces multitudes capables de se rendre maîtres de l’ordre social ? Quand les tyrans néo-barbares sont contraints de jaser continuellement de la “démocratie”, ne font-ils pas eux-mêmes l’aveu de ces deux choses ? Parlait-on de “pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple” comme dans notre Constitution officielle, dans les siècles passés. Le malheur est qu’on a les mots, avec tout le contraire de la chose ! Il reste que si l’on est forcé de nous payer de mots, c’est que le besoin de la chose est présent. Ainsi, il nous faut à tout prix, de toute force résolument et urgemment, nous engager dans la voie du communisme, qui est celle que formule notre constitution même. Ceci dit, qu’on ne nous fasse pas passer pour des écervelés : nous savons qu’il y a loin de la coupe aux lèvres. Mais qu’on n’espère pas nous égarer non plus. La “coupe” est là : c’est les moyens humains et matériels du communisme, engendrés par la civilisation elle-même. Les “lèvres” sont là : c’est le besoin vital de rompre avec la néo-barbarie dominante pour ouvrir en grand la porte du communisme. Que manque-t-il ? Il manque l’effort intelligent du bras pour porter la coupe jusqu’aux lèvres, rien de plus. Nous disons que la masse des manuels et des exploités a été rendue “capable” d’enlever la position dominante dans l’ordre social à la minorité des intellectuels et des exploiters de leur position millénaire. Le but n’est nullement de les exterminer ! La tâche sera-t-elle longue et difficile ? Évidemment. Mais c’est la tâche de notre époque, et nous ne pouvons nous dérober. La vraie difficulté est la suivante : de simplement “capable” qu’est le peuple (manuels et exploités) au départ, qu’il se rende lui-même, patiemment et courageusement, effectivement “compétent” : que de la simple “aptitude” à diriger l’ordre social, il se fasse réellement “spécialiste” en ce domaine. En un mot, il faut pouvoir apporter la preuve de ses prétentions, et cela, on ne le peut qu’en se mettant à l’ouvrage. C’est en forgeant qu’on devient forgeron, et on n’apprend pas à enfoncer un clou sans se taper sur les doigts.

Le peuple a besoin du communisme. Il “veut” le communisme, même s’il ne lui donne pas ce nom-là. Et il faut s’y engager avec fermeté et enthousiasme, vu seulement l’état présent de putréfaction avancée de l’ordre civilisé. Le peuple ne craint pas de se mettre au travail, le travail est son domaine, il connaît. Il y aura pas mal de sang et de larmes, n’en doutons pas. Mais il est sûr que plus nous tarderons, plus l’accouchement sera douloureux. Établir la domination du peuple dans la société est difficile, semé d’embûches. Ce dont on manque vraiment, finalement, c’est d’une avant-garde aux vues élevées, adroite et inébranlable ; ensuite, tout est affaire de circonstances à bien apprécier, de tactique. N’oublions pas non plus que la domination du peuple dans la société, ce n’est pas encore le

communisme développé : dans le communisme développé, il n'y aura plus ni peuple ni domination, mais simplement l'humanité libre. Il y a donc bien des étapes concrètes à définir successivement.

Leçons de l'expérience

1- La civilisation était l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce point est indiscutable. Mais on y pense moins, la réciproque est vraie également : l'exploitation de l'homme par l'homme était civilisatrice.

Le premier aspect, pris unilatéralement, est le fondement de la conception anarchiste, ou révolutionnariste en général, trotskiste ou maoïste.

Le second aspect, pris unilatéralement, est le fondement de la conception des radicaux français, ou réformistes en général, socialistes ou communistes.

Un marxiste est celui qui rejette ces deux perversions, mais tient compte des deux aspects à la fois. Le premier aspect est principal vis-à-vis du second : le temps de l'exploitation est révolu, la civilisation est notre héritage. En Mai 68, ce point fondamental n'était pas du tout clair.

Il faut s'en tenir fermement aux deux aspects contradictoires de l'exploitation de l'homme par l'homme ; c'est cela la réalité, c'est cela la "dialectique". Depuis que les marxistes se sont fait connaître en France – depuis le Parti Ouvrier de 1879 –, quand ils ne s'enfermaient pas dans un révolutionnarisme unilatéral, c'est-à-dire réactionnaire, ils semblaient dans l'extrême opposé, le réformisme réactionnaire. C'est tout le drame de Jules Guesde le premier, commençant dans le gauchisme et finissant lamentablement dans l'Union Sacrée de 1914, c'est-à-dire le répugnant opportunisme politicien.

L'exploitation des salariés, et des travailleurs en général, "indépendants" y compris, durant la période civilisée, ce n'était pas le Mal en soi. Tout au contraire. Durant 25 siècles, l'exploitation, expression nécessaire de la propriété privée, fut tout ce qu'il y a de plus fondé. Elle était rigoureusement révolutionnaire, dans la limite précisément où un champ lui restait ouvert pour se perfectionner. Il ne faut pas tout confondre : depuis 150 ans, nous sommes fondés à proclamer que la civilisation, ou société divisée en classes ennemies et solidaires, relevait de la préhistoire humaine, et qu'elle s'est depuis lors transformée en cauchemar pour l'humanité. Ce n'est pas une raison pour diaboliser rétrospectivement, de façon anachronique et enfantine, cette phase brillante de l'histoire de l'humanité à laquelle nous devons tout ! Nous lui devons, justement, de nous avoir élaboré les moyens et le besoin de construire le communisme civilisé. L'exploitation n'est pas un "mal", sorte de substitut laïque du péché originel des chrétiens. Ceci est, paradoxalement, la vision des anarchistes, une vision purement religieuse qui couvre de ridicule les apôtres du "ni dieu ni maître". Au contraire, à y regarder de près, il s'avère qu'en définitive l'exploitation fut principalement "voulue" au départ par la masse populaire, de même que c'est la masse populaire qui en recueille principalement le fruit au terme de son perfectionnement final sous la forme du salariat.

Cette leçon de l'histoire ne concerne pas seulement la base de l'ordre civilisé, les rapports d'exploitation économiques. Tout se tient. La leçon vaut pareillement pour tout ce

qui fit l'ordre civilisé, et le constituait en un tout cohérent : Dieu, la Famille, l'État, la Science, l'Art, la Mystique. Certes, tout cela apparaît aujourd'hui, après coup, préhistorique et révolu ; mais, en même temps, comme c'est grâce au parachèvement de cet ordre civilisé que nous en venons à cette perspective, tout le développement civilisateur doit nous apparaître, pour être justes, comme comportant un noyau impérissable. Et ce noyau impérissable de la civilisation périmée appartient effectivement au peuple, il lui est interdit de le maltraiter. Il en va de même avec d'autres aspects qui étaient inséparables de la civilisation : la Colonisation exprimait l'authentique rayonnement civilisateur ; les grandes épopées guerrières, comme celles d'Alexandre le Grand ou de Napoléon Bonaparte aussi. Qu'y pouvons-nous ? Les choses sont ce qu'elles sont. L'ordre civilisé, tel la lune, avait tout à la fois une face lumineuse et une face sombre.

Résumons-nous. L'ordre civilisé, sous un premier aspect, apparaît de nos jours comme principalement préhistorique. Sous un deuxième aspect, secondaire, il n'en est pas moins vrai que la civilisation, en tant que préparation nécessaire au communisme libre, constitue notre héritage le plus précieux. Sur quoi d'autre nous appuyons-nous ? Cet héritage est le bien exclusif du peuple, c'est le dépôt qu'il a pour mission de sauver de la destruction à laquelle s'évertue la néo-barbarie dominante.

2- Il y a 150 ans, en même temps que surgissait le drapeau rouge du salariat et de la république sociale, la crise générale de la société bourgeoise moderne se déclarait. C'était en même temps la crise générale de l'ordre civilisé établi depuis 25 siècles, dont la société bourgeoise était la phase culminante : dans ce premier affrontement général, celui de 1848, la république sociale fut vaincue matériellement, et on nous infligea la domination d'une Nouvelle Barbarie. Mais l'exigence historique de la république Sociale, héritière légitime de la civilisation, ne pouvait que s'en trouver accentuée. La défaite matérielle du communisme civilisé ne pouvait que mettre plus fortement en relief sa victoire morale. Nous en sommes là, quoi qu'on en dise, quoique qu'on fasse.

Ne cessons pas de le rappeler : en 1848, l'apparition du drapeau rouge sur les barricades parisiennes eut lieu sans qu'aucun parti marxiste ne fut présent dans le mouvement. C'est bien pour cela, finalement, que nous devons passer par le purgatoire de la domination néo-barbare avant de faire triompher le communisme civilisé. Depuis 150 ans, une lutte gigantesque et décisive se livre et s'aiguise sur la planète, lutte qui met aux prises deux tendances diamétralement opposées : la première tendance est celle qui nous entraîne en-deçà de l'ordre civilisé, en ruine tous les acquis et nous enfonce dans la néo-barbarie ; l'autre tendance vise à nous élever au-delà de l'ordre civilisé, en en sauvant tous les acquis et en s'appuyant sur eux, dans le but de tourner la grande page de la préhistoire humaine. Du côté de la décadence civilisée, tout est mis en œuvre, et à une échelle de plus en plus vaste et planétaire : répression, corruption, diversions, divisions. L'arme magique de la néo-barbarie, c'est de se jouer du peuple, en retournant sa propre force contre lui-même. D'où les manœuvres écœurantes, du genre de la "guerre des écoles" ; d'où les débouchés révoltants offerts à l'aristocratie salariale, dans le carriérisme "social" ou le fonctionnarisme colonial ("coopération" actuelle comprise). D'où les excitations chauvines redoutables, dans le style "produisons français", les "ingérences humanitaires" à coups de légionnaires, et les guerres de "blocs" produisant des boucheries sans nom, glorifiées au nom du "droit" ou de la "démocratie". Tout cela aboutit à river l'ordre dominant de la néo-

barbarie, tout en discréditant le “socialisme” qui fournit les domestiques qui permettent le succès de ces opérations sataniques.

La lutte chronique que se livrent néo-barbarie et communisme civilisé traîne en longueur, elle est compliquée, pleine de détours, le plus souvent obscurcie. La lutte pour le communisme civilisé remporte parfois de vifs succès en un point, puis de sévères défaites sont subies en un autre. Mais la nature de l'enjeu ne fait pas de doute pour les gens clairvoyants et qui gardent leurs nerfs. C'est le rôle, précisément irremplaçable, du parti marxiste, de débrouiller sans cesse l'écheveau, de convertir les revers en leçons fructueuses, de “corriger le tir” et de maintenir le bon cap sous l'orage.

3- Il importe de préciser un point qui peut sembler accessoire au premier abord, mais qui est cependant vital. Contrairement aux dires stalinien, développés ensuite de manière obscène par les clowns Khrouchtchéviens, il n'est pas vrai que, jusqu'à présent, le socialisme ait jamais été l'ordre prédominant dans le monde. Nous ne sommes à aucun moment sortis de la période de crise générale de l'ordre civilisé. La domination néo-barbare n'a pas un instant cessé de prévaloir sur la tendance communiste. Si l'on nous permet un parallèle avec la chute de l'Empire romain, c'est-à-dire la ruine du monde antique tout entier, disons que le communisme n'a pas eu encore son “Constantin”. Le communisme civilisé vit encore sa période des “catacombes”. Babeuf était, si l'on veut, notre Jean-Baptiste, et Marx notre Saint Paul. Lénine et Mao figurent comme de grands Pères de notre “église primitive” avec leurs défauts inévitables, tout comme Tertullien et Origène.

Ce point étant précisé, ainsi s'annule la question mal posée et qui, pour cela, n'a pas reçu de solution, qui était discutée il y a 20 ans et plus : est-ce que Mao personnifie ou non une “troisième étape du marxisme”, après Marx et Lénine ? Les choses ont diablement avancé depuis Marx, qui ne connut que la brève expérience, en fait suicidaire matériellement, des 72 jours de la Commune de Paris. Néanmoins, Lénine et Mao ne donnèrent encore que de violents ébranlements à l'ordre civilisé en putréfaction, lequel ordre reste dominant sur la planète. Nous n'avons connu jusqu'à présent qu'une seule grande “étape” du marxisme, dont nous ne sommes pas encore sortis : celle du communisme “primitif”.

Situer ainsi exactement où en est notre effort pour le salut communiste de l'humanité, c'est d'une importance qu'on ne saurait sous-estimer pour fixer rigoureusement la nature de nos tâches présentes.

4- Encore une précision importante. Si Marx est très bon, Lénine et Mao ne sont pas mauvais du tout non plus. Ces grands maîtres du communisme sont plutôt mal vus à l'heure actuelle. Leurs insuffisances, relativement aux besoins présents, peuvent les faire utiliser dans des sens divergents. Cela n'a pas grande importance. Laissons courir. Les chiens aboient, la caravane passe. Disons seulement que dans ces deux expériences de marxisme victorieux, expérience russe et expérience chinoise qui restent douloureusement dans la gorge des monstres néo-barbares qui trônent à l'O.N.U., nous ne voyons qu'une lacune fondamentale : on n'a pas su distinguer clairement et associer en conséquence les deux nécessités de la préservation de l'ordre civilisé d'une part, et de l'édification de l'ordre communiste d'autre part. Ceci a pour corollaire direct la confusion relative qui a été faite entre les deux fonctions de parti “dirigeant” et parti “au pouvoir”.

Quoiqu'il en soit, la "chute du Mur de Berlin" n'a rien à voir avec une quelconque "faillite du communisme", comme les maîtres du monde actuel voudraient s'en persuader et, plus encore, nous en imposer l'idée. Nous ne nions pas qu'il y ait un lien indirect entre cet événement capital et la déviation stalinienne du "socialisme d'État" établi en 1934, c'est-à-dire 55 ans plus tôt. Il reste, cependant, quant au fond, que la chute du Mur de Berlin est bien plutôt une faillite de l'ordre bourgeois en décomposition ; en effet ce fut directement l'effondrement du capitalisme d'État khrouchtchévien, qui succéda en 1956 au socialisme d'État de Staline. Ce qui embrouille les choses, c'est que nous n'avons pas été capables de critiquer à temps et à fond le socialisme d'État de Staline, et en avons laissé le soin à des forces non qualifiées pour le faire : des libéraux, des anarchistes, des nazis, des ci-devant tsaristes, des néo-barbares "démocrates". Mao lui-même n'en est pas venu à une critique officielle et systématique du "stalinisme". La fameuse "déstalinisation" apparut donc comme une victoire à mettre à l'actif de la "bourgeoisie rouge", de la Nomenklatura russe, un succès de Khrouchtchev et de son compère Kennedy. Mao brûlait toujours plus de se lancer dans la critique du stalinisme. Il se vit acculé à deux reprises, par la guerre de Corée (1950) et par le social-impérialisme soviétique au Vietnam (1963), à prendre la défense de Staline contre les gredins impérialistes. Malgré tout, à long terme, la chute du Mur de Berlin (1989) est résolument une bonne chose pour le peuple mondial et non pas pour les néo-barbares dominants qui s'en réjouirent trop vite. Cet événement élimine la saleté khrouchtchéviennne une fois pour toutes, et nous contraint enfin à procéder à une critique révolutionnaire définitive du socialisme d'État de Staline. Il est dès à présent démontré que les satans onusiens déchantent chaque jour un peu plus, même en l'absence d'une renaissance organisée et agissante du communisme, depuis que leur "gauche" internationale des Khrouchtchev, Brejnev et Kossyguine a mordu la poussière.

Un mot sur la Chine, celle qui se présente comme "post-maoïste", la Chine de Deng Xiaoping. Après la mort de Mao (1976), il fut mis un terme à la dernière phase de la Révolution Culturelle par un coup d'État qui brisait la "Bande des Quatre" la même année. Les turbulences de l'événement apaisées, la Chine se lançait en 1978 dans ce qu'on appelle aujourd'hui le "socialisme de marché". C'est, dans des conditions nouvelles, une réédition de la "N.E.P." (Nouvelle Économie Politique) que Lénine décréta en 1921 pour rompre avec le "communisme de guerre". C'est aussi un retour à la ligne de "Démocratie Nouvelle" que le parti chinois avait défini en 1940. La N.E.P. fut une mesure empirique judicieuse, mais qui ne parvint pas à trouver son point d'équilibre, à se mettre en accord avec la théorie marxiste telle qu'on la concevait à l'époque ; cette incertitude mena à la déviation du socialisme d'État de Staline. La Démocratie Nouvelle ne trouva à s'appliquer que dans la guerre contre le fascisme japonais, et elle fut écartée après la victoire de 1949, l'influence soviétique se trouvant mise au premier plan pour organiser le pays. La même chose, au fond, était arrivée au programme bolchevik de "République démocratique", ou "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans" (1903-1919)¹. Le "socialisme

¹ Le programme de "république démocratique" de Lénine (1903-1919), ou "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans". Il s'agit d'un régime qui doit se substituer à l'autocratie tsariste, adapté à un pays paysan et multi-national, préparant les conditions ultérieures de la "dictature du prolétariat" stricte, régime politique de la phase inférieure du communisme.

Comme la "Démocratie Nouvelle" chinoise, on "oublia" ce programme ultérieurement, allant d'une extrémité dans l'autre :

- "dictature du prolétariat" de 1919 (communisme de guerre) ;

de marché” de Deng Xiaoping, qui reprend ces expériences, ne trouve pas non plus son point d'équilibre. Dans le cataclysme qui frappa les pays de l'Est en 1989, se produisit “l'incident de Tien An-Men” à Pékin. Cet événement n'a pas débouché, comme l'espéraient les apologistes de la néo-barbarie occidentale, sur une chute du “mur de bambou” à Pékin. Mais le désordre entre la théorie marxiste et le “socialisme d'Entreprise” en Chine s'est trouvé aggravé. Où mènera la déviation de type Boukharine en Chine ? On ne sait.

Le “socialisme de marché” du parti chinois n'est pas une “restauration du capitalisme”, un khrouchtchévisme oriental, comme l'affirment les gens du Sentier Lumineux du Pérou et autres Khmers Rouges ou gens du P.K.K. turc. C'est cependant une déviation du socialisme, déviation inverse à celle du socialisme d'État stalinien, que nous nommons pour cela socialisme d'Entreprise. C'est de cette déviation que Boukharine menaçait la Russie en 1928. Ici, elle fut heureusement enrayée par l'équipe de Staline qui déclencha la collectivisation agricole, grande initiative créatrice du parti russe, malgré ses “bavures”. Le véritable “excès” russe n'eut pas lieu en 1928, mais en 1934, date où la victoire de Hitler en Allemagne précipita Staline dans la déviation du socialisme d'État, dont on chantait aussi les succès en Occident : il hypothèque de la même façon l'avenir du parti et du régime chinois. Mais l'on ne peut dire encore si cette déviation pourra être corrigée par un retour à la direction communiste, ou bien si elle mènera à une contre-révolution caractérisée ramenant la domination néo-barbare.

Que conclure des deux expériences tumultueuses, russe et chinoise ? Nous luttons pour abattre l'ordre préhistorique de la civilisation, fort de 25 siècles de développement. Comment s'étonner que ce régime millénaire trouve les moyens de contaminer nos propres victoires, et de reprendre matériellement et passagèrement le dessus ? Seuls des gens sans conviction et sans détermination peuvent s'en trouver déroutés et découragés. Nous en verrons d'autres ! Et rira bien qui rira le dernier ! Est-ce que l'évolution irrépressible du parlementarisme moderne fut en quoi que ce soit remise en cause quand, en Angleterre, Monk prétendit effacer l'œuvre de Cromwell en rétablissant passagèrement la royauté médiévale catholique ? Quand, en France, après Robespierre et Napoléon Bonaparte, les “fourgons de l'étranger” nous imposèrent passagèrement le rétablissement de la monarchie absolue, avec Louis XVIII et les aristos à perruques, est-ce que 1789 fut anéanti ? N'est-il pas démontré que c'est dans les “restaurations” archaïques que l'ancien régime achève au contraire définitivement de se montrer impossible ? La révolution russe, chose inouïe, expérimenta la voie socialiste sur 1/6 des terres émergées de la planète durant 17 ans. La révolution chinoise fit plus encore, soulevant 20 % de la population mondiale durant 30 ans contre la néo-barbarie planétaire dominante. Qui effacera des précédents pareils, avec leurs enseignements inappréciables ? Il faut rêver éveillé pour croire que les peuples concernés vont à présent tomber amoureux du modèle de société-bidonville du Tiers-Monde ou du modèle de société mafiosi du G7 !

Tenons-nous donc fermement au fil rouge de l'émancipation humaine, à la voie du combat salarial et marxiste, que ponctuent les dates de Février 1848, Mars 1871, Octobre 1917, Octobre 1949. Hors ce sentier qui est celui du peuple, tout est bel et bien foutaise !

- “Constitution” de 1936 (socialisme d'État).

La phase de correction empirique de la “NEP” (1921-1934) ne fut pas théorisée, conçue comme un mal nécessaire, situation “subie” n'entrant pas dans le schéma marxiste. Alors que c'était la confirmation même du Programme de 1903...

Conséquences pratiques des leçons

1- Un marxiste n'a de sens que comme militant du parti marxiste. C'est le B.A. BA. Ce parti marxiste n'est pas, et son Internationale non plus. Il faut donc les construire.

La particularité du parti marxiste est qu'il se constitue nécessairement sous forme d'une sorte d'église politique, ou d'une armée civile. Autrement dit, c'est une association dont les membres forment "corps". Il n'y a rien de mal à cela, tout au contraire. Personne n'est contraint d'y adhérer ; et il n'est pas donné à n'importe qui d'y être admis. Ceci bien posé, il n'y a guère à épiloguer.

On voit déjà que le parti marxiste ne se constitue pas pour s'ajouter à ceux existants et leur faire "concurrence". Notre parti n'est pas un parti comme les autres, au point même qu'on peut être membre de notre parti "spécial" tout en étant adhérent d'un parti "ordinaire" quelconque.

Le parti marxiste groupe simplement l'avant-garde sociale en un corps unique et distinct, groupement "à part" qui n'a de sens que s'il s'associe à la liaison intime de ses membres pris individuellement avec les organisations du peuple nées sur le terrain préhistorique existant.

La raison d'être du parti marxiste est d'œuvrer par tous les moyens à l'avènement de la société communiste civilisée universelle, à l'organisation sociale délivrée de l'Argent et de l'État. Sa méthode d'action propre est celle dévolue à un catalyseur et à un médiateur.

Le parti marxiste ne se propose pas de "convaincre" à une doctrine par des discours, pour gagner des "élections". Il ne se propose pas non plus d'"exciter les masses" par des exhortations enflammées à risquer le tout pour le tout, à gagner une guerre prolongée par le miracle d'une "action héroïque" unique, ou la répétition d'"actes exemplaires". Il s'agit de faire la preuve pratique que nos prophéties concrètes s'avèrent raisonnables et efficaces aux yeux de la multitude. C'est ainsi que les idées du peuple finiront par rejoindre ses intérêts.

Le parti marxiste se tient à la perspective consciente et décidée du communisme civilisé, qui passe par la domination du peuple. Il n'est pas plus à gauche qu'à droite, pas plus démocrate que fasciste, pas plus modéré qu'extrémiste, pas plus réformiste que révolutionnaire, pas plus croyant qu'athée, libéral que dirigiste, etc....

L'avant-garde marxiste se propose de défier les partis et syndicats existants, en les sommant sans relâche de s'unir et pour cela, de s'épurer de leur captation par la néo-barbarie dominante. Tout préhistoriques et décadents qu'ils soient, ces partis et syndicats, dans la mesure où leur existence n'est pas absolument artificielle et sont tolérés par des fractions du peuple faute de mieux, nous jugeons qu'ils renferment nécessairement quelque-chose de bon, qu'il nous faut cerner et faire fleurir.

Il est inévitable que l'avant-garde marxiste soit une minorité. Elle le restera très longtemps. Son nombre, d'ailleurs, importe moins que son influence. Le jour lointain où le parti marxiste sera "majoritaire", sera celui où il aura déjà commencé à devenir inutile et s'apprêtera à disparaître. À ce moment, en effet, le peuple, qui comprend jusqu'à présent 95 % de la population, sera en voie de se confondre avec l'humanité entière.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Il est prévisible que le parti marxiste, minoritaire socialement, se recrutera en faisant fusionner deux groupes en son sein : d'un côté une "masse" relative constituée par l'élite des salariés ; de l'autre côté un petit nombre absolu d'individualités en rupture avec le système néo-barbare dominant, précisément des intellectuels et des exploités.

Le regroupement de l'avant-garde, son renforcement en qualité et en quantité, son allure modifiée à chaque étape de la lutte, cela se fera dans le processus même où la malveillance déchaînée des malveillants dissipera l'ignorance des ignorants.

Étranger à toute idée de "parti de masse", le parti marxiste n'a évidemment pas non plus le culte de la secte. Simplement, il y a des moments où l'on doit activement faire appel à un afflux de nouveaux éléments, et d'autres moments où il est impératif d'épurer le parti d'éléments devenus indésirables. Faut-il préciser que tout indésirable n'est pas pour autant un "ennemi du peuple" ; le plus grand nombre, au contraire, c'est le cas de gens qui se trouvent à l'étroit chez les marxistes, et peuvent libérer une activité intense en faveur de l'émancipation sociale à l'extérieur.

2- L'essentiel est que le parti, forcément minoritaire dans une première phase très prolongée, se lie de manière vivante à toutes les couches populaires. Dans le même moment, c'est arriver à maîtriser la nature réelle et l'état précis de la mafia dominante. Se faire l'écho réel et l'oracle effectif de 95 % de la population, cela se juge par des critères distincts à chaque étape de la lutte. Évidemment, le caractère d'avant-garde est presque tout entier théorique au début, dans la proclamation de la dissidence initiale ; il ne devient pleinement pratique que le jour du triomphe sur la néo-barbarie.

Finalement, si la néo-barbarie est dominante, c'est que le peuple n'a pas les idées de ses intérêts. Mais il n'y a pas à tourner autour du pot : se lier au peuple, c'est pourtant se lier d'une manière ou d'une autre à ces "idées fausses" du peuple ! Concernant ces opinions populaires le parti marxiste ne fait de concession à qui que ce soit. Par exemple, la gauche serait soi-disant "meilleure" que la droite, etc. En revanche, le parti marxiste ne nourrit aucune répugnance à l'égard de qui que ce soit. S'il faut trouver du bon chez les décadents, Doriot vaut bien de Gaulle ; et si l'on tolère que ce dernier ait un monument à Colombey, il est vraiment "injuste" que le premier n'ait pas le sien à Saint-Denis !

Nous mettons exactement, quant au fond, sur le même plan toutes les influences et idéologies existantes. Il y a des distinctions tranchées à faire, mais elles ne peuvent être motivées que par la conjoncture et la tactique. Toutes les idées qui ont cours dans notre système néo-barbare ont bien une justification quelconque, à partir du moment où elles ont un impact réel dans telle ou telle section du peuple. Par exemple, il n'y a pas à "choisir" entre Roosevelt et Hitler. Pour ne pas nous égarer, sous prétexte qu'on découvre autant de "bon" chez Doriot et Hitler que chez de Gaulle et Roosevelt, il suffit de ne pas perdre de vue un instant que la néo-barbarie, le parasitisme économique et le despotisme politique en vigueur, ne favorisent que la perversion de tendances populaires positives.

À la base et paradoxalement, notre régime néo-barbare se soutient par la condition même d'humiliation et d'insécurité qui est faite au peuple. En ce sens, les néo-barbares aux commandes du système partent gagnants ! L'ironie amère du régime, c'est que depuis l'instauration du suffrage universel, les partis ne servent plus à rien du tout, et sont même principalement nuisibles. Mais il y a l'autre côté de la question. Le passé civilisé, parlementaire et libéral, tout mort et enterré qu'il soit, persiste à hanter la démocratie

dictatoriale actuelle, obligeant les politiciens à jouer en fanfare une comédie électorale totalement privée de sens, mais qui doit être d'autant plus éclatante ! On pourrait bien alléger le budget "national" des frais d'impression des bulletins de vote, ce qui serait tout bénéfique pour le peuple qui les paie, sans compter qu'on serait libéré des tracasseries causées par le "financement occulte" des partis devenus sans objet ! Mais il faut que la maudite tradition civilisatrice empoisonne la politique néo-barbare. C'est une preuve de la victoire populaire finale nécessaire. Ceci dit les singeries électorales mises de côté, les argousins et la chiourme des "mal-aimés" veillent au grain, pour le cas où un accroc accidentel se produirait dans le système d'auto-asservissement du peuple existant, et s'il se trouvait que le peuple se mette à "mal voter". La passivité populaire organisée qui forme l'essence de l'électorisme actuel a aussi ses failles !

La reine Hortense, mère de Napoléon III, livre le secret de notre démocratie pour rire : "Il y a un art des princes, pour faire miroiter les phrases de manière à ce que, par un phénomène d'optique, elles fassent voir aux peuples tout ce qui leur plaît. Chacun selon son préjugé, de ses yeux y aperçoit la couleur qui le flatte".

C'est comme cela que notre "classe politique" part en campagne, avec ses discours sur l'Ordre et la Liberté. On ne prêche, évidemment jamais le désordre et la dictature ! Comment ne pas se prononcer en faveur de ces belles choses, que le bon peuple prend évidemment, lui, au sérieux ? Mais si on en restait là, le décalage serait trop vite choquant entre les discours et les actes. Pour que l'opération fonctionne, on a donc deux gangs rivaux de politiciens en lice, l'un prêchant l'Ordre contre la Liberté, et l'autre la Liberté contre l'Ordre. Mais ensemble, aucun des deux gangs ne nous dit que ces notions sont également de la fausse monnaie sous la domination néo-barbare qu'ils gèrent fraternellement. Pour parer à cela, une fois au pouvoir, chaque clique dira que son programme n'avait pas autant d'importance que nous le pensions, que l'on a mal compris, le "sens de l'État" primant sur tout le reste. D'un autre côté, on n'oublie pas de gémir, de se montrer frustré de n'avoir pas pu appliquer son programme comme on l'aurait souhaité, du fait des bâtons dans les roues mis par l'opposition. Toutes ces contorsions pour nous faire comprendre que les beaux discours électoraux à propos de la Liberté et de l'Ordre ne sont que des discours ! Si quelqu'un a jamais imaginé qu'il put en être autrement, il est désigné immédiatement à la vindicte publique, comme un dangereux rêveur privé de réalisme, si ce n'est pas comme un bandit de grand chemin.

Toujours est-il que les deux moitiés du peuple que leur sens civique a amené, l'une à appuyer le candidat de l'Ordre, l'autre celui de la Liberté, ont amené le résultat suivant : 1- la consultation populaire n'a consisté qu'en une mobilisation négative de la population, un simple plébiscite du système ; 2- chaque moitié du peuple a bien plus voté contre l'autre moitié populaire que pour des programmes différents. Par le moyen de la messe électorale, on a tenu à ce que le peuple vienne lui-même placer la cerise sur le gâteau de la néo-barbarie ; et les deux moitiés du peuple sont entraînées à s'amuser un instant à se paralyser mutuellement, en se passionnant pour les factions byzantines des Bleus et des Verts.

Les tendances très positives du peuple en faveur de la Liberté et de l'Ordre, dans les conditions présentes, ne peuvent trouver qu'une expression perversifiée, et mener à une aggravation de la dictature et du désordre du système. C'est à cause de ce double sens de la "vie politique" dans les conditions présentes, que nous disons que dans tout parti existant,

un diamant est enfoui sous un tas d'ordures. Les marxistes ne craignent pas de se couvrir de crasse et de puanteur, pour aller s'emparer du joyau. L'adepte sincère de n'importe quel parti, celui surtout qui ne fait pas métier de la politique, nous disons que nous adhérons avec lui à son parti. De l'anarchiste au néo-nazi, du Témoin de Jéhovah au "refondateur" communiste, du drogué du tiercé au C.R.S. syndiqué. On doit connaître de près, par un contact vivant, le grain d'aspiration positive, de motivation légitime qui le conduit. Prêcher des convaincus n'est-il pas du temps perdu ? En revanche, ce sont les convertis initialement les plus hostiles qui donnent souvent les militants les plus combattifs.

3- Ce qui fait le plus de mal au peuple, c'est indiscutablement les "partis sociaux", ceux qu'on dit "réformateurs", du "mouvement", de "Gauche". Ces officines de larbins sournois et insolents, purs démagogues sans scrupule aucun, se donnent pour carrière de sauver la mise aux Grands seigneurs "de Droite" qu'on dit "réactionnaires" au moment opportun, moment qui ne manque évidemment pas d'arriver vu le caractère profondément chaotique et instable du système. Tout ce beau monde, d'ailleurs, "alterne" et "cohabite" allègrement au vu et au su de tout le monde sans qu'on s'en émeuve outre mesure. La séquelle des gens "de gauche", soupape de sécurité du système, depuis 150 ans, est vraiment ce qui constitue l'opium du peuple. Peu importe d'ailleurs que ces charlatans soient du modèle libre-penseur ou clérical, dirigiste ou libéral, etc. Les plus perfides ne sont pas non plus ceux qu'on pense. La filiation maudite par excellence, en France, est effectivement celle de la gauche-gauche, "républicaine" à tout crin, la très grande "amie des travailleurs" : Cavaignac, V. Hugo, J. Favre, Gambetta, Clemenceau, Zola, Jaurès, Blum, Mendès France, Thorez. Quant à notre loque politique présidentielle, elle n'a de parallèle qu'avec les personnages de la "3^{ème}" du type Sadi Carnot, Président de la "République du Panama", dont on ne se gêne pas pourtant pour dire qu'"il se distingua par son intégrité", et qu'on mit au Panthéon ! Dans les festivités nationales programmées, nos autorités sont vraiment coupables d'avoir manqué de commémorer le centenaire du fameux scandale de 1892 !

Les gens du peuple "de droite", petits entrepreneurs, paysans, syndicalistes de sensibilité religieuse, menés par les héritiers indignes des vrais libéraux, se sont bien fait avoir par la féodalité financière depuis 150 ans ! Sous prétexte que Marx ne voyait d'autre issue que dans la généralisation de la responsabilité civile, par l'organisation de la coopération économique systématique, les gens du peuple de droite n'ont pas vu qu'il était tout le contraire de la bureaucratie et de l'étatisme. Ils furent bien punis par l'expropriation réelle, économique et politique, que leur ont fait subir le parasitisme et le despotisme dominants. Bref, les gens du peuple de droite se sont faits les otages de leurs ennemis jurés, et ils ont privé le marxisme de leur contribution civilisatrice. D'où leur part de responsabilité, qu'il faut bien les obliger à endosser, dans le fait que le marxisme s'est acquis la double image odieuse de la "chienlit" et du fonctionnarisme.

Il faut se faire une bonne fois à l'idée que les manuels et les exploités, la masse du peuple, est devenue majeure. Travailler dur pour que cela se concrétise par l'avènement de la République Sociale, finalement, ce ne sera pas du tout plus mal pour tout le monde. Ces anciennes "puissances sociales" craindraient-elles que le nouveau régime révèle qu'ils manquent de capacités réelles pour se rendre utile et trouver une place dans une société réellement humaine ? Voudraient-elles nous démontrer que seul le vice et le privilège justifiaient leur position dominante d'antan ?

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

À chacun de réfléchir soigneusement, et que chacun fasse son choix. Le peuple est patient et généreux. Quant à nous, notre chemin est tracé : c'est celui de Marx et du communisme.

Par où commencer ?

Mise au net

Passer au crible d'une critique sans concession de toute l'expérience marxiste authentique depuis 150 ans, spécialement en Occident. Pour ne plus en parler. Le nettoyage mental opéré, le feu sacré peut rayonner.

Le but

Porter le peuple de notre contrée européenne au niveau de la domination sociale. Les limites géographiques de cette zone libérée de la domination néo-barbare seront fonction des circonstances. La question prioritaire en Occident est que les ménages soient maîtres des entreprises, c'est la question économique et civile.

Qui mobiliser ?

Nous repartons en quelque sorte à zéro. L'urgence est de parvenir à constituer le noyau d'une avant-garde. Ceci appelle la fusion de deux éléments : d'une part des individualités en rupture avec la Nouvelle Barbarie, qui représentent des gens d'expérience dans les questions sociales : hommes d'affaires et administrateurs ; d'autre part la couche des jeunes salariés manuels. En finir avec les "groupuscules étudiants".

Pour quoi faire ?

L'heure est principalement à la dissidence spirituelle et morale organisée.

Comment procéder ?

Forcer tous les syndicats et partis à s'unir et, ce faisant, à s'épurer de la néo-barbarie qui les domine à l'heure actuelle. Se montrer impitoyables envers la démagogie et les diversions.

Refus de se lier les mains ; pas de dogme : ni de voter ni de s'abstenir, ni du pacifisme ni de la violence. On ne s'attaque aux hommes que parce que la destruction du système nous y force.

Du Radicalisme au Démocratisme

L'époque Moderne, phase suprême du développement civilisé, embrasse 350 ans d'histoire. Cette époque fut tout à fait particulière à l'Europe occidentale, cette localisation devant être entendue au sens "atlantique" puisqu'elle comprend l'Union américaine constituée en 1776.

Le parachèvement de la civilisation moderne s'effectua durant les dernières années de la période considérée, de 1760 à 1850. Le départ est marqué tout à la fois par la constitution proprement dite de la science économique (Quesnay : Tableau économique – 1758) et par la constitution proprement dite de la science politique (Rousseau : Contrat Social – 1762). La grande époque des "Lumières" que nous évoquons se présente finalement de la façon suivante : une première révolution économique entraîne à sa suite une révolution politique, laquelle rejaillit à son tour sur l'ordre économique en mettant en branle ce qu'il est convenu d'appeler la "révolution industrielle". La première révolution économique, qui ébranle les conditions antérieures de la Propriété, peut être datée de 1765, avec l'avènement de la filature mécanique du coton, grâce à la "spinning Jenny" de Thomas High. L'amorce d'une révolution analogue en France ne se manifesta qu'en 1780. La révolution politique qui découla de ce phénomène, et remit donc en cause les conditions antérieures de la Liberté, c'est évidemment la Grande Révolution française de 1789-1815. La suite directe de la révolution des Droits de l'Homme, ce fut la "révolution industrielle", que l'on peut faire commencer avec le chemin de fer à vapeur, qu'inaugura la machine mobile ("l'Expérience" de Stephenson en 1825).

La crise de croissance ultime de la société bourgeoise moderne peut être datée de 1760. C'est la fin effective de la Guerre de 7 ans, que Churchill nomme "la première guerre mondiale de l'histoire", qui oppose tous azimuts l'Angleterre et la France. Elle est menée en Angleterre par William Pitt, le "grand député" (The great commoner), "Années grandioses", "chargées de gloire", d'"Ivresse" nationale, dit Churchill. 1759 : "cette année vit le triomphe des armes britanniques d'un bout à l'autre du monde". Walpole dit : "Les romains ont mis 350 ans à conquérir le monde. Il nous a fallu trois campagnes pour subjuguier le globe, et un globe autrement plus vaste". En effet, l'Angleterre s'empare des navires français en Orient : elle s'apprête à dépouiller l'Espagne en Amérique et en Asie : elle brise la puissance française au Canada, en Amérique et aux Indes, au Sénégal, et fait abattre les fortifications de Dunkerque. Mais Pitt, celui dont Carlyle dit qu'il "fut durant 4 ans le monarque d'Angleterre", voulait encore écraser la France sur le continent européen. L'Angleterre s'y refuse et il doit démissionner. Aussi, en 1761, le ministre des affaires étrangères français, Choiseul, peut conclure le "Pacte de Famille", qui lie la France et l'Espagne, tandis que l'Angleterre va se trouver avec la Guerre d'Indépendance de l'Union américaine sur les bras. C'est pourquoi, à la conclusion officielle de la Guerre de 7 ans au Traité de Paris de 1763, Pitt dit : "Cette paix ne vaut rien".

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

La nouvelle époque d'apogée du libéralisme bourgeois européen se signale aussi par la scission des Maçons anglais. Laurence Dermott a lancé une Grande Loge rivale, celle des "Maçons primitifs", démocratisée et aux rituels simplifiés, qui prend son essor en 1760.

Parallèlement, la nouvelle époque est marquée par l'expulsion des Jésuites en France en 1762, supplantés par le néo-jansénisme des Oratoriens.

Ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est de signaler que, durant les 90 années de perfectionnement final de la société bourgeoise moderne, parallèlement au courant dominant qui peut être dit celui du libéralisme pur et simple, un courant subordonné se développait, courant qui apparaît comme celui du "libéralisme social". La particularité de ce mouvement, c'est qu'il anticipe en quelque sorte sur le défi "communiste" que rencontrera l'ordre civilisé au terme de son développement en 1850, et qu'il se propose de surmonter les limites virtuelles du vieil ordre de choses par la mise en œuvre des moyens mêmes qu'offre la civilisation. La tendance au "libéralisme social" qui nous occupe n'a donc rien à voir avec l'utopisme communiste, qui préconise a priori la suppression de la Propriété et de l'État, et que nous voyons également prendre sa forme achevée dans la même période. L'utopisme communiste aura comme représentants typiques : en économie le français Babeuf (1796), en politique l'anglais Godwin (1798).

Précisément, ce qu'il nous faut souligner en premier lieu, c'est que le libéralisme social, durant cette période 1760-1850, vit son côté politique développé en Angleterre tandis que son côté économique fut développé en France.

Ceci dit, au cours de ces 90 années, le libéralisme social, et aussi bien sous sa face politique que sous sa face économique, apparaît commencer sous la forme du Radicalisme, pour finir sous la forme de Démocratisme. Que signifie cette évolution ? Au stade Radical initial, la petite bourgeoisie, qui regroupe essentiellement des petits commerçants et paysans indépendants, exige de la bourgeoisie libérale qu'elle s'appuie sans réserve sur les intérêts de la masse des manuels et exploités, et assume la défense des intérêts économiques et politiques. Au stade Démocrate final, la petite bourgeoisie, qui regroupe essentiellement des artisans et des ouvriers qualifiés, combat pour que la masse des manuels et exploités bénéficie effectivement de la liberté civile et de l'égalité politique bourgeoises.

Les principes civilisés modernes, libéraux, se présentent très clairement sous leur forme pure, achevée : en économie, c'est la trinité Propriété privée/Liberté des contrats/Concurrence ; en politique, c'est la trinité Constitution/Égalité devant la Loi/Volonté générale.

Le libéralisme social, en passant du radicalisme au démocratisme, atteint finalement l'extrême limite de ce que peut tolérer le régime civilisé sans que ses bases mêmes soient remises en question. Au début, avec le radicalisme, il s'agit simplement que la masse du peuple, les exploités et les opprimés, bénéficient d'une tutelle efficace, en restant dans leur position de propriétaires privés non-possédants et de citoyens publics passifs. À la fin du processus, on aboutit à tout autre chose : la revendication que les propriétaires privés non-possédants accèdent à la possession d'instruments de travail, et que les citoyens passifs accèdent à la possession d'instruments de gouvernement. Au terme donc du processus du

libéralisme social, on en vient à opposer la Propriété privée à l'Exploitation, à considérer l'exploitation comme un "privilège" anormal, et on en vient à opposer la Citoyenneté publique à l'Oppression, à considérer l'oppression comme l'expression de l'"arbitraire". C'est pourquoi la phase finale démocratique du libéralisme social pourra prêcher l'association économique devenue admissible par l'esprit civilisé lui-même, alors qu'on ne pouvait manquer autrefois de l'assimiler au "communisme" barbare ; de même, on pourra prêcher la démocratie politique, devenue admissible, alors qu'on ne pouvait manquer autrefois de l'assimiler à l'"anarchie" barbare. Tout au long de la civilisation, on avait en effet considéré que le communisme économique et la "démocratie" politique ne pouvaient se présenter que comme des états passagers, au cours des grandes crises révolutionnaires de l'ordre civilisé ; et l'on pensait que ces situations dramatiques exceptionnelles avaient pour pendant inévitable une réaction opposée passagère, sous forme de dictature économique et de "tyrannie" politique, également révolutionnaires.

Il ressort du mouvement de libéralisme social, radical-démocratique, les enseignements suivants :

- On n'envisageait absolument pas alors, et à juste titre, nos conditions présentes de parasitisme économique et de despotisme politique. Ce qui était en vue, c'était simplement les désordres périodiques socialisés qu'entraînait l'ordre de la bourgeoisie moderne : crises économiques et crises politiques.

- La riposte aux troubles périodiques socialisés de l'ordre bourgeois moderne était essentiellement envisagée au point de vue de la petite bourgeoisie, cette expression ne comportant aucun sens péjoratif, et en englobant à la fois des petits propriétaires dépourvus de moyens d'exploitation, et des salariés détenteurs d'une "force exploitable" privilégiée, comme de "métiers". L'horizon petit-bourgeois du libéralisme social ne pouvait donc aller au-delà de la perspective d'un Parlement placé sous l'hégémonie de Propriétaires privés qui ne soient ni exploiters ni exploités. Et on voyait nécessairement que l'État démocratique à instaurer devait s'arroger la fonction nouvelle décisive de Commanditaire de la coopération générale, c'est-à-dire l'extension civile de l'ancien rôle des Finances publiques. Ce point de vue petit bourgeois vis-à-vis des désordres généraux engendrés par la société civilisée moderne, resta longtemps très puissant au sein même du mouvement ouvrier et socialiste. Ainsi, en 1870 encore, Vallès et Eugène Pottier ne voulaient pas dissocier Proudhon et Marx. Ceci se ressent dans le texte de l'Internationale.

- Le point de vue du libéralisme social, radical-démocratique, si l'on met de côté les conditions présentes de Nouvelle Barbarie dominante, qui donnent des contraintes particulières à la lutte pour instaurer le communisme civilisé, et si l'on s'en tient au fait que ce dernier régime est la suite révolutionnaire nécessaire de la société bourgeoise moderne, le point de vue petit-bourgeois en question n'est pas absolument à condamner. Il faut seulement bien considérer que la perspective du démocratisme correspond à un point où la "quantité" du développement civilisé doit inéluctablement se changer en "qualité". Ce n'est plus l'ordre civilisé, avec ses propres moyens, qui peut se muer en communisme ; ce ne sont pas des petits-bourgeois indépendants ou salariés s'arrêtant à la perspective de "tous citoyens actifs" et "tous propriétaires possédants", qui peuvent être les agents du communisme civilisé ; ce sont au contraire la masse des salariés authentiques, sans "métier", que doivent rejoindre pour se mettre à leur service les bourgeois authentiques (intellectuels et exploiters) dissidents. C'est donc par les deux pôles de l'ancien ordre

civilisé que le communisme doit s'instaurer, et non pas par l'action d'une classe intermédiaire petite-bourgeoise.

- Ceci dit, une fois l'ancien ordre civilisé renversé, les nouveaux maîtres ne peuvent se proposer d'édifier le communisme qu'en envisageant une période de transition qui a pour fonction de faire dépérir l'ancien ordre des choses et, de ce point de vue, c'est bien une politique "petite-bourgeoise" de "tous propriétaires et tous citoyens" qui doit être développée, jusqu'à l'extinction complète de la propriété et de la citoyenneté. C'est bien cette nécessité, durant la période de transition, d'une politique petite bourgeoise devant être conduite par de purs salariés aidés de purs bourgeois, qui rend fragile au départ l'ordre communiste et qui rend possible des restaurations passagères de l'ordre civilisé préhistorique.

Notes, à propos du libéralisme social, politique et économique :

Politique :

John Wilkes

À partir de 1768, et durant la moitié d'une génération, le slogan "Wilkes et la Liberté" fut le plus populaire et agita toute l'Angleterre. C'est la révolution américaine qui suscite la naissance du Radicalisme anglais. Même abandonné par les riches, et une part du peuple entraîné par la fièvre nationaliste, Wilkes continue et intensifie le combat en faveur des insurgés américains. Il combat simultanément pour le peuple irlandais. Et il constitue un parti, avec son programme, qui anticipe le Chartisme : brefs parlements, exclusion des pensionnés, claire et égale représentation civique, il fonde le journal *The Northern Star*.

William Cobett

Après 1803, il passe aux Radicaux, Il fonde le journal *Political Register*. Et il crée la presse à 4 sous, pour les classes Populaires : le *Two penny tract*, qui a 100 000 souscripteurs en 1816. Condamné en 1804, en 1810, finalement le Parlement anglais fait passer en 1817 le bill des "Six Actes" pour briser sa plume et l'arrêter. Il doit fuir aux États-Unis. En 1831, il affrontera un 8^{ème} procès en Angleterre.

Feargus O'Connor

C'est l'homme central du Chartisme, le premier mouvement national des salariés. Le droit du Timbre se trouvant réduit à un penny par journal en mars 1836, Feargus lance à Leeds, en novembre 1837, le journal *The Northern Star*, qui sera celui des chartistes.

Économie :

Mercier de la Rivière

En 1767, il publie “L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques”, synthèse définitive et populaire de la Physiocratie. On y proclame qu'il y a une véritable Science humaine de la société, comme il y en a une de la nature, de la matière. Déjà, les Droits de l'Homme sont ici formulés : Liberté et Propriété. Contre le despotisme arbitraire, il est nécessaire d'instituer un régime politique de “despotisme légal”. Le pouvoir nouveau est l'instrument indispensable pour élever la classe moyenne et les fermiers au rang de classe dominante. La classe des grands propriétaires fonciers doit être subjuguée. Les finances publiques doivent être alimentées par un impôt unique sur la propriété foncière, à laquelle doit être arrachée la rente absolue du sol. La propriété foncière ne se justifie que par la perception de la rente relative, c'est-à-dire si elle assume réellement la charge d'aménagement du sol qui le rend arable : défrichage, installations fixes, etc. Ceci acquis, des baux à long terme sont possibles, dans le cadre desquels les fermiers jouissent de la liberté entière en matière de clôture des parcelles, choix des cultures, etc.

Saint-Simon

Il lance le journal *L'Organisateur*. Il préconise une exploitation économique organisée, sous direction d'un pouvoir politique d'essence intellectuelle. Il faut faire primer l'intérêt national sur l'intérêt familial, juguler la concurrence aveugle et sans but commun : “Il faut organiser la paix industrielle” (économique). Pour cela, terrasser l'aristocratie terrienne improductive et libérer pleinement les forces productives spirituelles et matérielles. L'ordre nouveau fera prévaloir, à terme, l'intérêt du genre humain sur celui de chaque État, abolira les guerres. L'organisation économique proprement dite est dirigée par les trois corps modernes civils des industriels, savants et banquiers. Les entrepreneurs sont essentiellement usufruitiers du capital national : d'ailleurs l'héritage familial est aboli. Seule la capacité active donne part à la richesse. La masse des employés salariés sera ainsi mise à l'abri de l'insécurité, par un salaire décent et régulier. L'instruction – commune, spéciale et supérieure – progressivement généralisée, mènera à terme les employés à l'acquisition des capacités de direction.

Louis Blanc

Il reprend en général la perspective du “despotisme légal” de Mercier de la Rivière et en particulier celle de “*L'Organisateur*” de Saint-Simon, donnant à son livre le titre “L'Organisation du Travail”. Il ne s'agit plus simplement d'assurer la sécurité économique des employés, avec une promotion ultérieure grâce à l'instruction, mais de rendre immédiatement les salariés coopérateurs, détenteurs d'instruments de travail dans les “ateliers sociaux”, commandités et officialisés par un pouvoir nouveau, démocratique.

Libéralisme SOCIAL		
	Politique	Économie
Radicalisme	1768 – John Wilkes 1816 – W. Cobett	1767 – Mercier de la Rivière 1821 – Saint-Simon
Démocratisme	1837 – Feargus O'Connor	1839 – Louis Blanc

129. [LE MERCIER DE LA RIVIÈRE]. L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. A Londres, Chez Jean Nourse; & se trouve à Paris, Chez Desaint, 1767. In-4 de 2 ff.n.ch. (dont un f. blanc) VII-511 pp., veau havane, dos orné à nerfs. (Reliure de l'époque). 20.000 F
Édition originale. Ined 2794 (pour l'édition in-12); Kress 6476. Le Mercier de La Rivière est le premier à présenter dogmatiquement la doctrine physiocratique. D'après Mirabeau, ce livre a été écrit sous l'inspiration directe de Quesnay. Cerne clair marginal sur quelques feuillets. Une coiffe adroitement restaurée, mais très bon exemplaire enrichi de quelques annotations du temps.

DE L'ORIGINE
ET DES PROGRÈS
D'UNE SCIENCE
NOUVELLE.

Croire tout découvert, est une erreur profonde :
C'est prendre l'horizon pour les bornes du monde.

LE MERCIER.



A LONDRES.

Et se trouve A PARIS,

Chez DESAINT, Libraire, rue du Foin.

M. DCC. LXVIII

Dupont résume
Mercier de la Rivière
(1767) -

De l'Origine et des Progrès d'une Science nouvelle

Dupont résume Mercier de la Rivière – 1767

***Croire tout découvert, est une erreur profonde :
C'est prendre l'horizon pour les bornes du monde.***

Le Miere

L'autorité souveraine n'est pas instituée pour *faire des Loix* ; car les *Loix* sont toutes faites par la main de celui qui crée les droits et les devoirs.

Les *Loix sociales* établies par l'Être suprême, prescrivent uniquement la conservation du droit de propriété, et de la liberté qui en est inséparable.

Les Ordonnances des Souverains qu'on appelle Loix positives, ne doivent être que des actes déclaratoires de ces Loix essentielles de l'ordre social.

Ainsi ce qu'on appelle le pouvoir législatif, qui ne peut pas être celui de créer, mais qui est celui de *déclarer les Lois*, et d'en assurer l'observance, appartient exclusivement au Souverain ; parce que c'est au Souverain que la *Puissance exécutive* appartient exclusivement, par la nature de la souveraineté même.

Ces deux Puissances ne peuvent être séparées sans désordre : car le droit de commander deviendrait de nul usage, sans le pouvoir de se faire obéir.

Par la raison même que le Souverain a la puissance législative et la puissance exécutive, la fonction de juger les Citoyens est incompatible avec la Souveraineté.

Elle est incompatible avec la souveraineté : car la fonction de juger quelle doit être l'application de la loi à des cas particuliers, entraîne la recherche d'une infinité de faits particuliers, à laquelle le Souverain ne peut se livrer.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Il faut donc qu'il y ait des Magistrats établis pour faire l'application des Loix ; pour examiner les contestations qui s'élèvent entre les Particuliers, et même entre le Souverain, comme protecteur du Public, et les Particuliers accusés d'avoir violé l'ordre public ; et pour déclarer, après examen suffisant, qu'*un tel* est dans *tel cas*, sur lequel la Loi a prononcé.

Pour qu'il soit évident que des Magistrats ont apporté un *examen suffisant* dans les affaires soumises à leur jugement ; il faut qu'ils soient assujettis à des formes qui constatent cet examen.

Le droit de régler ces formes appartient au Souverain, comme une branche de la législation positive.

Quand il échappe donc une erreur aux Souverains dans leurs Ordonnances positives, ce ne peut être qu'involontairement ; et les Magistrats les servent utilement, fidèlement et religieusement, en leur faisant remarquer ces erreurs involontaires.

Pour être certain que les Magistrats sont éclairés, et suffisamment instruits des loix naturelles de l'ordre social ; il faut que l'on puisse juger de leur degré d'étude et de leur capacité à cet égard.

Pour que l'on puisse juger de la capacité des Magistrats ; il faut que la Nation elle-même soit très éclairée sur les droits et les devoirs réciproques des hommes réunis en société, et sur les loix physiques de la reproduction et de la distribution des richesses.

Il n'y a que les Monarques héréditaires dont tous les intérêts personnels et particuliers, présents et futurs, puissent être intimement, sensiblement, et manifestement liés avec celui de leurs Nations, par la co-propriété de tous les *produits nets* du territoire soumis à leur Empire.

Mais la Monarchie héréditaire présente la forme du Gouvernement le plus parfait ; quand elle est jointe à l'établissement de la co-propriété du public dans le *produit net* de tous les biens fonds, sous une telle proportion que le revenu du fisc soit le plus grand possible, sans que le sort des propriétaires fonciers cesse d'être le meilleur que l'on puisse avoir dans la société.

Il a un intérêt visible que cette instruction générale des *loix de l'ordre naturel*, lui forme des Magistrats sur les lumières et sur la vertu desquels il puisse compter, pour examiner et décider d'après ces *loix*, quelle doit être dans les cas particuliers l'application de son autorité Souveraine, afin de maintenir la propriété, sur le produit de laquelle est fondé son revenu.

Il a un intérêt visible que ces Magistrats habiles et studieux comparent les loix positives qu'il est obligé de promulguer avec les loix divines de l'ordre naturel ; afin de l'avertir, s'il lui échappait dans ces Ordonnances quelque erreur préjudiciable à ses revenus. Car les loix positives qui paraissent même les plus éloignées d'être des loix fiscales, ne sauraient jamais être indifférentes aux revenus d'un Monarque co-propriétaire.

Monarchie héréditaire, pour que tous les intérêts présents et futurs du dépositaire de l'autorité souveraine, soient intimement liés avec ceux de la société par le partage proportionnel du *produit net*.

TEL EST LE PRÉCIS de cette doctrine, qui, d'après la Nature de l'homme, expose les loix *nécessaires* d'un Gouvernement fait pour l'homme, et propre à l'homme de tous les climats et de tous les pays ; d'un Gouvernement qui subsiste depuis quatre mille ans à la Chine sous le tropique du Cancer, et que le génie d'une GRANDE IMPÉRATRICE va pour le bonheur de ses Sujets établir au milieu des glaces du Nord.

Ce n'est que dans ce Gouvernement simple et naturel, que les Souverains sont véritablement *despotes*² ; qu'ils peuvent tout ce qu'ils veulent pour leur bien, lequel se trouve inséparablement et manifestement attaché à celui des Nations qu'ils gouvernent.

Croirait-on cependant que malgré l'évidence des vérités Souveraines dont nous venons de tâcher de suivre le fil, et qui nous manifestent des loix de ce Gouvernement *physiocratique* ; il se trouve encore des hommes, il se trouve encore des écrivains, et même des écrivains qui prétendent avoir étudié ces vérités, et qui néanmoins s'acharnent à soutenir qu'il n'est pas vrai que Dieu ait établi un ordre naturel qui doive servir de règle à la société ; ou que s'il l'a fait, il n'est pas vrai que les hommes puissent acquérir la connaissance de cet ordre et s'y soumettre ; ou du moins que s'ils le pouvaient, il n'est pas vrai qu'aucun d'eux dût commencer le premier à prendre ce parti ? Non, sans doute, on ne le croirait pas, et la postérité qui ne verra point leurs écrits, sera surprise d'apprendre qu'*il en fût jusqu'à trois que je pourrais citer*. Il faut les plaindre, s'ils ont effectivement le malheur de douter que Dieu ait donné des loix à tous les Êtres ; ou si contraints par l'expérience d'avouer que nous pouvons nous procurer la connaissance certaine d'une infinité de loix naturelles qui ne nous importent guère ; ils pensent néanmoins que nous ne pouvons acquérir aucune connaissance de celles qui intéressent le plus notre existence et notre bonheur.

Dupont résume Mercier de la Rivière – 1767

² Le mot *despote* signifie, comme son étymologie l'indique, celui qui peut *disposer à son gré*. En l'appliquant, ainsi que l'ont fait quelques célèbres Modernes, à désigner les Souverains arbitraires, on ne s'est pas aperçu que le terme impliquait contradiction avec l'idée qu'on voulait lui faire exprimer ; puisque ces Souverains arbitraires que le vulgaire ignorant croit *despotes*, et qui peuvent être assez ignorants pour se le croire eux-mêmes, ne peuvent néanmoins *disposer* de rien ou de bien peu de choses. Ils sont les serviteurs de leurs serviteurs, les esclaves des opinions vacillantes de leurs peuples, les faibles jouets de leurs Soldats ; ils ne sauraient presque rien faire pour leur propre bien, ni pour celui des autres ; ils ne peuvent améliorer leur situation servile et périlleuse, qu'en renonçant à leur prétendu *despotisme*. Ils ne sont donc pas véritablement *despotes* ; leur en donner le titre, c'est donc manquer à la Métaphysique de la langue, c'est évidemment ne pas employer le mot propre. Cette faute pour être échappée à de très beaux génies, n'en est pas moins une faute. Aussi se trouve-t-on obligé de changer de langage, à présent que l'analyse sévère et la dissection scrupuleuse des idées font sentir la nécessité de s'exprimer plus exactement.

Défense du Travail contre les prétentions du Capital

**Ou l'improductivité du capital prouvée
en référence aux coalitions actuelles des journaliers**

Thomas Hodgskin – 1825

À présent, dans tout le pays, il y a un grave conflit entre le capital et le travail. Dans presque tous les métiers, les compagnons se sont associés pour obtenir des salaires supérieurs, et leurs employeurs ont fait appel au législatif afin d'être protégés.

Je pense que les travailleurs ont le très grand malheur d'être entourés de nations où la situation politique est pire que la nôtre, et où pour certaines d'entre elles le travail est encore plus mal payé qu'ici. Les travailleurs ont le malheur encore plus grand de descendre de serfs et d'esclaves. L'esclavage à titre personnel ou l'état de vilain existaient autrefois en Angleterre et tous les travailleurs vivants souffrent encore de la servitude de leurs ancêtres. D'où il suit que jamais nos revendications n'ont été soumises à l'épreuve des principes de la justice. Le législateur et le capitaliste ne cessent de comparer nos salaires à ceux des autres travailleurs. Et, sans faire allusion à ce que nous produisons – ce qui semble être l'unique critère selon lequel on devrait nous payer –, on nous condamne immédiatement comme insolents et ingrats si nous demandons plus que ce dont jouissait autrefois l'esclave ou ce dont jouit actuellement le famélique d'autres pays.

Grâce à l'augmentation de notre habileté et de nos connaissances, le travail est actuellement probablement dix fois plus productif qu'il y a deux cents ans ; et, en vérité, il nous faut nous contenter des mêmes rétributions que recevait alors l'esclave. C'est au capitaliste et au propriétaire foncier que reviennent tous les avantages de notre perfectionnement. Lorsque, alors qu'on nous refuse toute part au produit que nous avons accru, nous nous associons pour l'obtenir, on nous menace de sanctions sommaires. On fulmine de nouvelles lois contre nous, et si on les trouve insuffisantes on nous menace de lois encore plus sévères.

L'association n'est pas un crime en elle-même ; au contraire, c'est le principe de cohésion des sociétés. Lorsque le gouvernement suppose que son existence est menacée ou que le pays est en danger, il nous appelle tous à nous associer aux fins de protection. Il dit pourtant par l'intermédiaire de M. Huskisson que les associations d'ouvriers doivent être abattues. C'est souvent qu'il a contracté des alliances avec d'autres gouvernements, ou qu'il s'est associé pour mener une guerre et verser le sang ; c'est souvent qu'il a appelé la nation tout entière à s'associer lorsqu'il s'agissait de piller et de massacrer les sujets innocents de quelque État voisin ; c'est souvent qu'on a amassé sur de telles associations toutes les épithètes du vocabulaire de la gloire. Au regard du gouvernement, aucune association ne semble injuste ou nuisible si ce n'est la nôtre, constituée en vue d'obtenir une rétribution convenable pour notre travail.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Tout ce qu'on nous a contraints d'endurer, tout ce qu'on nous a fait souffrir, a été fait pour le profit du capital. "La terreur chassera le capital du pays", dit M. Huskisson, "et, si on ne les arrête pas à temps, les ouvriers dévoyés iront à la ruine et nous ruineront". "Il faut protéger le capital", dit le marquis de Lansdowne. "Si les actions ne sont pas libres, si elles sont contrôlées par les corporations ouvrières, il quittera ce pays pour quelque autre plus favorisé". À en croire ces hommes politiques, c'est le capital qui a fait progresser l'Angleterre, c'est l'absence de capital qui est la cause de la pauvreté et des souffrances de l'Irlande. Sous l'influence de telles idées, aucune loi pour la protection du capital n'est jugée trop sévère ; peu de gens sinon personne, à l'exception des travailleurs, trouvent déplacée ou injuste cette manière si à la mode de mépriser leurs revendications et de se gausser de leur détresse.

En fait, le corps législatif, le grand public et particulièrement nos employeurs statuent sur nos revendications en se contentant de se référer à la condition antérieure du travailleur, ou à sa condition dans d'autres pays. Il faut être satisfait nous dit-on, puisque notre situation n'est pas tout à fait aussi mauvaise que celle de ces loqueteux de paysans irlandais qui souffrent sous un système encore plus cruel que celui qui nous afflige. C'est par eux aussi que nous sommes destinés à souffrir ; car on les importe ici en masse et ils font baisser le salaire de notre travail. C'est pourquoi nous ne pouvons avoir aucun espoir de convaincre le public de nos peines et qui bafouent la pauvreté de toute autre société, que ce soit dans le passé ou de nos jours.

C'est une certaine quantité de travail qui fabrique une route, et on l'appelle alors *capital fixe* ; pourtant, les réparations qui sont constamment nécessaires constituent une fabrication permanente, et l'on appelle *capital circulant* les frais qu'elles font encourir. Mais, pas plus le capital circulant que le capital fixe ne rapportent un profit aux constructeurs de route s'il n'y a personne pour emprunter la route ou pour les faire travailler à nouveau.

Je ne comprends pas pourquoi tous ces bénéfices iraient à la route elle-même, et seraient appropriés sous le nom de profit de leur capital par un groupe de gens qui ne l'ont pas construite et ne l'utilisent pas. On est presque tenté de croire que capital est une sorte de nom cabalistique, comme Église ou État, ou n'importe quel autre de ces termes généraux inventés par ceux qui dépouillent le reste de l'humanité pour cacher la main qui la tond. C'est une sorte d'idole devant laquelle les hommes sont appelés à se prosterner, tandis que, derrière l'autel, profanant le dieu qu'il feint de servir, raillant ces doux sentiments de dévotion et de reconnaissance, ou ces terribles émotions que sont la peur et le ressentiment, l'un ou l'autre paraissant être le lot commun de la totalité de la race humaine, selon que les hommes sont éclairés et sages ou ignorants et avilis, le prêtre rusé tend la main pour recevoir et faire siennes les offrandes qu'il exige au nom de la religion.

On s'est demandé ce que pourrait faire un charpentier sans hache ni scie. Je renverse la question et demande ce que pourraient faire sans le charpentier la hachette et la scie. Rouiller et se détériorer, voilà certainement la réponse.

Le cordonnier, qui peut percer le cuir de ses alènes avec une dextérité et une précision remarquables, ne peut faire aucun usage des outils d'un horloger ; et le constructeur le plus adroit et le plus habile de lames de rabots, de scies et de ciseaux à bois éprouverait quelque

difficultés à construire, en les employant, aucun des meubles que l'ébéniste façonne avec tant de diligence et avec tant de beauté dans l'effet.

En perdant de vue l'HOMME lui-même afin de justifier l'ordre social existant, fondé sur la propriété ou les possessions, ainsi que l'oppression actuelle du travailleur, qui malheureusement fait partie de ces possessions, on a attribué tous ces glorieux effets au capital fixe et circulant, avec une perversion dans la pensée plus extraordinaire peut-être que celle qu'on peut déceler dans tout autre domaine de la connaissance. On a négligé le talent et l'habileté du travailleur, et on a diffamé ce dernier, alors qu'on honorait le travail de ses mains.

Dans toutes les erreurs que l'on embrasse généralement, il y a un fond acceptable de vérité. Le voici dans le cas présent. Il y eut une époque dans la société où LE CAPITAL ET LES CAPITALISTES lui furent d'une utilité essentielle. Quand les villes furent créées en Europe, quand des manufactures furent établies dans ces villes, elles devinrent le refuge de la paysannerie asservie et opprimée qui pouvait échapper à ses féodaux tyranniques. Les capitalistes et les manufacturiers qui les habitaient étaient aussi des travailleurs qualifiés, et ils donnaient effectivement emploi et protection à la paysannerie. Ils leurs apprenaient des métiers utiles, de là vient qu'on leur prête le titre de bienfaiteurs, tant des pauvres que de l'État. Ils étaient infiniment meilleurs que les barons féodaux auxquels on les comparait et ils conservent actuellement ce caractère qu'ils ont acquis alors. La vénération des hommes pour le CAPITAL et les CAPITALISTES est fondée sur une sorte de superstition qui provient de leur utilité à une époque antérieure. Mais il y a longtemps qu'ils ont réduit l'ancien tyran du sol à une relative insignifiance, tout en héritant de son pouvoir sur l'ensemble des classes laborieuses. C'est pourquoi il est temps à présent d'amonceler les reproches si longtemps adressés à l'aristocratie féodale sur la tête du capital et des capitalistes, ou sur cette aristocratie encore plus tyrannique fondée sur l'argent et nourrie par le profit.

... Du moins telles sont les doctrines de l'économie politique ; et les capitalistes peuvent bien trouver du charme à une science qui justifie leurs prétentions et les propose à notre admiration comme ceux par qui il sera possible de civiliser et de faire progresser le monde. Pour montrer au travailleur quel est l'effet sur sa pauvreté ou son opulence du fait qu'il paie si cher les prétendus pouvoirs productifs de la nourriture, des vêtements et des instruments, il me faut observer que tous les économistes s'accordent pour affirmer que, dans la société, toutes les épargnes sont habituellement faites par les capitalistes. Le travailleur ne peut pas épargner ; le propriétaire foncier n'est pas disposé à épargner ; toute épargne, quelle qu'elle soit, est réalisée sur les profits et devient la propriété des capitalistes.

Thomas Hodgskin – 1825

Louis Blanc

1811-1882

Louis Blanc est né à Madrid, où son père travaillait aux Finances du roi Joseph Bonaparte (roi d'Espagne de 1808 à 1813). Ses parents ruinés par la Restauration, il eut une jeunesse pauvre.

En janvier 1839, Louis Blanc fonde la revue "Le Progrès". Il mène campagne contre le projet de concession des premières grandes lignes de chemin de fer à des compagnies privées. Ce projet parasitaire donnera lieu à la Loi de 1842.

Il entre à la rédaction du journal *La Réforme*, créé par Ledru-Rollin en 1843. C'est l'organe de la "gauche extrême", "jacobine", qui préconise la révolution "démocratique", c'est-à-dire la généralisation de la citoyenneté active. Le journal sera suspendu le 16 Juin 1848 par la "terreur tricolore" qui se déchaîne alors.

Louis Blanc a été acclamé au Gouvernement provisoire né des barricades le 24 Février 1848. Il y a réclamé, seul et en vain, l'adoption officielle du drapeau rouge. Il fonde peu après la "Société centrale" des ouvriers, pour participer aux élections d'avril 1848.

Les "ateliers nationaux" de 1848 seront une caricature du plan de L. Blanc de 1839. Ils furent fermés en Juin par Marie et Falloux, ennemis haineux de l'auteur.

L. Blanc doit se réfugier à Londres après Juin 48. Il est condamné par contumace en mars 1849. Il reste à Londres jusqu'à la chute de l'Empire de Napoléon III, en septembre 1870.

Il est élu député en février 1871. Il a refusé en janvier de se rendre à Paris et reste à Versailles après l'insurrection du 18 Mars. Il y recherche en vain une conciliation entre Thiers et les Communards, dans la guerre civile qui se déroule sous l'occupation des Prussiens.

C'est en 1839, n'ayant que 28 ans donc, que Louis Blanc publie "l'Organisation du Travail". Le livre eut un succès extraordinaire : 10 éditions jusqu'en 1848. C'est le livre "socialiste" le plus lu des ouvriers. Louis Blanc reste pour longtemps le porte-drapeau de la classe salariée ; on l'évoque encore spontanément dans les Clubs sous la Commune, alors même que son auteur reste impuissant à Versailles.

Le livre paraît en plein dans la première crise industrielle mondiale de 1838-1842. Cette crise donne lieu, en particulier, au premier mouvement national des salariés, celui des "Chartists" anglais (1840).

Le livre de Louis Blanc fut saisi passagèrement, sur ordre du procureur de la République.

En même temps qu'il se montre l'héritier de la tradition Montagnarde du "droit au travail" (Constitution de 1793), Louis Blanc apparaît comme héritier de Saint-Simon, qui se proposait d'"organiser la paix industrielle". Il a pour collaborateur Constantin Pecqueur, et pour confrère Pierre Leroux, tous déistes.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Le plan de Louis Blanc, si on s'en rapporte aux conditions de 1839, se distingue par son caractère audacieux en même temps que raisonnable ; c'est ce qui fit qu'il eut le plus profond et durable écho dans le salariat et les milieux authentiquement libéraux. Il ne dissocie pas la réforme politique (du Gouvernement) et la réforme civile (de l'Entreprise), en posant nettement la première comme le moyen nécessaire en même temps que subordonnée de la seconde. À l'époque, le jacobinisme purement "politique" vient d'échouer définitivement, avec le coup de main manqué de Blanqui en mai 1839. Inversement, l'utopisme purement "civil" s'enferme alors dans des expériences de colonies "exemplaires" de communisme "parfait", inspirées par Considérant et Enfantin. Au contraire, le radicalisme complet de Louis Blanc, qui s'adresse du même coup au grand public, échappe à ces deux écueils.

Le vrai défaut de Louis Blanc ne réside pas dans son plan de 1839. Il est qu'en 1848, dans une situation insurrectionnelle où se trouve soulevé de manière aiguë le dilemme entre néo-communisme et néo-barbarie, l'auteur se laisse enfermer dans une participation gouvernementale qui n'est pas à la hauteur de la situation et s'avérera désastreuse. C'est ce manque d'énergie à ce moment critique, ce défaut d'audace tactique, qui fera dire à Marx que Louis Blanc reproduisit en 1848 sur le modèle de la "comédie" ce que Robespierre avait représenté en 1793 sur le modèle de la "tragédie".

On comprend que Louis Blanc fut l'objet de la malveillance de ses contemporains. Lamartine se livre à une dénonciation hystérique du programme de Louis Blanc, prétendant qu'il "supprime tout libre arbitre des citoyens" et les "dépossède au profit de l'État". Proudhon, de son côté, l'accuse perfidement d'avoir plus que d'autres popularisé l'idée de "dictature", et favorisé le coup d'État du 2 Décembre 1851 !

Ce qui est proprement lamentable, c'est l'attitude ultérieure des socialistes, puis des communistes, dans le nouveau contexte néo-barbare d'après 1850. Tour à tour, ils malmènent Louis Blanc de deux façons opposées : d'abord, ils le dénoncent, à la manière vulgaire des anarchistes, comme un apôtre de la "collaboration de classe", qui prêche le "passage pacifique" au socialisme ; ensuite, ils le vantent, à la manière des gérants loyaux du capitalisme parasitaire, comme le prétendu initiateur du capitalisme d'État sous le régime de la démocratie dictatoriale, par les "nationalisations" technocratiques ! C'est ainsi que depuis 150 ans, l'extrême gauche sectaire et la gauche prostituée utilisent L. Blanc pour masquer leur nullité politique.

Pour apprécier correctement le plan d'"Organisation du Travail" de L. Blanc, il faut le situer concrètement dans les conditions de 1840. Alors, l'ordre civilisé accompli se trouve amené à se poser la question de sa succession : sera-ce le néo-communisme émancipateur, ou bien un ordre néo-barbare suicidaire ? Rien n'est joué à ce moment. L. Blanc comprend très bien le dilemme, et il affirme clairement que le seul avenir digne de l'évolution civilisée arrivée à son terme, réside dans la direction du communisme libre. Alfred Sudre, dans sa "réfutation du communisme", en nov. 1848, ne s'y trompe pas. Il s'acharne contre L. Blanc, qu'il accuse de mener une "attaque déloyale contre l'ordre social", de préconiser le "communisme revêtu de formes trompeuses". Ensuite, l'auteur dénonce L. Blanc comme un "fauteur de doctrines anarchiques", qui aurait copié son programme chez Babeuf !

Il s'avère que, par-delà l'ordre néo-barbare aujourd'hui dominant, qu'il nous faut impérativement détruire, notre tâche fondamentale reste bien, comme le voulait L. Blanc, de faire triompher le communisme libre, ce qui ne peut s'envisager qu'en s'appuyant sur l'héritage civilisé que nous avons simultanément la charge de sauver. C'est en cela que L. Blanc nous paraît très actuel.

Sur le plan spirituel, L. Blanc se montre pénétré de l'esprit des "Lumières" modernes, fervent de la "religion naturelle", du rationalisme déiste. Il dit : "L'œuvre de Dieu est bonne, elle est sainte" ; nos maux "accusent les vices des institutions sociales".

Sur le plan politique, il affirme la nécessité primordiale d'un nouvel État démocratique, c'est-à-dire l'établissement de la citoyenneté active universelle, le suffrage et l'éligibilité étendus à la masse populaire des manuels et des exploités. Rien à voir avec notre "suffrage universel" menteur actuel, qui impose la citoyenneté passive à tous ! Alors, la démocratie signifiait explicitement que la citoyenneté généralisée entraînait la généralisation des attributs libéraux qui lui étaient attachés : armement des citoyens, justice rendue par des jurys, assemblées populaires permanentes.

Précisément, c'est la fonction nouvelle du pouvoir politique démocratique de se faire le simple moyen de la révolution économique. Il s'agit d'"instituer le pouvoir (comme) banquier des pauvres", et "le gouvernement sera considéré comme le régulateur suprême de la production". Il n'est nullement question d'une perspective bureaucratique de socialisme d'État, et encore moins d'une démarche technocratique et parasitaire en faveur du capitalisme d'État ! L'État démocratique est seulement l'instrument indispensable de l'établissement d'un régime économique de Coopération systématique. Ce nouveau régime qui brise l'exploitation de l'homme par l'homme, doit se constituer par le "libre concours et l'association fraternelle de chacun", c'est-à-dire être pénétré de la liberté civilisée forgée sur la base de la propriété privée.

La coopérative de production, privée de l'appui d'un pouvoir politique démocratique, est vouée, soit à engendrer un nouveau secteur purement capitaliste, décoré du beau nom de "secteur associatif", soit à végéter de façon folklorique, dans des domaines marginaux, où elle ne fait que retarder la ruine des petits producteurs. L. Blanc, au contraire, préconise la coopération de production avant tout pour la grande industrie, là où on ne peut se masquer qu'elle réclame la Commandite publique et le Contrôle public. Mais, d'un autre côté, il est tout autant nécessaire que le pouvoir démocratique limite son rôle à celui d'un simple commanditaire puissant qui, simultanément, garantit la personnalité morale des unités économiques régies par le principe du travail associé. Remplir ces deux fonctions, seul le peut le pouvoir démocratique, que sa nature même investit d'une "grande force" dans ce but précis. L'État démocratique, revêtu par essence d'une mission initiatrice de l'association économique, annonce du même coup son effacement politique progressif inéluctable, son absorption finale par la société civile.

Sur le plan économique, le programme de L. Blanc est absolument net. "La concurrence est un système d'extermination", aussi bien des capitalistes en tant qu'employeurs responsables, que des salariés. Il n'est d'autre issue progressive que d'entreprendre l'œuvre de dissolution ou dépérissement de ce régime de "liberté illimitée", aveugle et destructrice. La direction à prendre est suggérée par les conditions modernes elles-mêmes : "faire passer l'industrie du régime de la Concurrence au régime de

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

l'Association". L'essence de cette révolution économique consiste à "généraliser la possession des instruments de travail".

Le plan de L. Blanc étonne aujourd'hui par son caractère réaliste, résolument pratique.

L'objectif premier est d'instaurer des "ateliers sociaux" concentrés dans les branches-clefs de l'économie. Ces coopératives sont immédiatement rattachées entre elles, comme des succursales d'une maison-mère. À partir de là peut s'envisager la constitution du grand atelier national unique final.

L'État démocratique lève un grand emprunt pour mettre sur pied cette première tranche d'ateliers sociaux, leur fournissant ainsi les capitaux indispensables, qu'ils pourront faire valoir sans être grevés d'aucune charge d'intérêts.

Les Statuts des ateliers sociaux sont enregistrés par l'autorité politique démocratique, qui leur donne force de loi. La direction des ateliers est aussi désignée par le gouvernement populaire dans un premier temps. Ensuite, les coopératives fédérées recruteront leurs administrateurs par l'élection, ces élus du travail restant placés sous la simple surveillance de l'État.

Sont accueillis dans le secteur coopératif initial des anciens salariés qui peuvent apporter des garanties de capacité professionnelle et de moralité. Dans chaque atelier coopératif, d'ailleurs, figurera une pancarte qui porte l'inscription : "le paresseux est un voleur".

Les bénéfices des ateliers sociaux se répartissent en trois postes :

- Les Dividendes distribués aux ex-salariés, selon leur fonction, soustraction faite des intérêts des capitaux qui pourraient avoir été placés dans la coopération par des particuliers. Ces derniers ne pourront en effet prétendre qu'à des intérêts, sauf à se faire sociétaires actifs en même temps.

- Le poste Assurance sociale générale : d'une part un fonds de protection qui couvre la maladie/vieillesse ; d'autre part un fonds de provision pour faire face solidairement aux mutations nécessaires ou aux perturbations ressenties par les différentes unités de travail ou branches du secteur coopératif.

- Le poste Accumulation, organisé de façon préméditée, aux fins d'extension du secteur de l'économie associée.

Finalement, le programme d'Organisation du Travail exprime la conscience très nette qu'un tournant économique et politique stratégique est opéré dans le sens du communisme civilisé. L'auteur dit lui-même : "Une révolution sociale doit être tentée". Il précise que l'agriculture elle-même sera inévitablement incorporée dans le nouveau système, de façon originale, compte tenu du problème foncier qu'elle pose. Ainsi, nous dit-on : "un jour viendra où il n'y aura plus de classe inférieure et mineure ; ce jour-là, il n'y aura plus besoin d'autorité tutélaire".

Freddy Malot – mai 1995

L'Organisation du Travail

Louis Blanc – 1839

Quand les ouvriers de Lyon se sont levés, disant : “qu'on nous donne de quoi vivre ou qu'on nous tue”, on s'est trouvé fort embarrassé par cette demande ; et comme les faire vivre paraissait trop difficile, on les a égorgés. L'ordre s'est trouvé rétabli de la sorte, en attendant ! Or il s'agit de savoir si on est d'avis de tenter souvent d'aussi sanglantes expériences. Que si l'on juge de tels essais périlleux, qu'on se hâte ! car tout retard cache une tempête.

La concurrence est pour le peuple un système d'extermination

Le pauvre est-il un membre ou un ennemi de la société ? Qu'on réponde.

Peut-il cueillir les fruits que la main de Dieu a fait mûrir sur le passage des hommes ? Non, parce que, de même que le sol, les fruits ont été *appropriés*.

Arrivée là, une société n'a plus qu'à choisir entre tuer les pauvres ou les nourrir gratuitement, atrocité ou folie.

La conséquence de ceci est très simple. Assurez du travail au pauvre : vous aurez encore peu fait pour la justice, et il y aura loin de là au règne de la fraternité ; mais, du moins, la révolte n'aura pas été rendue nécessaire, et la haine n'aura pas été sanctifiée. Y a-t-on bien songé ? Lorsqu'un homme qui demande à vivre en servant la société en est fatalement réduit à l'attaquer sous peine de mourir, il se trouve, dans son apparente agression, en état de légitime défense, et la société qui le frappe ne juge pas : elle assassine.

La question est donc celle-ci : La concurrence est-elle un moyen d'assurer du travail au pauvre ? Mais poser la question de la sorte, c'est la résoudre.

Nécessité d'une double réforme

Il est aujourd'hui beaucoup de penseurs audacieux qui ne songent qu'à l'organisation du travail. Oui, sans doute, une société renouvelée appellerait un pouvoir nouveau ; mais l'existence du pouvoir est-elle si indépendante de celle de la société, que, sans toucher à celui-là, on puisse métamorphoser celle-ci ? Quand vous aurez trouvé le moyen d'inaugurer le principe d'association et d'organiser le travail suivant les règles de la raison, de la justice et de l'humanité, comment espérez-vous arriver à la réalisation de vos doctrines ? Le pouvoir, c'est la force organisée. Le pouvoir s'appuie sur des intérêts aveugles, mais entêtés dans leur aveuglement, sur des passions ennemies de tout ce qui est nouveau. Le pouvoir a des chambres qui vous menaceront de leurs lois, des tribunaux qui vous atteindront dans leurs arrêts, des soldats qui vous frapperont de leurs baïonnettes. Emparez-vous donc du pouvoir si vous ne voulez pas qu'il vous accable. Prenez-le pour instrument, sous peine de le rencontrer comme obstacle.

Mais faut-il conclure de là que la discussion des questions sociales est oiseuse, dangereuse même, et qu'il faut commencer par conquérir le pouvoir, sauf à voir ensuite ce qu'on en fera ? Autant vaudrait dire : Commençons par nous mettre en route : nous verrons ensuite où nous devons aller.

De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail

Le gouvernement serait considéré comme régulateur de la production, et investi, pour accomplir sa tâche, d'une grande force.

Cette tâche consisterait à se servir de l'arme même de la concurrence, pour faire disparaître la concurrence.

Le gouvernement lèverait un emprunt, dont le produit serait affecté à la création *d'ateliers sociaux* dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale.

Cette création exigeant une mise de fonds considérable, le nombre des ateliers originaux serait rigoureusement circonscrit ; mais en vertu de leur organisation même, comme on le verra plus bas, ils seraient doués d'une force d'expansion immense.

Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget ; mais ils ne participeraient aux bénéfices, qu'en qualité de travailleurs.

Dans chacune de ces associations, formées pour les industries qui peuvent s'exercer en grand, pourraient être admis ceux qui appartiennent à des professions que leur nature même force à s'éparpiller et à se localiser. Si bien que chaque atelier social pourrait se composer de professions diverses, groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois, et participant aux mêmes avantages.

Le Gouvernement étant considéré comme le fondateur unique des *ateliers sociaux*, ce serait lui qui rédigerait les statuts. Cette rédaction, délibérée et votée par la représentation nationale, aurait forme et puissance de loi.

Pour la première année devant suivre l'établissement des ateliers sociaux, le gouvernement réglerait la hiérarchie des fonctions. Après la première année, il n'en serait plus de même. Les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés, ainsi qu'on va le voir, au succès de l'association, la hiérarchie sortirait du principe électif.

Seraient appelés à travailler dans les *ateliers sociaux*, jusqu'à concurrence du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instruments de travail, tous les ouvriers qui offriraient des garanties de moralité.

Comme l'éducation fautive et antisociale donnée à la génération actuelle ne permet pas de chercher ailleurs que dans un surcroît de rétribution un motif d'émulation et d'encouragement, la différence des salaires serait graduée sur la hiérarchie des fonctions, une éducation toute nouvelle devant sur ce point changer les idées et les mœurs. Il va sans dire que le salaire devrait, dans tous les cas, suffire largement à l'existence du travailleur.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Chaque membre de l'atelier social aurait droit de disposer de son salaire à sa convenance ; mais l'évidente économie et l'incontestable excellence de la vie en commun ne tarderaient pas à faire naître de l'association des travaux la volontaire association des besoins et des plaisirs.

On ferait tous les ans le compte du bénéfice net, dont il serait fait trois parts : l'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association ; l'autre serait destinée : 1- à l'entretien des vieillards, des malades, des infirmes ; 2- à l'allégement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, toutes les industries se devant aide et secours ; la troisième enfin serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association, de telle sorte qu'elle pût s'étendre indéfiniment.

Résumons-nous. Une révolution sociale doit être tentée :

1- Parce que l'ordre social actuel est trop rempli d'iniquités, de misères, de turpitudes, pour pouvoir subsister longtemps ;

2- Parce qu'il n'est personne qui n'ait intérêt, quels que soient sa position, son rang, sa fortune, à l'inauguration d'un nouvel ordre social ;

3- Enfin, parce que cette révolution, si nécessaire, il est possible, facile même, de l'accomplir pacifiquement.

Dans le monde nouveau où elle nous ferait entrer, il y aurait peut-être encore quelque chose à faire pour la réalisation complète du principe de fraternité. Mais tout, du moins, serait préparé pour cette réalisation, qui serait l'œuvre de l'enseignement. L'humanité a été trop éloignée de son but pour qu'il nous soit donné d'atteindre ce but en un jour. La civilisation corruptrice dont nous subissons encore le joug a troublé tous les esprits et empoisonné les sources de l'intelligence humaine. L'iniquité est devenue justice ; le mensonge est devenu vérité ; et les hommes se sont entredéchirés au sein des ténèbres.

Beaucoup d'idées fausses sont à détruire ; elles disparaîtront, gardons-nous d'en douter. Ainsi, par exemple, le jour viendra où il sera reconnu que celui-là doit plus à ses semblables qui a reçu de Dieu plus de force ou plus d'intelligence. Alors il appartiendra au génie, et cela est digne de lui, de constater son légitime empire non par l'importance du tribut qu'il lèvera sur la société, mais par la grandeur des services qu'il lui rendra. Car ce n'est pas à l'inégalité des droits que l'inégalité des aptitudes doit aboutir, c'est à l'inégalité des devoirs.

Louis Blanc – 1839

Annexes

La République démocratique



Le Fermier :

Je vous ai rassemblés ici pour vous demander à quelle sauce vous voulez qu'on vous mange.

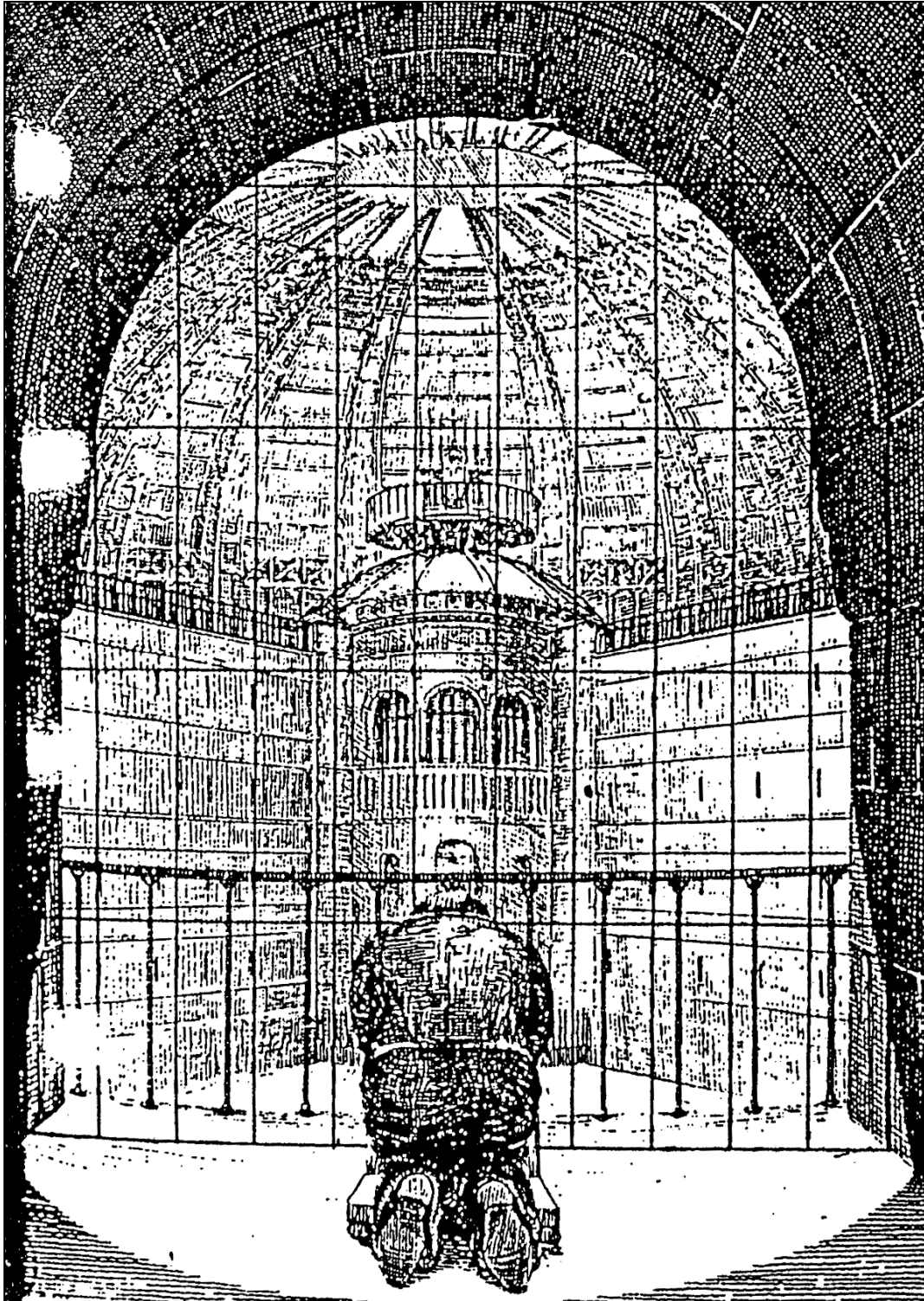
Un coq :

Mais nous ne voulons pas qu'on nous mange.

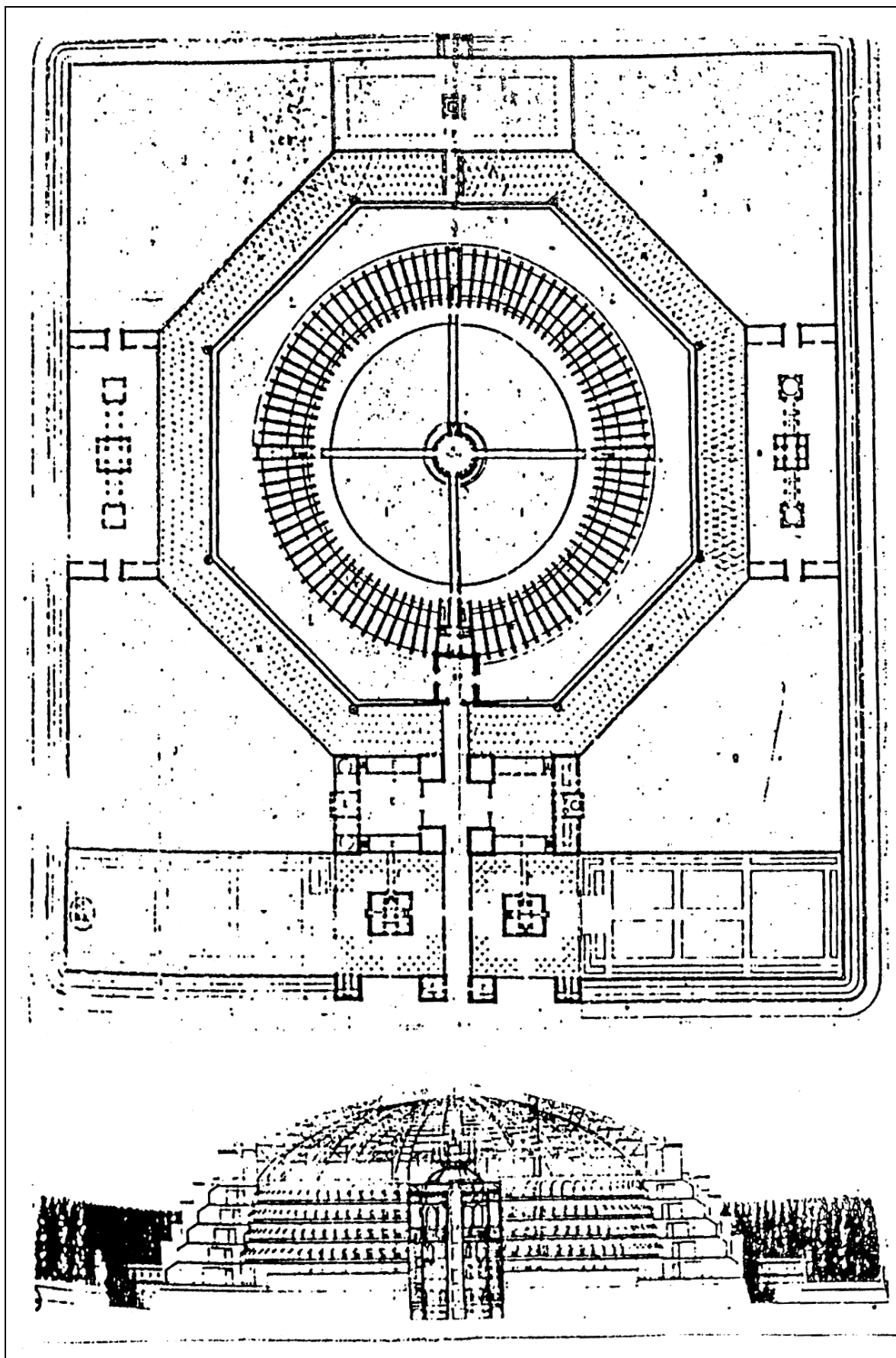
Le Fermier :

Vous vous écartez de la question...

Prison cellulaire

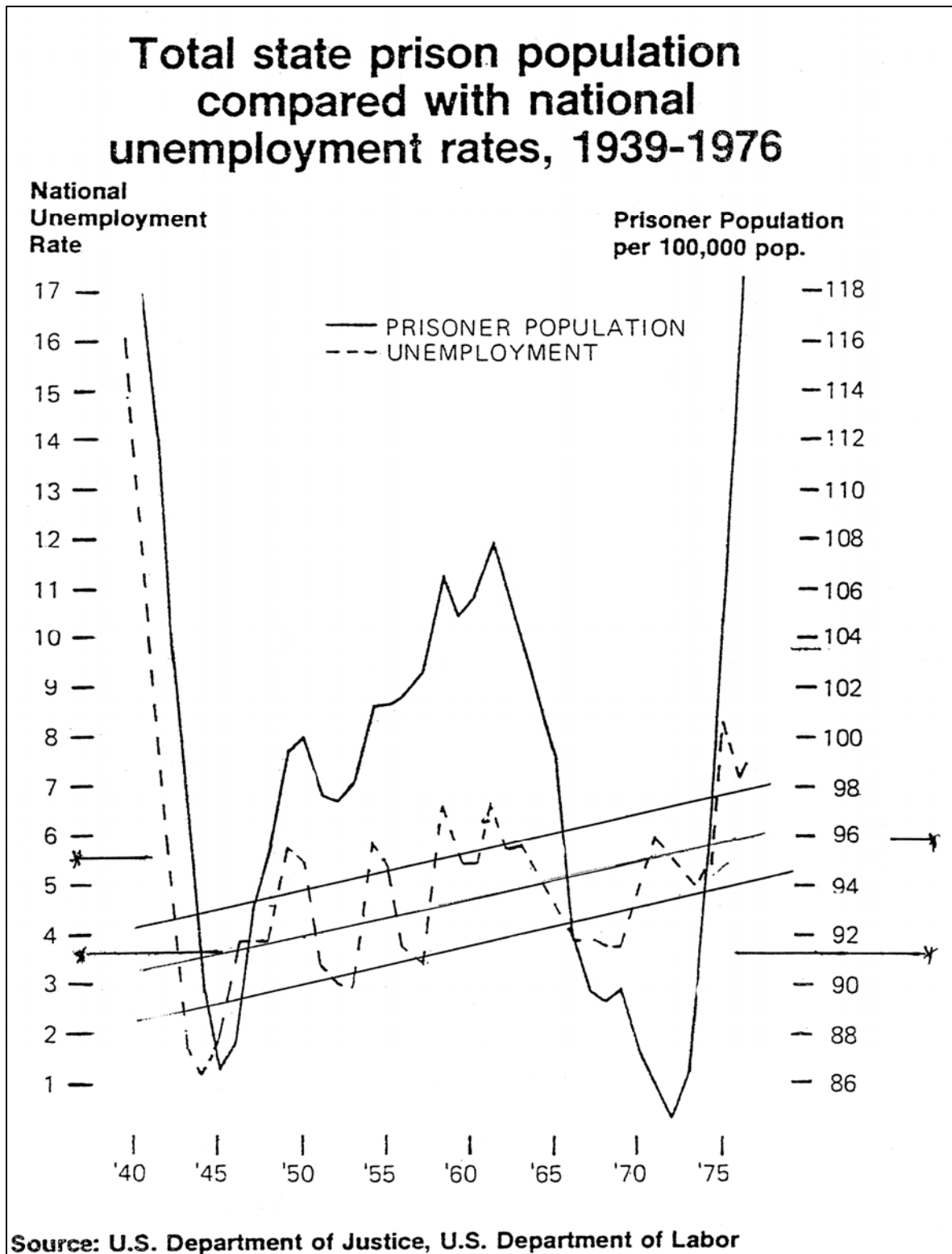


**N. Harou-Romain. Projet de pénitencier, 1840.
un détenu, dans sa cellule, fait sa prière
devant la tour centrale de surveillance.**



N. Harou-Romain. Projet de pénitencier, 1840.

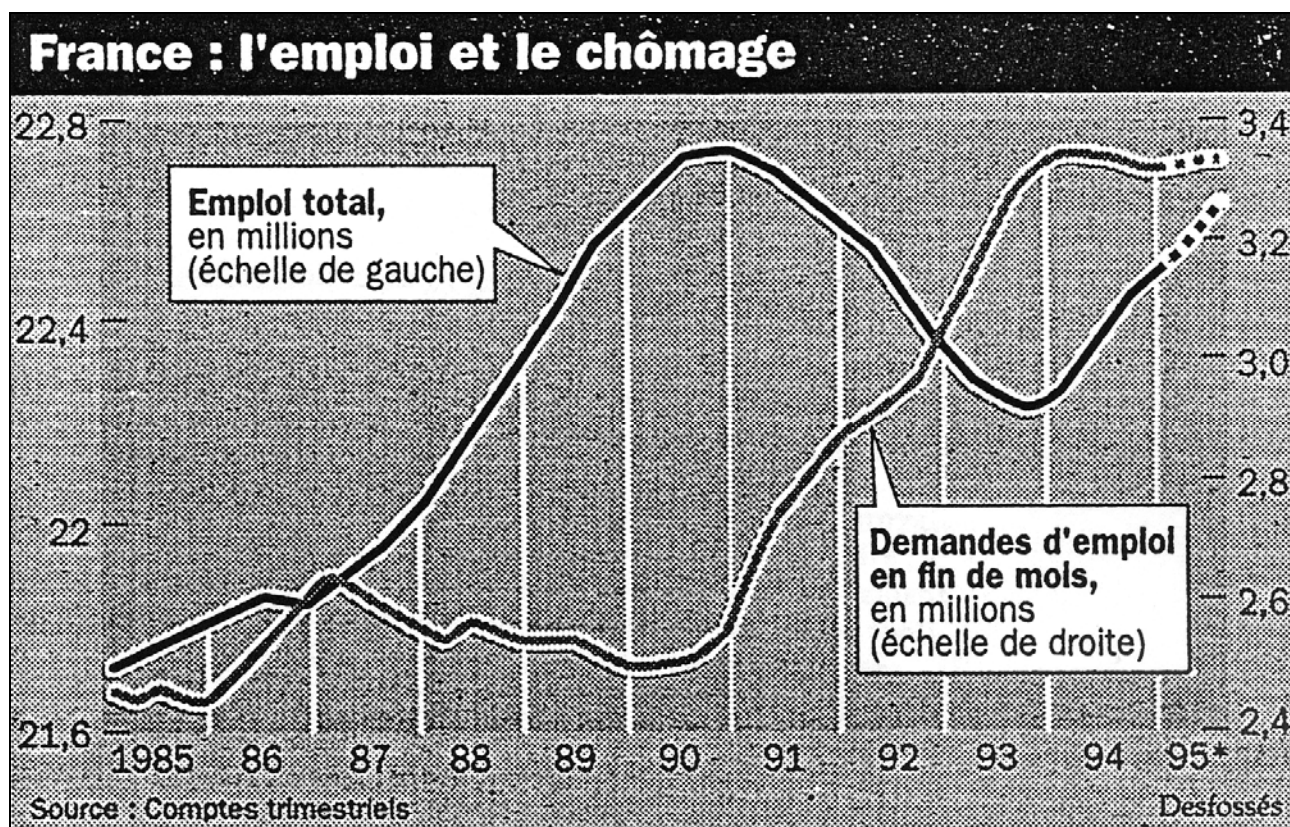
USA, rapport Prison/Chômage



**Les Trente Glorieuses... Tant qu'on n'a pas :
5 % de chômeurs et 1 % en prison... pas normal ! (F. M.)**

Chômage en France

***200 000 chômeurs en moins en 1995 :
les experts sceptiques***



Estimation. Selon les calculs réalisés pour le Centre d'observation économique (C.O.E.), le taux de chômage ne tomberait pas en dessous de 12,4 % fin 1995, contre 12,6 % fin 1994.

1/02/95

P.J. Proudhon : Napoléon III

Manuscrits inédits
publiés en 1900 par Clément Rochel

“La Révolution de Février [1848] avait eu un profond contre-coup dans les Iles Britanniques, ainsi que dans toute l'Europe. Les Chartistes, ses représentants de l'idée révolutionnaire en Angleterre, organisèrent à Londres plusieurs manifestations imposantes et causèrent de vives inquiétudes au Gouvernement anglais.

Ce dernier, pour conjurer les dangers dont il se croyait menacé, eut alors recours à un homme extraordinaire ; il invita les habitants de Londres, opposés au mouvement libéral, à donner main-forte aux hommes de police (policemen), à se faire inscrire et à prêter serment dans les paroisses en qualité de *constables* (officiers anglais de police). Un grand nombre de défenseurs de l'aristocratie anglaise, de la royauté et de la féodalité capitaliste, industrielle et mercantile répondirent à cet appel.

Mais ce qui paraîtra plus qu'extraordinaire, c'est de rencontrer parmi les défenseurs des privilèges monstrueux, qui servent de base à la société anglaise, l'homme qui venait féliciter le *Gouvernement provisoire* du triomphe de *la République* et de l'assurer de son *dévouement* et de sa *sympathie*.”

Voici la traduction française de l'acte constatant le serment prêté par l'héritier du martyr de Sainte-Hélène.

“Londres, paroisse Saint-Jacques, le 31 octobre 1848.

Le 6 avril, le prince Louis-Napoléon³, demeurant King Street, n° 3, Saint Jacques, a prêté serment comme *constable* spécial, pour deux mois, à la cour de police de Marlborough Street, entre les mains de P. Byngham, écuyer, et il était en fonction de *constable* pour la paroisse de Saint-Jacques, le 10 avril, pendant le meeting chartiste, sous le commandement du comte de Grey⁴.”

³ Président de la République le 10 décembre 1848 !... (F. M.)

⁴ Cf. *l'Histoire du Nouveau César* par P. Vésinier, continuateur des *Mystère du Peuple* d'Eugène Sue, – Londres, 1886.

Gambetta, ou le rêve brisé

de Daniel Amson



Après le nom de Victor Hugo, c'est celui de Léon Gambetta que l'on retrouve le plus souvent sur les places de nos préfectures, devant Jaurès, Pasteur, Clemenceau, et même De Gaulle.

Connu comme un des hérauts les plus talentueux de l'opposition républicaine au second Empire, soulevant les foules par son verbe chaleureux et torrentiel, célèbre pour avoir tenté, en 1870, d'organiser la levée en masse contre l'envahisseur, cette figure emblématique de la République, anti-clérical farouche, était aussi un fieffé opportuniste, indifférent à la détresse sociale.

Ce n'est pas l'un des moindres mérites de cette passionnante et vivante biographie que de montrer comment le génial tribun "vendit" le nouveau régime comme seul rempart de l'ordre auprès d'une certaine bourgeoisie qui préférait, selon la formule d'Abel Bonnard, "une anarchie avec des gendarmes à une monarchie avec des principes".

Fils d'épiciers italiens de Cahors, Gambetta rêvait de "gouverner l'univers". Mais alors que la victoire définitive des républicains, en 1879, semblait devoir sonner son heure, elle sonna au contraire sa mise à l'écart. Marianne devait réparer cette ingratitude en lui réservant une gloire posthume.

1789

Loterie et Tiercé

Depuis longtemps on a signalé que le prélèvement ainsi effectué par l'État frappait surtout les pauvres, d'autant plus tentés par l'espoir d'un gain élevé et rapide que le travail est insusceptible de le leur procurer. L'Encyclopédie enseignait (V. Jeux) :

Entre deux joueurs, dont l'un ne risque qu'un argent qu'il peut perdre sans s'incommoder, et l'autre un argent dont il ne saurait manquer sans être privé de besoins essentiels à la vie, le jeu n'est pas égal. Une conséquence naturelle de ce principe, c'est qu'il n'est pas permis à un souverain de jouer un jeu ruineux contre ses sujets.

La Convention écouta cette leçon et supprima la loterie à la demande d'un député qui dénonça *ce fléau inventé par le despotisme pour faire taire le peuple sur sa misère, en le leurrant d'une espérance qui aggrave ses calamités* (25 brumaire an II, 15 novembre 1793).

On répond qu'il s'agit là d'impôts, qui ont l'avantage d'être librement payés, et que personne n'est obligé de jouer. Mais tous les moralistes condamnent cette facilité donnée par l'État à un vice – car le jeu est un vice.

Ajoutons que la loterie et le tiercé favorisent une autre forme d'exploitation non moins immorale, celle des prétendus devins, astrologues et autres charlatans, et qu'ils contribuent ainsi à développer des croyances nocives en des forces occultes imaginaires.

Mais le Directoire ne devait pas tarder à la rétablir.

Le 18 juin 1875, la Cour de Cassation dénonçait le pari mutuel, au motif

qu'en ces sortes de paris les chances du sort prédominent, les combinaisons de l'intelligence ne peuvent s'y mêler qu'exceptionnellement et dans des proportions si faibles qu'elles n'y sont pas appréciables.

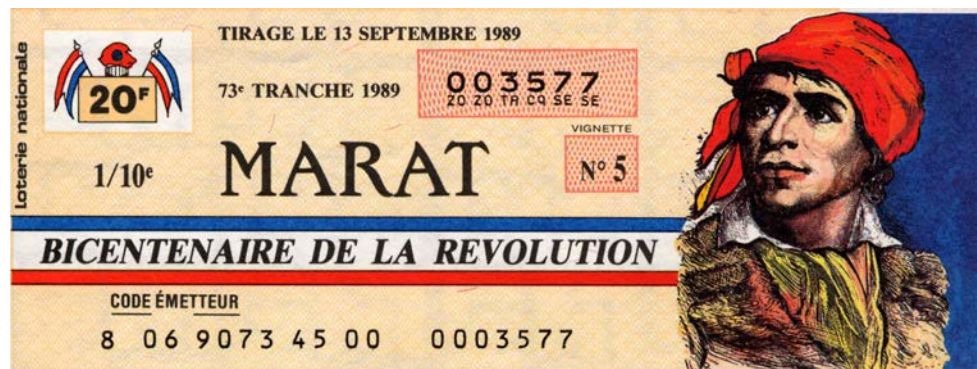
Rationnellement et moralement, il faudrait donc interdire tous les jeux de hasard, et surtout la loterie et le tiercé. C'est ce qu'a fait la loi du 21 mai 1836, et l'article 410 du Code Pénal punit « *tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées* ». À cette occasion, le même texte permet à l'État de confisquer les lots, mises et gains.

Mais ce qui constitue un délit pour un particulier est permis à l'État, qui y trouve des avantages financiers et pour qui (on le sait depuis Vespasien) l'argent n'a pas d'odeur. Bien plus, alors que tous les revenus du travail sont frappés d'impôts, seuls les gains du jeu en sont exonérés !

Loterie nationale française rétablie en 1933.

Vespasien : l'argent n'a pas d'odeur.

1989



ALORS ?

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
N'EST QUE L'AVANT-COURRIÈRE
D'UNE AUTRE RÉVOLUTION
BIEN PLUS GRANDE,
BIEN PLUS SOLENNELLE,
ET QUI SERA LA DERNIÈRE**

BABEUF *Le Manifeste des égaux / printemps 1796*

René BELIN

Ancien Secrétaire de la C.G.T. (1933-1940)
Ancien Ministre (1940-1942)

Du Secrétariat de la C. G. T. au Gouvernement de Vichy

(Mémoires 1933-1942)

Editions ALBATROS

-1978-

René Belin :

- Au Bureau confédéral de la C.G.T., en 1933.
 - Ministre de la production à Vichy, en 1940.
-

JACQUES DORIoT

LES
COLONIES
ET
LE COMMUNISME

ÉDITIONS MONTAIGNE

-1923-

Jacques Doriot :

- Ouvrier métallurgiste. Membre du P.C.F. en 1920. Député communiste de Saint-Denis en 1924.
- Quitte le parti communiste en 1936. Réélu à Saint-Denis.
- Fonde le P.P.F. (Parti Populaire Français) en 1941, sous les allemands. Combat dans la L.V.F. (légion des volontaires français) sur le front russe.

MARCEL DÉAT

Révolution Française
et
Révolution Allemande
1793-1943



ÉDITIONS DU R. N. P.

- Déc. 1943 -

Marcel Déat :

- Combattant de 14-18. Militant du parti socialiste (S.F.I.O.). Abandonne le parti socialiste en 1933.
- Ministre de l'Air en janvier 1936.
- En 1941, fonde le R.N.P. (rassemblement national populaire). Secrétaire d'État au Travail à Vichy en 1944.

“Racisme”

La pensée de Gobineau

Par Clément Serpeille de Gobineau

- En **1853**, le comte Arthur de Gobineau, diplomate de Napoléon III, publie l’“Essai sur l’Inégalité des Races”.
- En décembre **1943**, son petit-fils, Clément, résume l’ouvrage du grand-père.

On peut compter les écrivains dont l’œuvre a fait éclore autant de commentateurs que Gobineau. Cette pensée est diverse, souvent à facettes, tout en faisant preuve d’une unité remarquable. Car avant tout, elle se présente dans un cadre aux contours précis, celui de la thèse de l’Essai sur l’Inégalité des Races humaines. On connaît cette thèse devenue célèbre.

Gobineau constate, en citant force exemples à l’appui, que les sociétés meurent d’une cause commune, que cette cause n’est ni le mode de gouvernement, ni la dissolution des mœurs, ni le fanatisme, que les inégalités ethniques ne sont pas le résultat des institutions, ni des lieux, ni des climats, mais qu’aucun phénomène social ne s’explique en dehors du facteur racial.

Gobineau suppose deux races végétant sur la terre entière : la Noire, essentiellement émotive, et la Jaune matérialiste. La possibilité de fonder des sociétés sur ce fond appartient à la race Blanche qui comportait trois rameaux : les Chamiques, les Sémites, et les Aryans (telle est l’orthographe de Gobineau).

Les Chamites se mélangèrent rapidement avec les Noirs et donnèrent des sociétés peu solides. Les Sémites, sur des groupements déjà marqués par des Chamites, donnèrent des sociétés sémitiques caractéristiques, généralement mercantilistes : Assyrie, Phénicie, avec ces villes célèbres ; Ninive, Babylone, Tyr, Carthage et d’autres encore. Enfin les Aryans, ou Aryens furent les fondateurs de toutes les sociétés humaines et des hautes civilisations. Tenue en main par ses dirigeants et ses prophètes, une branche sémitique s’efforça à grand peine de se tenir à l’abri des mélanges et donna naissance au peuple hébreu, si spécial dans son type physique, ses aptitudes et sa pensée. Telle est, en quelques lignes, la thèse de l’Essai sur l’Inégalité des Races humaines. Les savants objecteront qu’en grande partie, elle est basée sur des données infirmées par des découvertes scientifiques, principalement sur les révélations récentes concernant la préhistoire. Qu’importe ! Gobineau a battu en brèche une muraille qu’on prétendait élever autour de tout ce qui touchait au problème des races à l’abri de laquelle quelques savants hermétiques se réservaient le droit exclusif de dogmatiser sur le problème racial, d’en établir l’exégèse comme les prêtres des sociétés anciennes le faisaient pour les religions, de manière à ce que le peuple n’en pu rien discuter et n’y découvrit pas d’horizon nouveau. Or, il faut croire qu’il y a quelque chose de vrai dans la thèse gobinienne, puisqu’en la faisant sienne, on trouve des rayonnements sur

l'avenir. Et que les jeunes, surtout, qui ont lu et assimilé l'œuvre sur les races de Gobineau, y ont rencontré la justification d'un dynamisme révolutionnaire.

La thèse gobinienne explique des phénomènes que les thèses conformistes, elles, sont incapables d'expliquer. Oui ! Nous constatons que les climats ne changent pas les caractères raciaux, pas plus d'ailleurs que la cohabitation sur un même sol ne nivèle ses caractères. Nous sommes obligés de convenir que jamais une pensée "une", une morale "une", une religion "une", n'ont pu s'imposer à l'humanité tout entière, ni même laisser espérer qu'elles puissent réussir un jour à s'imposer. C'est peut-être, en effet, regrettable pour les universalistes de toutes catégories, religieux ou moralistes, mais c'est un fait ; eux devraient avouer qu'ils sont hors de la réalité et qu'ils poursuivent un rêve.

D'après Gobineau, l'Aryen est le type humain le plus parfait, le plus fort et le plus intelligent. Ses qualités maîtresses sont l'héroïsme, la loyauté, la fidélité, le sentiment de l'honneur. J'ajouterai, pour donner plus de sens actuel à la pensée de mon grand-père, que l'Aryen, tel qu'il apparaît dans l'Essai, est le fondateur et le mainteneur des sociétés prospères et qu'il a seul parmi les autres races ce que j'ai appelé "l'instinct de la capitalisation". Qu'est-ce à dire ? Cette affirmation nécessite une explication. Voici : le Jaune et le Noir travaillent pour vivre, pour satisfaire les besoins acquis ; le Jaune est souvent excellent artisan ; le Noir peut être bon agriculteur. Les gens de ces races, n'ayant subi aucun mélange avec des Aryens, peuvent apprendre et retenir : être savants, bons médecins, bons avocats, en somme profiter de la connaissance acquise. Mais l'Aryen, lui seul, sait construire, entretenir et conserver ce qu'il a construit, – et sur ce capital acquis construire, encore, mieux, toujours ; il a le désir de conserver ce qui existe, si ce qui existe lui est utile, et ceci dans le domaine spirituel comme dans le domaine matériel. Pour vivre mieux, pour satisfaire des besoins nouveaux qu'il se crée, son initiative, son esprit d'invention, paraissent sans limites. Il ne veut pas seulement vivre, il veut prospérer. Il est l'initiateur, l'inventeur, le constructeur, le fournisseur de travail. Il appelle ainsi les peuples qu'il gouverne à un mieux être et ceux-ci acceptent sa loi et la subissent sans contrainte, s'ils ne sont pas totalement associaux et marqués par le suicide.

C'est ici qu'il convient de signaler que le juif a aussi la hantise du mieux vivre, mais il a toujours été impuissant à réaliser seul, en une société nationalement juive, un tel rêve. Il lui faut vivre en parasite, aux dépens des peuples entrepreneurs et travailleurs : c'est pourquoi il est condamné à végéter au sein d'une société qui elle-même végète, et il ne prospère que dans les sociétés qui ont su capitaliser des biens, organiser le travail et amener leur peuple à une vie prospère. Dans ce cas, ils captent pour eux les signes représentatifs des richesses, puis les richesses elles-mêmes et, venus pauvres dans une société riche, ils restent les seuls riches dans une société appauvrie.

Quel est donc le rôle de l'Aryen selon Gobineau dans les sociétés humaines ? Il les dirige et les féconde. Son sang se mêle au sang des groupements inférieurs, de fond jaune ou noir, souvent déjà aryanisés plus ou moins ou sémitisés par des immigrations précédentes. Le sang arien agit comme une force : à ce qui s'est fait, donc, s'ajoute de nouvelles activités, et naturellement les éléments les plus aryanisés s'élèvent dans l'échelle sociale. Si le fond de race est jaune, la civilisation a tendance à prendre un caractère matérialiste. Si le fond est noir l'aspect de la société devient sensitif, émotif, voire même artiste. On comprend facilement qu'il se produira infiniment de variétés selon les mélanges de sang. Chez la masse, le sang arien se manifestera par un désir de collaboration alors que les masses non-

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

aryanisées, ou très peu, seront passive et subiront leur sort avec l'instinct de leur infériorité. Par contact avec les éléments associaux, inassimilables et révoltés ces masses passives se poseront en victimes, ne comprendront pas leurs chefs, les jalouseront, et feront effort pour les abaisser à leur niveau, n'ayant aucun espoir de s'élever elles-mêmes jusqu'à eux. C'est en faisant jouer avec art cet instinct que les démagogues se procureront des admirateurs et des clients. Bien souvent d'ailleurs, et petit à petit, le temps agira selon leurs désirs, les élites s'abaisseront du fait des mélanges avec des éléments inférieurs et c'est ainsi que Gobineau annonçait la chute des aristocraties, la fin des féodaux qui avaient failli à leur mission, laquelle était de protéger, de faire vivre, d'élever et de fournir du travail. Ethniquement l'ancienne aristocratie était devenue trop près du peuple qu'elle dirigeait, et son pouvoir, légitime autrefois, ne l'était plus et n'était plus accepté. Dès lors, ses anciens chefs, s'ils veulent se maintenir coûte que coûte, ne réussissent que par la tyrannie. C'est la confusion ethnique, proclame l'auteur de l'Essai tout le long de cet ouvrage, que meurent les sociétés. Tel fut le sort de toutes les sociétés antiques. Seul, le Monde romain, sauvé par l'apport de sang aryen des tribus germaniques dites barbares qui envahirent l'Empire, a pu, après quelques chaos, donner la civilisation européenne qui est la nôtre.

Pour ce qui est de cette civilisation, Gobineau était pessimiste : plus de réserves d'Aryens purs, déchéance des anciennes élites, donc plus de possibilités de relèvement, – la stagnation certaine.

Pourtant, même à la fin de sa vie, quand son pessimisme se faisait plus aigu encore, il ne voulait pas perdre tout espoir, il espérait malgré tout en des individualités d'élite perdues dans la masse, âmes de héros, "fils de roi" selon son expression, c'est à dire étant digne de l'être, gens généralement incompris et bafoués, écartés par les médiocres fatigués de toute activité qui sont le nombre dans les sociétés près de leur déclin, ces héros formant une "pléiade", n'acceptent jamais la résignation ; ils sont faits pour la lutte, et quelquefois, leur peuple entend la voix de l'un d'eux et l'accepte pour guide. C'est que ce peuple se trouve avoir un sursaut de vouloir vivre, et qu'il n'accepte pas encore la mort.

Gobineau ne connaissait pas la loi de Mendel, ce moine tchèque son contemporain, quand il a écrit son ouvrage. Cette loi révélée au monde au commencement du siècle nous donne une lueur d'espoir : pourquoi ne pas admettre pour l'homme ce qui est vrai pour l'animal : la race se défend, recherche son équilibre et sa pureté... Il y a une répugnance de la nature à constituer l'hybride, car la nature se défend contre la mort et l'hybride n'a pas de descendance, soit par infécondité physique, soit par inquiétude devant la vie qui le fait hésiter à procréer. Quant à l'homme unique, il ne se fera jamais.

Mitterrand et les 40 Voleurs

de Jean Montaldo



Jean Montaldo aggrave son cas. Écrit d'une traite au lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy, son précédent ouvrage, *Lettre ouverte d'un "chien" à François Mitterrand au nom de la liberté d'aboyer*, avait provoqué la fureur de l'Élysée.

Rédigé après le suicide de François de Grossouvre, son dernier livre, *Mitterrand et les 40 Voleurs* (un titre qui est à lui seul tout un programme), n'est pas plus tendre pour l'hôte de l'Élysée.

Et le succès, une fois encore, est au rendez-vous : la *Lettre* s'est vendue à plus de 300 000 exemplaires ; les *40 Voleurs* semblent appelés au même destin. Fait exceptionnel dans les annales de l'édition, les deux ouvrages figurent en même temps au palmarès des meilleures ventes.

Succès justifié. Car si Montaldo montre une propension irritante à se mettre en scène à tout propos, il a le grand mérite de viser juste et de frapper fort. La relation qu'il fait de ses entretiens réguliers avec François de Grossouvre – un homme "*qui avait reçu comme une trahison la métamorphose de son ami (M. Mitterrand) corrompu par la vie*" – est accablante pour tous ceux qui, à l'Élysée, ont tenté après sa mort de le faire passer "*pour un illuminé doublé d'un maniaque et d'un Irresponsable*".

Chemin faisant, Montaldo dévoile toute une série de dossiers jusque-là inconnus ou mal connus : les générosités d'Urba au journal *Globe*, le scandale de la C.F.D.E., la mirobolante affaire Joséphine qui porte sur des milliards de francs. Toutes, sans exception, remontent mystérieusement à ce que l'auteur appelle la "Mitterrand-Pelat S.A.".

Un tableau édifiant d'un règne qui brandissait bien haut l'étendard de la vertu et dont on commence à découvrir le sésame : celui d'une terrifiante mécanique occulte nichée au cœur de l'État, où intérêts financiers, officines policières, complicités politiques et amitiés privées se donnent la main pour danser ensemble la sarabande des "quarante voleurs".

Jimmy Goldsmith

L'Ancien patron de la Générale Occidentale

“Maastricht et le G.A.T.T. transforment l'Europe en passoire”

Retiré des affaires depuis 1990, le milliardaire franco-britannique s'est lancé depuis deux ans dans un combat contre les accords de Maastricht. Élu député européen en juin dernier avec Philippe de Villiers, il lance en Grande-Bretagne le Referendum Party pour obtenir une consultation populaire sur la question. Ses propositions : un retour au traité de Rome et à la préférence communautaire, un libre-échange “régional” et une vice-présidence permanente qui ravalerait la Commission à un strict rôle de “secrétariat administratif”.

J'ai mis fin à ma carrière d'homme d'affaires, j'ai tout vendu en 1987 en France et j'ai fini de tout vendre partout dans le monde en 1989 et au tout début de 1990. Je n'avais pas l'intention de réapparaître, j'avais l'intention de retrouver un anonymat tranquille, j'ai construit au Mexique ; j'ai mis sur pied ma fondation qui s'occupe de problèmes environnementaux. Si j'ai changé aussi brutalement de stratégie, c'est parce que je considère que Maastricht et le G.A.T.T. détruiront notre civilisation. C'est exactement comme si vous voyez un train avec toute votre famille dedans, tous vos amis, toute votre civilisation qui va vers le mur. Que faites-vous alors ? Vous pouvez, si vous le voulez, mettre les mains sur les yeux, ou vous pouvez essayer d'empêcher l'accident. Moi, j'ai décidé d'essayer d'empêcher l'accident. Je considère que c'est la destruction, l'humiliation permanente de notre civilisation. Je considère que Maastricht créerait des forces centrifuges qui détruiraient l'Europe. Et je suis très pro-européen depuis toujours – je me suis battu pour le traité de Rome –, mais pas pour une Europe fusionnée, une Europe sous prédominance allemande, une Europe où toutes les nations perdraient toute leur identité. C'est une absurdité. C'est cela qui est en train de détruire l'Europe.

Le “croisé” anti-Bruxelles

La vie commence à soixante ans. Jimmy Goldsmith s'est découvert une passion et une cause : sauver l'Europe. En France son poulain s'appelle Philippe de Villiers. Outre-Manche, Il vient de lancer un mouvement pour le référendum. Et sur le reste du vieux Continent, il se dit prêt à apporter son aide partout où cela sera nécessaire. Adossée à une fortune évaluée à sept milliards de francs, une telle offre pèse lourd.

Fallait-il que l'Europe le captive pour lui faire quitter une semi-retraite bien méritée ! Fils d'une famille de banquiers juifs de Francfort apparentés aux Rothschild, Jimmy Goldsmith connaît une enfance confortable. Le jeune garçon fréquente la bonne société avant de rejoindre Eton, le collège de l'élite britannique. L'endroit s'avère trop guindé à son goût. Il le plaque, accumule les petits boulots.

À vingt ans, il se lance dans les affaires. Dans la pharmacie d'abord puis dans l'alimentation, où il bâtit le groupe Cavenham Foods, bientôt intégré à la Générale occidentale en France. Puis vient la grande distribution aux États-Unis avec Grand Union. À la fin des années soixante-dix, Jimmy Goldsmith est milliardaire, chevalier du Royaume de Sa Majesté et propriétaire de l'Express.

Mais ce sont les années quatre-vingt qui font de lui une star du monde des affaires. Il s'y révèle un maître de l'art des O.P.A. Certaines réussissent (Diamond International, Crown Zellerbach), d'autres échouent (BAT et surtout Good-year).

Mais à chaque fois, il encaisse des plus-values substantielles. À l'été 1987, Jimmy Goldsmith sent venir le Krach d'octobre. Il vend. Deux ans plus tard, son retrait des affaires est complet. Jusqu'à ce que l'Europe ne le pousse à transformer une fausse retraite en un vrai combat.

En France, Philippe de Villiers a obtenu un bon score aux élections européennes. Il va sans doute se présenter à l'élection présidentielle. Il y a des lois de financement précises ; allez-vous, là aussi, le soutenir dans sa démarche ?

Ses idées et les miennes sont extrêmement proches ; nous sommes bons amis. Si je suis entré sur sa liste aux élections européennes, c'est parce que c'était la seule façon légale par laquelle je pouvais financer cette campagne.

Je ne veux pas participer à la campagne pour l'élection présidentielle. Maintenant, si Philippe décide d'y aller – c'est à lui de décider, je n'exerce aucune influence – et si, dans le cours de la campagne, il a des financements comme les autres et qu'il a la parole comme les autres, il n'a pas besoin de moi.

Si les règles ne permettent pas un juste débat, je repenserai, à ce moment-là, ma position dans le cadre de la loi.

Ne vous sentez-vous pas proche d'autres leaders politiques français qui incarnent les mêmes idées européennes ?

Si, pourquoi ? Jean-Pierre Chevènement, par exemple. J'aurais beaucoup aimé pouvoir l'aider. Mais c'était difficile de le faire. Comment l'aurions-nous expliqué ? je trouve tragique de constater que la voix de M. Chevènement a été littéralement étouffée par manque de moyens aux dernières élections européennes.

Propos recueillis par Éric Revel et Thierry Arnaud,
lundi 9 décembre 1994

Jimmy Goldsmith fait monter la pression anti-européenne

Royaume-Uni

Devant le Congrès de son "Parti du référendum", Jimmy Goldsmith a rejeté l'Europe de Maastricht. Il gêne les Tories qui remontent dans les sondages, et pourrait jouer les arbitres en cas de score serré.

Le milliardaire franco-britannique Jimmy Goldsmith a gagné son pari. Puissamment soutenu par un budget de campagne et de relations publiques estimé à 25 millions de livres (environ 200 millions de francs), le leader autoproclamé du Parti du référendum a en effet réussi à rassembler plus de 4 000 personnes à Brighton, à l'occasion du Congrès d'un mouvement qui n'affiche qu'un seul objectif : contraindre le gouvernement à consulter les citoyens britanniques sur la question de l'Europe. N'hésitant pas à présenter son parti comme celui de la "populace", ce qui ne manquait pas de sel étant donné le caractère visiblement ultra-conservateur de l'assistance, Sir James a exhorté ses troupes à "sauver la nation britannique des manœuvres en coulisse des politiciens", lesquels sont coupables d'avoir "piégé le Royaume-Uni au sein d'un super-État fédéral".

Pour Jimmy Goldsmith, la vraie question est la suivante : "Souhaitez-vous que la Grande-Bretagne soit dirigée de Bruxelles ou de Westminster ?" Selon lui, "le référendum devrait soumettre au suffrage plusieurs options : devenir partie intégrante d'une Europe fédérale, être membre d'une famille de nations souveraines, redevenir un simple membre de l'Association européenne de libre-échange ou sortir complètement de l'Europe". Mais la teneur des discours prononcés ce week-end à Brighton, notamment ceux des invités d'honneur Philippe de Villiers et Charles de Gaulle, ainsi que les réactions de la salle ne laissaient aucune place au doute : le Parti du référendum a déjà choisi son camp, celui d'un "non" franc et massif à l'Europe.

Le Premier ministre, John Major, a tenté de jeter le discrédit sur l'initiative de Sir James en qualifiant son mouvement de "groupuscule". Il a tort. Si l'on en croit les derniers sondages de l'institut N.O.P. publiés hier dans le *Sunday Times*, l'avance du Labour sur les Tories dans les intentions de vote n'est plus que de 14 points, au lieu de 23 avant le Congrès du mouvement conservateur à Bournemouth, l'écart le plus faible depuis trois ans. Ces chiffres montrent que le résultat des législatives pourrait être bien plus serré qu'on ne le pense. Dans une telle hypothèse et s'il parvenait à remporter ne serait-ce que 10 ou 15 sièges, le Parti du référendum pourrait bien priver les conservateurs de la victoire. Ou encore se mettre en position de négocier une alliance de gouvernement, en les

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

contraignant d'organiser sans attendre le fameux référendum, qui ne se limiterait donc pas à la consultation sur la monnaie unique déjà promise par les Tories pour peu que le gouvernement opte pour l'euro.

À moins de sept mois des élections, Jimmy Goldsmith a déjà présenté plus de 180 candidats sur un total de 640 circonscriptions. Et partout où les candidats des principaux courants ne se sont pas prononcés en faveur d'un référendum global, les accréditations se poursuivent.

Michel Roland à Brighton, 21 octobre 1996

Chevènement

Chevènement

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens, n'exclut pas de se rapprocher de Philippe Séguin dans l'avenir, estimant que le président R.P.R. de l'Assemblée nationale est "un républicain de progrès" et représente "une sensibilité intéressante". "Je pense qu'il y a des convergences entre nous qui sont observables à l'œil nu", a affirmé hier l'ancien ministre sur Radio J. Concernant le Parti socialiste, il a regretté que "Lionel Jospin donne très peu de signes" et qu'"il s'appuie sur des hommes et des femmes dont l'orientation est très gestionnaire".

16 octobre 1995

La voix de la tolérance

Ancien ministre français de la Défense, démissionnaire lors de la deuxième Guerre du Golfe, Jean-Pierre Chevènement se fait remarquer par ses positions indépendantes au sein de la gauche française. Il s'exprime ici sur le conflit algérien, réclamant notamment de la France et de l'Europe la création de conditions favorables à un nouveau départ en Algérie.

"L'Algérie est indépendante. La solution à sa crise ne peut venir de l'extérieur, mais bien de l'intérieur. Il faut refonder une République algérienne démocratique. C'est difficile parce que l'Algérie, contrairement à l'Égypte, est une nation récente. Elle s'est affirmée contre la France et d'une certaine manière, au nom de la religion, pendant la guerre d'indépendance. Les éléments de modernité dans le nationalisme algérien restent superficiels. Mais la société algérienne ne veut pas de l'intégrisme. Voyez par exemple les enfants qui continuent à aller à l'école, les enseignants qui continuent à enseigner, les journalistes qui, au péril de leur vie – voilà le quarante-troisième qui vient d'être assassiné –, continuent à publier leurs journaux.

Le rôle de la France et de l'Europe doit être de créer des conditions favorables pour qu'un jour l'Algérie puisse repartir sur des bases nouvelles. Il faudrait que le pôle moderne, le pôle réellement porteur de l'intérêt national algérien, s'organise mieux, soit moins divisé qu'il ne l'est aujourd'hui. Naturellement, ce n'est pas un problème qui concerne seulement l'Algérie, c'est un problème qui concerne tout le monde arabe. Je pense que face à la tentation d'intégrisme qui serait ruineuse pour le monde arabe tout entier, il faut que les grandes nations arabes relèvent le drapeau de l'intérêt national et d'un développement orienté vers l'avenir, vers le progrès. C'est une question qui se pose au monde entier. Je pense qu'aujourd'hui, c'est l'idée même du progrès qu'il faut relever, et c'est une question qui est posée y compris en Europe.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Je ne pense pas que la France ait peur de sa communauté musulmane. Elle connaît bien le monde arabe. Elle peut distinguer entre l'intégrisme islamique et la religion musulmane. Nous aussi, nous avons eu nos fanatiques, catholiques ou protestants, et nous savons que dans toute religion, il y a une tentation pour l'intégrisme.

Il est clair cependant que le Groupe Islamique Armé (G.I.A.), qui fomenté les attentats, dessert vraiment la cause de l'intégration de la communauté musulmane et des jeunes issus de l'immigration. Leur avenir est en France. Ils ne vont pas retourner en Algérie. Ils doivent devenir des citoyens français et privilégier le combat démocratique pour l'égalité des droits et la dignité à cette tentative de repli communautariste qui n'est pas une bonne chose. Je pense que dans la politique française, il est important qu'il y ait des voix qui s'expriment avec force à la fois sur les problèmes d'avenir du monde musulman et sur les problèmes d'avenir de la société française. Nous sommes faits pour vivre ensemble. Ce qui nous unit est plus fort que nos différences. Chacun a le droit de professer la religion de son choix. Mais il y a un espace commun à tous les hommes : celui de la raison naturelle qui est donnée à chacun. Alors il faut que de part et d'autre de la Méditerranée s'élève la voix de la tolérance : c'est ainsi que nous façonnerons notre avenir commun”.

Propos recueillis par Khaled Saad Zaghloul, le 18 mai 1995

Quand les rouges broient du noir

Le P.C.F. décide de réagir sur les liens éventuels entre intellectuels communistes et extrême-droite

Le P.C.F. a décidé de réagir à la polémique sur d'éventuels liens idéologiques entre des intellectuels communistes et l'extrême-droite en publiant dans l'*"Humanité"* à paraître mercredi, deux lettres de Georges Marchais qui se déclare "indigné" par "certains faits, aussi marginaux soient-ils".

Le secrétaire général du P.C.F., alerté de voisinages idéologiques entre certains intellectuels du P.C.F. et une frange de l'extrême-droite, par l'écrivain Didier Daeninckx, qui a enquêté sur le sujet avec la journaliste Mariette Bernard, s'en est ému. Et il a pris la chose assez au sérieux pour encourager la poursuite de ces investigations et d'es faire connaître les résultats.

Il a adressé, en ce sens, deux lettres à l'écrivain, en octobre 1992 puis le 24 mai, où il donne son accord pour qu'elles soient publiées. L'existence de ce courrier, mentionné il y a une semaine par *Le Canard enchaîné* n'avait alors donné lieu qu'à un bref article dans l'*"Humanité"* du 24 juin. Mardi, le service de presse du P.C.F. a rendu publiques les deux lettres, devant être publiées dans le quotidien du P.C.F., assorties d'un commentaire.

Dans la première de ces lettres, M. Marchais affirme que les faits, dont certains sont "avérés" note-t-il vont "à l'encontre de tout ce que le P.C.F. a toujours été, est, et continue à être". "Aujourd'hui, nous n'avons de cesse de combattre le racisme, la haine, la violence, les idées et les pratiques d'exclusion" de l'extrême-droite, écrit-il en soulignant que "cette lutte ne souffre aucune ambiguïté".

Dans la seconde lettre, M. Marchais ajoute que si des liens existaient entre communistes et extrême-droite, "ce serait honteux et déshonorerait les communistes qui s'y prêteraient".

Mais en réalité, plus que d'un véritable réseau ou d'un groupe organisé, les liens mis au jour par Didier Deaninckx relèvent davantage de "fortes convergences idéologiques" selon l'expression de l'écrivain.

Parmi ces convergences, on trouve pêle-mêle un anti-américanisme virulent, l'exaltation du nationalisme, une critique radicale de la sociale-démocratie et le rejet du libéralisme économique. Après l'effondrement de l'U.R.S.S., nostalgiques du système soviétique d'un côté et défenseurs des régimes forts de l'autre se retrouvent dans la nouvelle Russie sous les couleurs du Front national bolchevique pour rejeter la perestroïka de Michail Gorbatchev et le libéralisme économique de Boris Eltsine.

En France, certains intellectuels se prononcent ouvertement aujourd'hui pour un tel type de rapprochement. Ainsi, dans une tribune intitulée "vers un Front national", publiée en mai dernier dans *L'Idiot international* le journal de Jean-Edern Hallier, Jean-Paul Cruse, communiste, collaborateur de *"Libération"*, défendait le projet d'une "alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurrassienne du général de Gaulle".

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Parmi les autres faits avancés à l'appui de la thèse des liens entre communistes et extrême-droite, figurent encore l'invitation en 1992 du théoricien de la nouvelle droite, Alain de Benoist à un colloque de l'institut de recherches marxistes, ou encore la publication en janvier 1992 dans l'hebdomadaire communiste *Révolution* d'un texte sur l'ex-Yougoslavie signé par l'historien russe Édouard Limonov, devenu cette année président du parti national-bolchevique.

Le Progrès, mercredi 30 juin 1993

C.R.S., les mal-aimés

Le gouvernement ne les aime pas non plus. Parce que **ces fils du peuple** savent ce qui se cache derrière les discours officiels : l'immigration, la délinquance, les banlieues qui flambent. Et qu'ils n'obéiront pas toujours aveuglément aux ordres.



50 ans sur le pavé :

Les Compagnies Républicaines de Sécurité sont nées le 9 décembre 1944. Un demi-siècle plus tard, **un député U.D.F., ex-patron de la D.S.T., Yves Bonnet, réclame leur dissolution**. Un bouquet d'anniversaire aux fleurs amères pour ces policiers aux missions difficiles.

Au **printemps 1941**, sous l'État Français, avait surgi une **police spéciale** de maintien de l'ordre, les Groupes mobiles de réserve, les **G.M.R.** Comme son nom l'indiquait, elle devait pouvoir intervenir à tout moment sur n'importe quel point du territoire où l'ordre serait menacé. **En 1943/1944**, l'évolution de la situation vers des affrontements de guerre civile amenèrent souvent **les G.M.R. à opérer aux côtés de la Milice**. Le gouvernement provisoire du général de Gaulle ne voulait pas se passer des services de telles unités. Il préférait ne pas conserver le nom. D'où, les C.R.S. Afin de faire taire les critiques éventuelles des communistes, les nouveaux recrutés, rejoignant les ex-G.M.R., le furent **dans les rangs des F.F.I., voire des F.T.P.**, formation militaire du P.C. durant la résistance.

Les C.R.S. allaient connaître d'emblée une existence agitée. Ils durent faire face aux grèves insurrectionnelles de 1947 et 1948. Ils furent envoyés contre les artisans et commerçants en révolte contre le fisc.

À la fin de la 4^{ème} République, en métropole, ils subirent les contrecoups des "événements" dans les départements algériens.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

La nouvelle République les expédia face aux paysans et aux ouvriers à maintes reprises. Confrontés aux étudiants en mai-juin 1968, ils s'entendirent qualifiés de "SS". Eux, dont l'apolitisme était clairement affiché... Ils subirent alors aussi une indigestion de pavés. Le profil de **ces fils d'agriculteurs et de manœuvres** devint le Croquemitaine d'une génération. À la grande satisfaction du pouvoir politique, à qui il ne déplaisait pas de voir la haine de la jeunesse se tourner contre les modestes exécutants de sa politique, et non pas contre les politiciens.

L'une des images les plus célèbres, par laquelle la gauche voulut stigmatiser leur "trahison de classe", leur rend en fait hommage. Il s'agit du face à face, au cours de la grève du Joint français en 1972, entre un C.R.S. casqué et un ouvrier breton. Les deux hommes étaient frères. La photo témoignait des multiples cas de conscience des C.R.S. Ils n'étaient pas les sombres brutes sans âme, prêts à matraquer papa et maman pour la solde.

C'était tellement vrai qu'il suffit de **comparer la dotation en armement de la gendarmerie mobile avec celle des C.R.S.** pour comprendre sur quelles forces compte le système en place. Pour le jour où il serait réellement aux abois. Depuis les origines du corps, dès qu'une situation ponctuelle dure trop longtemps, que les enjeux ne sont pas évidents, que la charge passionnelle devient très forte, les C.R.S. sont aussitôt relevés par la gendarmerie. Celle-ci est militaire et encasernée. Ce qui n'est pas le cas des C.R.S., qui vivent en H.L.M. et en cités.

Aujourd'hui, certains veulent supprimer les C.R.S. Ils ont peur de la prise de conscience, dans les rangs de ces policiers issus du peuple et y vivant, de réalités qu'on ne peut, à eux, dissimuler. En haut lieu, on s'inquiète. Et l'on oublie nombre des missions assumées par les C.R.S. sur les routes et les plages, les nombreuses vies qu'ils ont sauvées. Souvent au prix de morts demeurées anonymes.

Jules Moch et les C.R.S. :

Au cours des grèves insurrectionnelles de 1947 et 1948, il n'y avait pas que la subversion communiste. Les mots d'ordre du P.C. et de la C.G.T. n'auraient pas connu un tel succès sans l'existence d'une misère réelle, de restrictions insupportables. Les C.R.S., envoyés au plus fort des grèves et des émeutes flanchèrent parfois, comme à Billancourt, quand ils ne rejoignirent pas, comme à Marseille, les rangs des manifestants. **Jules Moch, ministre de l'Intérieur socialiste**, rescapé du personnel politique de la 3^{ème} République les reprit en main avec vigueur. Il fit dissoudre onze de leurs compagnies.

Le Français – 9 et 10 décembre 1994 (Michel S. Dumas)

C.R.S : 1944 - 1994

**La milice démocrate a 50 ans.
Nous sommes tous des résistants.**



Rempart de la mafia au pouvoir avide de spéculation et minée par la corruption.

Milice de mercenaires aux ordres de la bancassurance et du complexe militaro-industriel.

Armée de guerre civile qui tient le peuple pour l'ennemi de l'intérieur, sous prétexte d' "Etat de droit".

Les infirmières, les routiers, les paysans, les salariés d'Air France, les pêcheurs, aujourd'hui les lycéens et les étudiants sont confrontés aux CRS, véritables "casseurs" et briseurs de grèves.

Le peuple doit assainir le pays de cette gangrène morale et financière, pour retrouver sa totale liberté d'expression et d'action.



**Licenciement
des CRS et des Gardes-Mobiles !**

“Welfare state”

Les deux Amériques de Nick et de John

La réforme radicale du “welfare state” suscite des prises de position passionnelles. Le fossé qui sépare partisans et adversaires du projet semble en effet irréductible. Un républicain blanc du Midwest, et un démocrate noir du Sud illustrent cette opposition.

Nick Smith représente au Congrès le septième district du Michigan (circonscription rurale à 92 % blanche). Il est membre de la commission budgétaire de la Chambre. Ce fermier au visage jovial s'est donné pour mission de réduire la taille de l'État et de la dette fédérale (il se plaignait tant de Washington que sa femme lui a ordonné un jour d'agir ou de se taire). Il est partisan d'une refonte radicale de l'État providence.

“Durant les quarante dernières années, nous avons tenté de résoudre le problème de la pauvreté. Le gouvernement a créé, avec de bonnes intentions, de nombreux programmes visant à transférer la richesse vers les pauvres. En quarante ans, il a emprunté 5000 milliards de dollars pour financer les programmes sociaux.

Les naissances illégitimes sont passées de 5 % du total des naissances à 30 %. Les familles abandonnées par l'un des parents sont passées de 4 % du total des familles à 29 %. Les grossesses adolescentes ont doublé, la criminalité violente a quintuplé. La preuve est faite qu'il est vain de simplement transférer l'argent des contribuables aux pauvres.”

“Notre proposition de loi modifiera des programmes traditionnels qui ont privé les gens du respect d'eux-mêmes en leur donnant quelque chose sans rien leur demander en contrepartie. Ces programmes ont créé une culture d'irresponsabilité en subventionnant des comportements répréhensibles. Le système social actuel paie les mères célibataires pour avoir des enfants. Il dit aux femmes que si elles mettent au monde un enfant illégitime, le gouvernement leur versera une allocation mensuelle et leur fournira un logement.

La proposition de loi n'est pas parfaite, mais elle vise à remplacer un système de désespoir, en faillite, par des solutions empreintes de compassion, encourageant le travail et renforçant la famille.”

John Lewis est représentant démocrate du cinquième district de Géorgie (circonscription urbaine – Atlanta et quelques banlieues – peuplée à 62 % de Noirs). C'est un héros du mouvement des droits civiques des années 1960, une époque durant laquelle il a tout subi : passages à tabac, bus incendiés, humiliations multiples (une serveuse raciste versa de l'eau dans sa nourriture et de la poudre décapante dans son dos). Il fut le premier membre de sa famille à terminer ses études secondaires. Porte-parole des Noirs pauvres, il est profondément hostile à la réforme républicaine.

“Je m'oppose fermement à cette proposition odieuse., Elle est cruelle. Elle est basse. Elle détruit le filet de sécurité qui protège les enfants, les vieillards et les handicapés de notre nation. Elle est dépourvue de compassion et de sentiments ; prend de l'argent dans la

poche des handicapés ; vole aux pauvres le chauffage de leur maison ; retire la nourriture de la bouche des enfants”.

“Cette réforme me rappelle une citation du théologien Martin Niemoller durant la Seconde Guerre mondiale : “En Allemagne, ils s’en sont pris aux communistes, et je n’ai rien dit, parce que je n’étais pas communiste. Ils s’en sont pris aux juifs, et je n’ai rien dit, parce que je n’étais pas juif. Ils s’en sont pris aux syndicalistes, et je n’ai rien dit, parce que je n’étais pas syndicaliste. Ils s’en sont pris aux catholiques et je n’ai rien dit, parce que j’étais protestant. Puis, ils sont venus me chercher et il ne restait plus personne pour protester.”

La proposition républicaine n’est certainement pas l’Holocauste, mais je suis inquiet et je dois parler. Ils s’en prennent aux enfants. Ils s’en prennent aux pauvres. Ils s’en prennent aux malades, aux vieillards et aux handicapés. C’est cela le “contrat avec l’Amérique”.

L’inspirateur du “contrat avec l’Amérique”

Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants, est le principal inspirateur du programme républicain communément appelé “contrat avec l’Amérique”.

La réforme de l’État-providence est, avec la réduction du déficit budgétaire fédéral et le recul du rôle de l’État, une des pierres angulaires de la nouvelle politique engagée par la majorité républicaine.

S’il ne fait guère de doute que la réforme de la protection sociale sera approuvée par la Chambre, l’issue du débat paraît plus incertaine au Sénat.

La Tribune Desfossés, jeudi 23 mars 1995

États-Unis : les chantiers des républicains face au Sénat : Contrat pour l’Amérique

Les républicains ont lancé les dix chantiers du “contrat pour l’Amérique” de cent jours. Un seul texte a été rejeté par la Chambre.

Mais huit textes doivent encore franchir l’épreuve du Sénat.

En trois mois et en s’imposant un rythme de travail démentiel, la majorité républicaine de la Chambre des représentants aura réussi à soumettre au vote de la Chambre les dix points du contrat avec l’Amérique :

1- Un amendement à la constitution visant à forcer l’État à équilibrer son budget d’ici à 2002, et un renforcement du veto présidentiel permettant au chef de l’exécutif de rayer de la loi de finances des projets de dépenses spécifiques.

L’amendement a été approuvé par la Chambre, mais a manqué d’une voix la majorité des deux tiers au Sénat. Le “veto sélectif” a été approuvé par la Chambre et le Sénat.

2- Une proposition de loi sur la criminalité durcissant la répression et améliorant le traitement des victimes. Approuvé par la Chambre. Pas encore abordé par le Sénat.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

3- Une réforme de l'État providence visant à réduire l'aide sociale, à forcer les assistés à travailler, à décourager les femmes célibataires de procréer et à donner aux États fédérés davantage de contrôle sur l'aide sociale.

Approuvé par la Chambre. Pas encore abordé par le Sénat.

4- Un texte en faveur de la famille prévoyant des avantages fiscaux en faveur de l'adoption et des soins aux personnes âgées, ainsi qu'une répression accrue de la pornographie pédophile.

La répression de la pornographie a été approuvée par la Chambre. Le reste sera soumis au vote cette semaine. Pas abordé au Sénat.

5- Un allègement de la pression fiscale sur les classes moyennes, dont un crédit d'impôt de 500 dollars par enfant.

Approuvé en commission. Devait être soumis au vote de la Chambre mercredi. Pas abordé au Sénat.

6- Une loi sur la sécurité nationale, qui instaure un programme de missiles, interdit le financement de programmes sociaux par des coupes dans le budget du Pentagone et interdit que des troupes américaines participent à des missions de l'ONU sous commandement étranger.

Approuvé par la Chambre. Pas encore traité par le Sénat.

7- Un texte relevant le plafond des revenus au-delà duquel les retraités perdent le bénéfice de leur pension publique.

Approuvé en commission. Doit être soumis au vote de la Chambre cette semaine. Pas abordé par le Sénat.

8- Des mesures en faveur de l'emploi (avantages pour les P.M.E., réduction de 50 % de l'impôt sur les plus-values en capital, frein aux nouvelles réglementations) et une loi interdisant à l'État fédéral d'imposer aux États fédérés des dépenses sans leur accorder des crédits correspondants.

La Chambre, le Sénat et le président ont approuvé la mesure relative aux États. La Chambre et le Sénat ont approuvé les restrictions sur la réglementation. La réduction de l'imposition des plus-values a été approuvée par une commission de la Chambre.

9- Une réforme du système juridique visant à rendre plus difficiles les poursuites à l'encontre des entreprises accusées de commercialiser des produits défectueux.

Approuvé par la Chambre. Pas abordé par le Sénat.

10- Un texte visant à limiter la durée des mandats parlementaires.

Rejeté par la Chambre.

Jean-Marie Macabrey – 6 avril 1995

U.S.A. – TERRORISME

La colère rentrée des musulmans d'Oklahoma City

“J’ai moi-même perdu une cousine dans l’explosion”. Vêtu de blanc avant la prière du vendredi, Abou Bakar dissimule avec peine son amertume, après l’arrestation d’un suspect blanc dans l’attentat meurtrier contre un immeuble fédéral d’Oklahoma City, qui contredit les accusations portées contre les “Islamistes”.

La nouvelle interpellation d’un suspect apparemment liée aux milieux nationalistes américains ne pouvait tomber plus à propos : juste avant le début de la prière, comme pour laver l’affront.

À cause des accusations, certains étudiants étrangers musulmans avaient “reçu des menaces”, dénonce le jeune religieux américain. Sur les radios d’Oklahoma après l’attentat, on ne comptait plus les interventions haineuses contre les Musulmans en général.

Debout devant sa mosquée improvisée dans un ancien gymnase, l’imam Shamsuddin Abdulsabur se dit “horrifié” par le terrible attentat qui a coûté la vie à au moins 65 personnes. Il est “en colère, écœuré” que l’on ait pu aussi rapidement désigner du doigt des “extrémistes” de sa religion.

L’Imam noir américain, sunnite originaire de New York, cherche toutefois à prendre ces instants avec philosophie. “Parmi les épreuves que l’on rencontre dans la vie, il arrive que l’on soit accusé de quelque chose”, commente-t-il. Il ajoute calmement que “ces accusations sans preuves sont le fait d’irresponsables”.

Dans la matinée, le gouverneur Frank Keating avait prudemment assuré qu’il avait, dès le début, appelé à la retenue. Fort des progrès de l’enquête qui semble se centrer sur les milieux extrémistes de droite, le gouverneur a salué les nombreux musulmans d’Oklahoma “bons citoyens honnêtes et respectueux de la loi”.

“Qui que ce soit qui ait commis (cet attentat), noirs, blancs, rouges, jaunes ou verts, ils sont diaboliques”, avait-il solennellement déclaré.

Le docteur Shakir, cardiologue pakistanais d’Oklahoma, prend les choses beaucoup plus sérieusement que l’imam du “Centre Islamique d’Oklahoma”, qui abrite également une école coranique. Il peste contre les “médias bourrés de préjugés” avant d’aller s’agenouiller au premier rang, sous le panier de basket qui orne d’une étrange couronne le fauteuil de l’imam.

Un “Allah akbar” retentit, puissant, relayé par des haut-parleurs. La foule des fidèles, sortis plus tôt de leur travail pour assister à cette prière du début d’après-midi, grandit. Une centaine de croyants, en grande majorité des hommes, passent aux lavabos pour faire leurs ablutions avant de prendre place sur le grand tapis bleu électrique posé à même le ciment.

Le spectre des milices rurales

Les Américains blancs vivant dans les zones rurales, mécontents de l'action du gouvernement ces dix dernières années, se sont organisés en milices prêtes au combat, largement ignorées jusqu'à l'attentat à la voiture piégée d'Oklahoma City qui a fait au moins 65 morts mercredi dernier.

Aucune personne ni groupe n'a été officiellement déclaré responsable de la tragédie, mais l'arrestation de suspects qui appartiendraient à une secte paramilitaire opposée au gouvernement fédéral, la "milice du Michigan", tourne les projecteurs vers ces milices.

Ces milices ont fleuri dans les zones rurales de 40 États où des groupes en majorité blancs et frappés par la crise économique se sentent lésés, selon M. Frank Flinn, professeur assistant à l'Université Washington de Saint-louis (Missouri), auteur d'un livre sur la question.

"Les milices ont tendance à être opposées au contrôle des armes, au gouvernement (...) et leurs membres estiment que le gouvernement les a vendus aux noirs, aux juifs – à peu près à tout le monde, déclare-t-il.

Cette situation est issue du sentiment anti-gouvernemental qui a pris naissance dans les régions difficiles comme l'Idaho, le Montana et le Nevada où des mouvements locaux ont tenté de prendre le contrôle de terres fédérales et veulent chasser le gouvernement de leur vie, estime-t-il encore.

Ces hommes amassent des armes, se dissocient de la vie sociale, refusent de payer leurs impôts, chassent et produisent leur propre nourriture, se considérant "hors circuit".

En général, ajoute encore M. Flinn, ils adoptent une position défensive : "s'ils sont impliqués dans l'attentat à la bombe de l'Oklahoma, ce serait un tournant important pour eux, si des membres d'une milice sont impliqués, j'aurais tendance à penser qu'il s'agirait de dévoyés".

Norm Olson, porte-parole de la Confédération nationale de la milice des citoyens a laissé entendre que l'attentat pourrait faire partie d'un complot fédéral pour discréditer "les patriotes", "à mon avis, la milice du Michigan a été infiltrée. Nous sommes tous en état de siège. (...) Ce sont des agents provocateurs. Regardez bien. Nous sommes déjà condamnés".

"Nous sommes autant que vous dans le brouillard, a-t-il dit par téléphone à l'A.F.P. en sortant d'une réunion d'urgence de son organisation : "Nous avons peur. Comment vous sentiriez-vous si la colère de l'Amérique se tournait contre vous ?"

Parmi les membres du groupe figurent aussi bien des opposants au contrôle des armes que des anti-sémites, des racistes ou des hommes persuadés que les Nations Unies ont des plans pour prendre le contrôle de l'Amérique et ont écrit des instructions codées sur le dos des panneaux de signalisation à destination des forces d'invasion de l'O.N.U.

Le mouvement semble s'être renforcé avec la nouvelle loi fédérale interdisant la vente de 19 modèles d'armes d'assaut.

Les différentes milices sont reliées par des réseaux informatiques, correspondent par fax, par radios ondes courtes, et s'entraînent militairement tout en amassant de l'armement.

“La police est la première ligne de défense”, note le chef de la police de Fowlerville (Michigan), Gary Krause, et “nous ne sommes pas équipés pour faire face à une telle puissance de feu”.

23 avril 1995

La milice du Michigan

Combattre la tyrannie de Washington

Dernier bilan : 87 morts, (71 morts, selon le gouverneur de l'Oklahoma) 400 blessés et 150 disparus. Grand soulagement de la communauté musulmane d'Amérique après l'arrestation des auteurs de l'attentat d'Oklahoma City.

L'auteur de la bombe qui a fait trembler les États-Unis a été arrêté, une heure après son crime... pour excès de vitesse. Il a ensuite été reconnu grâce à son portrait robot par un ancien camarade de caserne. Son acolyte a été arrêté quelques heures plus tard. Les autorités américaines accusent la “Milice du Michigan”, une organisation d'extrême-droite, d'être derrière le carnage.

Cette secte et plusieurs autres ont fait l'objet de plusieurs reportages dans la presse américaine au cours de ces derniers mois. Mais il était difficile de pendre ce phénomène très au sérieux. Jusqu'à ce fameux jour. Jusqu'à l'arrestation de deux hommes, Timothy McVeigh et James Nichois, relativement à l'attentat terroriste commis ce mercredi à Oklahoma City.

L'objectif de la milice est de se défendre contre la tyrannie du gouvernement fédéral. Elle recrutait des volontaires armés pour “sauver” le pays. Créée en 1993, elle estime que le gouvernement fédéral a trop de pouvoir, notamment en ce qui concerne le contrôle des armes à feu. Ce groupe avait affirmé que le raid mené par les forces de police contre la secte des davidiens de David Qoreich à Waco (Texas) est un exemple de la tyrannie fédérale.

Le groupe est présent dans 70 des 83 comtés du Michigan et compte 12 000 recrues placées sous les ordres d'un pasteur, qui est aussi armurier ! Cette milice aurait des liens avec “l'Église de la nation aryenne”. Timothy McVeigh a donc été formellement accusé de participation à l'attentat, ce qui le place très près de la chaise électrique.

Cette enquête, rapidement et rondement menée par les spécialistes de F.B.I., a, non seulement soulagé le président Clinton, mais surtout la communauté musulmane d'Amérique.

En effet, celle-ci a tout de suite été visée par les médias et plus particulièrement par CNN et la télévision française ; cette dernière a repris les mêmes informations et bu les comptes rendus comme du petit-lait. Quand le président Clinton et Mme Janet Reno parlaient de témoin potentiel en parlant du Palestinien refoulé (il serait revenu de son plein gré) de Londres, CNN et France 2 parlent d'arrestation de suspect.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Quand la télévision nous montrait des Blancs aux yeux bleus, la télévision par satellite, qui envoie ses émissions aux quatre coins du monde, nous les décrit comme des Proches-Orientaux. Ça m'a fait rappeler Timisoara et le génocide roumain de la défunte cinquième chaîne française.

Les enquêteurs et le président américain ont appelé à la prudence dans les conclusions hâtives et si, depuis le début de l'enquête, ils sont restés avarés de mots, ils avaient sûrement leurs raisons. Confirmé plus tard par les événements. Si la parole est d'argent, le silence est d'or. À force de courir derrière le scoop...

R. Ryal, 23 avril 1995

Saint Paul



Quel est le sens de la vie ?

Le désir de comprendre le sens de la vie n'est pas nouveau. Il préoccupe les gens curieux depuis des siècles. Un sondage récent montre qu'il est présent chez davantage de Néo-Zélandais aujourd'hui qu'il y a dix ans. Selon le rapport publié dans la revue *Listner*, 49 % de la population âgée de 15 ans et plus "pensent souvent au sens de la vie", alors qu'une enquête similaire effectuée en 1985 faisait état de 32 %.

Il semble que les sentiments des Néo-Zélandais reflètent des gens d'autres pays. La revue poursuit : "Peut-être la tendance croissante à s'interroger sur la signification de notre existence révèle-t-elle que nous sommes plus inquiets aujourd'hui que dans les années 80, que nous sommes moins sûrs de nous."

"La principale force d'impulsion"

L'homme est la seule créature terrestre
qui réfléchit au sens de la vie.

S'il est vrai que toutes les créatures vivantes tendent à s'accrocher à la vie, il semble que l'homme soit le seul à avoir la notion du temps – passé, présent et future. Il peut méditer sur le passé et regarder vers l'avenir, s'organiser à l'avance et même désirer ardemment vivre les moments à venir. Il peut également être déçu s'il ne parvient pas à réaliser ses rêves du fait de la durée éphémère de sa vie.

L'homme est donc le seul à se demander : "Pourquoi existons-nous ? Où allons-nous ?" Viktor Frankl, un psychiatre, a écrit : "La principale force d'impulsion chez l'homme est la recherche du sens qu'il pourra donner à sa vie. (...) Je dirais même que, pour survivre aux pires conditions, rien ne vaut la certitude de mener une vie qui a un sens."

Réveillez-vous ! [organe des Témoins de Jéhovah] – 8 mai 1995

Jean-Jacques Rousseau



Votons Jean-Jacques !

“Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde.

L'idée de Représentants⁵ nous vient du gouvernement féodal, inique et absurde. Dans les anciennes Républiques – et même les monarchies ! –, jamais le Peuple n'eut de représentants ; on ne connaissait pas ce mot là.

La Loi n'étant que la déclaration de la volonté générale, il est clair que dans la puissance Législative, le Peuple ne peut être représenté ; mais il peut et doit l'être dans la puissance Exécutive⁶.

Vous donnez plus à votre gain qu'à votre liberté, et vous craignez bien moins l'esclavage que la misère. Quoi ! la liberté ne se maintient qu'à l'appui de la servitude ?

Pour vous, peuples modernes, vous n'avez point d'esclaves, mais vous l'êtes. Vous avez beau vous vanter de la différence ; j'y trouve plus de lâcheté que d'humanité”.

Rousseau, *Contrat Social*, L. III – 1762

“Le grand-père du roi Stanislas (de Pologne) disait qu'il préférerait une liberté agitée à une servitude tranquille”.

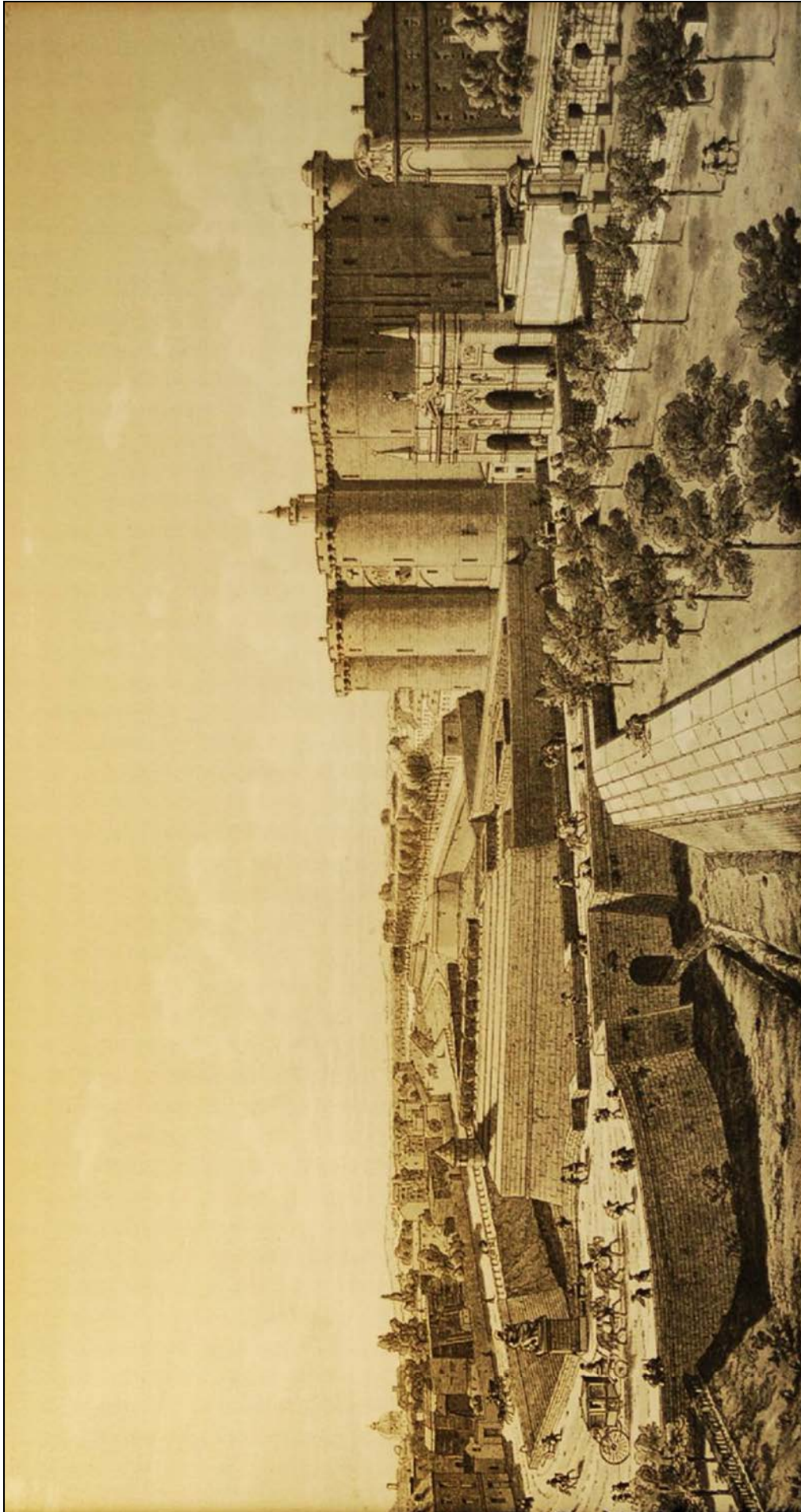
Évoqué ailleurs par **Jean-Jacques**

⁵ C'est-à-dire des Députés.

⁶ C'est-à-dire : le peuple n'a besoin que d'agents d'exécution de ses décisions.



Serment du Jeu de Paume



La Bastille – vue d'ensemble

DROITS DE L'HOMME

1793



1. Le peuple français proclame en présence de l'Etre Suprême (les) droits de l'homme.
2. L'oubli et le mépris des Droits (Naturels et imprescriptibles) de l'Homme sont les seules causes des malheurs du monde.
3. La nécessité d'énoncer (les) droits (de l'homme) suppose la présence du despotisme, ou le souvenir récent du despotisme.



Les droits de l'homme sont : (la Liberté), l'Egalité, la Sûreté, la Propriété.

LIBERTE

a)- La liberté est le pouvoir de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; elle a pour règle la justice, pour sauvegarde la loi.

b)- La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté générale. Le droit de manifester sa pensée, de s'assembler paisiblement, ne (peut) être interdit. Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité ne peut en aucun cas être limité.

EGALITE

a)- La loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Elle ne peut ordonner que ce qui est juste et utile à la société ; elle ne peut défendre que ce qui lui est nuisible.

b)- Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence que les vertus et les talents.

SURETE

a)- La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres, pour la conservation de sa personne et de ses propriétés.

b)- Nul ne doit être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Tout homme (est) présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable. La loi ne doit décerner que des peines strictement nécessaires, proportionnées au délit et utiles à la société.

PROPRIETE

a)- Tous les citoyens ont le droit de concourir à l'établissement des contributions, d'en surveiller l'emploi, et de s'en faire rendre compte. Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale.

b)- Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux : soit en leur procurant du travail, soit en (leur) assurant les moyens d'exister.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite



SOCIETE

Le but de la Société est le bonheur commun.

PEUPLE

a)- Un Peuple a toujours le droit de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujétir à ses lois les générations futures.

b)- La garantie sociale consiste dans l'action de tous, pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits.

GOUVERNEMENT

a)- Le Gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits. Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires et ne peuvent être considérées comme des distinctions, mais comme des devoirs.

b)- La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme. Celui contre lequel on voudrait exécuter tout acte (administratif) arbitraire par la violence, a le droit de le repousser par la force. Ceux qui feraient exécuter (de tels actes tyranniques) doivent être punis. Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.



La Loi Islamique (Chari'a), telle qu'elle recherche sa formulation dans le combat actuel, n'est guère autre que la Déclaration des Droits établie par Robespierre en 1793.

L'Occident populaire finira bien par se réveiller. Alors, il ne pourra, lui aussi, faire autrement que commencer par se remémorer la Déclaration des Montagnards de l'An II. Ses principes furent déjà, et à juste titre, le point d'appui des authentiques Républicains de 1830.



FREDDY MALOT

05 DEC. 1994

4, Rue Prof. Zimmermann
69007 LYON
Tél. 72 73 25 72

1793

ROBESPIERRE CONTRE LA DÉCHRISTIANISATION

Au club des Jacobins, Paris, 21 novembre 1793 (1^{er} frimaire An II)

L'évêque Gobel est allé à la barre de la Convention pour abjurer. Trois jours plus tard, ce sont les représentants du peuple qui sont allés à Notre-Dame, transformée en temple civique, pour célébrer la fête de la Raison. Cette cérémonie du 20 brumaire (10 novembre 1793) peut être diversement interprétée. En inventant des cultes de substitution, la Révolution signifie-t-elle que le christianisme doit être prohibé, ou que la religion est irremplaçable ? On devine la réponse des athées : tout est bon pour favoriser l'éradication du fanatisme, même les solennités religieuses, pourvu qu'elles ne s'adressent pas au ciel ! Ce qui compte, pour eux, c'est que la civilisation chrétienne soit balayée, il y va, à leurs yeux, de la survie de la Révolution.

Robespierre pense le contraire. Fêter la Raison, c'est manifester l'attachement de la République à des principes sacrés, qui doivent avoir force de dogme pour les citoyens. La figure de l'homme nouveau a besoin d'une exposition religieuse, faute de quoi elle sera dévaluée dans l'esprit public. Et cette exposition religieuse est possible dans le cadre de la religion existante, un christianisme d'espérance et de charité peu éloigné des idéaux de la Révolution.

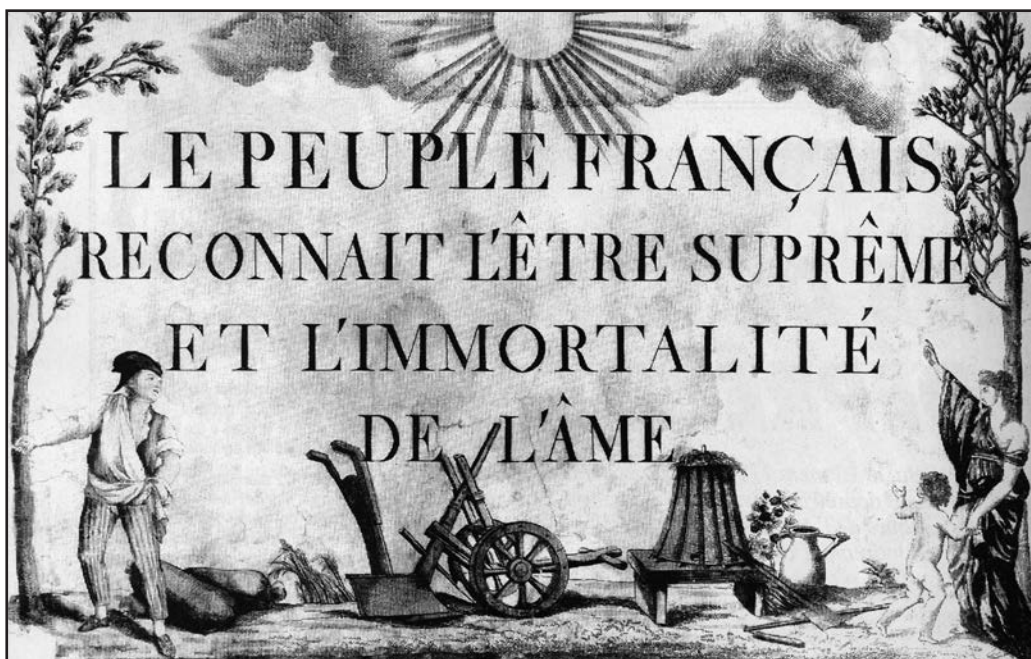
Robespierre a dénoncé fermement aujourd'hui, devant les Jacobins, ceux qui, Hébert en tête, veulent en découdre avec le christianisme. « On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques la Convention avait proscrit le culte catholique. Non, la Convention n'a point fait cette démarche téméraire : la Convention ne le fera jamais. » Pourquoi ?

- Parce que l'essentiel du christianisme est compatible avec la Révolution. « L'athéisme est aristocratique, l'idée d'un grand être qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant est toute populaire. »

- Parce que ce qui doit être évacué du christianisme ne doit pas l'être par la persécution, qui est le meilleur moyen de redonner vie à ce qu'on veut détruire. « On a dénoncé des prêtres pour avoir dit la messe : ils la diront plus longtemps, si on les empêche de la dire. Celui qui veut les empêcher est plus fanatique que celui qui dit la messe. »

- Parce que la République, prise en étau entre la guerre civile et la guerre étrangère, a d'autres chats à fouetter que les vêpres, les hosties et les carillons. « Je ne vois plus qu'un seul moyen de réveiller parmi nous le fanatisme, c'est d'affecter de croire à sa puissance. »

Bref, la déchristianisation : du pain bénit pour les ennemis de la Révolution.



1794

ÉNORME
SUCCÈS
POPULAIRE
POUR
LA FÊTE
DE L'ÊTRE
SUPRÊME

Paris, le 8 juin 1794 (20 prairial An II)

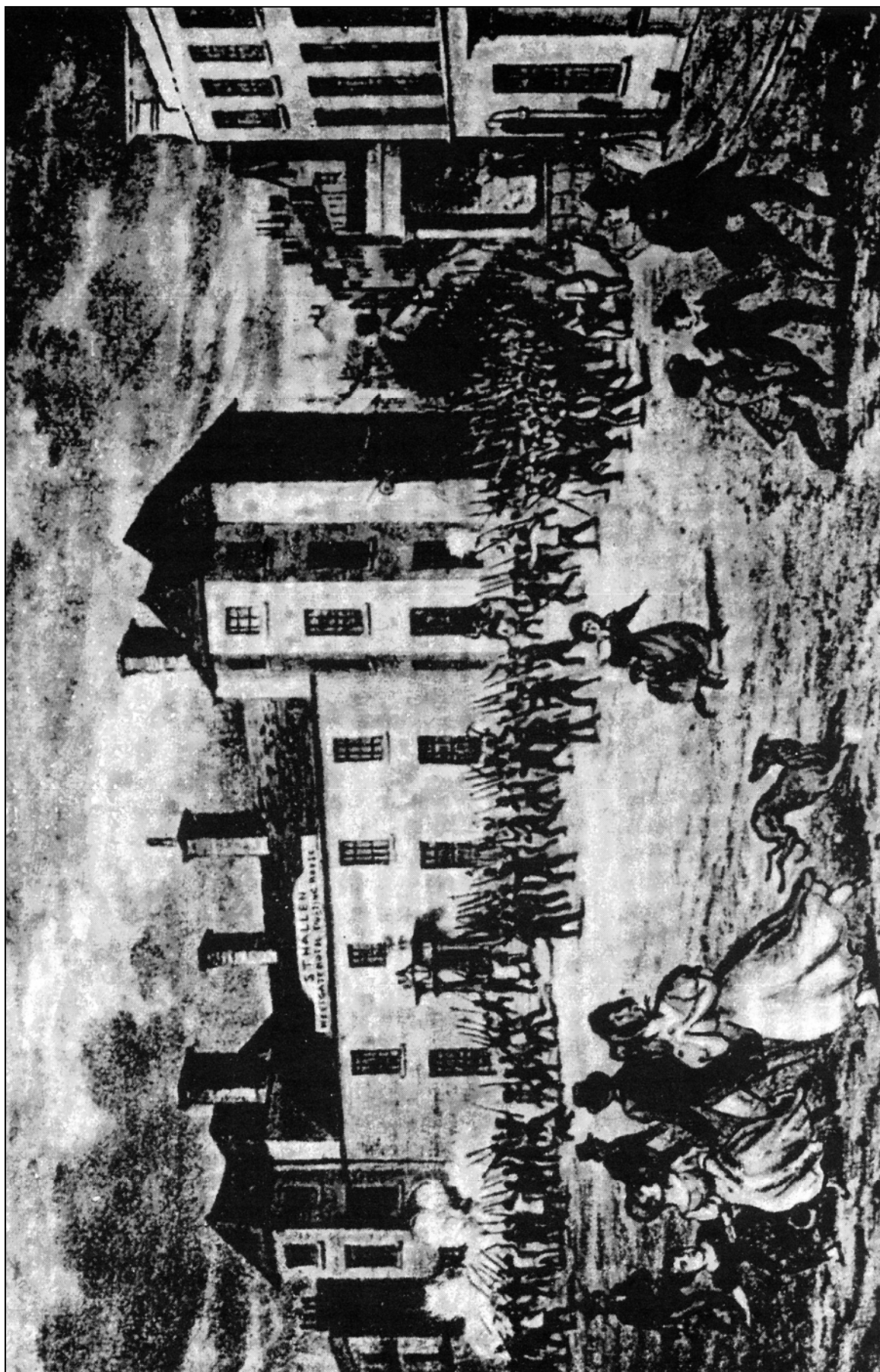
ROBESPIERRE

29 Juillet 1830, les Trois Glorieuses



“La Liberté guidant le peuple” par Eugène Delacroix.

C'est l'image, vite officielle, des Trois Glorieuses. Les pavés sont là, et Gavroche, et, fraternellement unis, l'ouvrier en blouse et l'étudiant en bourgeois. Et Paris.



*Une révolte Chartiste en 1839.
Attaque de l'auberge de Westgate, à Newport.*

Feargus O'Connor



FEARGUS O'CONNOR

SHOWING THE FARMS OF HIS LAND PLAN

FROM A SCARCE LITHOGRAPH

Chartism

Aims and Rules of the National Charter Association

From *The Northern Star*, 1 August 1840

A plan for organizing the Chartists of Great Britain

Agreed upon at a meeting of delegates appointed by the people and held at the Griffin Inn, Great Ancoats-Street, Manchester, on Monday, July 20th, 1840.

Designation of the association

1. That the Chartists of Great Britain be incorporated into one Society to be called “The National Charter Association of Great Britain”.

Objects

2. The object of this Association is to obtain a “Radical Reform” of the House of Commons, in other words, a full and faithful Representation of the people of the United Kingdom.

Principles

3. The principles requisite to secure such a Representation of the people are : – The right of voting for Members of Parliament by every male of twenty-one years of age and of sound mind ; Annual Elections ; Vote by Ballot ; no property qualifications for Members of Parliament ; Payment of members ; and a division of the kingdom into Electoral Districts ; giving to each district a proportionate number of Representatives according to the number of electors.

Means

4. To accomplish the foregoing object none but peaceable and constitutional means shall be employed, such as public meetings to discuss grievances arising from the present system ; to show the utility of the proposed change, and to petition Parliament to adopt the same.

Conditions of membership

5. All persons will become members of the Association on condition of signing a declaration, signifying their agreement with its objects, principles and constitution, when they will be presented with cards of membership which shall be renewed quarterly, and for which they shall each pay the sum of two pence.

Some means for the attainment of the great end

1. The People shall, wherever convenient and practicable, put in operation Mr O'Brien's plan of bringing forward Chartist candidates at every election that may hereafter take place, and especially select, where possible, those as Candidates who are legally qualified to sit in Parliament.

2. The Members of this Association shall also attend all public Political Meetings, and there, either by moving amendments, or by other means, enforce a discussion of our rights and claims, so that none may remain in ignorance of what we want, nor have an opportunity of propagating or perpetuating political ignorance or delusion.

3. It is urgently recommended that strict sobriety be observed by all members and officers of this Association.

4. The diffusion of Political Knowledge.

Abd el-Kader, résistant, sultan et philosophe



Abd el-Kader

Pour les Français, Abd el-Kader est essentiellement l'homme qui opposa une résistance farouche à l'occupation française. Mais rien ne le destinait à un tel combat. Il appartenait à la confrérie des Qadiriya et sa famille dirigeait une "zawiya", sorte de couvent voué à la prière et à la méditation.

Proclamé "sultan des Arabes" dès 1832, par ses partisans de l'Oranais, il s'efforça de bâtir un État islamique. Mais en attaquant les colons français de la Mitidja, il prit le risque d'une riposte qui dépassait ses forces. L'aide du sultan du Maroc (défait à la bataille d'Isly en Août 1844) ne lui épargna pas l'échec final. Il dut se rendre en décembre 1847.

24 février 1848



Le trône de Louis-Philippe est brûlé.

Commune de Paris

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 42

LIBERTE — EGALITE — FRATERNITE

N° 42

COMMUNE DE PARIS

La Commune de Paris DÉCRÈTE :

1° La conscription est abolie ;

2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;

3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.

Hôtel-de-Ville, le 29 Mars 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

Octobre 1917



Intervention de Lénine au II^{ème} Congrès des Soviets de Russie

Front Populaire

LE FRONT POPULAIRE radical-socialiste-communiste.

①



Le radical Herriot le socialiste Blum et le communiste Cachin sont amis. Mais

④



mangé par le communiste

②



... le radical est toujours mangé par le socialiste...

⑤



*Français!
si vous voulez
être mangés par
les Communistes,
marchez et votez avec
les radicaux-socialistes
ou les socialistes!*

③



*... et le socialiste à son tour
est régulièrement ...*

Au cours de la campagne électorale de 1936, les partis de droite s'étaient déchainés contre le programme commun, élaboré par l'ensemble de la gauche, en vue du Front Populaire.

Lu à l'envers... c'est bien ça ! (F. M.)

Mao – 1949



**1^{er} octobre 1949, Mao annonce l'établissement de
la République Populaire de Chine**

Mai 68



L'Internationale

*Debout ! les damnés de la terre !
Debout ! les forçats de la faim !
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout ! debout !
Le monde va changer de base
Nous ne sommes rien, soyons tout !*

*Il n'est pas de sauveurs suprêmes :
Ni Dieu, ni César, ni tribuns,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !
Décrétons le salut commun !
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer quand il est chaud !*

*L'État comprime et la loi triche ;
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche ;
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'Égalité veut d'autres lois :
"Pas de droits sans devoirs dit-elle,
Égaux, pas de devoirs sans droits !"*

*Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose
Que dévaliser le travail :*

*Dans les coffres-forts de la bande
Ce qu'il a créé est fondu.
En décrétant qu'on le lui rende
Le peuple ne veut que son dû.*

*Les rois nous soulaient de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.*

*Ouvriers, paysans nous sommes
Le grand parti des travailleurs ;
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent !
Mais, si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !*

Refrain :

*C'est la lutte finale :
Groupons-nous, et demain,
L'Internationale
Sera le genre humain.*

Eugène Pottier, Paris, juin 1871

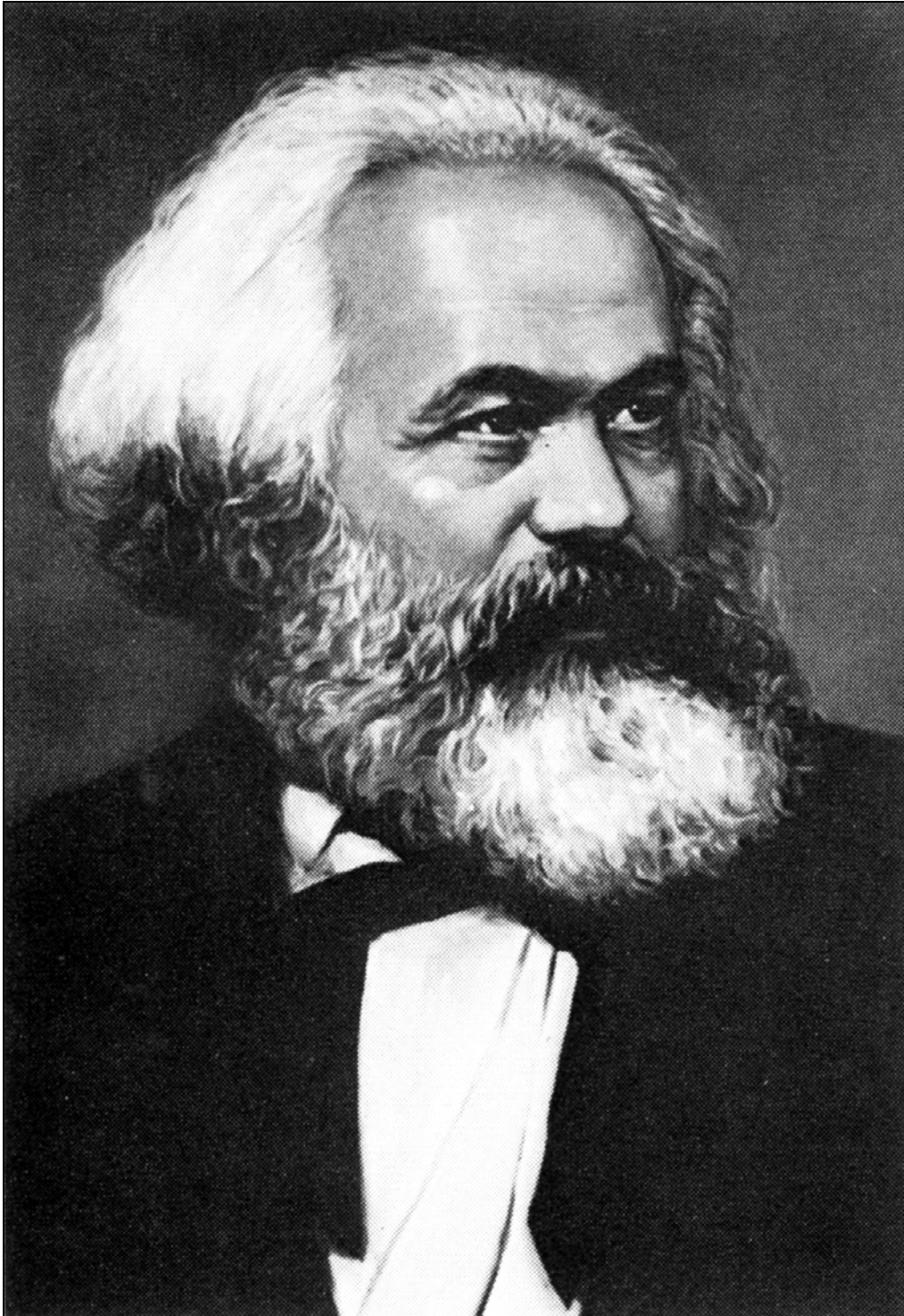
Caché dans une mansarde de Montmartre, **Eugène Pottier** écrit l'Internationale en juin 1871, pendant la répression versaillaise.

L'Internationale fut imprimée l'année de la mort de Pottier, en 1887. L'année suivante, le compositeur ouvrier **Pierre Degeyter** en écrit la musique à Lille.

Au 1^{er} Congrès de la II^{ème} Internationale, en juillet 1889, salle Pétrelle à Paris, elle fut diffusée par les délégués marxistes français, les guesdistes.

L'Internationale devint l'hymne du mouvement ouvrier mondial au congrès d'Amsterdam, en 1904.

Karl Marx



**Né à Trèves en 1818,
mort à Londres en 1883**

Le Manifeste Communiste

Karl Marx et Friedrich Engels – 1847

Le rôle de la bourgeoisie dans l'histoire a été révolutionnaire au premier chef. Partout où la bourgeoisie s'est saisie du pouvoir, elle a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques de l'existence sociale. Elle a impitoyablement rompu les liens féodaux complexes et variés qui liaient chaque homme aux hommes que la naissance mettait au-dessus de lui, et elle n'a voulu qu'il subsistât entre les hommes d'autre lien que l'intérêt tout nu, où le sentiment n'a point de part, et que les strictes exigences du paiement au comptant.

Elle a, comme personne ne l'avait fait avant elle, montré de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques : elle a accompli de tout autres campagnes qu'invasions et que croisades.

Quel est le rapport des communistes aux autres prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers.

Ils n'ont pas des intérêts distincts des intérêts du prolétariat tout entier.

Ils n'établissent pas de principes distincts, sur lesquels ils aient besoin de modeler le mouvement ouvrier.

La différence entre les communistes et les autres partis prolétariens se réduit à ceci : 1° dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes font remarquer et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité, et communs à tout le prolétariat ; 2° dans les phases diverses que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, les communistes représentent les intérêts du mouvement intégral.

Le prolétariat qui, dans sa lutte contre la bourgeoisie, opérera nécessairement son unification de classe, qui, par une révolution, s'érigera en classe dirigeante, et, en sa qualité de classe dirigeante, supprimera violemment les conditions anciennes de la production, aura du même coup, et avec ces conditions de la production, supprimé les conditions mêmes qui amènent l'antagonisme de classe, l'existence des classes elles-mêmes, et il ôtera ainsi à sa propre suprématie le caractère d'une suprématie de classe.

À l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se substituera une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

Les communistes jugent indigne d'eux de dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils déclarent ouvertement que leurs desseins ne peuvent être réalisés que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Aux classes dirigeantes à trembler devant l'éventualité d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre, que leurs chaînes.

Et c'est un monde qu'ils ont à y gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Marx : 1^{ère} Internationale – 1^{er} novembre 1864

« Comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain dans la joie et de bon gré.

L'assujettissement économique du travailleur au détenteur des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : de la misère sociale, de l'avilissement intellectuel et de la dépendance politique. Par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but, auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux.

Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. La conquête du pouvoir est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière.

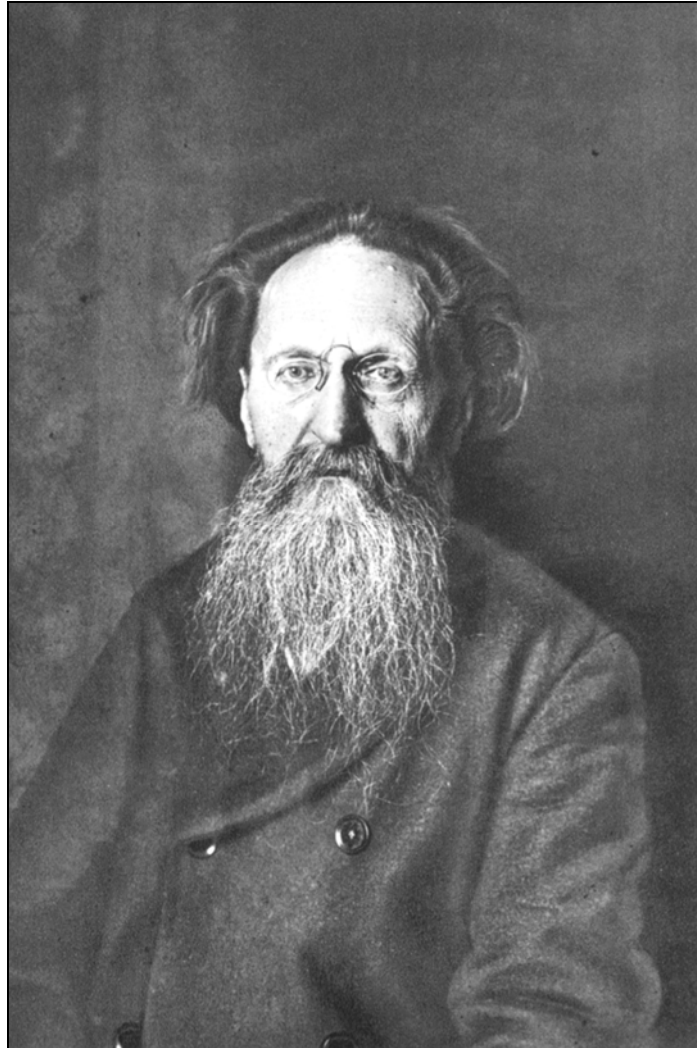
Le parti des travailleurs possède un élément de succès : il a le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir.

L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière est une lutte pour l'abolition de toute domination de classe.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Jules Guesde

contre LAMPERTICO – 1877



La vérité est que cette propriété publique, dont vous faites si grand bruit et qui serait, selon vous, une compensation suffisante pour les non possédants, ce sont les possédants qui en jouissent le plus, quand ils n'en jouissent pas exclusivement :

Pour eux, qui ont les moyens pécuniaires de s'instruire ou de faire instruire leurs enfants, gymnases, lycées, universités ;

Pour eux, qui ont le loisir, musées, bibliothèques, jardins publics ;

Pour eux, dont les relations commerciales, financières, intellectuelles sont aussi multiples que productives, les postes et les télégraphes ;

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

Pour eux, les trains rapides et les bateaux à vapeur, qui ne laissent à la variété et à l'immensité de leurs désirs d'autres bornes que celles du monde ;

Pour eux, enfin et exclusivement, pour la défense de leurs propriétés, le policier qui veille, le gendarme qui empoigne, le juge qui condamne, le bourreau qui tue, le prêtre qui damne, etc.

La vérité est encore que cette propriété publique, dont ils sont les derniers à jouir, ce sont les non possédants qui en font les frais [...].

...

Les étatisations et les monopoles d'État sont-ils du socialisme en action, comme certains le prétendent au Congrès de Lyon des 18 au 21 février 1912, Guesde montre immédiatement l'abîme qui les sépare du Socialisme tel qu'il l'a conçu et répandu.

Comment peut-on, après avoir compris le péril suprême que représente pour les travailleurs, la concentration du capital, comment peut-on donner à ces travailleurs, devenus conscients, comme principale réforme à accomplir, cette concentration du capital entre les mains de l'État ? Mais l'État, c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la classe ennemie, que le prolétariat devra avant tout emporter, s'il veut s'affranchir, pour s'affranchir.

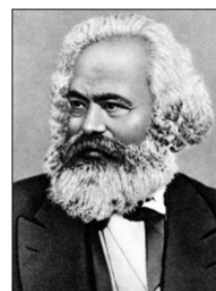
Disons hautement ce qui est : c'est que pour nationaliser, il faut la nation, ce qui ne peut surgir que de la disparition des classes et de leur antagonisme. Jusque-là, dans une société à classes aux prises, en guerre permanente comme la nôtre, il n'y a place que pour l'Étatisme qui double l'exploitation économique de la compression politique. Nationalisation, socialisation ne cesseront d'être une duperie pour devenir réalité – étendue non seulement aux mines et aux chemins de fer, mais aux usines, à la terre, à tous les moyens de production – que quand la classe ouvrière se sera emparée de l'État, non pas pour le conserver, mais pour le détruire et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Ce que nous pouvons et devons faire dans la présente société, que ce soit dans le domaine national, ou dans le domaine municipal, c'est d'obtenir pour les travailleurs le plus d'avantages immédiats possibles. Il ne s'agit pas de faire du socialisme dans le milieu actuel, dont la disparition est la condition même de la réalisation socialiste. Il s'agit de lui arracher, sous quelque forme que ce soit, une vie meilleure, moins de travail et plus de liberté pour le prolétariat, ainsi mieux armé pour opérer lui-même son affranchissement final.



Marat

Antimafia



Karl Marx

Je m'aperçus qu'à bien des égards nous imitions inconsciemment le grand exemple de l'Ami du Peuple. D'abord, dévoilant ceux qui se préparaient à trahir la Révolution, Marat arracha sans pitié le masque des idoles du moment ; d'autre part, comme nous, (...) il voulait que la Révolution fût proclamée permanente. (Engels)

NUMÉRO SPÉCIAL - Février 1993

La Belle Époque

(Le nouvel Ordre mondial)

À la suite du Krach financier de 1987, que nos endormeurs officiels ont voulu nous faire passer pour l'éclatement salutaire d'une "bulle financière", c'est en réalité une période de tous les dangers qui s'est ouverte pour la planète. Cette période est celle de la crise aiguë et décisive de **l'ordre onusien** de démocratie dictatoriale sous leadership américain, qui fut établi il y a 50 ans (1945).

Dans l'ensemble, la nouvelle période est celle de **l'avant-guerre** déclarée, où la mafia financière internationale entraîne une nouvelle fois le peuple mondial. Il y avait eu tout d'abord **l'après-guerre**, ce que les crétins académiques appellent les "25 Glorieuses" (1945-1971). Ce n'était que le développement frénétique de moyens de destruction sans précédent, sous le règne du Dollar, avec seulement des "retombées civiles" de la "technologie de défense". Puis il y eut 15 années de **crise** économique proprement dite (1971-1987), issue de la remontée des anciens "vaincus" : Allemagne et Japon. La crise s'exprima par l'éclatement du "système monétaire international". Tout le poids en fut, bien sûr, rejeté sur le peuple mondial, par la compression sociale des Forçats à l'Ouest et des Parias du Sud.

Depuis 1988, c'est donc une nouvelle période de fuite en avant, le développement de l'avant-guerre proprement dit. Seulement, il ne peut plus s'agir à présent que d'une marche forcée vers la Première guerre véritablement mondiale. Du même coup, le conflit en perspective ne peut être que la **dernière Guerre Mondiale** : ayant pour la première fois comme but l'hégémonie militariste intégrale de la planète, l'embrasement sans précédent qui nous est promis, verra l'aspect guerre **civile** prendre nécessairement très vite le pas sur l'aspect guerre étrangère.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

À l'Ouest, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **capitalisme bureaucratique** ("économie mixte") mis en place il y a 50 ans. Il s'agit de la forme dernière du capitalisme parasitaire inauguré il y a 150 ans, succédant donc au capitalisme **spéculatif** (les sociétés anonymes et la Bourse) puis au capitalisme **monopoliste** (les ententes, holdings et la monnaie dirigée ou Open Market policy). Le capitalisme bureaucratique se caractérise par les Nationalisations et le Plan indicatif, l'hégémonie des Investisseurs Institutionnels.

La faillite du capitalisme bureaucratique nous porte directement vers l'économie de guerre, l'autarcie et la conscription officielle des salariés dans les **entreprises-casernes**. La faillite du capitalisme bureaucratique élimine l'ancien clivage politique à usage interne, en droite/gauche de la Mafia dominante et sa redistribution en deux clans à préoccupation géopolitique, sur le modèle "**démocrates**"/**fascistes**.

Le capitalisme bureaucratique, ayant produit les Familles de salariés-forçats à l'Ouest, est la preuve décisive que la "sécurité" des ménages de l'Ouest ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Coopération Générale** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

Au Sud, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **néo-colonialisme**, c'est-à-dire de la domination colonialiste "à l'américaine", s'exerçant de façon "anonyme" sous le couvert des "indépendances", sous la forme déchaînée de la razzia intégrale effectuée par la Finance et l'étranglement impitoyable par la Dette.

La suite de l'effondrement du néo-colonialisme est la ruée des blocs mafieux de l'Ouest pour la folle Reconquête directe des territoires du Sud, comme "sources d'approvisionnement" et "positions stratégiques".

La domination néo-coloniale est la forme dernière de l'impérialisme inauguré il y a 150 ans ; elle fait suite aux **Possessions** métropolitaines gérées par des gouverneurs militaires, auxquelles succédèrent les **Protectorats** (ou Dominions) c'est-à-dire la vassalisation "à l'anglaise". Le néo-colonialisme, lui, s'appuie sur l'indépendance nominale des contrées pillées, donc ouvertes à tous les vents de la Finance, le "sale boulot" de la gestion locale étant laissé à des équipes de fantoches indigènes.

Le néo-colonialisme, ayant produit les États-prolétaires complets du Sud, est la preuve décisive que l'"indépendance" des peuples du Sud ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Nation Humaine** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

Freddy Malot – février 1993

MAURICE THOREZ

FILS DU PEUPLE



ÉDITIONS SOCIALES

“FILS DU PEUPLE”, enfant d'un autre ?

Il semblait acquis jusqu'à ce jour que Maurice Thorez (secrétaire général du Parti Communiste de 1930 à 1964) fut l'auteur de *Fils du peuple*, livre consacré essentiellement à ses souvenirs d'enfance et de jeunesse. Un lecteur, M. André Wirezbolowiez, nous autorise cependant à voir dans cet ouvrage, écrit à la première personne, la plume d'auteurs différents.

Les faits sont les suivants : dans les années 35 des relations amicales s'étaient nouées entre M. André Wirezbolowiez, gérant de la librairie du P.C.F., 120 rue Lafayette, et Eugène Schkaff, né en Russie, avocat à Paris, (où il est mort en 1971) qui, sous le nom de Fréville, s'était lancé dans la critique littéraire au journal *l'Humanité*.

Maurice Thorez, qui voulait écrire sa vie, avait demandé à Fréville de la faire pour lui, lui donnant verbalement les éléments nécessaires. Schkaff, alias Fréville, se fit aider dans cette besogne qu'il trouvait ingrate par Wirezbolowiez. En guise de plaisanterie, ou de signature, plus probablement des deux à la fois, ils y glissèrent alors une très longue phrase, parfaitement incongrue par sa longueur même. Il s'agit, au chapitre premier, l'Éveil, de la description d'un paysage.

“Grands peupliers couchés le long des routes, collines retournées, cratères boueux, flaques d'eau noires d'où émergeaient des ferrailles rongées et verdies, informes lacis, larges entonnoirs aux escarpements crayeux, ravinés, immenses tranchées creusées en labyrinthe, infranchissables vallonnements, ravagés, embroussaillés, coupés de lianes de fer, de fossés et de claies...”

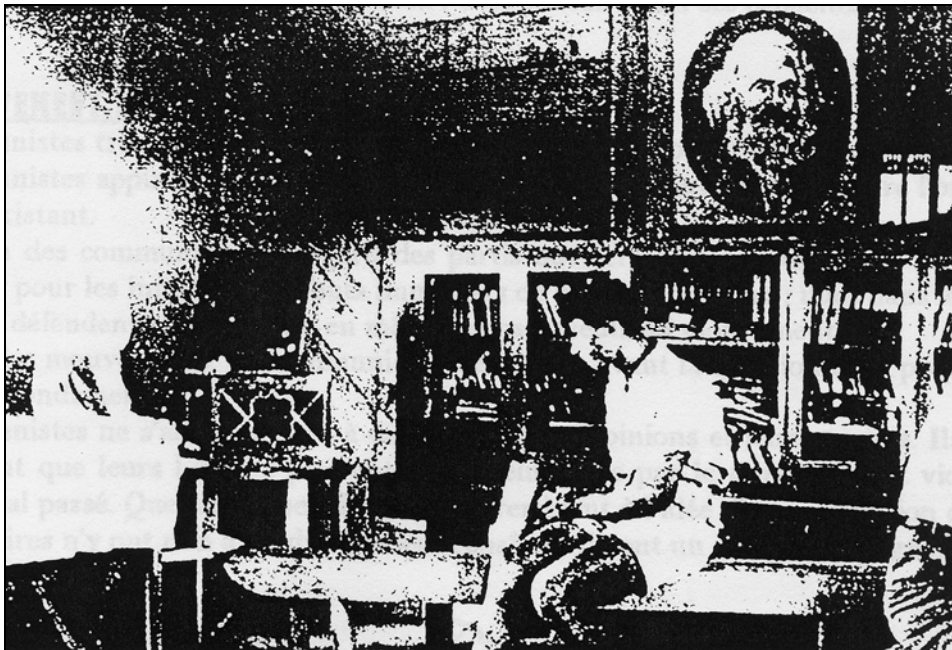
Nul ne remarqua cependant qu'en prenant la première lettre de chaque mot d'une partie de la période citée précédemment on pouvait y trouver : **Fréville a écrit ce livre**. En effet : *Ferrailles Rongées Et Verdies, Informes Lacis, Larges Entonnoirs Aux Escarpements Crayeux, Ravinés, Immenses Tranchées Creusées En Labyrinthe, Infranchissables Vallonnements, Ravagés, Embroussaillés*.

Dans la première édition (1937, Éditions Sociales Internationales), le texte révélateur se trouve pages 36 et 37 ; dès l'édition de 1949 la phrase était légèrement remaniée : Ferrailles rongées de rouille, etc. Un lecteur ou un censeur avait-il découvert l'acrostiche moqueur ?

Le Monde – 21/10/72

Kibboutz

Les kibboutz (groupements en hébreu) sont représentatifs de l'esprit pionnier d'Israël. Dans ces micro-sociétés socialistes qui symbolisaient le retour à la terre tout se faisait en commun, tout était pris en charge et rien n'appartenait aux membres de la communauté. Aujourd'hui, l'idéal a vécu. Place à la libre entreprise !



Leur devise était :
« À chacun selon ses capacités,
à chacun suivant ses besoins ».

Le premier kibboutz est né en 1910. Le mouvement s'est forgé autour de trois valeurs :

- 1- l'esprit pionnier ;
- 2- le socialisme pur et dur (ci-dessus, le portrait de **Karl Marx** trône dans la salle à manger du kibboutz Nir David, en 1936) ;
- 3- et le mythe de l'« homme nouveau ».

MINI-MANIFESTE

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS !**

Doctrine

I - LE SYSTÈME CAPITALISTE

- 1) La condition de l'existence et de la domination de classe bourgeoise, c'est la formation et l'accroissement du capital ;
- 2) La condition de l'existence du capital, c'est le salariat ;
- 3) Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ;
- 4) Or, la bourgeoisie est l'agent fatal du progrès de l'industrie, qui substitue à l'isolement des ouvriers leur union révolutionnaire par l'association ;
- 5) Aussi la bourgeoisie produit-elle avant tout ses propres fossoyeurs ; pour la même raison, la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II - LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

- 1) L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.
- 2) Le but immédiat des communistes est : la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.
La Commune a fourni la preuve définitive que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. Elle doit démolir la machine d'État et lui substituer sa commune.
La première étape de la révolution ouvrière s'accompagne inévitablement d'empiétements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de la production. L'État des ouvriers établit la propriété commune des moyens de production, applique l'égalité du travail et l'égalité de la répartition des produits : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".
- 3) En détruisant le régime capitaliste de production, ce sont en même temps les conditions de l'antagonisme de classes et les classes en général que le prolétariat détruit, et par-là même sa propre domination comme classe. Lorsque toute la production est concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique, c'est-à-dire de pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre.
- 4) La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété. À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. La société écrit alors sur ses drapeaux : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

III - LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

- 1) Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis progressistes de tous les pays. Les communistes appuient en tout pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.
- 2) La position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués est la suivante : ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.
- 3) Dans tous les mouvements, les communistes mettent en avant la question de la propriété comme la question fondamentale.
- 4) Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

**Église Réaliste
Marxistes-Amis-de-Dieu**



OM

LE GRAND GUIGNOL

Allons forgeons l'**homme pensant**,
Sans dogme, sans superstition.
Matière est mère et nous enfants,
L'Esprit est père, nous recréons.
Le Peuple en a assez,
De tous les préjugés !

...

“**Laïcité**” c'est le faux nez,
Des païens suppôts de Satan.
Cléricaux et “Libre-pensée”,
C'est blanc-bonnet et bonnet-blanc
Le Peuple en a assez,
Brûlons du feu sacré !

...

Tous **les partis** avaient promis,
La liberté, celle des banquiers.
Tous les partis avaient promis,
Des marchands d'armes, l'égalité.
Le Peuple en a assez,
C'est eux les étrangers !

...

Ils avaient dit : trompons les gens,
À **droite** les gros insolents.
Ils avaient dit : c'est des enfants,
À **gauche** les caméléons.
Le Peuple en a assez,
Les voilà démasqués !

...

Les **syndicats**, faux mécontents,
C'était bla-bla et division.
Ils prétendaient : “on vous défend”,
C'était chantage et diversion.
Le Peuple en a assez,
Vive nos délégués !

...

Oh ! le système a un malaise ?
On trouvait un grand **Ennemi**.
Mais faut récrire la Marseillaise,
Finissons-en des Colonies !
Le peuple en a assez :
Noirs, blancs, tous fédérés !

...

Il fallait être corrompus,
Autrement c'était la prison.
Être **intégrés**, c'était vaincus,
Autrement gare à la Légion.
Le Peuple en a assez,
Courrons les désarmer !

...

On nous vantait le Capital,
L'**État-patron**, les trafiquants.
Fallait rester, c'était normal,
Méprisés et troupeau mendiant.
Le Peuple en a assez,
Faisons-nous Associés !

...



Refrain :



À bas le grand guignol,
Plus d'illusions, il est grand temps,
À bas le grand guignol,
Faisons l'union en combattant !

...

Oui, on est là, c'est comme ça, fallait pas,
Mettre en colère le populaire !
Ah, ça plait pas ? tant mieux, va !
Que les Barbares aillent en enfer !

Marxistes amis de Dieu – nov. 1999

LA CARMAGNOLE

La Carmagnole a été la chanson la plus populaire de la Révolution française. Elle date de 1792 au moment où l'Assemblée vote la convocation de la Convention et l'emprisonnement du roi. Mais depuis, elle a reparu à toutes les périodes révolutionnaires du 19^{ème} siècle, en 1830 comme en 1848 et 1871, avec de nouveaux couplets à chaque fois. Le ça-ira est à l'origine une chanson bien distincte mais qu'on a l'habitude de chanter comme le refrain de la Carmagnole.

1928 :

« CLASSE contre CLASSE ! »

(Élections parlementaires d'avril 1928)

En 1926, l'Union Nationale (la Droite politicienne), avait évincé le gouvernement de "Bloc des Gauches" (la Gauche politicienne), que le petit P.C.F. avait combattu.

De nouvelles élections parlementaires sont annoncées pour 1928. Fin 1927, le Ministre de l'Intérieur Albert Sarraut – Radical – lance son cri de guerre : "Le Communisme, voilà l'ennemi !"

- Le parti Socialiste de Blum annonce une nouvelle campagne de Gauche, dénommée emphatiquement : "Rouges contre Blancs". Le parti Communiste riposte en préconisant un front "contre la réaction, Blanche ou Tricolore" ; il trouble le jeu politique, parlementaire de nom et plébiscitaire de fait, en réclamant les suffrages avec le mot d'ordre "Classe contre Classe".

- - Le P.C. annonce qu'il proposera ses candidats au 1^{er} tour, y compris la députation pour Vaillant-Couturier et Marty qui sont en prison, comme "candidats d'amnistie".

- Pour le 2^{ème} tour, le P.C. offre publiquement un accord aux chefs Socialistes, sur la base d'un Programme Minimum clair et précis, franchement démocratique et social. Il souligne qu'un tel programme n'a de sens qu'appuyé et prolongé par la lutte de masse extra-parlementaire, seule garante de son application.

L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite

• Aux “Propositions” du P.C., Léon Blum, le journal “Le Populaire” et le congrès Socialiste répondent fin 1927 :

- “Injurieuse mise en demeure des communistes !” “Offre insolente !” “Sommutation communiste à laquelle nous jugeons inutile de répondre”.

- Le Parti communiste “fait le jeu de la réaction !”

- Le Parti communiste “met la république en péril !”

- “Moscou ouvre la voie au fascisme !”

• Le P.C. commente cette démagogie calmement et fermement :

“Le parti Socialiste a été un des piliers du Cartel néfaste de 1924. Il est maintenant intégré dans l'Union Nationale” ; “Les Chefs socialistes n'ont pas voulu entendre ; les Travailleurs, y compris les Ouvriers socialistes, saurons réaliser leur front uni de combat”. (Appel du Bureau Politique aux ouvriers socialistes). Cependant, même les PARLEMENTAIRES communistes rechignent à adopter la tactique du Bloc Ouvrier et Paysan, convenue entre le P.C. et l'Exécutif du Komintern (la III^{ème} Internationale)...

Résultat des élections :

• Le P.C. perd des sièges, du fait que le gouvernement a voté au préalable le “scrutin d'arrondissement” dans ce but. Mais le Parti recueille 1 060 334 voix, soit 184 523 de plus qu'en 1924.

• La parti Socialiste perd une cinquantaine de siège ; il hurle à “la trahison bolcheviste” ! Léon Blum lui-même est battu par Duclos au 2^{ème} tour. Le chef Démocrate-Maçon se déchaîne dans le Populaire (8/05/1928) : “Il y a chez les Socialistes une révolte de conscience contre le Bolchevisme. Il faut en finir ; chez nous, tout le monde sent la nécessité du châtiment. L'Unité ouvrière a désormais pour condition nécessaire la destruction des cadres du Parti Communiste !”...

Le chef “Rouge” en peau de lapin met enfin bas le masque et se montre pour ce qu'il est : tout à fait Blanc, et pas seulement de rage !

F. Malot – avril 2000

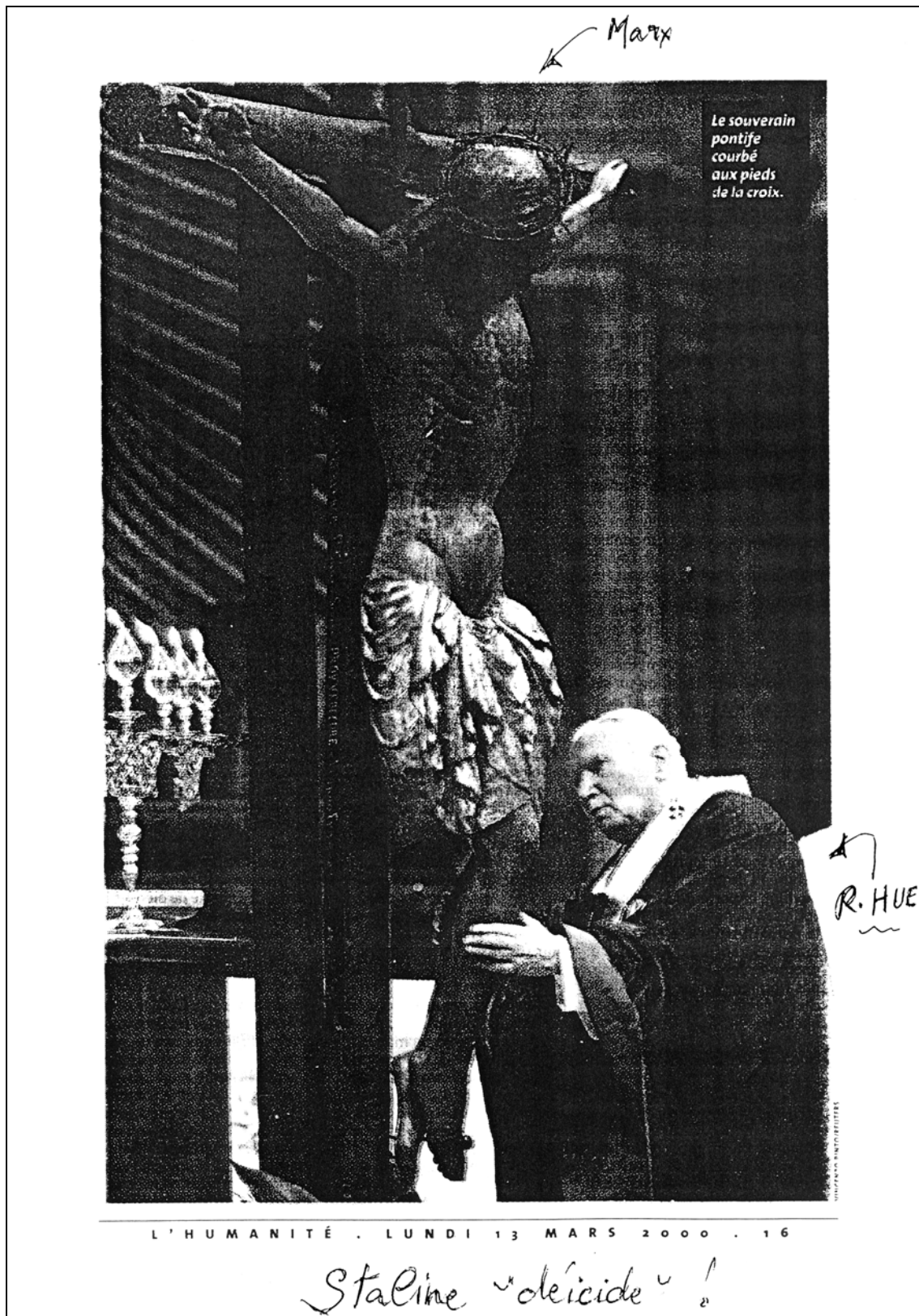
Parti Communiste Français

Propositions à la direction du Parti Socialiste – 1928 :

***« programme minimum »
de Bloc Ouvrier et Paysan
« Classe contre classe »***

Maintien intégral des huit heures ;
Résistance à toutes diminutions de salaires ;
Indemnités aux travailleurs chômant totalement ou partiellement ;
Droit syndical pour tous les salariés français ou étrangers ;
Protection de la jeunesse ouvrière et de la femme ;
Soutien des organisations professionnelles de paysans travailleurs, métayers ou ouvriers agricoles ;
Diminution des impôts qui frappent les exploitations agricoles petites et moyennes ;
Suppression des taxes à la consommation ;
Annulation des dettes de guerre ;
Nationalisation des banques ;
Prélèvement sur le capital avec dégrèvement à la base ;
Suppression des périodes de réserve et application immédiates, et sans conditions préalables, du service d'un an ;
Lutte contre les dangers de guerres impérialistes ;
Défense de l'URSS contre toute attaque impérialiste ;
Suppression de toutes les lois d'exception en vigueur dans les colonies ;
Droit syndical pour tous les ouvriers européens et indigènes dans les colonies ;
Égalité en temps de service militaire des Français et des indigènes ;
Libération de tous les emprisonnés politiques (même s'ils se trouvent en droit commun), des marins, des soldats, des indigènes ;
Abrogation des lois scélérates ;
Organisation du Front unique de lutte dans les usines.

Staline “déicide” !



F. M.

Table

L'Ouest II

L'Indigène et le Plébiscite

<i>Dissidence civique pour la Citoyenneté sociale</i>	2
---	---

A – Histoire

- 1830-1840 : L'âge d'or libéral.....	10
- 1840 : La Crise Civilisée se noue.....	15
- La Question Sociale.....	25
- Cavaignac et Louis-Napoléon.....	30
- Persigny, ministre de l'Intérieur.....	38
- La Société du Code Pénal.....	40

B – Théorie

- Civilisation et Nouvelle Barbarie.....	47
- La Néo-Barbarie.....	50
- Le Système Néo-Barbare.....	57
- Exploitation et Parasitisme.....	61
- Sécurité sociale et Indépendance nationale.....	66
- Le peuple Mondial : Nord et Sud.....	69

C – Politique

- Indigènes et Béni-oui-oui.....	74
- Syndicats : Les affranchis du parasitisme.....	80
- Partis d'après-guerre et Blocs d'avant-guerre.....	87
- La Gauche et les Chauvins.....	94
- De la Gauche au Fascisme.....	97

D – Marx

- Saint Paul et Marx.....	114
- Barbarie scientifique et Communisme civilisé.....	116
- Le Communisme, la Famille et l'État.....	119
- Non ! Nous ne sommes pas représentés !.....	122
- 1789 et 1936.....	126
- Le Parti Communiste.....	137
- Drapeau rouge déployé.....	140

La fin de la Préhistoire

- Du Radicalisme au Démocratisme.....	156
Documents :	
- De l'Origine d'une Science nouvelle (Mercier de la Rivière).....	162
- Défense du Travail (Thomas Hodgskin).....	166
- Louis Blanc (1811-1882).....	169
- L'Organisation du Travail (Louis Blanc).....	173

— Annexes —

La République démocratique.....	177
Prison cellulaire.....	178
USA, rapport Prison/Chômage.....	180
Chômage en France.....	181
P.J. Proudhon : Napoléon III.....	182
Gambetta, ou le rêve brisé.....	183
Loterie et Tiercé.....	184
René Belin.....	185
Jacques Doriot.....	186
Marcel Déat.....	187
“Racisme”.....	188
Mitterrand et les 40 Voleurs.....	191
Jimmy Goldsmith.....	192
Chevènement.....	196
Quand les rouges broient du noir.....	198
C.R.S., les mal-aimés.....	200
C.R.S. : 1944-1994.....	202
“Welfare state”.....	203
U.S.A. – TERRORISME.....	206
Saint Paul.....	210
Quel est le sens de la vie ?.....	211
Jean-Jacques Rousseau.....	212
Votons Jean-Jacques !.....	213
Serment du Jeu de Paume.....	214
Bastille.....	215
Droits de l'Homme de 1793.....	216
Robespierre contre la Déchristianisation.....	218
29 Juillet 1830, les Trois Glorieuses.....	219
1839 – Chartisme.....	220
Feargus O'Connor.....	221
Chartism.....	222
Abd el-Kader, résistant, sultan et philosophe.....	224
24 février 1848.....	225

La fin de la Préhistoire

Commune de Paris.....	226
Octobre 1917.....	227
Front Populaire.....	228
Mao – 1949.....	229
Mai 68.....	230
L’Internationale.....	231
Karl Marx.....	232
Le Manifeste Communiste.....	233
Marx : 1 ^{ère} Internationale – 1 ^{er} novembre 1864.....	234
Jules Guesde.....	235
Antimafia : La Belle Époque.....	237
Maurice Torez.....	239
“FILS DU PEUPLE”, enfant d’un autre ?.....	240
Kibboutz.....	241
Mini-Manifeste.....	242
Le Grand Guignol.....	243
1928 : “CLASSE contre CLASSE !”.....	244
Parti Communiste Français.....	246
Staline “déicide” !.....	247
